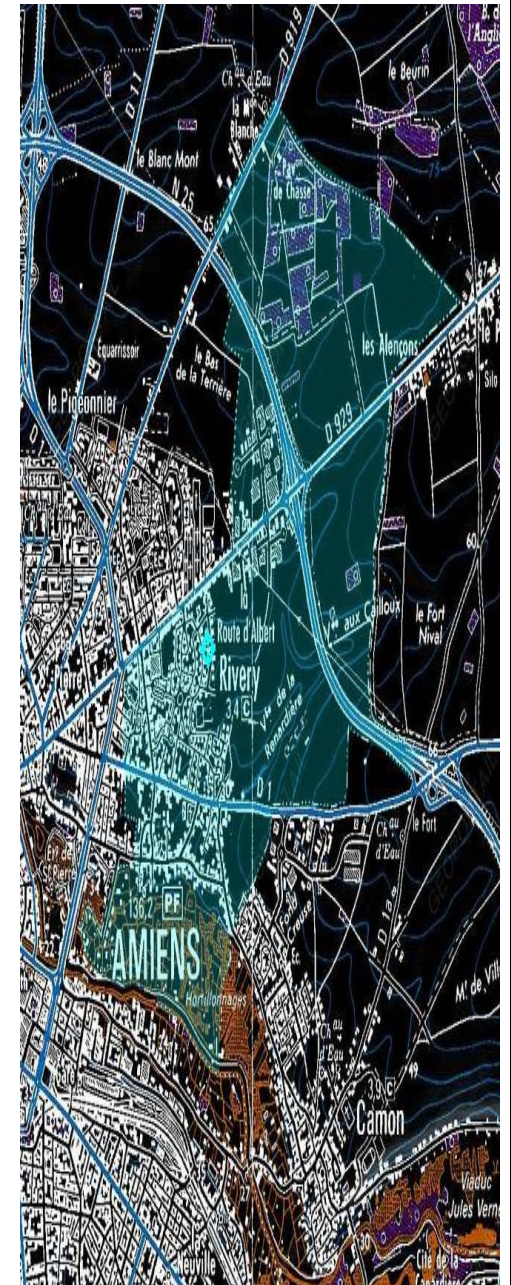


# COMMUNE DE RIVERY

## REVISION DU POS ELABORATION DU PLU

### Rapport de présentation

Agence URBANITÉS  
Agence ROCHER-ROUGE



<b>Sommaire</b>		<b>F- Prescriptions territoriales d'aménagement</b>	<b>77</b>
Introduction	3	1- Scot	
<b><u>I - Données, analyses et objectifs</u></b>	<b>4</b>	2- SDAGE	
<b>A - Présentation de la commune</b>	<b>4</b>	3- SAGE	
1 – Situation géographique et administrative		4- Le Programme Local de l'Habitat	
2 - Voies de communication : organisation		5- Le PDU	
<b>B- Analyse environnementale</b>	<b>17</b>	6- Le PPRI	
1- Contexte climatique		7- La Loi sur l'eau	
2- Contexte physique		8- Servitudes et contraintes	
3- Risques naturels		9- Le POS	
4- Risques industriels		<b>G- Développement humain, social et économique</b>	<b>93</b>
5- Qualité de l'air		1- Evolution démographique	
6- Offre énergétique renouvelable		2- Logements	
7- Réseau numérique		3- Scolarisation	
<b>C- Analyse paysagère et usages</b>	<b>29</b>	4- Equipements publics	
1- Analyse des éléments paysagers		5- Activités économiques	
2- Analyse des vues et des perceptions		6- Activités agricoles	
3- Analyse des entrées et des séquences		<b>Synthèse et objectifs pour l'élaboration du projet communal</b>	<b>111</b>
<b>D- Analyse urbaine</b>	<b>46</b>		
1- Histoire urbaine			
2- Organisation du territoire et organisation urbaine			
3- Forme urbaine			
4- Tracés et parcellaire			
5- Du privé au public : espaces publics			
6- Analyse du bâti : typologies			
7- Energie et habitat			
<b>E- Protections et servitudes à prendre en considération</b>	<b>69</b>		
Les inventaires nationaux et européens			

<b><u>II – Le projet communal</u></b>	<b>113</b>	E – Incidences du PLU en matière de risques	156
A – Données et objectifs projectuels	113	F – Incidences du PLU sur le cadre de vie et la santé	156
B - Prise en compte par le PADD des principes généraux d'urbanisme et compatibilité avec les enjeux identifiés et normes supérieures	126	G – Incidences du PLU sur Natura 2000	156
C - Prise en compte du PADD dans les documents graphiques et Règlement	130	H – Evaluation environnementale	156
D - Volet eau	131	<b><u>V – Indicateurs pour l'évaluation des résultats de l'application du PLU</u></b>	<b>157</b>
<b><u>III – Justifications des dispositions du PLU</u></b>	<b>132</b>	<b><u>VI – Résumé non technique</u></b>	<b>158</b>
A – Les zones urbaines	132		
B – la zone d'extension	142		
C – La zone agricole	147		
D – La zone naturelle	149		
E – Tableau des superficies	152		
F – Espaces boisés protégés	153		
G – Emplacements réservés	153		
H – Annexes sanitaires	153		
<b><u>IV – Incidences de orientations du PLU sur l'environnement</u></b>	<b>154</b>		
A – Incidences du PLU sur la consommation d'espace	154		
B – Incidences du PLU sur les milieux agricoles	154		
C – Incidences du PLU sur les milieux naturels	154		
D – Incidences du PLU en matière de ressources naturelles et de nuisances	154		

### **Introduction**

La commune de Rivery dispose actuellement d'un POS partiel en vigueur approuvé en date du 24 mars 1989 et d'un POS partiel sur la partie des hortillonnages, ce dernier a été approuvé en date du 24 septembre 1987. Conformément à la rédaction de l'article L.123-1, alinéa 3 : «*Les PLU couvrent l'intégralité du territoire de la commune...*». L'élaboration du PLU de la commune devra prendre en compte la partie des hortillonnages sur le territoire de la commune de Rivery, soit environ 60 hectares.

Par délibération en date du 29 septembre 2008, le conseil municipal a décidé la révision du Plan d'Occupation des Sols et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme. Elle a pour objectif de réajuster les objectifs originels, tout en prenant en compte les dernières préoccupations environnementales et paysagères (s'appliquant tant au paysage naturel que bâti) et le développement humain, économique, touristique de la commune et de la région environnante.



# I - DONNEES, ANALYSES et OBJECTIFS

## A- Présentation générale

### 1- Situation géographique et administrative

Le territoire de Rivery, se rattache à la région géographique de l'Amiénois représentatif d'un point de confluence de vallées.

La commune de Rivery est située à la limite nord-est d'Amiens, sur une superficie de 637 hectares.

Le territoire communal s'étend à l'est d'Amiens et couvre la vallée de la Somme, en amont de l'agglomération, ainsi que les plateaux surplombant la vallée sur la rive droite.

Le site de la vallée fait partie de l'espace naturel des hortillonnages qui s'étend sur la rive droite de la Somme en amont d'Amiens. Cet espace naturel très fragile, de grand intérêt écologique, est inscrit à l'inventaire des sites protégés par arrêté préfectoral en date du 04 avril 1972. L'ensemble des hortillonnages s'étend également sur d'autres communes : Amiens, Camon et Longueau.

*« Cultivés depuis le Moyen Age par les hortillons, ces jardins «flottants», auxquels on accède exclusivement en bateau, sont enserrés par les bras de la Somme et de l'Avre et s'étendent sur 300 ha, sur les communes de Rivery, Camon, Longueau et Amiens. Les parcelles de terre sont entrecoupées de canaux, «rieux», navigables en barques à font plat nommées «à cornets». Celles-ci sont caractérisées par leur avant incliné dans le but de faciliter l'accostage sans détériorer les berges. Elles servaient autrefois au transport de légumes »*

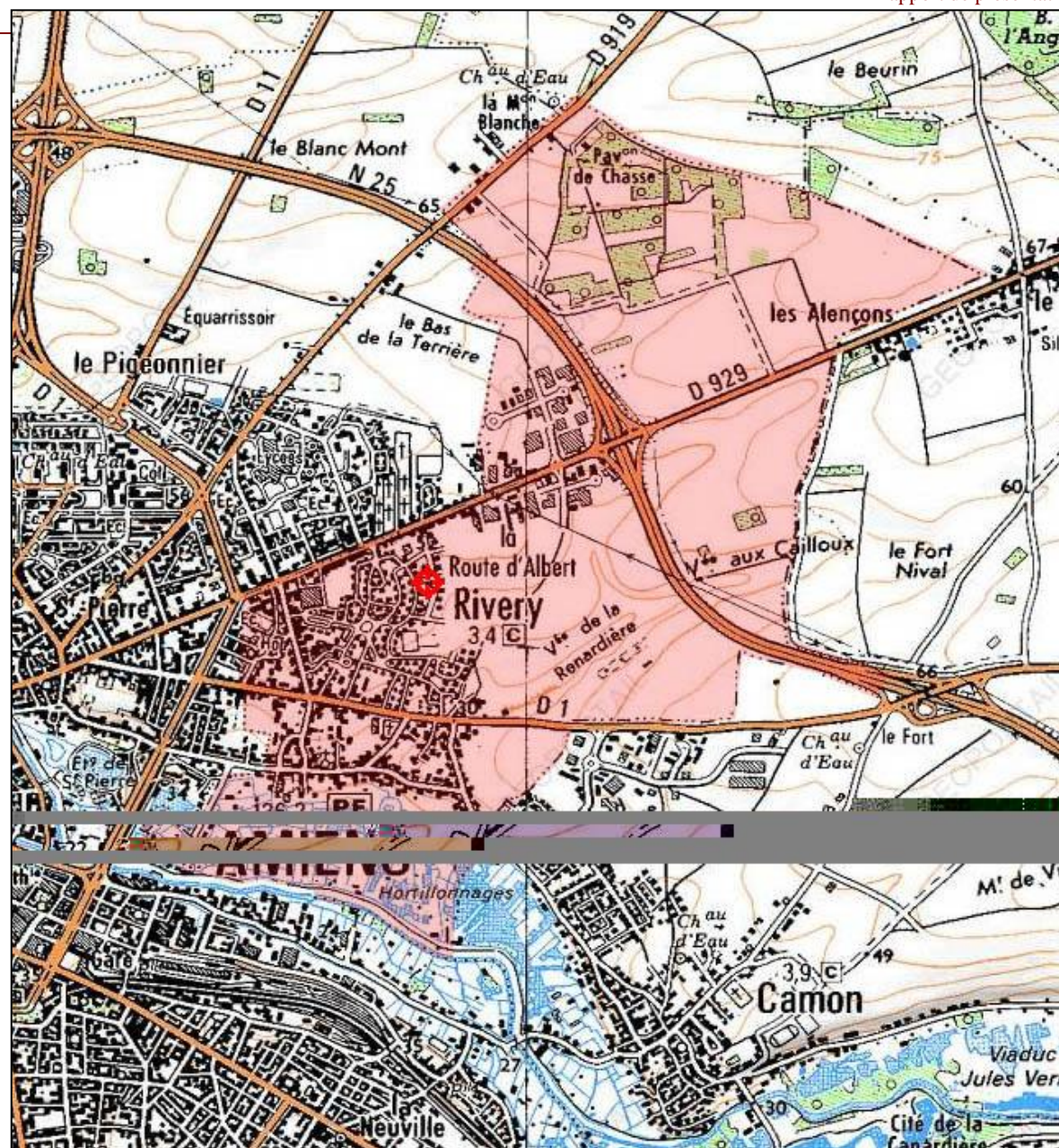
L'agglomération de Rivery s'est développée au prolongement des quartiers Nord-est d'Amiens.

Des implantations industrielles se sont développées le long des axes de la route départementale n°929 et de la route départementale n° 919.





Extrait de la carte IGN



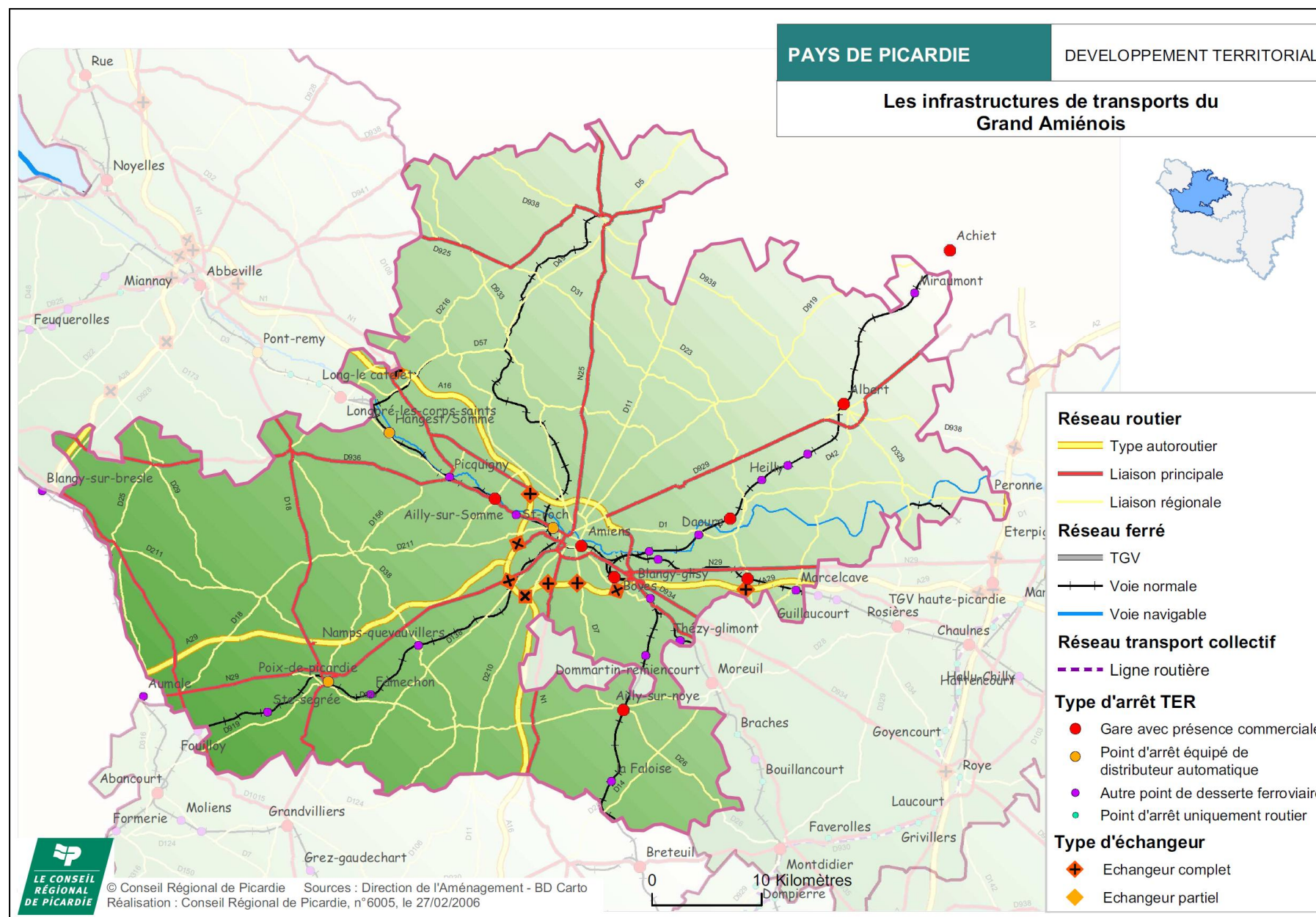
## 2- Voies de communications : organisation

Un réseau national

La commune se trouve à proximité des axes autoroutiers A29 (St Quentin-Le Havre), et A 16 (Paris-Amiens-Calais).







La commune se situe à proximité d'une desserte ferroviaire vers les grands pôles urbains avoisinants (ligne Boulogne-Amiens). La gare étant située à Amiens.



### Un réseau secondaire

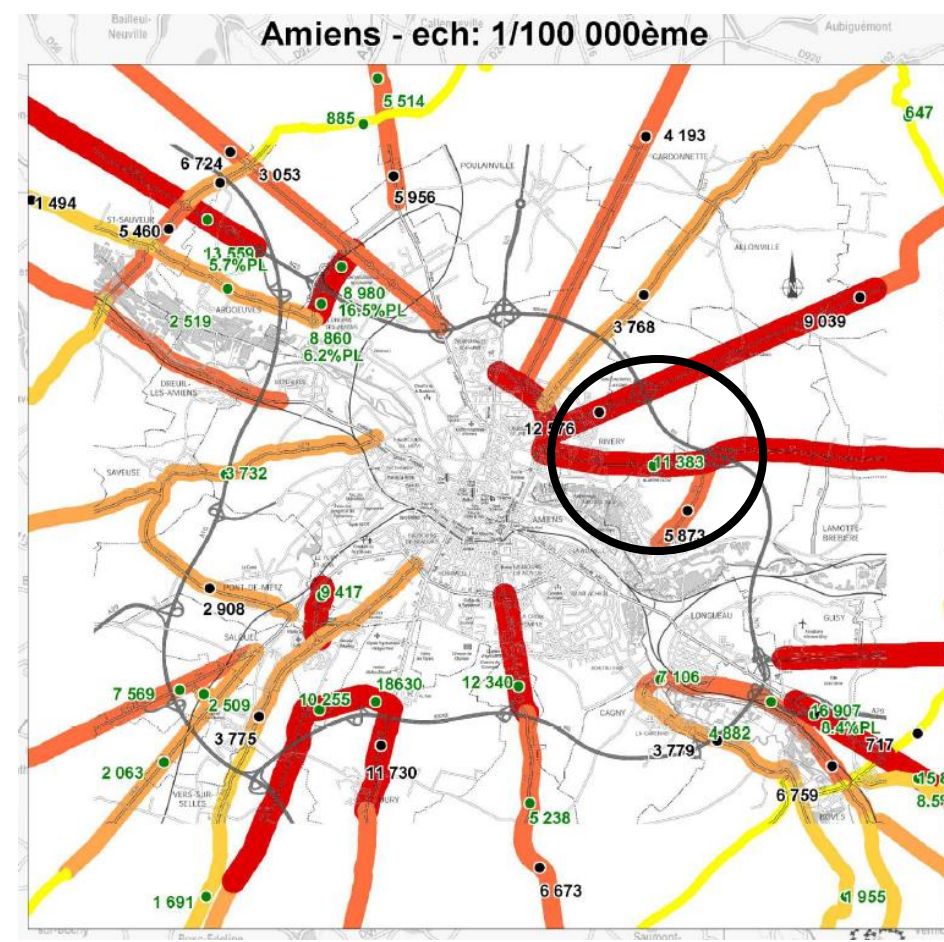
La desserte principale de la commune s'effectue par la N25 (la rocade) qui connecte le territoire de Rivery aux communes avoisinantes et aux infrastructures nationales. Elle longe la voie ferrée et supporte un trafic important. C'est une voie classée «voie bruyante» par arrêté préfectoral du 29 novembre 1999.

Les RD 929 (ancienne voie romaine - 12576 véhicules/jour).et RD 1 (11383 véhicules/jour).connectent la commune à Amiens et respectivement à Pont Noyelles et à Daours.

La RD 929 et la RN 25 sont classées route à grande circulation et sont empruntées pour les transports exceptionnels.

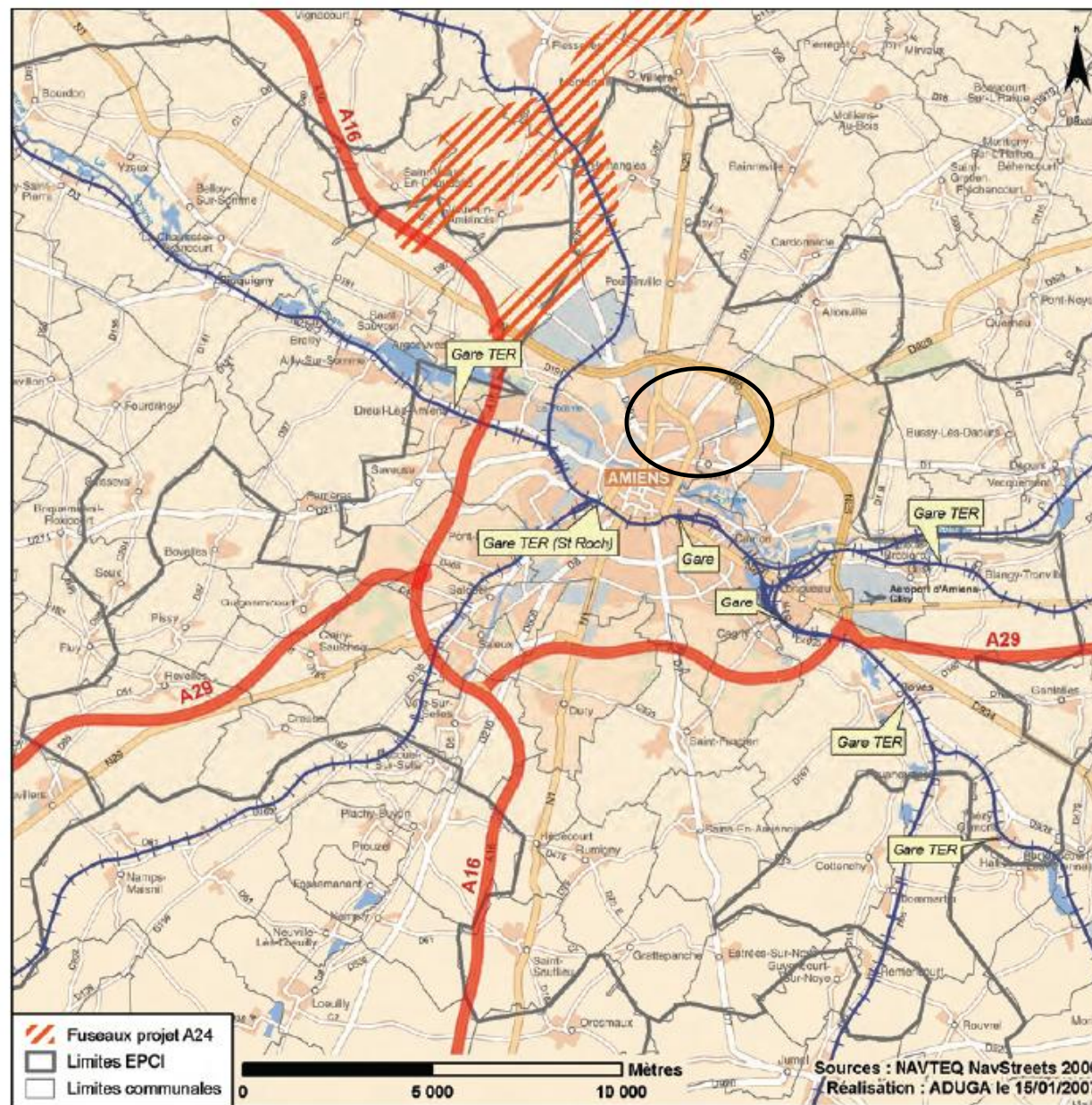
Conformément à la rédaction de l'article L111-6 du code de l'urbanisme : «En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de **soixante quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation** ».

*Extrait de la carte des trafics routiers, 2008, DDE et Conseil Général.*





## Réseaux ferrés



## Mobilité

**La mobilité selon les motifs dans les années 90** en moyenne individuelle par jour est présentée dans le tableau suivant :

Motif	Affaires personnelles	Travail	Achats	Loisirs	Scolaire	Visite	Université	TOTAL
Nbe dept /pers/jour	0,88	0,85	0,71	0,47	0,44	0,36	0,09	3,8

(source : enquêtes ménages - déplacements du CERTU)

Par ailleurs, le tableau suivant vous présente les ordres de grandeurs des parts modales

	Province (moyenne et plage)	Île-de-France
Marche à pied	26 %	20 % à 31 %
Vélo	2 %	1 à 6 %
TC urbains	7 %	2 à 13 %
Autres TC	2 %	1 à 6 %
2 roues motorisés	2 %	1 à 4 %
Voiture	60 %	53 à 70 %

Temps de parcours	5min	10mn	15mn	20mn
Distance parcourue par				
Piéton	330m	660m	1km	1.33km
vélo	1.2km	2.4km	3.6km	4.8km

L'accroissement des déplacements et de la mobilité individuelle est directement lié au phénomène de l'étalement urbain et du développement et de la même est lié à l'amélioration des conditions de circulation notamment routière. En 50 ans, la distance moyenne parcourue chaque jour par chaque français a été multiplié par 6, passant de 5km en 1950 à 30km en 1995.

Les impacts environnementaux sont nombreux :

- **pollution atmosphérique et sonore** : les transports terrestres représentent la principale source de pollution de l'air en milieu urbain et la principale source de nuisances sonores.

- **Source de consommation énergétique** : les transports représentent une part toujours plus importante de notre consommation d'énergie et de la consommation de pétrole.

- **Dévoré de l'espace** : Les routes et les parkings représentent 39% des surfaces artificialisées (soit 3% du territoire national). Ainsi par exemple, pour 2 heures d'utilisation, il faut prévoir 25 m<sup>2</sup> pour une voiture, 2.3m<sup>2</sup> pour une deux roues motorisée et 1.5 m<sup>2</sup> pour un vélo. Dans une journée, l'automobile aura été stationnée en moyenne à six reprises dont deux de longues durées (journée de travail et nuit).

- **Sécurité** : Plus de la moitié des accidents se produit en agglomération.

Par ailleurs, la part des déplacements dans les budgets des ménages a augmenté de moitié en 40 ans (9.7% en 1954 - 15.2% en 1999). Le poste transport arrive en troisième position après les dépenses de logement et d'alimentation. L'augmentation des distances parcourues contribue à renforcer le poids respectif des déplacements dans le budget des ménages comparé aux autres postes. Les évolutions démographiques, celles des modes de vie entre autre génèrent des déplacements plus nombreux et plus lointains.



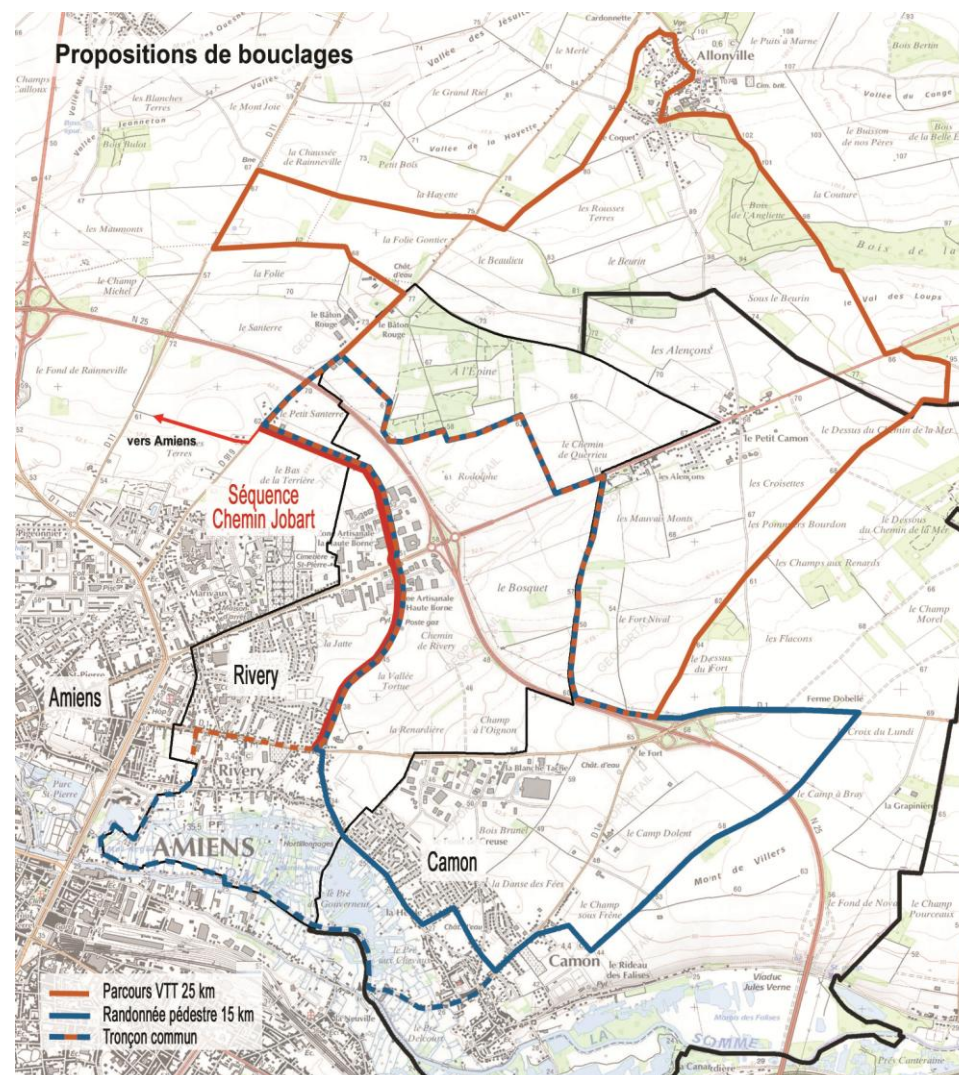
### Chemins piétonniers - vélo

La commune dispose de liaisons piétonnes qui desservent l'intérieur de la commune ou, les espaces ruraux à proximité et notamment le chemin Jobard qui longe le secteur d'étude.

Il serait intéressant de travailler sur des cheminements doux afin de :

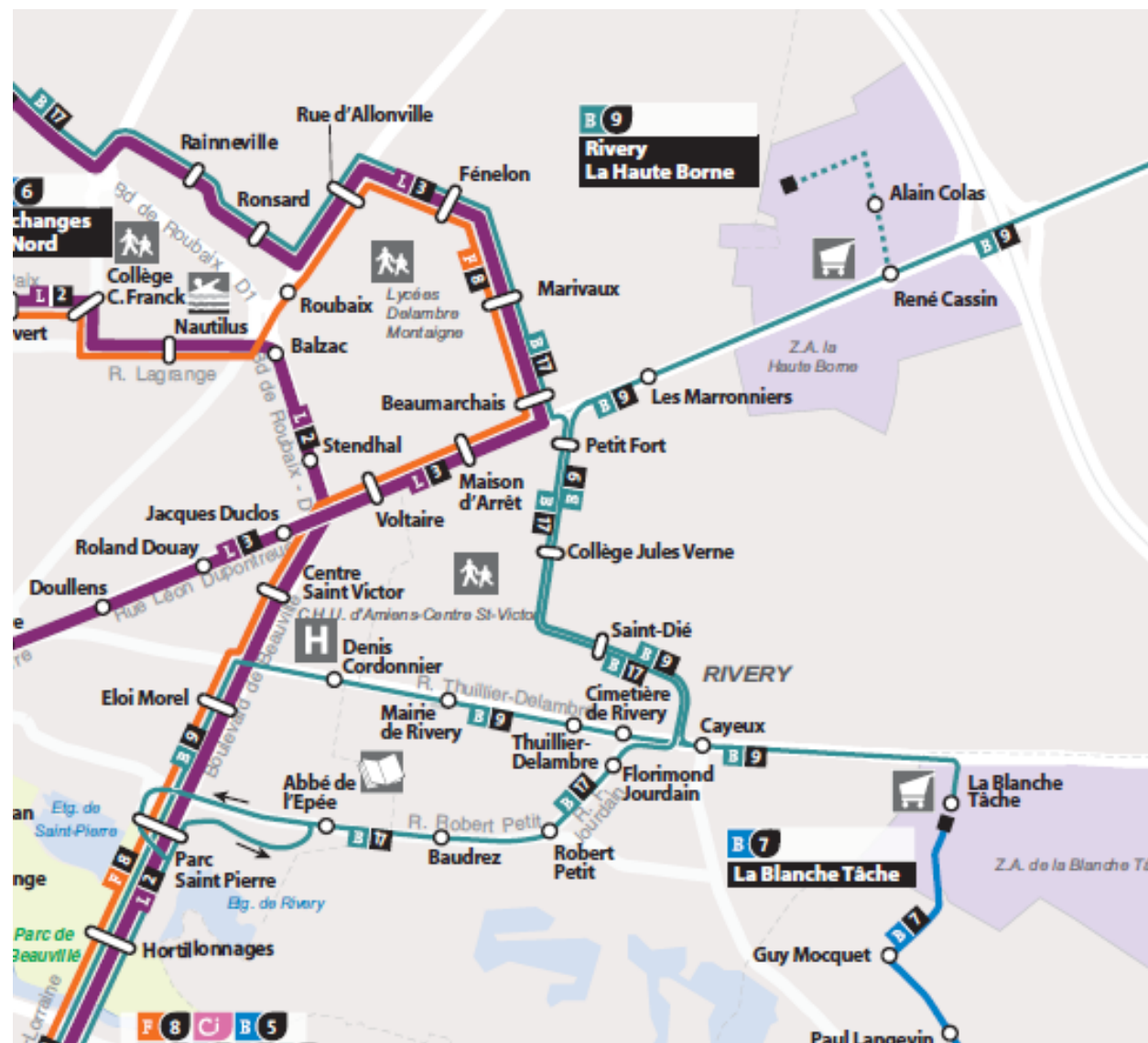
- Créer des transitions ville / campagne, notamment à proximité du secteur d'étude ;

Faciliter les déplacements piétons vers les espaces publics, les équipements, les commerces, les services afin de dynamiser le quartier et de conforter la fréquentation, par les habitants de la commune, des activités, commerces et services.



## Transports collectifs

La commune est desservie par un réseau de transport en commun Amétis à l'échelle de l'agglomération.



L'enquête déplacements grand territoire réalisée dans le Grand Amiénois en 2009-2010 montre que "Les comportements de mobilité sont très liés au positionnement géographique des zones où résident les habitants et aux caractéristiques sociales des populations.

Dans Amiens Métropole :

- la population d'Amiens centre se distingue par une forte mobilité qui s'exprime essentiellement à pied (55%) ; l'usage du réseau Ametis y est élevé, celui de la voiture faible,
- les résidents des secteurs les plus défavorisés d'Amiens nord et ouest se caractérisent par une mobilité assez basse liée à un faible usage de la voiture non complètement compensé par une forte utilisation de la marche et du réseau Ametis ; ce sont les habitants de ces deux secteurs qui utilisent le plus le réseau urbain,
- les habitants du secteur proche du centre d'Amiens Henriville - Sainte Anne ont une mobilité moyenne avec un fort usage de la marche et une assez faible utilisation de la voiture et du réseau Ametis ; parmi les secteurs d'Amiens, c'est celui qui présente la mobilité sur le réseau Ametis la plus faible,
- les populations d'Amiens Saint Maurice – La Hotoie et Amiens sud-est ont des mobilités plutôt faibles avec un assez fort usage du réseau Ametis,
- les résidents d'Amiens sud ont une mobilité assez forte qui s'exprime surtout en voiture ; c'est le secteur d'Amiens qui présente la plus forte mobilité en voiture et la plus faible en transport urbain,
- les habitants des secteurs qui regroupent les communes proches d'Amiens ont des mobilités assez élevées avec un fort usage de la voiture et une faible utilisation de la marche,
- la population des communes du reste d'Amiens Métropole présente une mobilité assez élevée avec une très forte utilisation de la voiture et un très faible usage de la marche : de tout le Pays, c'est le secteur où, à la fois, on marche le moins et on roule le plus en voiture.

Les déplacements domicile-travail et retour ne représentent « que » 14% du total. Mais l'activité travail en incluant les affaires professionnelles représente 23% des activités qui motivent les déplacements. Comme les déplacements pour le travail se réalisent souvent aux heures de pointe, se font souvent en voiture sur des longueurs plus importantes que la moyenne, le travail reste structurant dans les pratiques de mobilité de la population.

Les achats (19%) sont le deuxième motif de déplacements mais il faut souligner l'importance (17%) de l'accompagnement (on se déplace non pour soi-même mais pour une autre personne). L'accompagnement se fait

essentiellement pour conduire les jeunes enfants à l'école, à la crèche ou chez une nourrice.

Hors week-end, les déplacements pour achats vers des petits et moyens commerces (62%) sont plus fréquents que ceux vers les grandes surfaces. C'est un constat que l'on fait souvent mais pas toujours avec une telle ampleur.

La voiture est toujours le mode dominant pour réaliser des déplacements pour achats mais, si elle est quasi-hégémonique pour les grandes surfaces (81%, 17% de marche), la marche est très utilisée pour accéder aux petits et moyens commerces (45%).

La forte utilisation de la voiture pour se rendre dans les centres commerciaux est liée à leur positionnement fréquent en périphérie : les quelques centres situés en zone dense (Les Halles, Amiens 2, Intermarché de la route d'Abbeville) présentent des taux d'accès à pied non négligeables (66% pour Les Halles !).

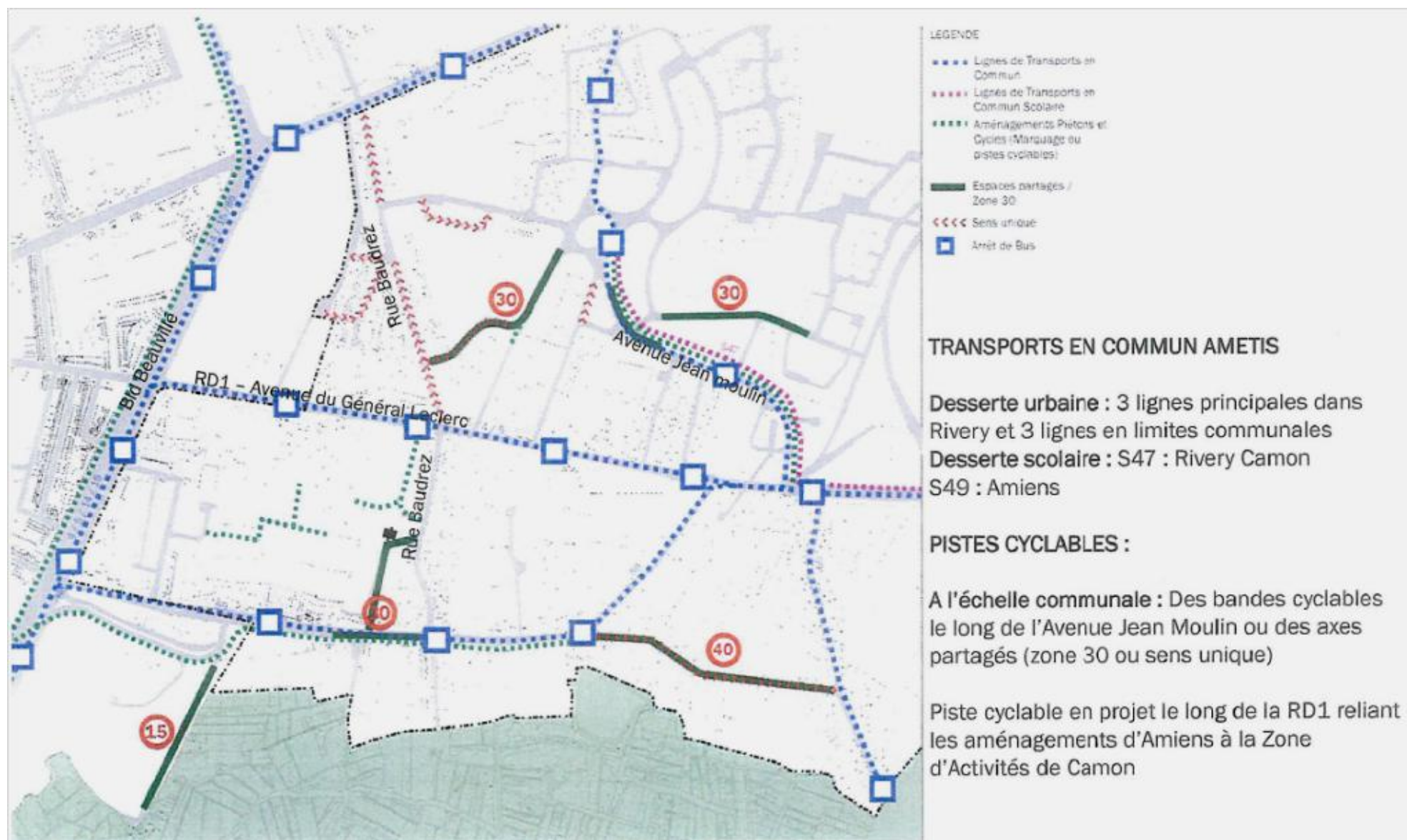
Trois centres commerciaux se détachent des autres en termes de fréquentation : Amiens sud, Saint Ladre et le pôle Jules Verne. Ces trois centres ont chacun leur zone d'influence bien définie mais d'autres centres (Les Halles, route d'Abbeville, Rivery et Longueau) ont, localement une influence souvent forte. Mais les zones d'influence se chevauchent souvent de manière inhabituelle.

Le centre-ville d'Amiens (Saint Leu – Les Halles et centre-ville sud) est le principal pôle d'achats du Pays puisqu'il reçoit quotidiennement, en semaine, 21 200 déplacements pour ce motif (contre 7 500 pour Amiens sud, centre commercial le plus attractif).

Hors Amiens Métropole, l'influence des principaux centres commerciaux reste assez forte au sud, beaucoup moins au nord.



Extrait de l'étude cœur de ville



## **Stationnement collectif**

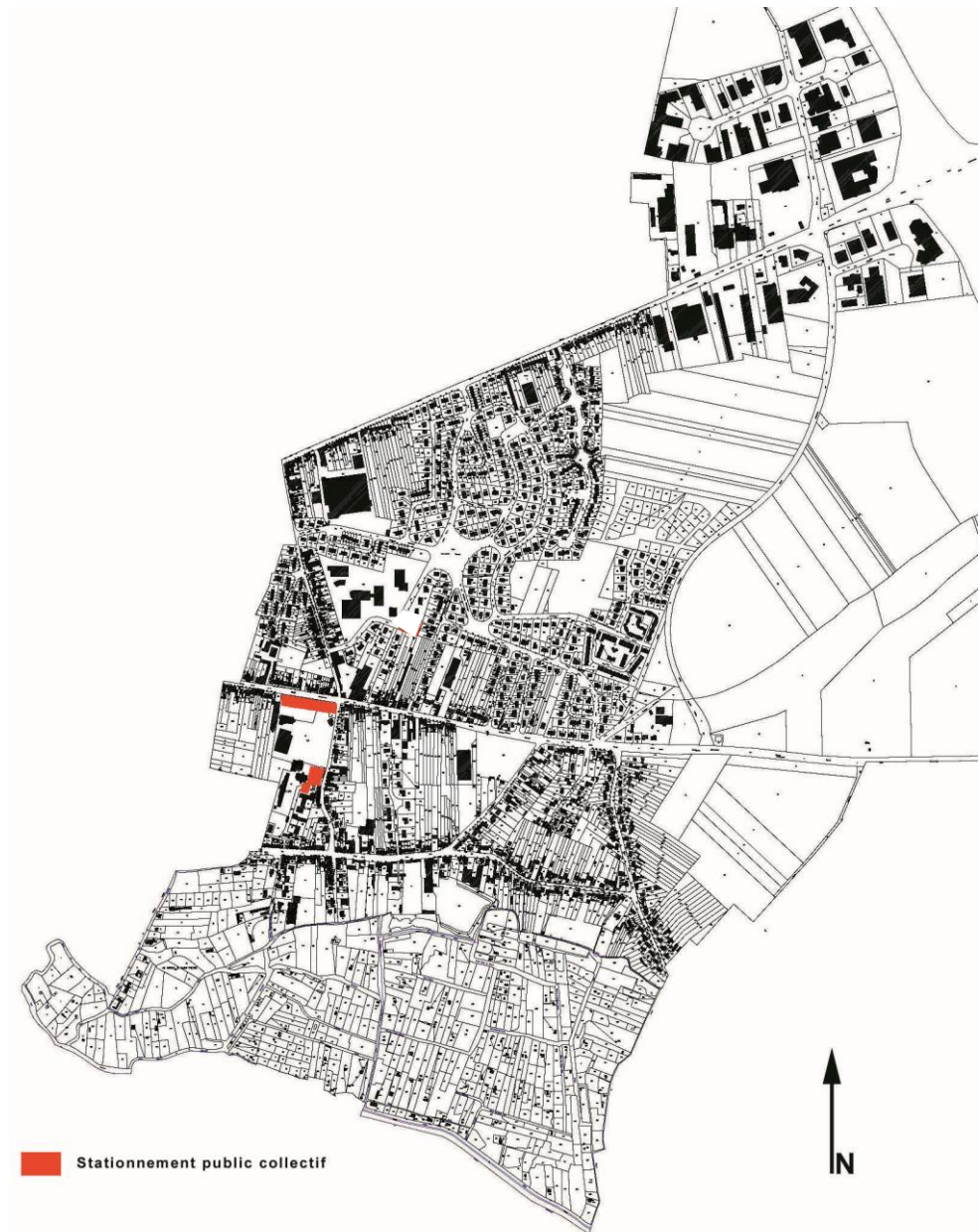
La commune compte 2 emprises de stationnements collectifs publics : l'une, au pied de la mairie-école permettant le stationnement proche des équipements et l'autre proche des tennis.

Le stationnement le long des rues est plus ou moins aménagé créant parfois des conflits d'usage avec les piétons.

Il existe des "poches de stationnement" pour les activités commerciales ou les activités présentes sur le territoire.

Il est difficile d'envisager une mutualisation du stationnement autre que public.

Le stationnement doit donc être envisagé sur le terrain privé.





## Nuisances sonores

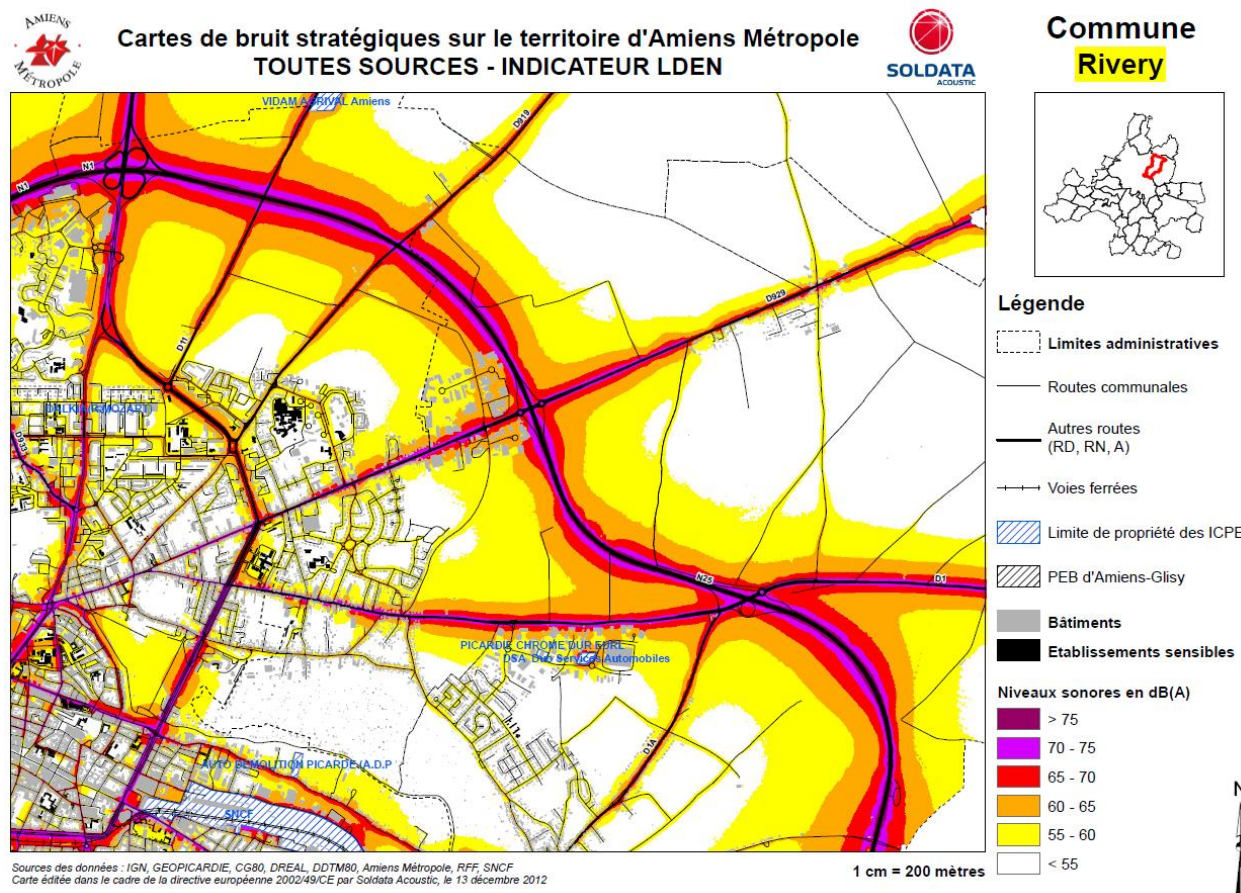
Ce document constitue le **Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) sur le territoire de la communauté d'agglomération d'Amiens Métropole** (nommé AM ci-après), tel que prévu par le Décret n° 2006-361 du 24 mars 2006. Il s'inscrit dans la continuité de la réalisation des cartes stratégiques du bruit réalisées en 2012, et approuvées en Conseil d'Agglomération du 30 mai 2013.

**La réduction des nuisances sonores** concerne majoritairement les bruits routier et ferroviaire. Un recensement des mesures prévues a été réalisé. La voirie communautaire et communale constitue un réseau dense sur le territoire et est logiquement la principale source de dépassement des valeurs réglementaires pour le bruit routier. Amiens Métropole et les communes concernées ont réalisé et ont prévu un certain nombre d'actions permettant d'améliorer ou d'anticiper les situations. La voirie départementale engendre quelques dépassements sur le territoire. Le Conseil général de la Somme élabore actuellement son PPBE sur les routes départementales dont le trafic moyen journalier annuel est supérieur à 8 200 véhicules et présente quelques actions réalisées et prévues. Les partenaires et communes sont porteurs d'actions de réduction du bruit, de manière directe ou indirecte – report du trafic automobile vers des modes doux par exemple – qu'il est nécessaire de valoriser au regard de l'environnement sonore.

**La préservation de zones calmes** constitue un axe d'amélioration important du PPBE. Au cours des 5 ans d'application de ce PPBE, Amiens Métropole mettra en œuvre une réflexion afin de proposer une définition, une localisation des zones calmes, des actions de préservation et de conquête de nouvelles zones, pour le prochain PPBE.

**L'anticipation des enjeux acoustiques dans les projets d'aménagements** est d'ores et déjà appliquée au sein des deux grands projets d'aménagement du territoire, la mise en place du tramway et le projet de la Citadelle. Les efforts effectués dans ce domaine doivent être soutenus et maintenus jusqu'à finalisation des projets.

La commune est concernée par le bruit issu du trafic routier aux abords des 2 axes importants qui engendrent des dépassements de valeurs limites.



## **B- Analyse environnementale**

### **1. Contexte climatique**

La commune bénéficie d'un climat caractérisé par un écart de température moyen, voire faible, une pluviométrie assez élevée, des jours de neige et de gelée relativement peu nombreux.

→ Températures :

On note un faible écart thermique moyen entre juillet et janvier, de l'ordre de 15°C. La température moyenne est de 10.5°C.

La température maximale est de 30 °C, la minimale de -8°C.

→ Précipitations :

La hauteur moyenne totale de pluie par an se situe entre 700 et 750 mm.

Le nombre de jours de pluie est assez élevé, répartis de façon relativement régulière sur l'année.

→ Vent et Insolation :

Les jours sans vent sont rares. Les vents dominants sont de secteur Ouest/Sud-Ouest.

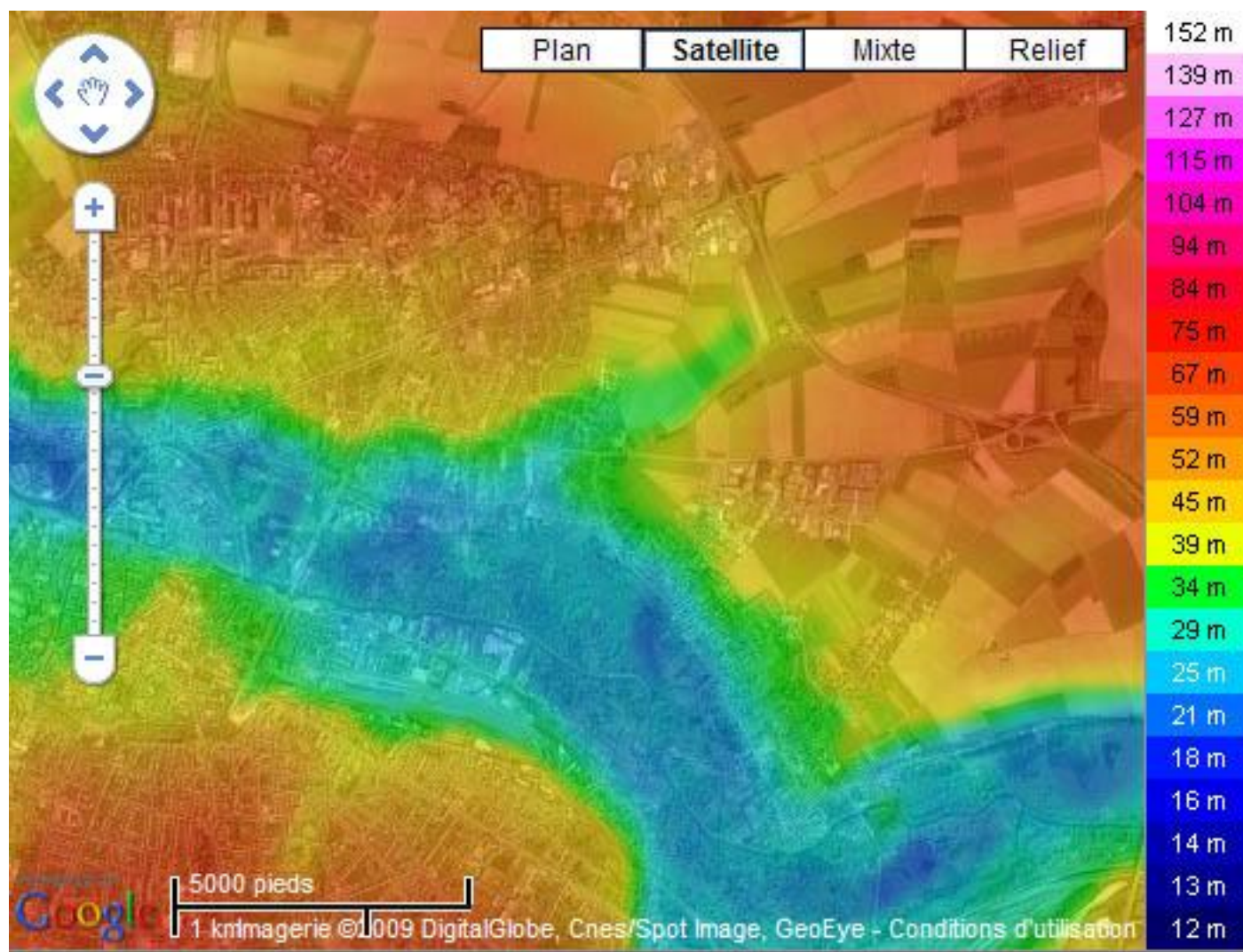
	Janv	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Vitesse moy. en m/s	5.3	5.2	5.2	4.9	4.3	4.0	4.0	3.9	4.1	4.3	4.9	5.1
Vitesse max. en m/s	42	42	35	34	30	29	26	25	30	33	34	38
direction du vent	w	s-w	s-w	w	w	s-w	s-w	w	w	s-w	s-w	s-w
N. jours vent fort	8	6	8	6	4	3	3	3	4	5	6	8



## 2- Le cadre physique et hydrologique : présentation générale

### Carte du relief

Les plus hautes altitudes plafonnent à 77.5m d'altitude au Nord du territoire communal. Le point bas se situe en fond de vallée de la Somme à 25m d'altitude



### a) Géologie : présentation générale

La commune de Rivery s'étale sur les premières pentes du coteau en bord de Somme.

#### → Limons des plateaux (LP)

Ces matériaux recouvrent les terres des plateaux de craie. Il s'agit de dépôts loessiques.

#### → Craie blanche du Coniacien et du Santonien (c4-5)

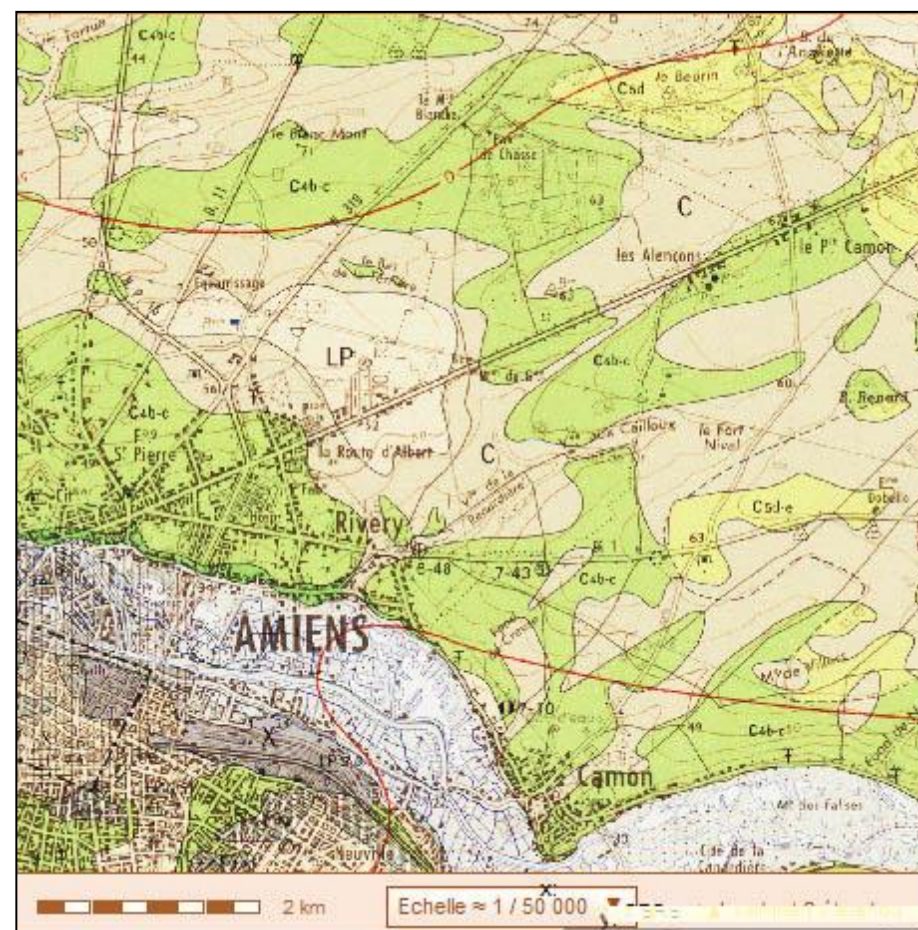
Il s'agit d'une craie blanche sans silex, tendre et gélive.

#### → Alluvions (Fz)

Les alluvions du fond de vallée sont à dominante tourbeuse, elles peuvent atteindre plusieurs mètres d'épaisseur.

#### → Colluvions (C)

Il s'agit de produits d'accumulation en bas de versant des matériaux des horizons voisins, érodés par ruissellement ou par solifluxion. On les observe au fond des vallées sèches et sur les flancs abrités des vallons où elles tapissent la craie.





## b) Hydrogéologie :

### ▪ Qualité des eaux

La commune se situe le long de la vallée de la Somme.

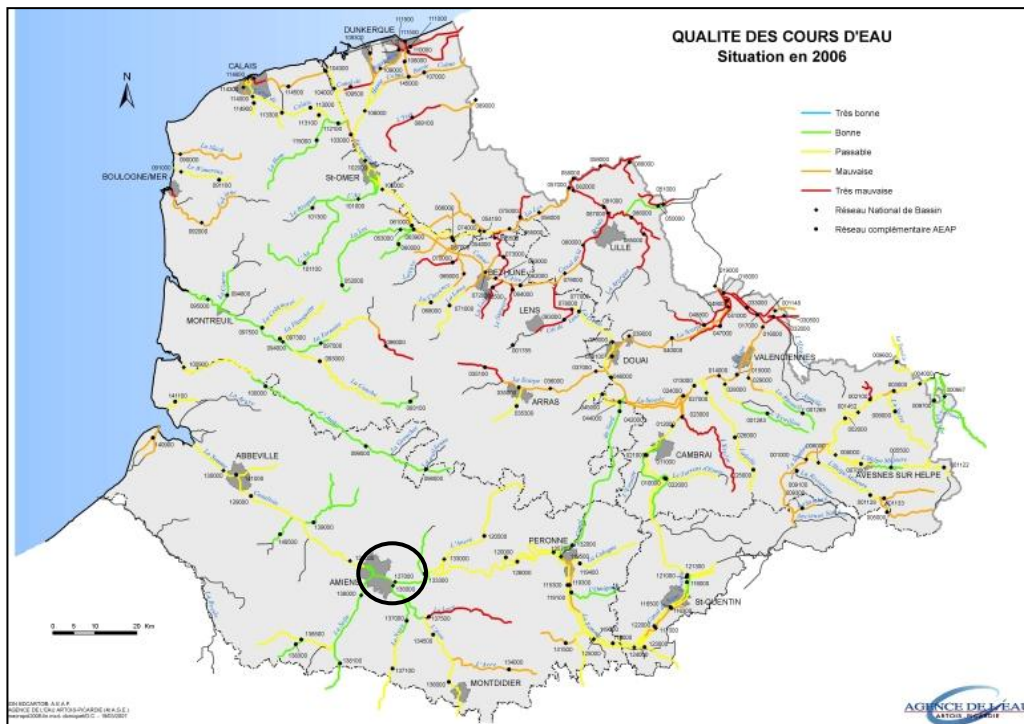
Sa source est située sur la commune de Fonsommès dans le département de l'Aisne à 86 mètres d'altitude, au sud-ouest de la Ferme Fervagues et de la Motte (126 m). Sa vallée forme un ensemble complexe de cours d'eau, de marais, d'étangs et de canaux. Le fleuve conserve sur toute sa longueur une orientation vers l'Ouest ou l'ouest-nord-ouest, mais il décrit de nombreux méandres.

La longueur de son cours d'eau est de 245 km ou 262,7 kilomètres selon le SANDRE.

La Somme se jette dans la Manche par la baie de Somme entre le Crotoy et Saint-Valéry-sur-Somme.

La **Somme** est un cours d'eau typique des pays de craie caractérisé par une pente très faible, des eaux lentes et un débit régulier, alimenté par un suintement ininterrompu. En aval d'Amiens, son tracé correspond à un synclinal; mais, en amont, son réseau est inadapté à la structure, ce qui explique de fréquents changements de direction.

Sa vallée encaissée est un ruban de verdure et d'humidité à travers l'aride plateau picard. Sur le fond plat de cette vallée alluviale aux versants raides, tantôt le fleuve se divise en plusieurs bras jalonnés de saules et de peupliers divaguant parmi les jardins et les prés, tantôt les eaux s'étalent en de nombreux étangs argentés, tourbières noirâtres ou marais (dont le « marais d'Isle », réserve naturelle au cœur de Saint-Quentin, et les « Hortillonages » à Amiens). Ces espaces, autrefois exploités pour la tourbe, sont maintenant utilisés pour la pêche et la chasse. La tourbe, qui remplit le fond de la vallée de la Somme sur plusieurs mètres, absorbe l'eau en cas de crue.





## Les hortillonnages





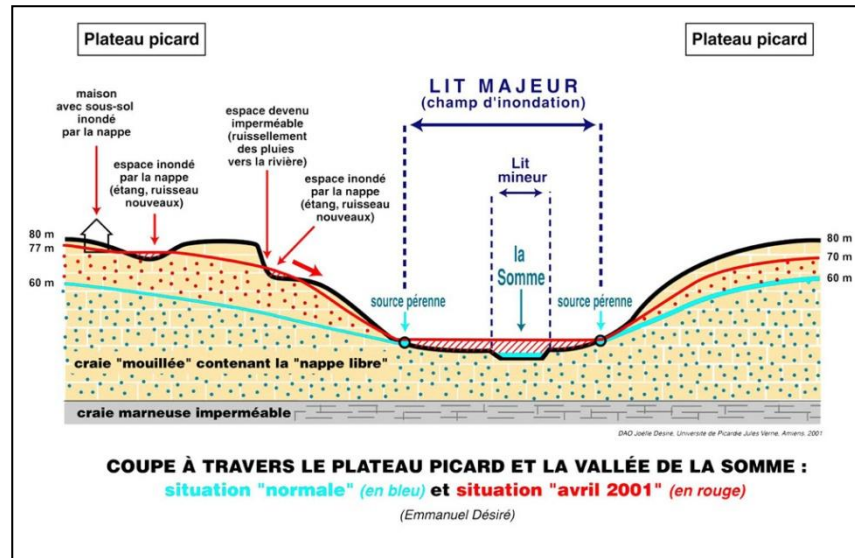
### 3-Risques naturels

#### a) Bassins versants

Le territoire communal fait partie du bassin versant de la Somme.

Le sous-sol du bassin versant de la Somme est presque entièrement constitué de craie, formation qui atteint **200 mètres d'épaisseur**, reposant sur un support argilo-marneux. La craie se caractérise par une forte porosité, qui lui permet de stocker une grande quantité d'eau, et une certaine perméabilité, qui facilite les échanges entre roches.

De part cette structure géologique, les communications entre les eaux souterraines et les eaux surfaces sont omniprésentes sur l'ensemble du territoire

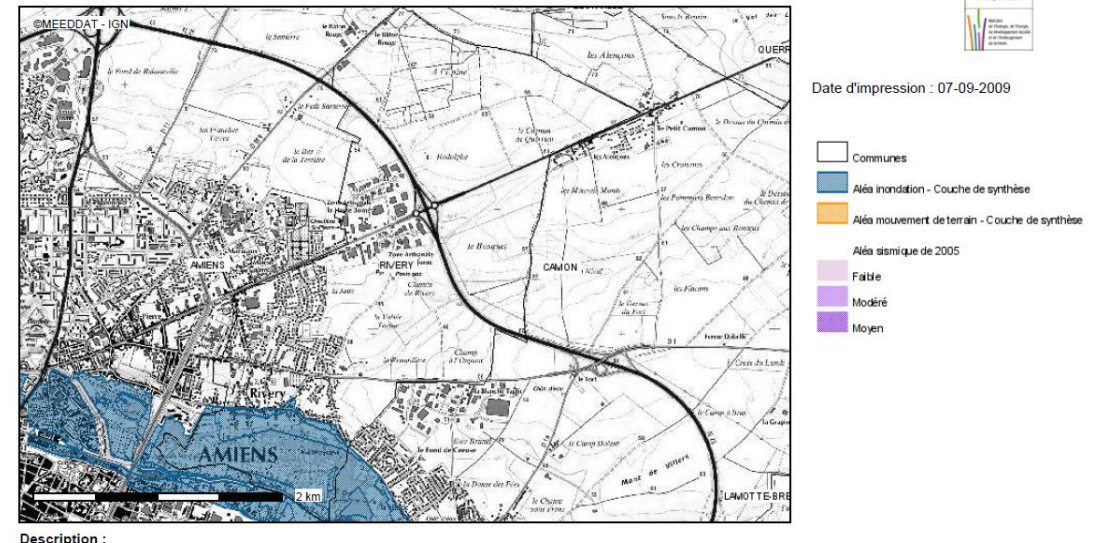


#### b) Risques encourus

En dehors du PPRI qui couvre le territoire communal (Cf : chapitre sur les contraintes et les servitudes, PPRI), les risques présents sont de plusieurs natures :

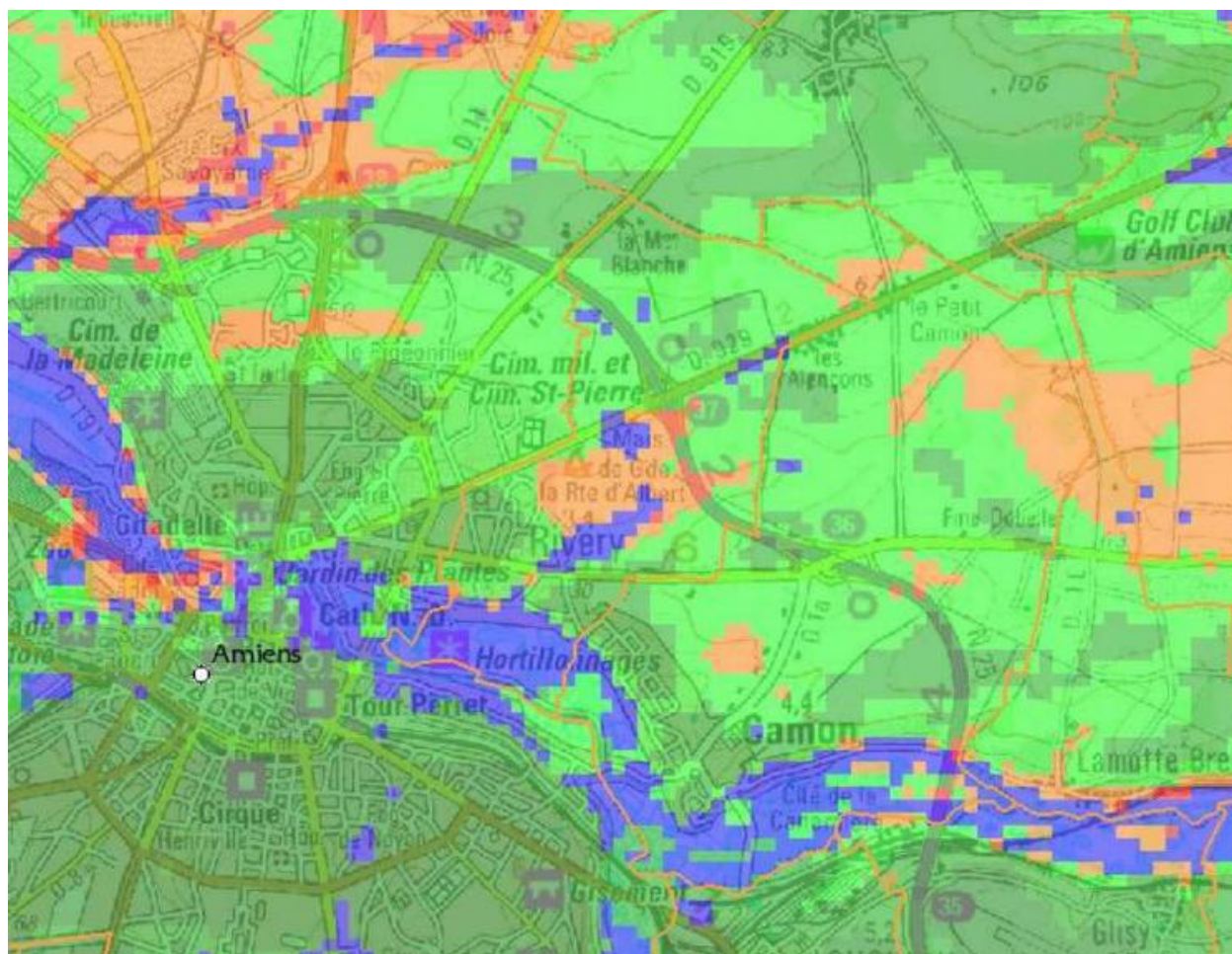
- Remontées de nappes
- Ruissellement
- inondation

Cartographie des risques en Somme



zone sismique de niveau 1

## Risque de remontée de nappe



### Légende de la carte

- Nappe sub-affleurante
- Sensibilité très forte
- Sensibilité forte
- Sensibilité moyenne
- Sensibilité faible
- Sensibilité très faible
- Non réalisé

## **4-Risques industriels**

### RISQUES INDUSTRIELS

#### ▸ LES INSTALLATIONS SOUMISES A LA DIRECTIVE SEVESO

La **Directive européenne SEVESO** (directive européenne 96/82/CEE du 09 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses) a classé sous cette rubrique des entreprises industrielles qui utilisent des produits ou des procédés de fabrication dangereux en quantité supérieure aux limites définies par une nomenclature.

Après consultation des services de la DREAL et du site internet <http://www.prim.net>, il s'avère qu'il n'existe **aucun établissement relavant de la Directive SEVESO** sur ou à proximité immédiate des terrains de l'opération.

#### ▸ LES INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

La Loi N°76-663 du 19 juillet 1976 a permis de fixer les dispositions qui s'appliquent aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Elles sont soumises à autorisation préfectorale si les dangers et inconvénients sont graves et s'ils peuvent être prévenus. Elles sont soumises à déclaration si les dangers sont peu importants. Cette loi impose à ce type d'installations de réaliser un dossier contenant diverses informations telles que :

- l'impact de l'installation sur l'environnement et les moyens mis en œuvre pour les atténuer
- les dangers que présentent l'installation et les moyens mis en œuvre pour les prévenir.

De manière à ne pas engendrer des risques inhérents aux installations, celles-ci doivent par ailleurs se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant la prévention de la pollution de l'eau – de la pollution atmosphérique – du bruit et des vibrations – le traitement et l'élimination des déchets...

Après consultation des services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et du site <http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr>, il existe 9 installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou déclaration sur la commune :

- SARL AMELEC – 38 rue Baudrez – Fonderie

- Les Courriers Automobiles Picard – 5 rue René Cassin (ZA la Haute Borne) – entretien et réparation de véhicules, dépôts de liquides inflammables
- LeUrbanités Automobile – 49 rue Colas – garage, atelier mécanique, carrosserie, peinture
- SA Mulazzi – 14 rue Thuillier Delambre – station service, dépôt de liquide inflammable
- Etablissement DUNE – 50 rue Robert Petit – garage, atelier mécanique, carrosserie, peinture
- Art' Flor – 52 rue Robert Petit – garage, entreprise de nettoyage
- Etablissement ETROIT – 8 rue Robert petit – Fabrication de savons, détergents, produits d'entretien
- Garage Renault – 4 rue Paul Emile Victor (ZA la Haute Borne) – garage, atelier mécanique, carrosserie, peinture
- Garage Toyota – ZA la Haute Borne – garage, atelier mécanique, carrosserie, peinture



## **5- Qualité de l'air**

Les plans issus de la Loi sur l'air s'inscrivent dans une stratégie globale de réduction des émissions de polluants. L'observation des processus d'élaboration de ces plans dans la Région Picarde a été menée par le Comité Régional de l'Association pour la Prévention de la Pollution Atmosphérique (APPA).

A l'échelle de la Région, le **Plan Régional de la Qualité de l'Air** (PRQA), élaboré par une commission présidée par le Préfet de région, se veut un outil d'information, de concertation, et d'orientation pour la qualité de l'air.

Le PRQA en Picardie a été approuvé le 25 juin 2002. Il dresse un bilan de la qualité de l'air et présente un inventaire des émissions polluantes. Il évalue les effets de ces émissions sur la santé publique et l'environnement. Il propose une ligne commune à tous les acteurs et cadre les actions régionales. Il fixe les orientations en vue de préserver l'air que nous respirons.

Le projet du PRQA picard indique les principales conclusions et les 26 orientations proposées pour les 5 dernières années.

**La Picardie bénéficie d'une qualité de l'air relativement bonne. Il existe peu de pics de pollution. Le dioxyde de soufre diminue depuis 5 ans. Les teneurs en plomb ont considérablement chuté depuis la mise sur le marché de l'essence sans plomb. La pollution de fond par les oxydes d'azotes (traceurs de la pollution automobile) est relativement stable. La croissance du trafic routier est pour l'instant compensée par les innovations technologiques des véhicules. Néanmoins l'ozone pose problème et les poussières sont à surveiller de plus près.**

Les émissions les plus importantes, issues de la circulation routières concernent les agglomérations et d'une manière plus générale, le sud picard ainsi que les grands axes routières (RN) et autoroutières (principalement l'A1, l'A 26, l'A 29).

Ces orientations générales portent notamment sur :

1 - La surveillance de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé humaine et les conditions de vie, sur les milieux naturels et agricoles et sur le patrimoine ;

2 - La maîtrise des pollutions atmosphériques dues aux sources fixes d'origine agricole, industrielle, tertiaire ou domestique. Le plan peut formuler des recommandations relatives à l'utilisation des meilleures techniques disponibles et des énergies renouvelables, ainsi qu'au développement des réseaux de chaleur et des réseaux de froid ;

3 - La maîtrise des émissions de polluants atmosphériques dues aux sources mobiles, notamment aux moyens de transport. Le plan peut formuler des recommandations relatives à l'offre de transport, aux modes de transport

individuel, à la maîtrise des déplacements collectifs et individuels et à l'organisation intermodale des transports ;

4- L'information du public sur la qualité de l'air et sur les moyens dont il peut disposer pour concourir à son amélioration."

26 orientations plus spécifiques ont été définies et regroupées sous 5 thèmes :

- Développer et améliorer la surveillance de la qualité de l'air
- Préserver la qualité de l' air
- Améliorer les connaissances sur les émissions et leurs impacts
- Informer
- Suivre les orientations du PRQA

Autre outil issu de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie : le **Plan de Déplacements Urbains** (PDU). Il a quant à lui pour objectif d'assurer un équilibre durable entre les besoins de mobilité et de facilité d'accès et la protection de l'environnement et de la santé.

**Le PDU d'Amiens Métropole** porte sur la période 2013-2023.

**La fédération ATMO** représente l'ensemble des 39 associations France et Outre-Mer agréées pour la surveillance de la qualité de l'air.

Elle est constituée de quatre collèges membre :

- Etat
- Collectivités locales
- Industriels
- Associations de protection de l'environnement et de défense des consommateurs.

Suite à la promulgation de la Loi sur l'air du 30 décembre 1996 (LAURE), ATMO a maintenant pour objectif de prévenir – surveiller - réduire ou supprimer les émissions polluantes afin de mettre en œuvre le droit reconnu à chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

Un dispositif de surveillance de l'air sur tout le territoire français est mis en place depuis janvier 2000, sous le régime associatif de la Loi de 1901. Des associations sont chargées de la mise en œuvre d'un réseau de mesure et de surveillance.

Les polluants mesurés par les analyseurs de réseaux de surveillance de la qualité de l'air représentent des indicateurs de niveaux d'exposition de la population de cette zone pour un environnement donné.

**ATMO Picardie** assure au niveau régional le suivi de la qualité de l'air. Elle s'occupe de la gestion du réseau automatique de surveillance de la pollution atmosphérique et d'alerte.

Dans le cadre de la mission d'intérêt général qui lui est confiée par les pouvoirs publics et dans le respect des textes en vigueur, la fédération :

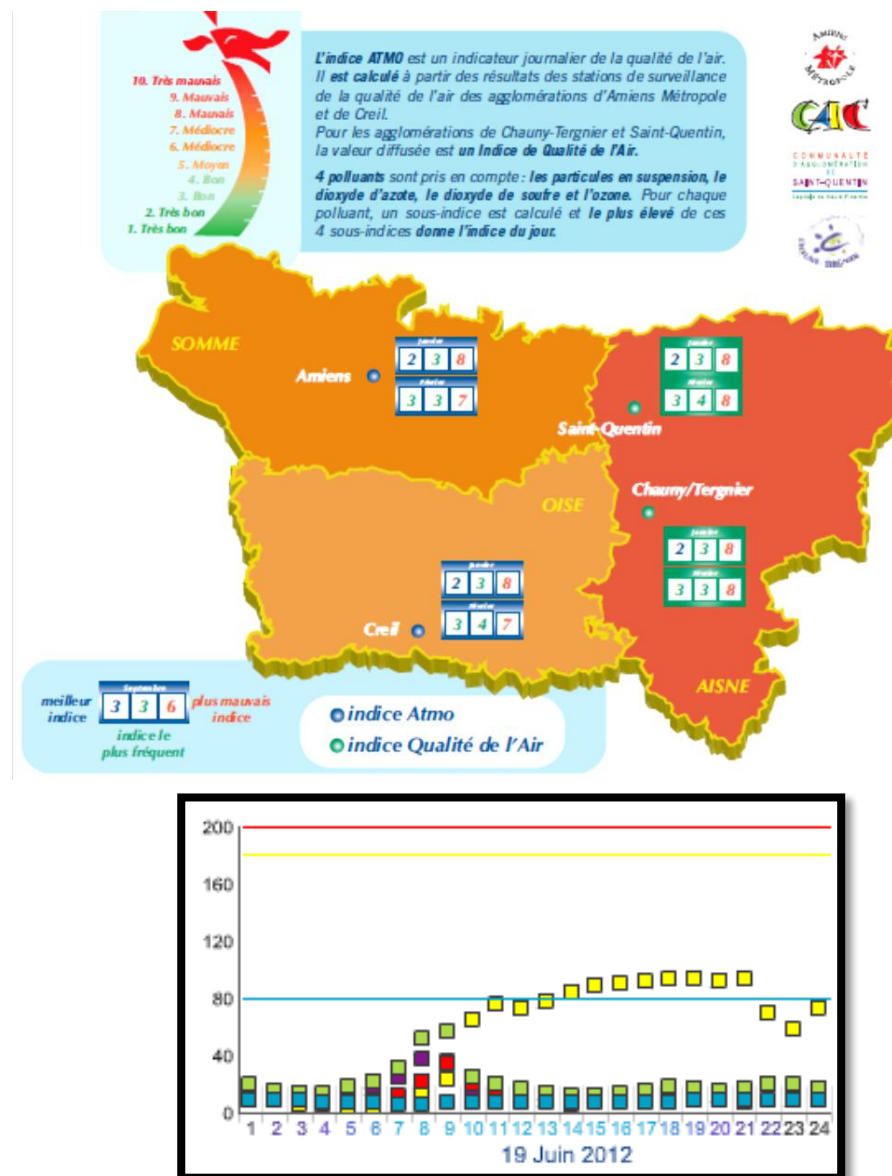
- assure la mise en œuvre par tous moyens de mesures – surveillance - observation et traitement de données collectées pour aboutir à une perception précise et objective de l'état de la qualité de l'air sur sa zone de compétence
- réalise des études et bilans contribuant à une meilleure connaissance de la qualité de l'air
- diffuse toutes informations conséquentes
- participe à tous échanges – réflexions – consultations... concourant à son objet social.

### Bilan des émissions

ATMO Picardie possède plusieurs stations de mesures fixes. La station la plus représentative de la situation de RIVERY est celle de Salouel, station périurbaine, au sud d'Amiens mesurant les polluants suivants :

- Ozone O3
- Dioxyde d'azote NO2

- Particules en suspension < 10 microns PM 10
- Les données suivantes sont des moyennes mensuelles et annuelles dont l'unité est le  $\mu\text{g}/\text{m}^3$ .



## 6)-Offre énergétique renouvelable

"La notion d'énergies renouvelables en Picardie est traditionnellement associée aux bio-énergies, notamment les biocarburants et l'utilisation du bois dans le chauffage individuel. La consommation de bois, essentiellement des bûches en chauffage individuel, est de l'ordre de 390 000 Tonnes Equivalent Pétrole (TEP) par an, soit deux super-pétroliers.

Cependant, depuis 1998, d'autres filières se développent en Picardie :

o l'éolien, favorisé par la directive européenne sur la production d'électricité d'origine renouvelable et la mise en place de tarifs de rachat attractifs. La réalisation d'un atlas régional et la mise en place d'outils d'aide à la concertation et à la décision contribuent à l'apparition des projets ;

o le solaire, pour la production d'eau chaude : d'abord appliquée à des usages individuels et privés (maisons individuelles), la filière commence à intéresser des gestionnaires de parcs collectifs (habitat, secteur de la santé ...) ; les aides financières apportées et les appels à projets ont facilité la prise de conscience de l'intérêt de cette technique.

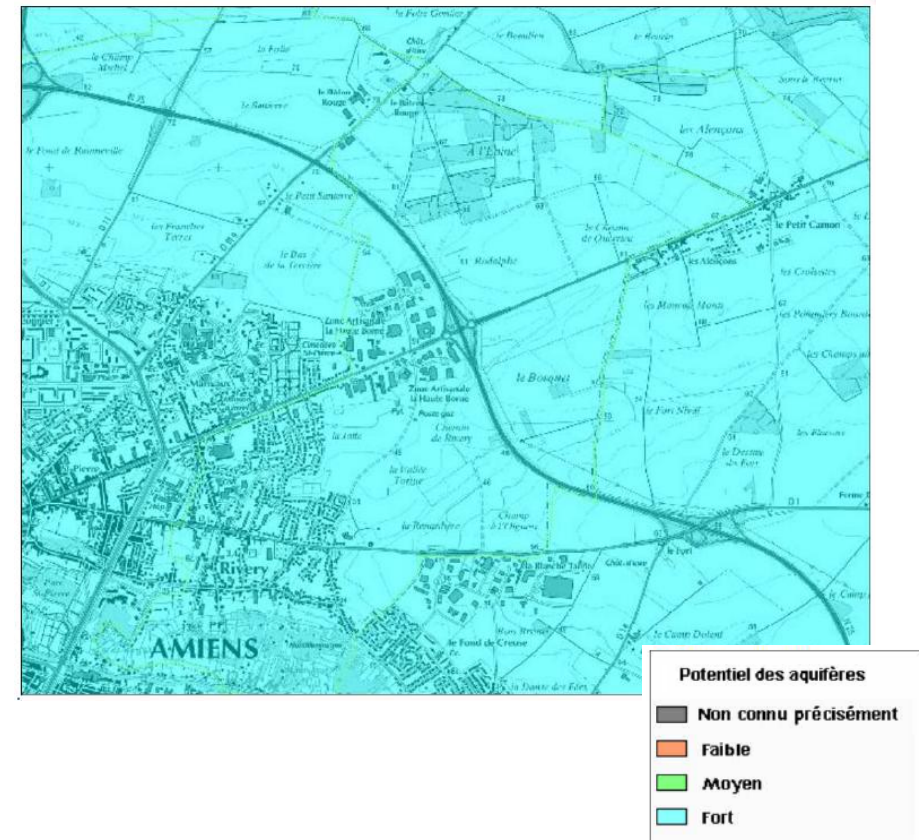
o le bois énergie et d'une façon plus générale la biomasse ligneuse, pour des usages en chaufferies collectives ; appliquée d'abord dans le secteur bocager de la Thiérache et le secteur de l'industrie du bois, la filière mobilise maintenant les exploitants forestiers et les professionnels du négoce. Pour autant, les montants à investir nécessitent de mettre en place non seulement des moyens financiers importants mais aussi des montages juridico-financiers adaptés. En outre les filières d'approvisionnement professionnalisées, si elles sont repérées, sont à organiser.

o Il est important de rappeler que la Picardie a été le lieu de montage d'opérations de géothermie, abandonnées pour des raisons technico-économiques, et qui peuvent trouver de nouveaux développements avec des techniques adaptées et un nouveau contexte énergétique. Une opération est ainsi en réflexion dans le sud de l'Aisne

La région Picardie dispose d'un potentiel géothermique pour différents types de géothermie. Pour les principaux aquifères superficiels qui sont présents sur la majeure partie de la région (nappes de la craie et du Tertiaire), les conditions sont souvent favorables à la géothermie très basse énergie avec utilisation de pompe à chaleur sur aquifères. Dans la partie Sud de la région, les nappes profondes (nappes du Lusitanien, Dogger...) sont également

exploitables en géothermie basse énergie pour alimenter des réseaux de chaleur.

Le potentiel géothermique par sondes géothermiques verticales peut s'avérer également intéressant sur pratiquement toute la région. Sur certains secteurs, la présence de mouvements de terrain, de zones présentant des formations calcaires ou gypseuses impliquent cependant que l'implantation de sondes géothermiques verticales y est a priori défavorable et nécessite des études approfondies" Ademe





## 7) Réseau numérique

Le réseau fibre optique est présent sur le territoire communal.

### Déploiement ADSL

France > Picardie > Somme > Rivery > 80674RIN

#### RIVERY NORD


Situé à Rivery

##### Informations NRA

Code : 80674RIN - RIN80  
Communes couvertes : Camon\*, Glisy\*, Lamotte Brebriere, Longueau\*, Rivery\*  
(\*): Commune couverte partiellement.

##### Raccordement ADSL

✓ Compatible IP ADSL FT  
✓ Compatible IP ADSL Max  
✓ Dégroupé par au moins un opérateur alternatif



#### Informations Statistiques

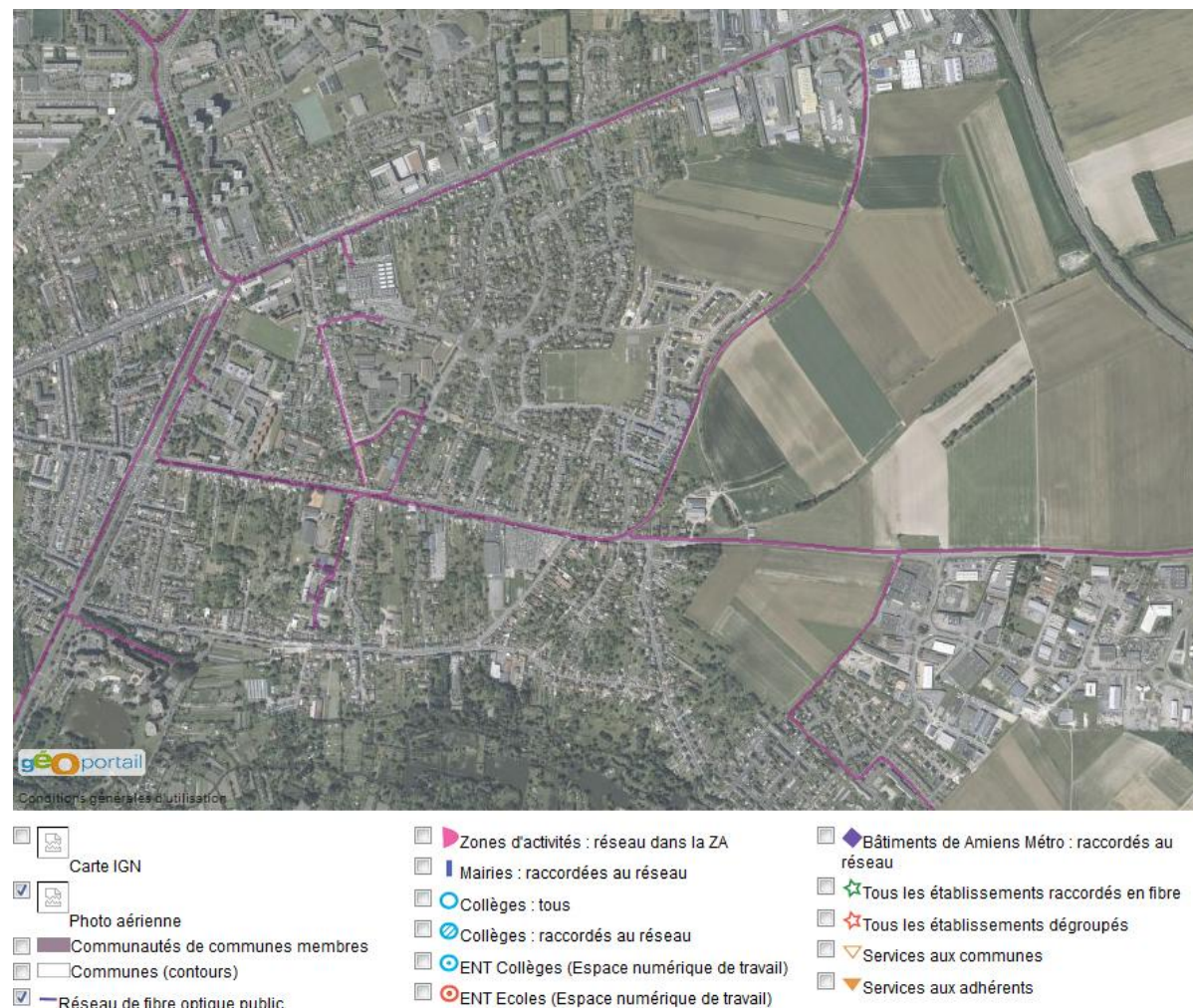
Nombre d'abonnés approximatif ..... : 3 900  
Longueur de ligne moyenne ..... : 2208 mètres (voir détail)  
Longueur de ligne maximale ..... : 7329 mètres  
Affaiblissement moyen ..... : 31 dB (voir détail)  
Proportion de lignes éligibles à l'ADSL\*\* : 99,86%  
(\*\*) : Affaiblissement < 78 dB

Détails sur le réseau France Télécom présent

Code Plaque ADSL : P11  
Equipement ADSL : ECI

Offres France Télécom disponibles sur ce NRA	
ADSL	✓ Disponible depuis le 09/04/2000
ADSL Max	✓ Disponible
ADSL2+	✓ Disponible
ReADSL	✓ Disponible
TV par ADSL	✓ Disponible

Des offres non-dégroupées s'appuyant sur le réseau France Télécom sont disponibles chez Free, Orange et Nordnet jusqu'à 18 Mégas mais aussi chez de nombreux autres fournisseurs français jusqu'à 8 Mégas : Alice, Budget Telecom, Darty, Neuf, etc.



## C- Organisation paysagère et usages

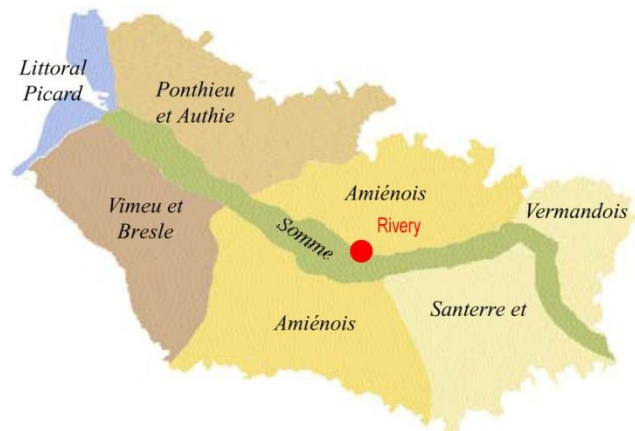
### 1 Analyse des éléments paysagers

#### a) Socle paysager

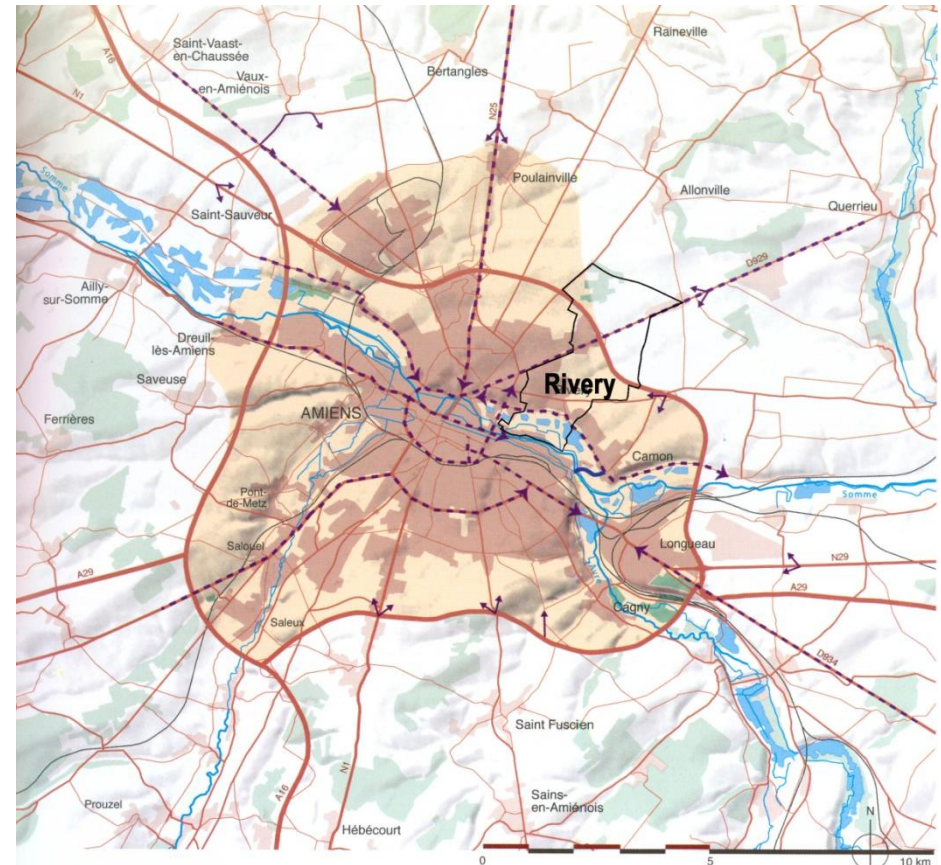
##### • A l'échelle géographique

Rivery présente un **double visage** du fait de sa situation à la fois ancrée dans l'agglomération amiénoise au bord de la Somme au sud, et à la fois s'étirant sur le plateau agricole au nord. Elle appartient donc à deux entités paysagères (recensés dans l'Atlas des paysages de la Somme) :

- **Au nord** Rivery fait entièrement partie intégrante des paysages de la **métropole amiénoise et de son fleuve** : l'urbanisation s'est concentrée et agglomérée avec les quartiers est d'Amiens (densification autour du village ancien et extensions urbaines et d'activités sur les versants).
- **Au sud**, Rivery appartient aux **plateaux du nord amiénois** : grande plaine agricole amorçant l'entité paysagère du nord amiénois, parcouru par le réseau routier qui se densifie à l'approche d'Amiens.



Base de la carte extraite de l'Atlas des Paysages de la Somme



Base de la carte extraite de l'Atlas des Paysages de la Somme : Les paysages de la métropole amiénoise.



### **Une construction sous l'influence du développement d'Amiens autour de l'eau**

L'implantation de Rivery est profondément liée à l'organisation de la ville d'Amiens par rapport au socle géographique et aux **activités liées au fleuve**. Amiens s'est structurée à la confluence de trois rivières : la Somme, la Selle et l'Avre.

Pendant l'antiquité, la ville s'est développée autour de son fleuve qui lui conférait un rôle commercial et administratif de première importance.

L'eau fut également l'élément moteur de l'urbanisation médiévale, jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle. Si l'ancien siège ecclésiastique (la Cité) était implanté sur un promontoire rocheux, la vieille ville artisanale s'est développée dans le lit de la rivière, dont les bras ont été démultipliés : les jardins maraîchers ont été aménagés en amont du fleuve, alors que les quartiers de tanneurs et de teinturiers se sont logiquement développés en aval.<sup>1</sup>

Rivery s'est développé dans ce contexte historique en se structurant par rapport à la Somme.



*Maraichage sur les hortillonnages de la vallée de la Somme.*



*Rue Robert Petit : front bâti à gauche cachant les marais de la Somme*

### **Un plateau agricole en voie de banalisation**

Le paysage de cette grande **plaine amiénoise** est caractérisé par des grandes cultures sur les hauteurs des plateaux, des boisements soulignant le tracé des vallées et des rideaux structurant les vallées sèches.

L'identité de ce territoire, notamment sur Rivery, souffre de la proximité de la périphérie d'Amiens : la zone industrielle nord, la pression urbaine sur les versants des communes périphériques à Amiens, le réseau routier convergeant vers la capitale comptent parmi les sites les plus **touchés par la banalisation**.



*Vue panoramique de la plaine agricole depuis Petit Camon.*



*Horizon urbain de Rivery et de l'agglomération amiénoise depuis la RD 1.*

<sup>1</sup> Données extraites de : Le BOUDEC B., IZEMBART H., *Atlas des Paysages de la Somme*, DIREN Picardie, 2003-2006



### • A l'échelle du territoire communal

On retrouve dans l'analyse plus précise de la topographie locale les caractéristiques plus générales du grand paysage.

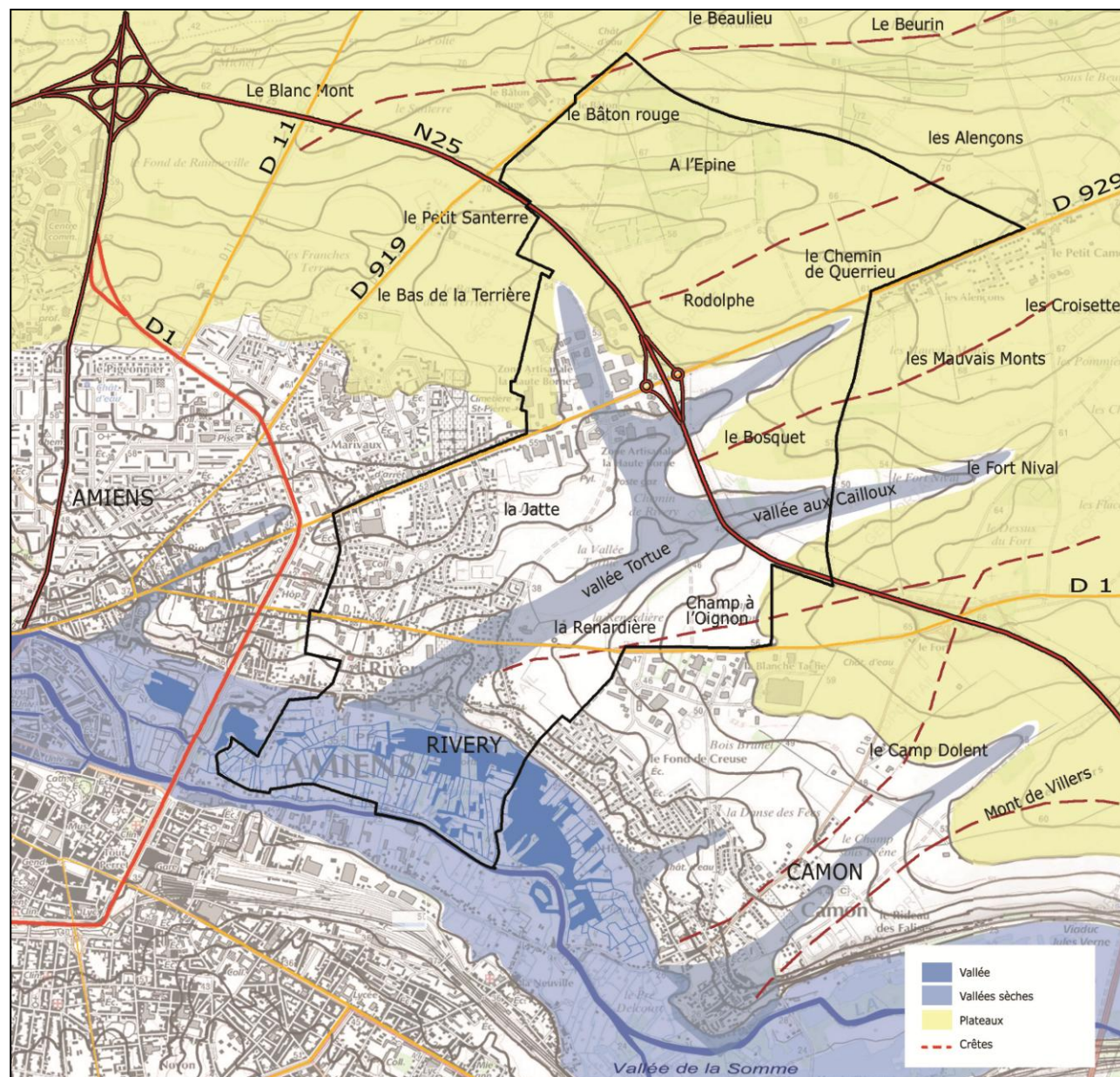
La géographie de Rivery est structurée par la large vallée de la Somme au sud et une vallée sèche SO-NE qui creuse le versant jusqu'au rebord du plateau à l'est. Elle sépare la commune en deux parties.



Naissance de la vallée aux Cailloux au lieu-dit du Fort Nival.



Vallée Tortue depuis la RD1 vers le nord (vallée aux Cailloux)



Carte des éléments topographiques et géographiques de Rivery.



• **Toponymie : une mémoire des paysages**<sup>2</sup>

La toponymie des lieux, mémoire des usages, exprime bien les particularités topographiques et leurs usages (Rivery et communes voisines) :

- **Le relief :**

*Les Mauvais Monts, le Beaulieu, la Haute Borne, le Blanc Mont, Mont de Villers* illustrent littéralement les points hauts.

*La Vallée Tortue, la Vallée aux Cailloux* nomment la vallée sèche de Rivery.

*Les Fonds de Creuse* : bas du versant de Camon

- **La faune et la flore :**

*La Renardière, le Champ aux Renards, le Bas de la Terrière* pour la faune,

*Le Bosquet, A l'épine, le Bâton Rouge* pour la végétation.

*Les Pommiers Bourdon, pour les vergers aux abords des fermes*

- **L'usage agricole des plateaux :**

*Le Santerre, le Petit Santerre, les Champs aux Renards, le Champ Morel, le Champ à l'Oignon, les Franches Terres, les Rousses Terres* évoquent et imagent les lieux cultivés.

*Les Croisettes* : soit tas de gerbes entassées sur le sol, en croix, soit une plante dont les feuilles ou les fleurs sont en forme de croix.

*La Jatte* : bol rond de lait (*Jattée*) qui évoque l'élevage.

- **L'histoire et les invasions :**

*Le fort Nival, le Camp Dolent, le Camp à Bray.*

- **Les anciens métiers :**

*Les Alençons* : alençon = dentelle, dite aussi *point d'Alençon*, fabriquée à l'aiguille avec des fils de lin, d'une extrême finesse et au dessin très riche. Fait référence aux métiers du textile grandement représentés dans la région

« Dans un rayon de 20 à 30 km autour d'Amiens, à l'exception du Santerre, presque tous les villages étaient devenus des centres importants de tissage. »<sup>3</sup>

<sup>2</sup> LACHIVER Marcel, *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, FAYARD

<sup>3</sup> BROHARD Yvan, LEBLOND Jean-François, *Hommes et Traditions en Picardie*, Martelle Editions, décembre 2001

## b) Implantation humaine

### **Implantation au croisement de l'eau et des voies d'accès à Amiens**

Sous une double influence de la présence de l'eau et de la proximité d'Amiens, le centre ancien de Rivery s'est implanté en rebord du fleuve et de la vallée Tortue, et aux abords des deux voies d'accès à Amiens : la rue Robert Petit et la rue du Général Leclerc (D1). Petit à petit, les extensions urbaines ont traversé la vallée Tortue et investi les versants.

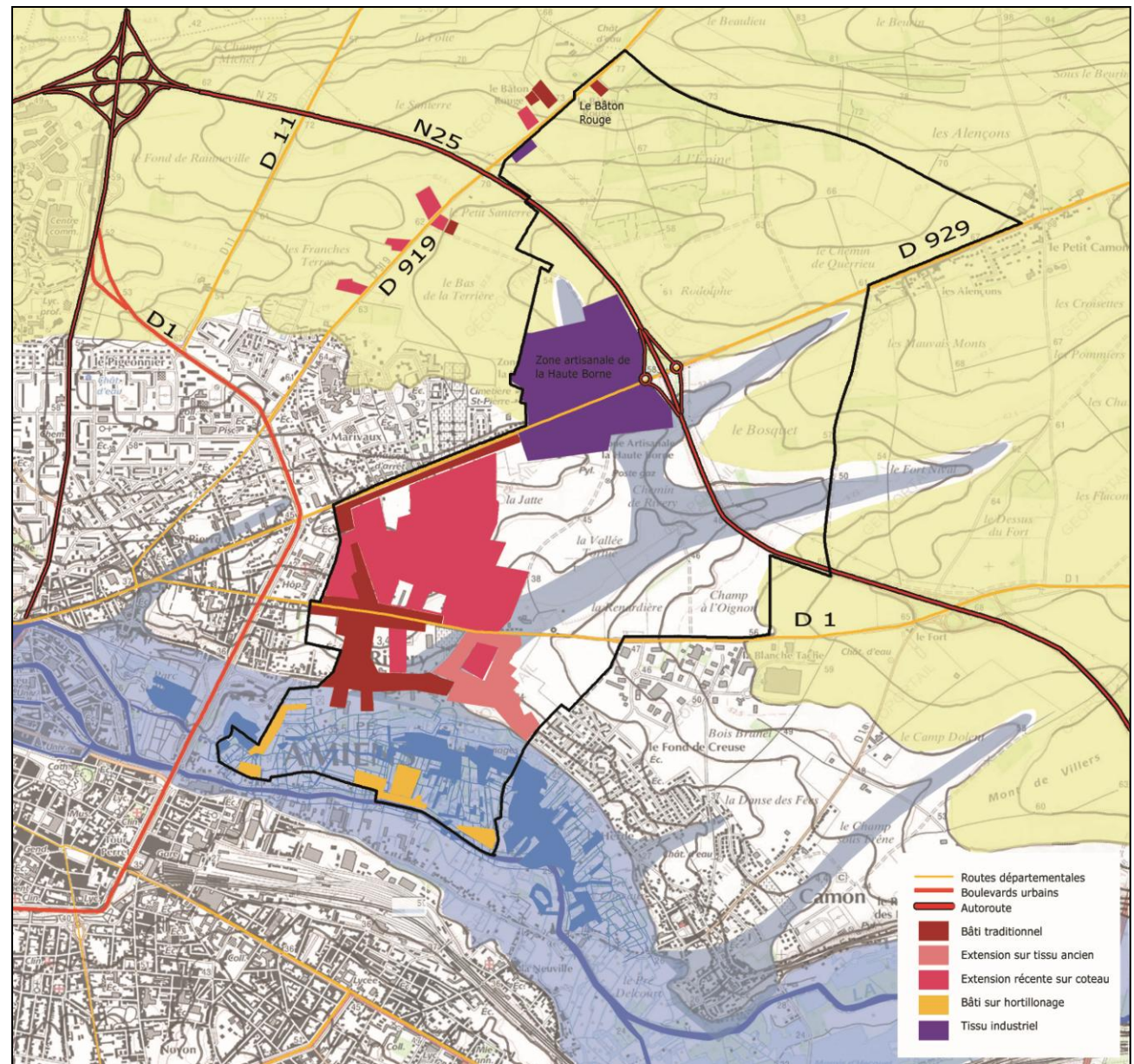
### **Des extensions qui montent sur les coteaux**

Le développement moderne d'Amiens s'est distingué par le maillage autoroutier et le **développement des zones périphériques** qui ont été agglomérées à la métropole. Sous cette influence, l'urbanisation des coteaux de Rivery, Camon et Montières constitue le phénomène majeur de mutation de la vallée de la Somme.

A Rivery, l'espace entre les deux voies principales vers Amiens : la RD 929 (avenue de la défense passive) et la RD 1 (rue du Général Leclerc, puis rue Thuillier Delambre et route de Corbie), est aujourd'hui largement urbanisé, créant ainsi une nouvelle façade urbaine à l'agglomération depuis les entrées est, dont l'identité reste à définir (cf. paragraphe entrées de ville).

### **Banalisation aux abords des infrastructures**

La création de la rocade d'Amiens (N25) a fragilisé encore plus les paysages de part et d'autre de l'infrastructure. **Le mitage, la banalisation est sous-jacente sur ces lieux, et les terres agricoles à l'intérieur de la rocade sont fortement menacées de perte d'identité.**



Carte de l'implantation humaine



### Une urbanisation ancienne liée à l'aménagement des hortillonnages

Le village traditionnel de Rivery s'est structuré en fonction des activités du fleuve et notamment du développement des hortillonnages en amont de la vallée de la Somme, dans sa traversée de l'Amiénois.

La carte de Cassini du XVIII<sup>ème</sup> siècle, représentant le village installé au bord des nombreux bras du fleuve, montre bien la forte interaction entre le village ancien et la présence de l'eau.



Extrait de la carte de Cassini du XVIII<sup>ème</sup> siècle

### Un métier lié à l'eau, le maraîchage

L'implantation humaine en étroite relation avec l'eau a été en effet entretenue depuis des siècles du fait de la ressource que constituait la Somme pour l'homme : maraîchage, pêche, chasse à la hutte, exploitation de la tourbe, utilisation de la force dynamique de l'eau.

#### Les hortillonnages

Le terme Hortillonnage dérivé du nom Hortillon, terme picard utilisé dès le XV<sup>e</sup> siècle et issu du bas latin hortellus, « petit jardin », désigne en Picardie des marais entrecoupés de canaux, où l'on pratique la culture maraîchère.

Les hortillonnages couvrent 300 hectares d'anciens marais situés à l'est d'Amiens et s'étendent sur les communes de Camon, Rivery, Longueau et La Neuville. Les hortillonnages sont faits d'une riche terre noire particulièrement fertile et dépassent à peine le niveau de l'eau. Afin d'éviter d'être submergé en période de crue, cela oblige l'hortillon à un entretien manuel constant s'il ne veut pas voir ses berges s'effondrer. Vase, limon et tourbe sont retirés des fossés et plaqués sur les berges, puis durcissent en séchant.

Ce travail permet aussi le curage des canaux qu'il faut cependant débarrasser des herbes et roseaux. Ce travail de faucardage se fait deux fois par an, à la fin du printemps et au début de l'automne.

Cette activité est en fort déclin depuis les années 1950. Il ne reste plus aujourd'hui qu'une dizaine de maraîchers qui exploitent 25 hectares, le reste des hortillonnages s'étant progressivement transformé en terrains de loisirs et de résidences secondaires, ainsi qu'en friches qui sont occupées par de nombreuses espèces sauvages qui y nichent, s'y reproduisent ou s'y nourrissent et forment un espace d'une grande richesse écologique....<sup>4</sup>

Ces témoignages du passé montrent bien que **traditionnellement, les hommes habitaient et habitent les espaces humides des fonds de vallées, notamment les hortillonnages et que cet investissement est gravé dans la mémoire collective. Ce rapport presque affectif et possessif à l'eau rend normal dans les consciences de s'installer au bord de l'eau.**

**C'est ainsi que des constructions se sont développées et transformées dans les hortillonnages.**

<sup>4</sup> BROHARD Yvan, LEBLOND Jean-François, *Hommes et Traditions en Picardie*, Martelle Editions, décembre 2001



### ***L'habitat dans les hortillonnages***

L'appropriation culturelle de l'eau s'est exprimée, par la construction de HLL, transformés « en dur », le long des voies d'accès ou chemins qui bordent les hortillonnages, mais également de maisons qui occupent les parcelles intérieures et auxquelles on accède par barque. Les constructions linéaires en périphérie bloquent les vues vers les hortillonnages et la perception de la vallée.

Les hortillonnages sont donc fortement habités et construits.

**Le développement des constructions dans les vallées présente néanmoins un risque d'inondation et de pollution des eaux par les eaux vannes.** Les préconisations du PPRI (Plan de Prévention des Risques des Inondations) devront être respectées pour les extensions futures de la commune, en évitant les zones humides, riches en biodiversité.

Il est rappelé que tout rejet ou remblaiement dans les cours d'eau sont interdits par la **Loi sur l'eau** et le raccord des eaux usées est obligatoire.



*Horizons habités, mixant végétal et bâti, des hortillonnages de Rivery.*



*Chemin de halage le long de la Somme dont le côté opposé au fleuve est entièrement privaté. La bande construite empêche toute vue vers les marais et hortillonnages de la vallée de la Somme.*



*Le long du chemin du Malaquis, les propriétés sont longées par un rieux plus large et les haies plus champêtres laissent des percées vers la profondeur des jardins.*



*Cependant certaines passerelles sont très massives et imposantes, en rupture totale avec le caractère des lieux.*



### c) Typologies végétales

La présence végétale participe au caractère communal.

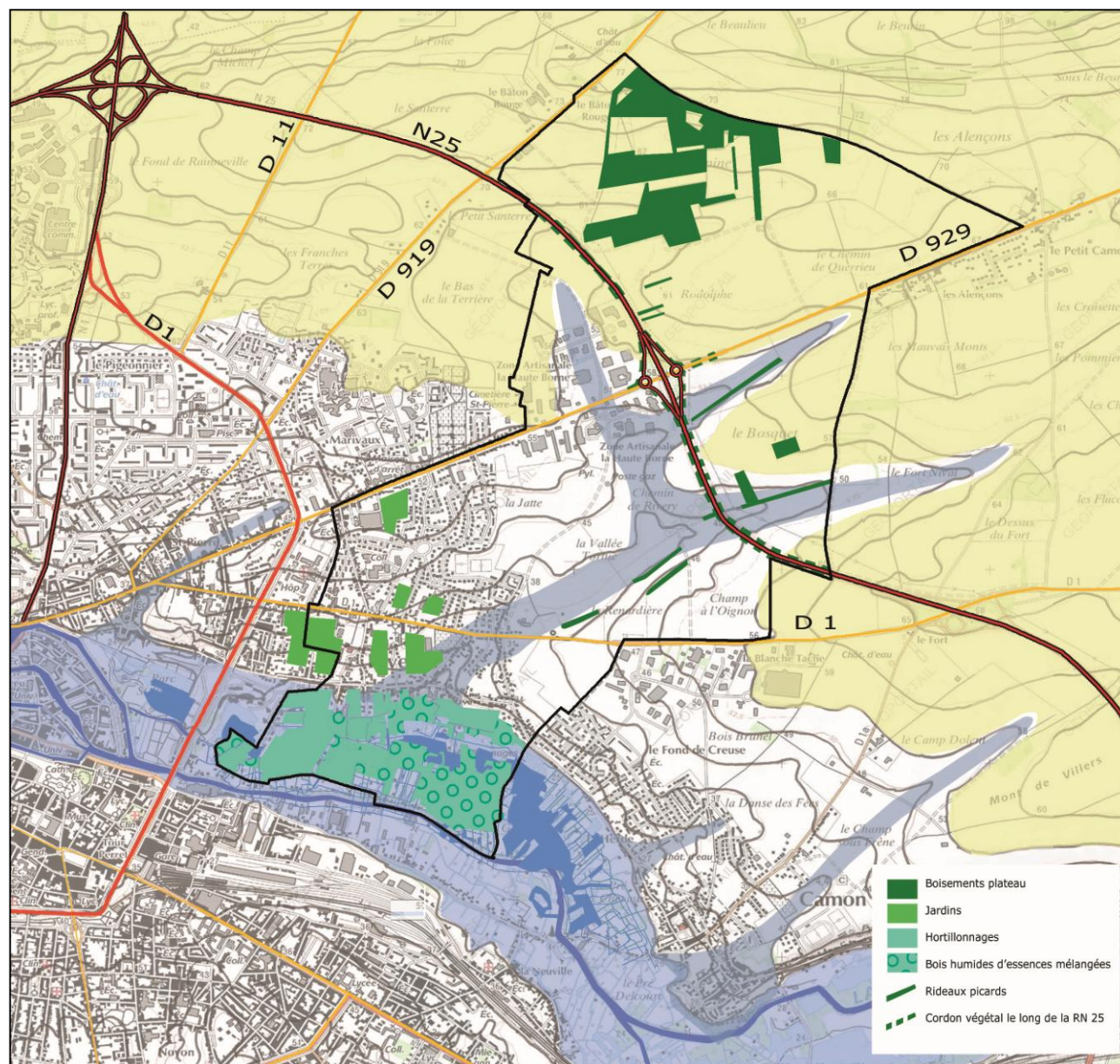
Dans le cadre principal du **paysage d'openfield** que constitue le plateau agricole nord amiénois, certaines structures végétales viennent ponctuer la plaine : bois, bosquets et réserves sont autant de petits ensembles forestiers, souvent implantés sur des sols moins riches.

Les **vallées sèches** présentent également des structures végétales spécifiques : rideaux picards, haies, talus plantés ou en herbe, etc.

Le fond de **vallée tourbeux de la Somme** a été investi pour y développer une culture maraîchère. Souvent les terrains ont été drainés.<sup>5</sup> La végétation est alors très abondante.

Le **végétal urbain** accompagne souvent l'espace public (rues, places, etc.) mais est également constitué par les jardins en cœur d'îlot.

Carte des typologies végétales



<sup>5</sup> Source : Etat des lieux du pays du Grand amiénois – ADUGA 2008



### ***Des boisements sur les hauteurs des plateaux***

Un ensemble boisé s'étend sur les hauteurs communales aux lieux-dits de « l'Epine » et du « Bâton Rouge ». Il est constitué d'un agencement de parcelles dont la végétation arborée a été laissée libre. Cependant elle ne constitue pas de massif forestier à proprement parlé. Certaines parcelles sont des taillis de noisetiers, d'autres des réserves de chasses avec des essences horticoles, conifères, etc.

Elles sont entourées d'une haie plus ou moins taillée d'essences champêtres.

S'ils ne sont pas d'une grande valeur floristique, ces massifs participent néanmoins à la vie faunistique en constituant des relais, abris et habitat pour la faune champêtre commune.



*Boisements sur plateau au lieu-dit de l'Epine.*



*Lisière et cœur des masses boisées : une végétation assez horticoles.*

### Les éléments paysagers des versants et vallées sèches

Le plateau est entaillé par des vallées sèches qui rejoignent les vallées plus grandes. Traditionnellement en Picardie, leur relief accentué limite leur mise en culture et favorise le développement de la végétation spontanée, notamment les rideaux picards.

Rivery étant en limite du plateau nord-amiénois et en contact avec la métropole urbanisée, la présence de ces entités paysagères est limitée et en voie de banalisation. La Vallée Tortue puis la Vallée aux Cailloux en sont l'unique exemple. Elles subissent une forte pression agricole et urbaine et les structures végétales y sont relictuelles.

**Ces éléments paysagers font pourtant partie du patrimoine végétal et doivent être préservés voire même renforcés.**

En plus de représenter un **patrimoine paysager riche**, ces **rideaux picards** permettent une **protection efficace contre l'érosion des sols agricoles**. Avec les **haies**, les **vergers** et **boisements**, ils sont d'autant plus importants dans les parcelles cultivées en amont des espaces urbanisés.



Structures végétales éparses et relictuelles de la vallée Tortue.



« **Rideau**, ou **rideau de culture**, dénivellation très forte qui sépare deux bandes plates de culture. Les rideaux sont obtenus par le labour qui établit progressivement et involontairement cette accumulation de la terre vers le bas de la parcelle... Les rideaux se trouvent surtout en Picardie, on les appelle aussi rindaus... »<sup>6</sup>  
**Composition de la haie : aubépine, cornouiller sanguin, sureau, érable champêtre, chêne pédonculé...**

### Le végétal urbain et des infrastructures :

La commune possède quelques alignements d'arbres le long des rues ou des départementales.

La **structure urbaine la plus remarquable est constituée par les alignements de marronniers près de la mairie**, qui encadrent la pelouse. Cet espace est aujourd'hui caché par une haie de thuyas taillée sans grand intérêt derrière les stationnements. Cet espace mériterait d'être ouvert et perçu depuis l'espace public de la rue, en supprimant la haie.

Les jardins en cœur d'îlot forment des espaces paysagers importants au sein du tissu bâti. Parfois la végétation arborée dépasse de la croûte bâtie.



Espace public à proximité de la mairie à ouvrir vers la rue et mettre en valeur.



Végétation du bord des hortillonnages qui dépasse de la croûte bâtie.



Rond point planté de merisiers, place Jean-Jacques Rousseau



Façade du cimetière du côté d'Amiens mais qui appartient au paysage de la voie (RD929).

<sup>6</sup> LACHIVER Marcel, *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, FAYARD



L'entaille créée par les terrassements des infrastructures de la rocade RN25 laisse une trace forte dans la plaine agricole : le cordon végétal planté de part et d'autre de la voie se repère dans le lointain et bloque la vue de ces champs habituellement très ouverts.



*Cordon végétal le long de la rocade RN 25, créant un nouvel élément paysager dans cette plaine d'openfield.*

*Alignement d'érables sycomores le long de la RD929.*

### **Les Hortillonnages de la vallée de la Somme : valeurs paysagère, patrimoniale et environnementale**

Le tronçon de la vallée de la Somme concerné par le territoire de Rivery est essentiellement constitué par les Hortillonnages à l'ouest et des espaces plus ouverts et naturels à l'est. Ces anciens maraîchages et étangs aménagés dans le lit de la Somme présentent des qualités diverses incontestables :

#### **- Paysagère :**

Les hortillonnages offrent un cadre paysager de grande qualité au cœur de la ville, avec un attrait touristique et de loisir indéniable. D'ailleurs aujourd'hui l'utilisation est davantage orientée vers les loisirs que vers la culture légumière. Cependant, la privatisation des espaces, le développement des constructions avec le cortège de clôtures, haies et plantations horticoles, banalisent de plus en plus ces espaces, tout en fermant les vues et l'accès vers l'eau.

#### **- Patrimoniale :**

L'originalité des Hortillonnages, zone de marais domestiqués par l'activité maraîchère, constitue le type même du monument naturel à caractère pittoresque tel que défini par la Loi de 1930. Ils ont été façonnés par des générations de maraîchers (les « hortillons »), qui ont aménagés au fil des siècles des petites parcelles de cultures maraîchères, délimitées par un réseau dense de petits canaux, les « rieux ».

#### **- Environnementale :**

La vallée de la Somme est recensée parmi les ZNIEFF de type II, c'est-à-dire représentant des grands ensembles naturels peu modifiés et relativement préservés, constituant un corridor lié au milieu tourbeux alcalin. Mais elle présente également une ZNIEFF de type I avec le recensement d'espèces remarquables.

Cette richesse écologique est liée à la présence du cours d'eau, des conditions des sols tourbeux et de la végétation indigène qui peut s'y développer, mais aussi à diverses anciennes activités humaines (entretien de prairies fauchées ou pâturées, en limitant l'enfrichement), qui sont cependant de moins en moins pratiquées.

Les herbiers, roselières et prairies, les milieux de végétation liée à la tourbe, et les formations arborées de saules, frênes, bouleaux à sphagnum, aulnes glutineux sont particulièrement à préserver et à protéger réglementairement. Ces milieux humides, tramés par un réseau de fossés, permettent de retenir les eaux de crues et de pluviométrie abondante et constituent **une lutte contre les inondations en aval**.

Un certain nombre de facteurs influencent négativement ces milieux à l'équilibre fragile<sup>7</sup> :

- La **fermeture des milieux** par la plantation de peupliers ou le manque d'entretien des prairies.
- La tendance à l'**assèchement** par la multiplication de fossés à pouvoir drainant (abords des constructions, cultures) et à la plantation de peupliers.
- L'**envasement des étangs** par les limons des plateaux, entraînés dans les vallons et les pentes, par manque de retenus dans les versants (arrachage des haies et des rideaux picards).
- Le développement des **Habitats Légers de Loisirs et les constructions** en dur, induisant une dégradation à la fois paysagère et écologique (minéralisation des berges et des sols).
- La réalisation des **curages des étangs** au dépend des milieux palustres rivulaires (dépôts des boues très organiques sur les berges où se développe l'ortie).
- L'**invasion des rieux** des Hortillonnages par une plante exogène (*Ludwigia grandiflora*) qui concurrence des espèces indigènes remarquables.

<sup>7</sup> Source : DIREN picardie, Porter à Connaissances de l'Etat, présentation de la ZNIEFF de type 1 80VDS112 (marais de la Somme entre Daours et Amiens)

- **L'incertitude sur l'assainissement**, les rejets et le stockage de déchets des habitations. Le risque de pollution accidentelle par utilisation de petits engins (carburant des tondeuses, tronçonneuses).



Rieux aux abords desquels se mélangent végétation indigène et horticole.



Ambiance de saulaie et aulnaie dans les hortillonnages les plus naturels



Parcelle de jardin.



Haies de saules têtards le long du chemin de halage.



Ludwigia grandiflora, Jussie à grande fleurs, dont la commercialisation et le



Radicalisation de certaines limites et clôtures de parcelle privée.

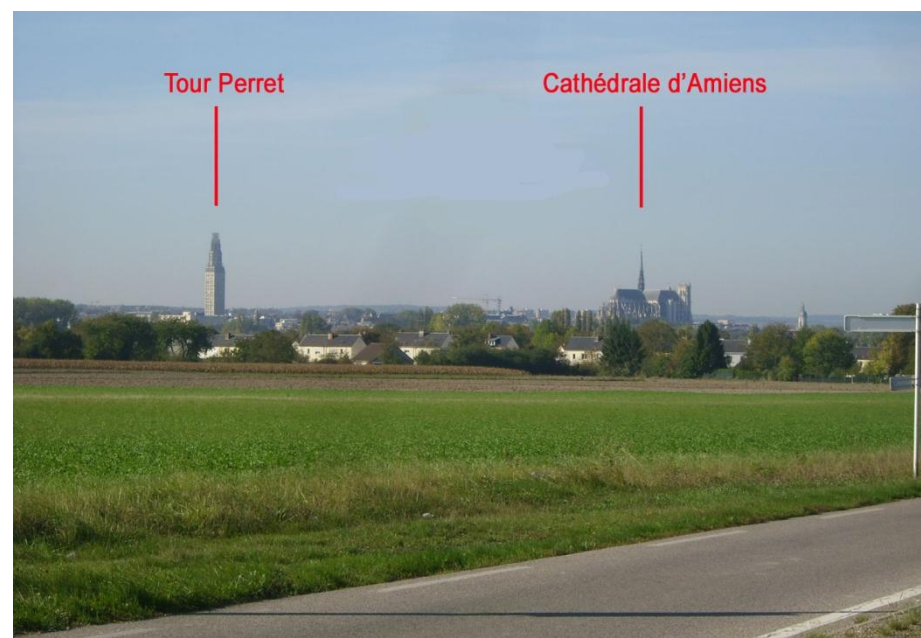
transport sont interdits en France pour cause de prolifération invasive.

## 2 Analyse des vues et des perceptions

### a) Eléments repères

Les anciennes voies romaines convergeant vers Amiens depuis les hauteurs des plateaux offrant une vue référente vers les deux repères architecturaux majeurs d'Amiens : la cathédrale et la Tour Perret. Ces deux monuments dominent la silhouette d'Amiens et de Rivery (points de vue depuis les routes D 929 et D1) et constituent des repères aussi bien à l'échelle urbaine qu'à l'échelle territoriale.

**La vue de ces deux monuments à l'horizon est assez fréquente et oriente fortement le territoire de Rivery vers la Somme et Amiens.**



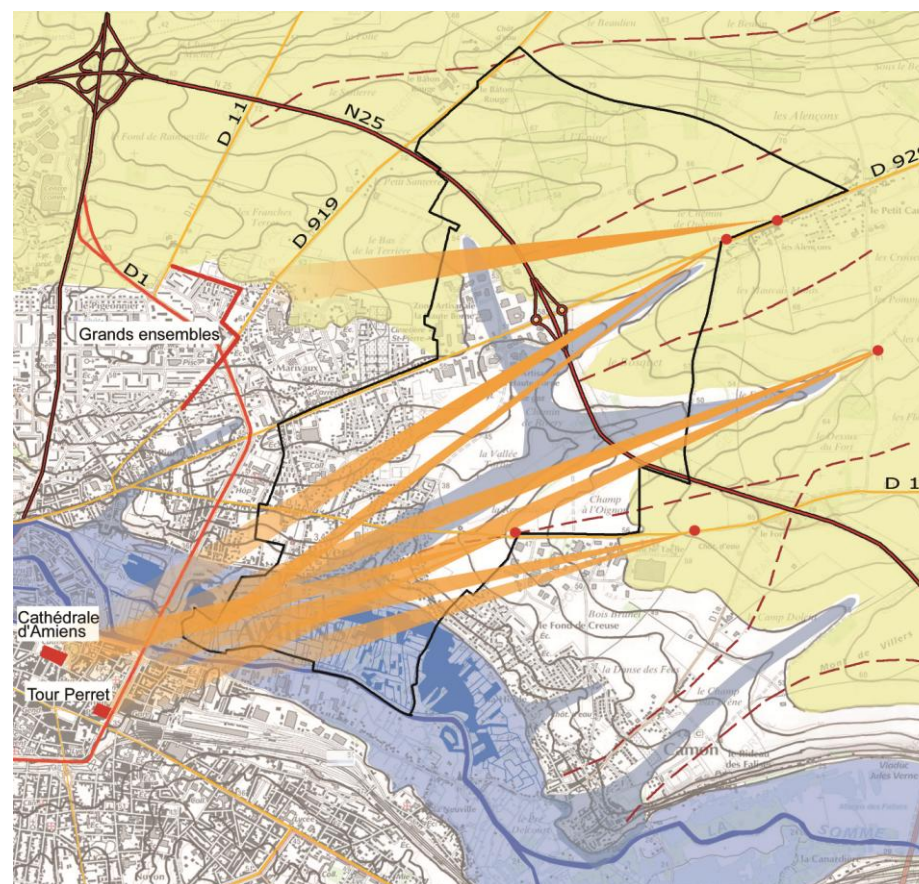
La cathédrale construite sur un tertre rocheux dominant le fleuve, dans l'axe de l'ancienne voie romaine Lyon/Boulogne, et la tour Perret haute de 103,50 m (visible à 15 km) dominant la silhouette d'Amiens.



Depuis la route de Cambrai (RD929), la silhouette de l'agglomération amiénoise et des grands ensembles nord du quartier Saint-Ladre dépassent de l'horizon, rappelant la proximité de la métropole et la fin du paysage du plateau.



*Les grands ensembles d'Amiens nord et le château d'eau du Pigeonnier annoncent la Métropole depuis le plateau, dès le hameau de Petit Camon.*



*Carte des vues lointaines et des éléments repères du grand paysage.*



### 3 Analyse des entrées et des séquences de la commune

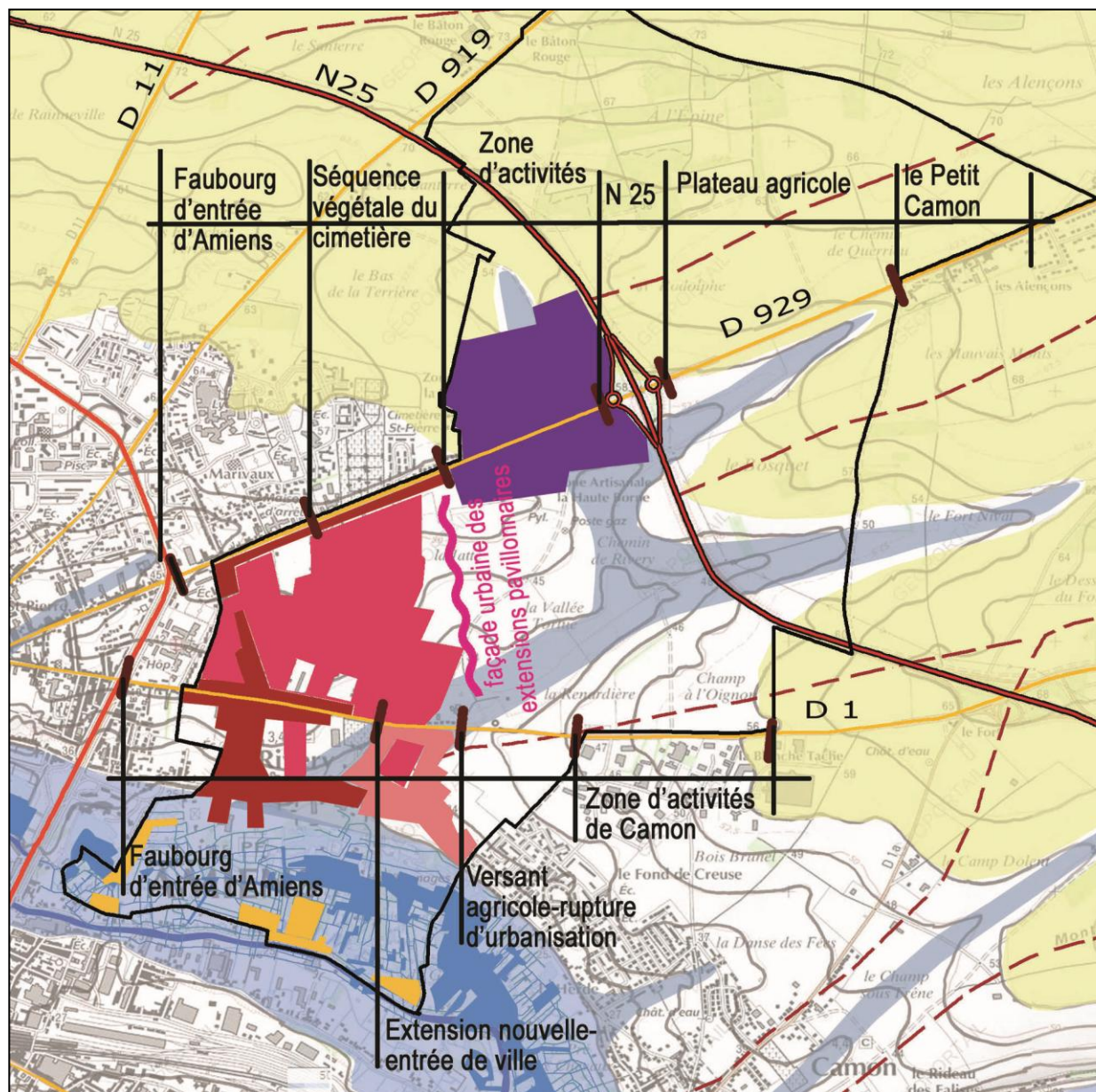
La trame viaire de Rivery est structurée par trois pénétrantes, depuis lesquelles s'organisent les entrées de ville, à la fois de Rivery et d'Amiens.

Ces trois entrées de ville viennent du plateau et offrent, au moment de la descente, des vues vers le grand paysage et des éléments repères dans l'horizon urbain d'Amiens (Tour Perret et Cathédrale notamment).

Ces perceptions visuelles au basculement du plateau sont des **événements importants caractérisant ces entrées urbaines**.

- La RD 919 : entrée de ville nord-est qui relie Amiens à Arras.
- La RD 929 : entrée de ville est qui relie Amiens à Albert, Bapaume et Cambrai.
- La RD 1 : entrée de ville sud-est qui relie Amiens à Corbie et Péronne

Carte des séquences d'entrées de ville de la RD 929 et RD 1.





### a) Les séquences de la RD 929

Par cette entrée de ville, la limite d'urbanisation est clairement définie par la rocade RN25. L'ouverture du paysage entre la RN25 et Petit Camon, créée par l'espace agricole non construit, est importante pour séparer les entités urbanisées.



*Depuis Petit Camon, l'horizon urbain de la métropole apparaît.*



*La séquence ouverte vers le grand paysage est limitée par la présence de l'infrastructure (RN25) et son cordon végétal qui bloque la vue. Seuls les éléments repères (Tour Perret et Cathédrale) dépassent de l'horizon.*



*L'ambiance végétale de la limite du cimetière participe grandement à la qualité de cette séquence de l'entrée de ville, même si celle-là est sur la commune d'Amiens.*



*Après le cimetière la séquence urbaine de Rivery tient lieu de faubourg d'Amiens.*



*La RN 25 est une véritable rupture dans le paysage et matérialise le seuil de l'urbanisation de Rivery.*



*Après le passage de la RN 25 la séquence de la Zone d'Activités est la première image de l'entrée de Rivery.*

## b) Les séquences de la RD 1

L'entrée de ville par la RD1 est organisée de la même manière que par la RD 929, sauf qu'il persiste encore un espace agricole entre la RN25 et le front urbain, qui met en perspective la descente vers la ville. Les extensions pavillonnaires entre les routes D929 et D1 dessinent la nouvelle silhouette de Rivery.



*La RD1, située sur la limite communale, longe la ZA de Camon et offre une large vue sur le plateau cultivé de Rivery. La façade de cette zone d'activités n'est malheureusement pas très valorisante.*



*Entrée par la zone pavillonnaire.*



*Séquence du Faubourg d'Amiens.*



*Rupture d'urbanisation après la ZA de Camon qui rend perceptible le basculement du plateau et l'entrée urbaine.*



*Les extensions pavillonnaires côtoient les parcelles agricoles sans aucune transition, ce qui rend l'impact visuel peu heureux.*



### c) Les séquences de la RD 919

Cette route ne constitue pas une véritable entrée car elle ne longe que ponctuellement la commune de Rivery. Elle correspond cependant à la traversée du hameau du Bâton Rouge qui présente des extensions au coup par coup.



Profil du hameau du Bâton Rouge le long de la RD919 : les bâtiments récents contrastent avec les fermes isolées entièrement entourées de végétation.

#### Vers Amiens



Depuis le plateau, l'entrée de Rivery est matérialisée par le hameau du Bâton Rouge, ferme isolée encadrée par une masse végétale importante.

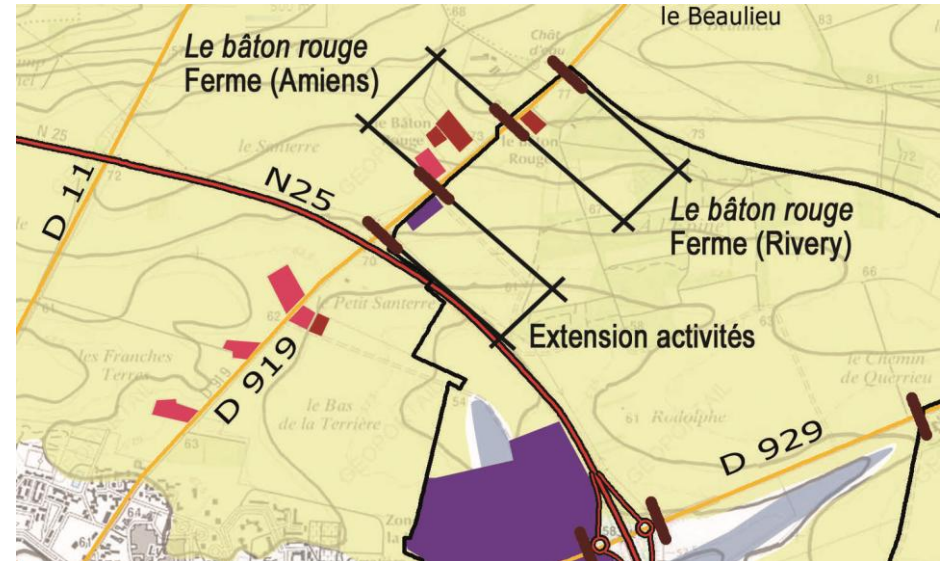


La traversée au droit de la ferme est caractérisée par une ambiance très végétale.



Après la ferme, l'espace s'ouvre sur les cultures au sud alors que la ferme côté Amiens et ses extensions s'égrènent au nord.

Contrairement au caractère des fermes, l'extension d'activités adossée à la RN25 contraste dans le paysage par l'absence d'accompagnement végétal.



#### Vers Allonville



Depuis Amiens, la RN25 et son cordon végétal constitue le seuil d'entrée de Rivery et du hameau du Bâton Rouge. Cette masse végétale intègre les bâtiments d'activités installés à l'entrée sud du hameau.

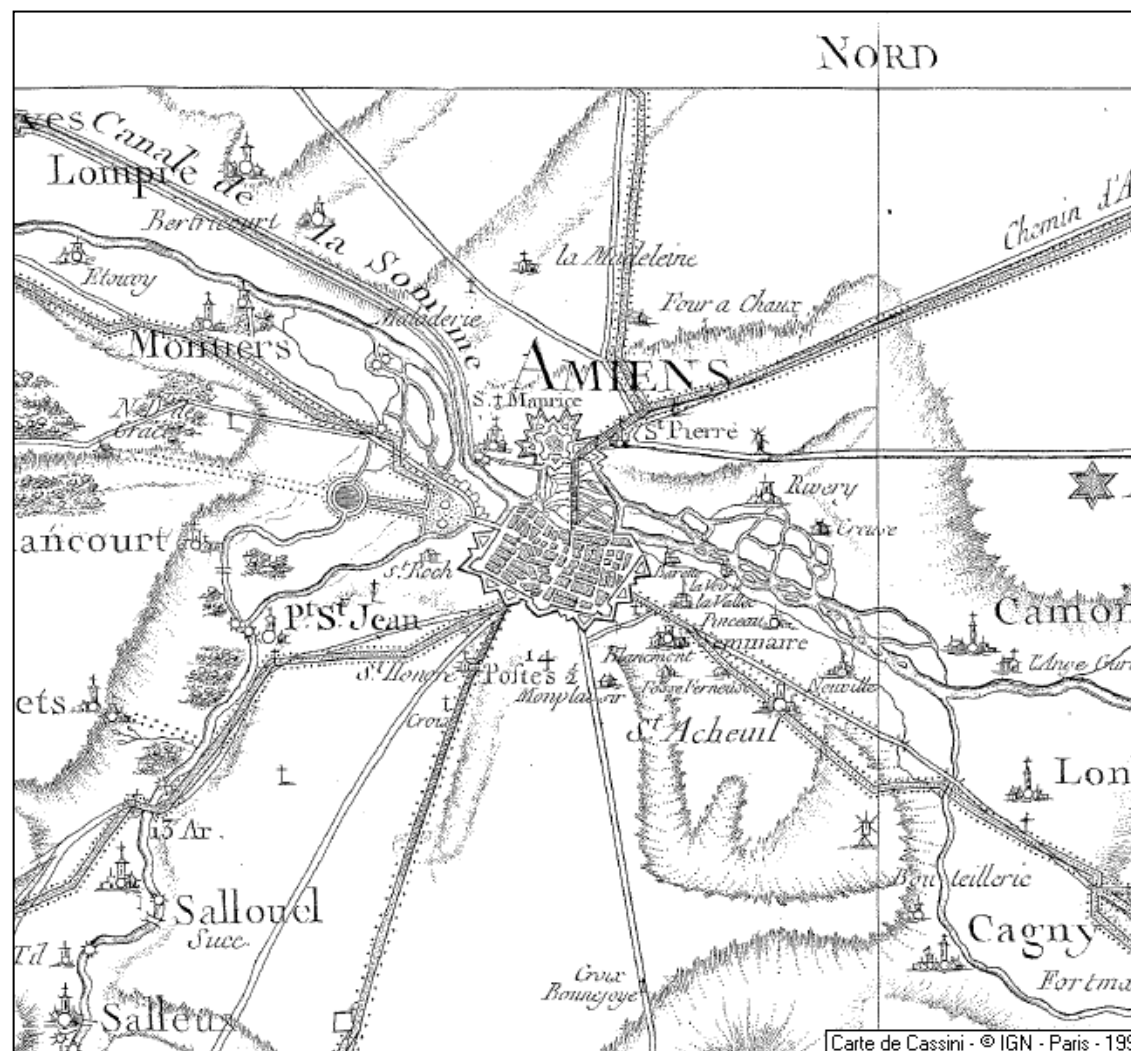


Après le passage du bâtiment d'activités, on retrouve la rupture d'urbanisation vers le sud (côté Rivery) avec la masse végétale qui entoure la ferme.

## **D - Analyse urbaine**

### **1- Histoire urbaine**

Rivery absorbe Creuse entre 1790 et 1794.

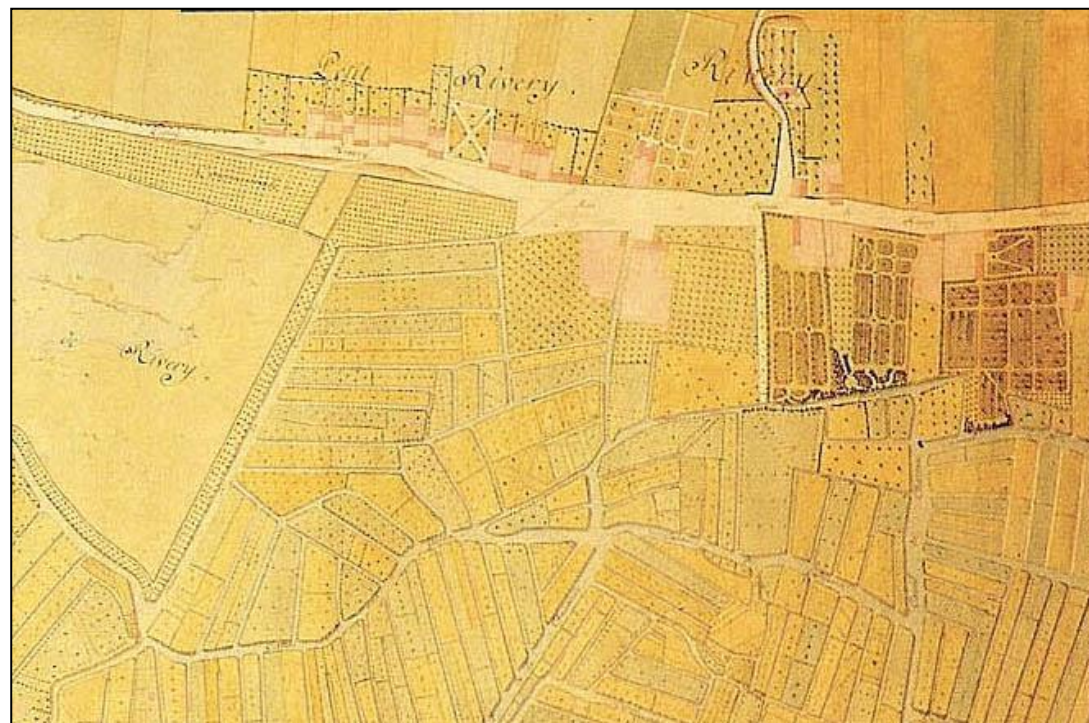


Extrait de la carte de Cassini, XVIII ème siècle



Plan de la ville d'Amiens (et de Rivery) en 1813 par Grévin Ainé

Extrait de « Le Nouvel Amiens » IFA, éd. Mardaga, 1989.



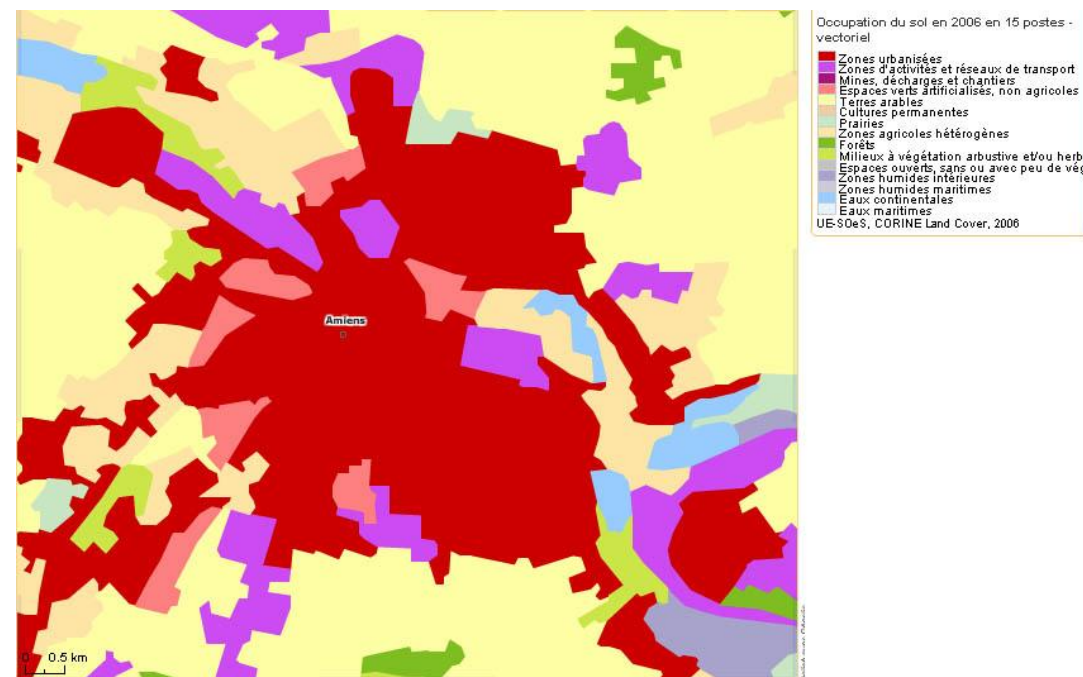
## **2- Organisation du territoire et organisation urbaine**

Rivery dans sa partie la plus ancienne, s'est implantée au pied de coteau, au sec, par rapport au lit inondable de la vallée.

Bien que dans la partie la plus ancienne, le bâti ait conservé sa structuration traditionnelle avec des constructions à l'alignement sur rue, les commerces et les équipements. La centralité villageoise n'est absolument pas marquée. L'église, la mairie, les écoles ne sont guères identifiables. Ceci n'est guère arrangé par la conurbation avec Amiens : il n'existe aucune rupture d'urbanisation avec Amiens (à part la partie Sud par le biais des hortillonnages)

Hors "centralité", le bâti s'organise sous forme d'habitat plus ou moins récent qui s'est aggloméré au grès des opportunités. Le développement de ce tissu récent le long des voies anciennes ou créées par les successions d'opérations d'urbanisation provoque un éloignement des constructions par rapport au centre institutionnel.

Cette organisation qui s'est faite au fur et à mesure a créé une juxtaposition d'entités urbaines dont les référents sont identifiables. En revanche, la difficulté réside aujourd'hui dans la lisibilité et la hiérarchie de ces référents : aucun mode de déplacement doux, défaut d'une lecture identitaire, défaut de centralité.





### 3- Forme urbaine

Bien que la forme urbaine ait beaucoup muté, Rivery présente encore quelques éléments d'une structure "villageoise" entre la RD1 et la rue R Petit au Sud. Progressivement, cette structure villageoise tend à se connecter à la voie romaine (RD 929).

La carte de 1813 montre combien Rivery avait une taille de hameau ce qui explique certainement pourquoi il n'existe pas de centralité organisée avec des espaces publics identifiés et identifiables (place, église, mairie, ...).

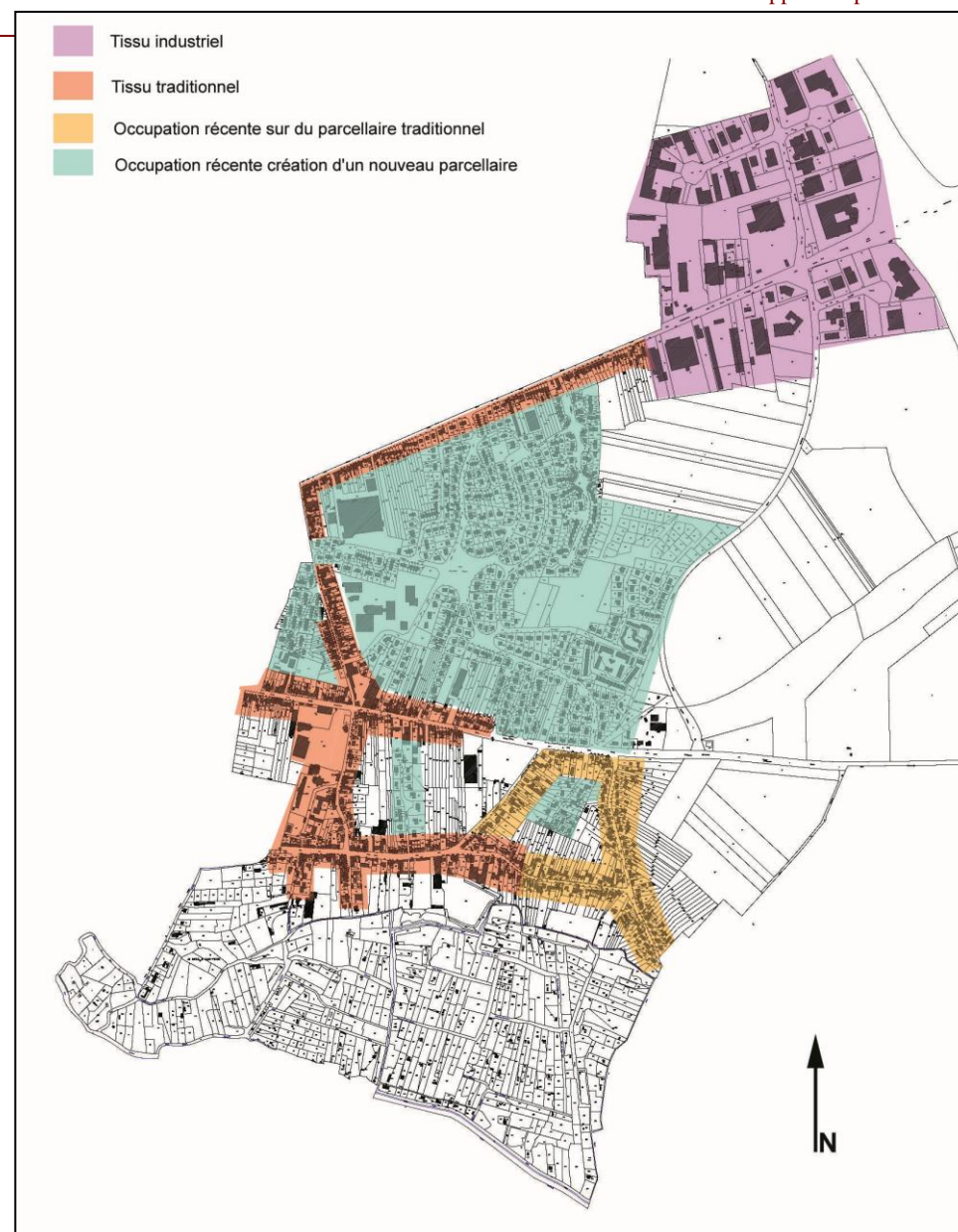
Les hortillonnages au Sud marquant le Sud du territoire communal les extensions se sont faites sans projet d'ensemble, entre ces axes parallèles les uns aux autres : RD929, RD1 et la rue Robert Petit. La zone d'activités s'appuie quant à elle sur les structures viaries dont les trafics sont les plus importants : RD 929 et Rode.

En termes d'ambiance urbaine, la commune est directement influencée par le type d'implantation du bâti. En effet, bien que la partie "la plus ancienne" soit identifiable par son bâti et son parcellaire, les extensions urbaines se sont éloignées du centre "historique" développant néanmoins quelques centralités particulières (parc et collège) mais offrent des distinctions en termes de bâti et d'occupation parcellaire.

Le support de l'urbanisation traditionnelle se caractérise par du bâti ancien, relativement dense et ses constructions à l'alignement qui offrent une ambiance différente des extensions avec une implantation en retrait et parfois des espaces publics surdimensionnés.

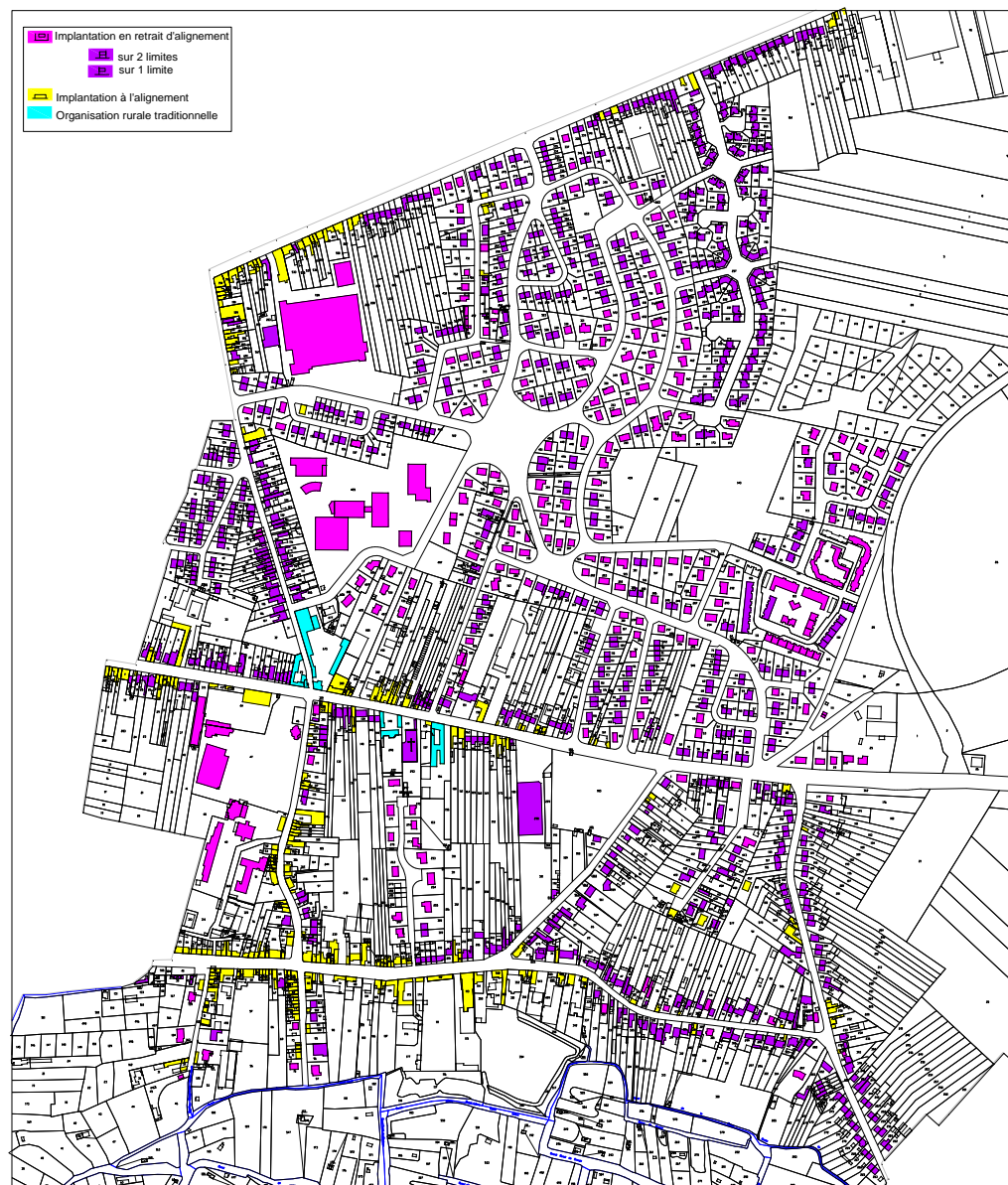
Bien que la constitution urbaine soit clairement identifiable, la commune présente, en dehors du tissu traditionnel, une certaine hétérogénéité typologique et morphologique, avec des implantations du bâti diverses et parfois discontinues.

Les dernières extensions pavillonnaires se sont développées sans projet global et sans traitement des franges. Il convient de prendre garde à ce type d'urbanisation qui étend de façon significative les limites urbaines générant une économie du territoire difficile et coûteuse.



### Carte des implantations

La carte des implantations montrent les différentes stratifications historiques de la commune. La structure villageoise caractéristique tend à muter ou à disparaître certainement due à la pression foncière amiénoise.

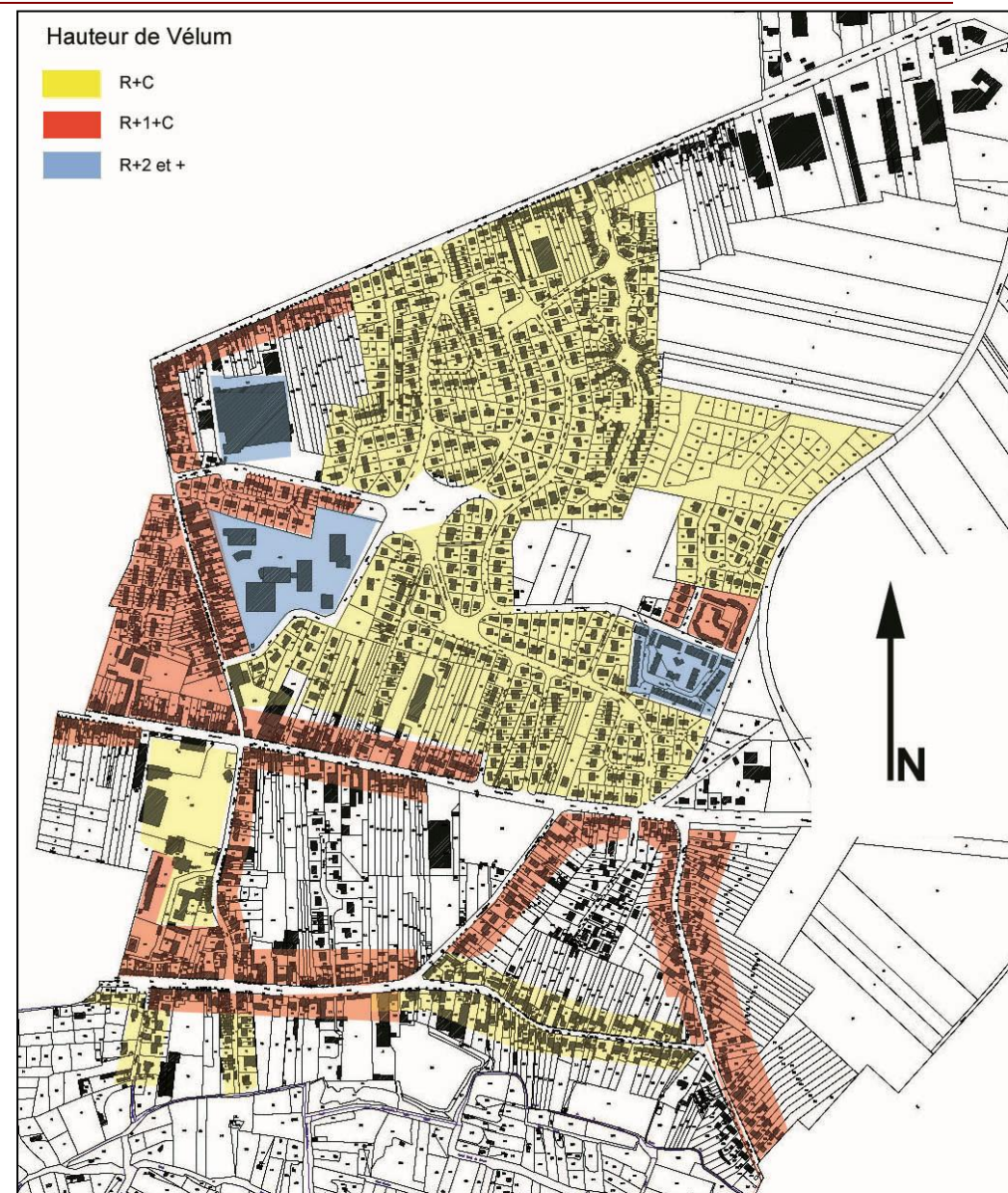




## Hauteurs

La plus grande partie des constructions récentes est de type rez de chaussée + comble. Cependant le centre et le long des pénétrantes, les constructions proposent un R+1+C jusqu'à un R+2+C par endroit.

Il est intéressant de constater que la partie la plus récente présente une hauteur de bâti relativement faible.





1 - Rue Thuillier Delambre  
Env. 28/30 lgts/ha



2 - Tissu en épi  
Env. 25 lgts/ha



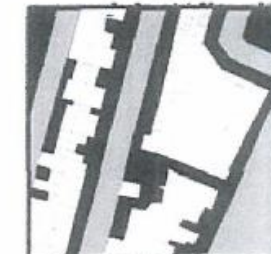
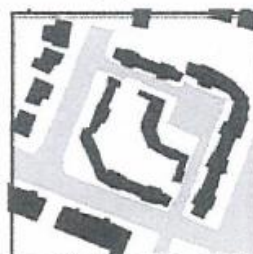
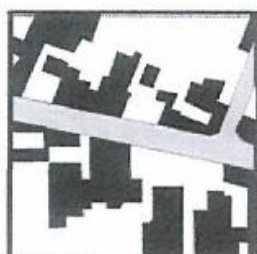
3 - Logements en bande  
Env. 30 lgts/ha



4 - Logements en bande  
OPAC AMIENS



5 - Tissu Amiénois  
Env. 80 lgts/ha

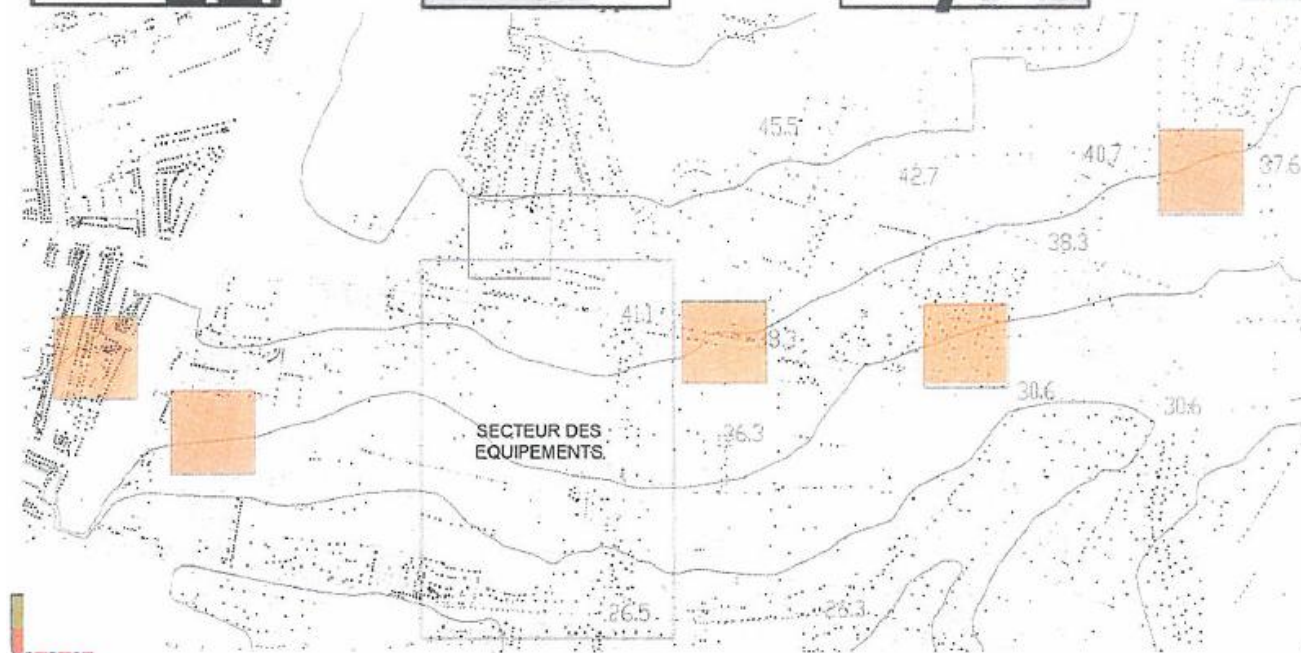


Dominante d'habitat Pavillonnaire.

### Une volumétrie des constructions identiques :

R+1+C ou R+2 maxi  
Peu de logements sociaux sur la commune : 8.6 %

**ATTENTION : Rivery franchira bientôt le seuil de 3500 habitants notamment avec les opérations d'aménagement lancées et est loin d'atteindre le taux de 20 % minimum de logements sociaux requis sur son territoire.  
Il est nécessaire d'intégrer cette donnée à la programmation du centre bourg.**





### Les centralités urbaines

La commune est marquée par diverses centralités : la mairie, les écoles, les commerces, les équipements sportifs, la zone commerciale en entrée Nord-Est. La mairie et les écoles ne sont cependant pas très identifiables. On notera qu'il n'existe aucune place publique et que les commerces sont situés dans la partie Sud de la RD 1 axe structurant de la commune. La RD 929 bien que passante et structurante à l'échelle locale et pour la zone d'activité marque toutefois une limite au territoire communal.



#### **4- Tracés et parcellaire**

Bien souvent, c'est de la lecture en parallèle du parcellaire que se comprend et se donne à lire l'ensemble du découpage viaire du territoire. Ceci a d'importantes répercussions sur la forme urbaine et participe pleinement à définir l'identité communale : il traduit et donne à lire de façon aisée l'occupation du territoire et son histoire.

Le parcellaire de Rivery est représentatif des diverses mutations qu'il a subi : la rocade a interrompu la structure rurale et de culture du parcellaire. La partie urbanisée la plus ancienne est marquée par un parcellaire étroit, laniéré et de petite taille représentatif d'une certaine densité urbaine, adapté au site des premières pentes du coteau, les parcelles des hortillonnages pourraient s'apparenter à un tissu urbain. Le tissu plus récent a bouleversé la structure rurale par un découpage plus systématique représentatif de projets ponctuels.

Enfin, Dans le tissu urbain, on différencie le tissu plus ancien des parcelles des lotissements ou d'habitat pavillonnaire, de surface plus lâche, ont une forme qui tend vers un rectangle et doivent leurs déformations éventuelles au découpage du lotissement.

On notera que les 3 axes structurants, (RD 929, RD 1 et la rue Robert Petit) agissant comme autant de délimitation entre les entités urbaines et paysagères sont quasiment parallèles les unes aux autres comme autant de palier le long du coteau.





### Tissus anciens et de la reconstruction

- densité
- l'espace public se forme à partir de l'espace privé alignements, le bâti se construit de mitoyen à mitoyen, façade urbaine, clôture minérale
- extension, lecture d'un temps long dans le plan, renouvellement de la ville
- équipements et commerces



### Extensions récentes :

- densité bâtie plus faible
- L'espace public ne se compose pas à partir de l'espace privé mais par le biais de la clôture : bâti en retrait d'alignement
- homogénéité du bâti : implantation, hauteur
- pas ou peu d'équipements
- pas de hiérarchie dans le viaire



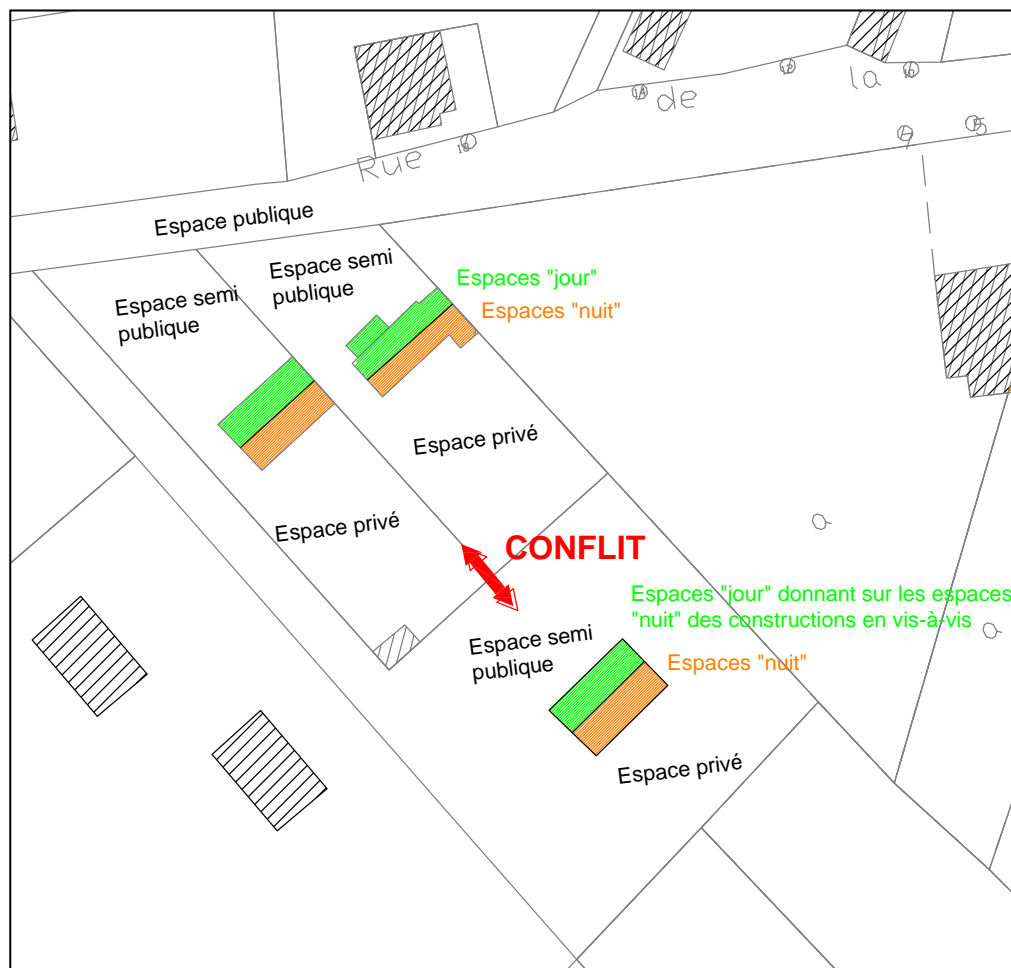
Bien souvent, c'est de la lecture en parallèle du parcellaire que se comprend et se donne à lire l'ensemble du découpage viaire du territoire. Ceci a d'importantes répercussions sur la forme urbaine et participe pleinement à définir l'identité communale : il traduit et donne à lire de façon aisée l'occupation du territoire et son histoire.

Dans le cas de Rivery, le découpage viaire et le parcellaire de la partie "villageoise" s'inscrivent dans une logique similaire. Ils traduisent la formation rurale de la commune.

Cependant, la lecture du parcellaire est quelque peu chahutée par la présence d'opérations d'urbanisation récentes qui viennent occuper les cœurs d'îlots sans souci de cohérence urbaine. Aussi, plusieurs constructions à usage d'habitation et de lotissements peuvent se juxtaposer sans connexion créant des structures urbaines peu lisibles (voiries en impasse ; 2<sup>ème</sup> rang bâti) et en rupture par rapport à la constitution urbaine traditionnelle de Rivery.

Les constructions en deuxième rang sur des parcelles désenclavées – souvent par un droit de passage sur les parcelles sur rue - créent des conflits urbains et de voisinage avec des espaces « jour » qui donnent sur les espaces nuits et des espaces semi publics en vis-à-vis des espaces privés des constructions en front à rue.

Dans le cadre d'un plan urbain, il faut bien décliner toutes les échelles de l'espace public vers l'espace communautaire puis vers l'espace semi-privé et enfin vers l'espace privé. Il s'agit, conformément aux principes constitutifs de la commune, de mettre en place ces stratifications nécessaires (notamment par des épaisseurs de croûte bâtie) qui font qu'un logement, une habitation, appartiennent à une entité agglomérée, elle-même organisée en îlots par des voiries de bouclage.





## **5- Du privé au public : espaces publics**

Dans les espaces urbanisés, la gestion de l'interface entre espace privé et espace public (clôture) a un rôle prépondérant dans la qualification de l'espace public. Sans parler de la qualité architecturale qui n'est pas simplement un critère esthétique mais qui a à voir avec l'identité communale (couleur, hauteur, lucarnes, type de toiture, matériaux...). L'implantation des constructions doit participer à la révélation du caractère identitaire commun et non particulier.

La typologie du bâti présente sur le territoire est représentative des mutations urbaines et architecturales au cours de l'histoire. Aussi, si on examine la relation entre espace privé et espace public, on remarque que le type de construction comme l'implantation de celles-ci sont représentatifs de la façon dont on conçoit la vie collective et la vie privée.

Pour les constructions situées en retrait d'alignement, la cour assure ainsi le rôle de transition offrant un lieu semi-public. La clôture joue alors un rôle fondamental dans la qualification de l'espace public.

### **a) l'espace public**

C'est l'implantation du bâti qui structure : bâti à l'alignement sur la rue, pignon à l'alignement, etc.

La mutation du tissu traditionnel et le développement des quartiers plus récents avec la totalité des constructions en retrait d'alignement et l'hétérogénéité des clôtures (tant au niveau du type de clôture représenté que des matériaux utilisés) banalise l'espace public.

Si l'implantation participe à structurer l'espace public, c'est l'aspect de la construction qui quant à elle participe à le qualifier. Une attention doit être portée au traitement architectural des constructions.

Les transitions entre espaces bâti et le grand paysage doivent également faire l'objet d'un traitement architectural et/ou paysager et ce d'autant plus que la vision lointaine peut se faire par un point haut.

Même si la commune (son parcellaire et le bâti) a beaucoup muté, il reste néanmoins des traces de l'histoire « rurale » de la commune et notamment le long de la RD 1 jusqu'aux hortillonnages.



## **b) Les clôtures**

Dans la commune de Rivery, l'organisation villageoise consiste en une implantation du bâti dont le faitage est parallèle ou perpendiculaire à la rue. Le bâti (construction et clôture minérale) définit l'espace public : la continuité bâtie à l'alignement sur rue est concrétisée soit par des habitations, soit par des dépendances, soit par des murs.

Cette structuration traditionnelle de l'espace privé et public traduit une continuité visuelle de l'alignement sur rue et la forte minéralité du centre dense.

Dans les espaces urbanisés, la gestion de l'interface entre espace privé et espace public (la clôture) a un rôle prépondérant dans la qualification de l'espace public (ambiance de la rue).

Réciproquement, les clôtures sont la première représentation de l'habitation sur la rue, elles ont un impact visuel important sur l'espace urbain.

Ainsi de façon identitaire, les clôtures récurrentes sont :

- Le bâti
- Le mur

En revanche les extensions récentes qui se traduisent par des implantations en retrait d'alignement perturbent la lecture de l'espace public : la rue ne se trouve plus délimitée par des bâtiments mais uniquement par la clôture.

C'est donc le type de clôture qui qualifie l'espace public.



### Les clôtures du centre « ancien »



Les clôtures sont constituées soit par :

- du bâti
- un mur



### Les clôtures des extensions urbaines ou du bâti en mutation



Les clôtures sont hétérogènes  
La cohérence pourrait être assurée par le végétal



### **c) Le rapport à l'eau**

Depuis l'espace urbanisé, le rapport à l'eau est quasiment inexistant. Les hortillonnages sont pratiquement invisibles. Les voies depuis la rue Robert Petit permettant d'y accéder sont en impasse sans possibilité de se promener.

Le chemin de Halage présente une promenade en bord d'eau qui est plus en liaison avec Amiens qu'avec la commune.

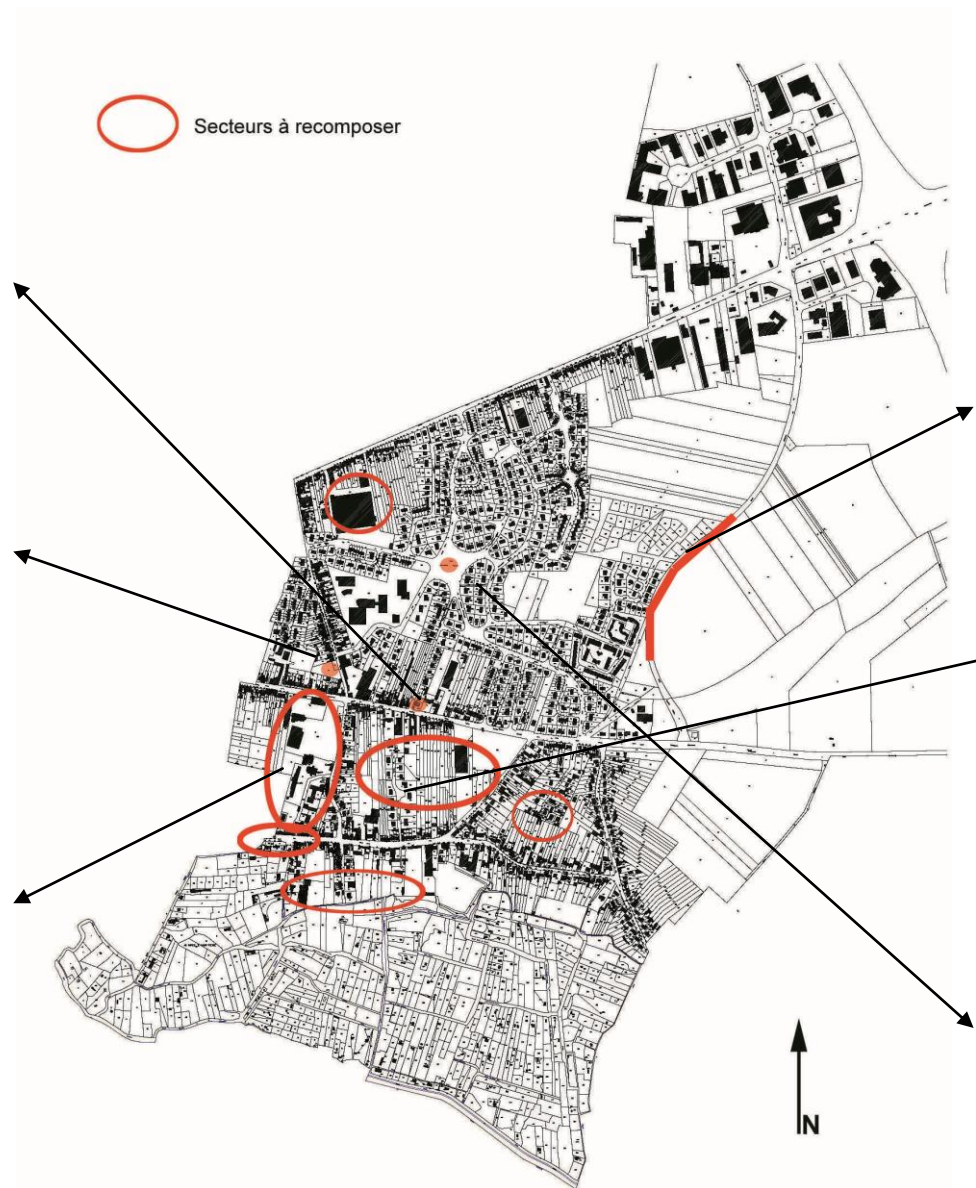




### Les espaces à recomposer et à densifier

Un certain nombre d'espaces nécessiterait dans le cadre d'un projet global une recomposition ou une densification qui sont autant d'éléments que l'on peut intégrer à la réflexion du PLU comme :

- les entrées de ville Est-Ouest : cet espace de transition qualifie la commune
- La gestion des franges : l'extension urbaine nécessite un traitement d'intégration au grand paysage et ce d'autant plus que la commune se découvre principalement par des points hauts.
- Le parcours de l'eau : l'intégration de l'eau dans le projet communal semble indispensable pour caractériser son identité
- La recomposition des intérieurs d'îlots sont des espaces clés de la commune qu'il faudrait intégrer à la réflexion.
- Eviter l'urbanisation sur plusieurs fronts





## **6- Analyse du bâti : typologies**

L'ensemble des typologies identitaires utilise les matériaux du territoire environnant : brique rouge et tuile/ardoise.

Bien que le bâti soit relativement hétérogène, on peut tout de même procéder à des sériations qui traduisent entre autre la mutation économique et historique de la commune.

- **Des fermes de type traditionnel** : Elles se caractérisent par des bâtiments rangés autour d'une cour intérieure en un quadrilatère clos. Sur la rue est implantée la grange à travers de laquelle il faut passer pour pénétrer dans la cour. Parfois, elles se différencient par un type qui offre la vue sur les bâtiments à l'intérieur de la parcelle. Ces ensembles sont tout de même peu présents et tendent à disparaître.



- Des maisons de ville et immeubles

Les maisons de ville sont de 2 types : celles de type "amiénoise" à l'alignement de type R+1+C et celles s'implantant en retrait de l'espace public ou de la voie.





### - Le bâti pavillonnaire

Les extensions récentes ont développé un type de bâti caractéristique de type pavillonnaire. Les constructions implantées au centre de la parcelle développent une architecture typique qui ne développe bien souvent pas de relation particulière ni avec la centralité urbaine, ni avec le quartier, ou avec le site. Cette typologie tend à banaliser le paysage naturel et urbain. Les choix de l'implantation, des matériaux, des couleurs, des clôtures ne prennent pas en considération l'identité communale

Par rapport au paysage en présence et concernant la topographie du lieu, la partie urbanisée doit faire l'objet d'une attention particulière concernant les traitements des franges qui a une importance considérable dans la perspective urbaine.

Les Styles, couleurs, matériaux, et volumétries, sont éloignés de tout souci d'identité territoriale et concourent à une banalisation du territoire.

### - Les HLL

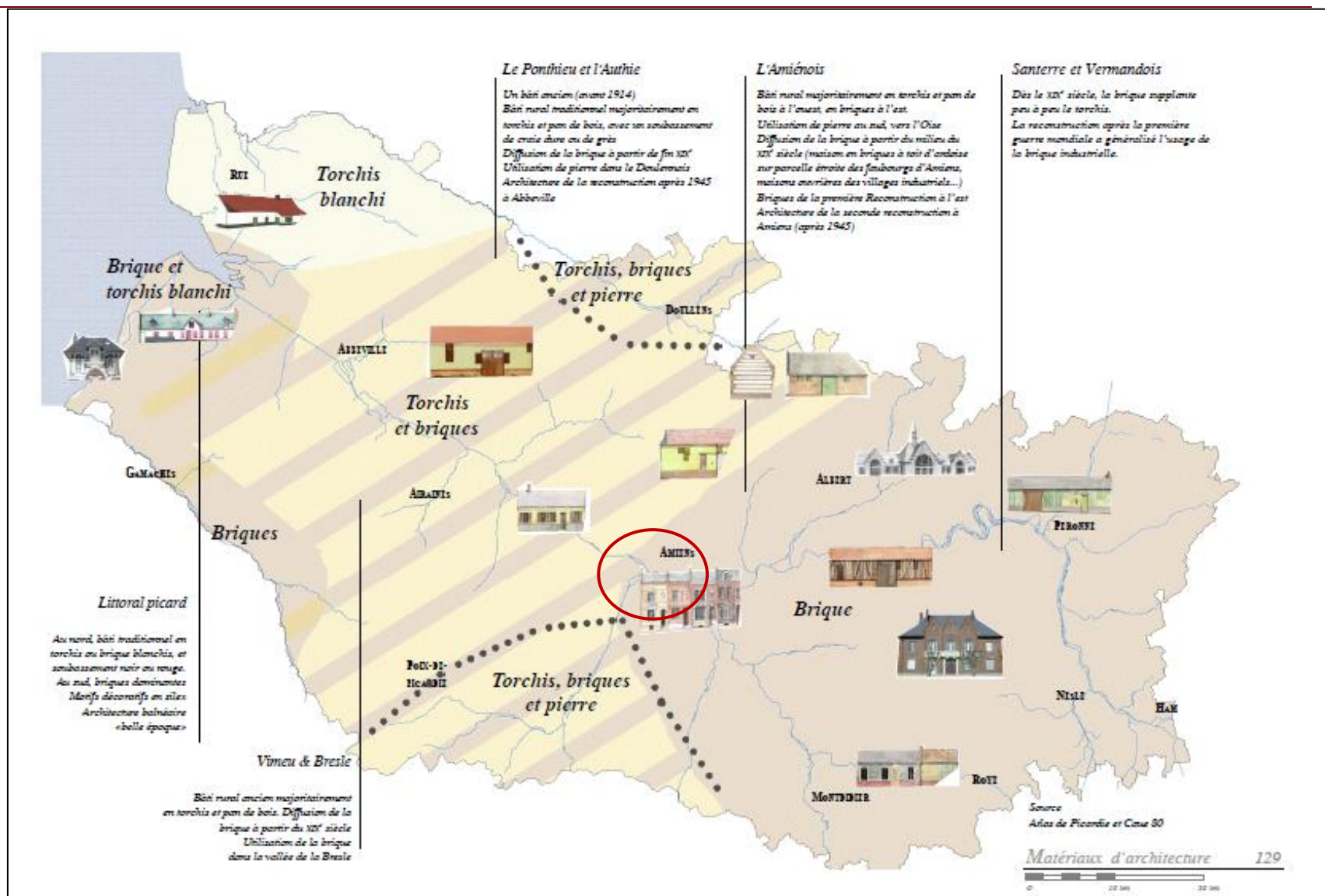
On remarque une multiplication d'habitation dans les hortillonnages parfois de type disparate, en matériau de fortune qui tend à dévaloriser le territoire communal

Outre la pollution visuelle qu'elles représentent, d'un point de vue environnemental et paysager, elles génèrent de graves nuisances.

Certaines constructions ont même évolué vers de l'habitation en dur et principale



Extrait de l'Atlas des  
Paysages, DIREN  
Picardie, 2007





## 7- Energie et habitat :

Dans le cadre d'une approche environnementale de l'urbanisme, il pourrait être intéressant de se préoccuper de l'incidence de l'implantation des constructions au regard des principes énergétiques et climatiques.

### Approche passive<sup>8</sup>

L'approche passive de l'énergie vise à réduire les besoins énergétiques des constructions en travaillant d'une part sur la conception du bâtiment d'autre part sur son positionnement par rapport à l'environnement extérieur, donc sur l'aménagement de la zone d'étude.

Pour concrétiser l'objectif d'une utilisation rationnelle de l'énergie, une des quatre priorités du Plan d'action pour l'environnement mis en place en janvier 2001 par l'union européenne, il convient de favoriser les économies d'énergie par des mesures passives et actives et d'encourager l'emploi de sources d'énergie renouvelables.

- les principes bioclimatiques

Ils sont fondés sur un choix judicieux de la forme du bâtiment, de son implantation, de la disposition des espaces et de l'orientation en fonction des particularités du site : climats, vents dominants, qualité du sol, topographie, ensoleillement et les vues. Ces principes doivent aussi se conjuguer avec la morphologie urbaine et paysagère du lieu dans lequel on s'implante.

Pour limiter la déperdition thermique, les volumes doivent être compacts, opaques au Nord (l'accès et pièces de service) et largement ouverts au Sud.

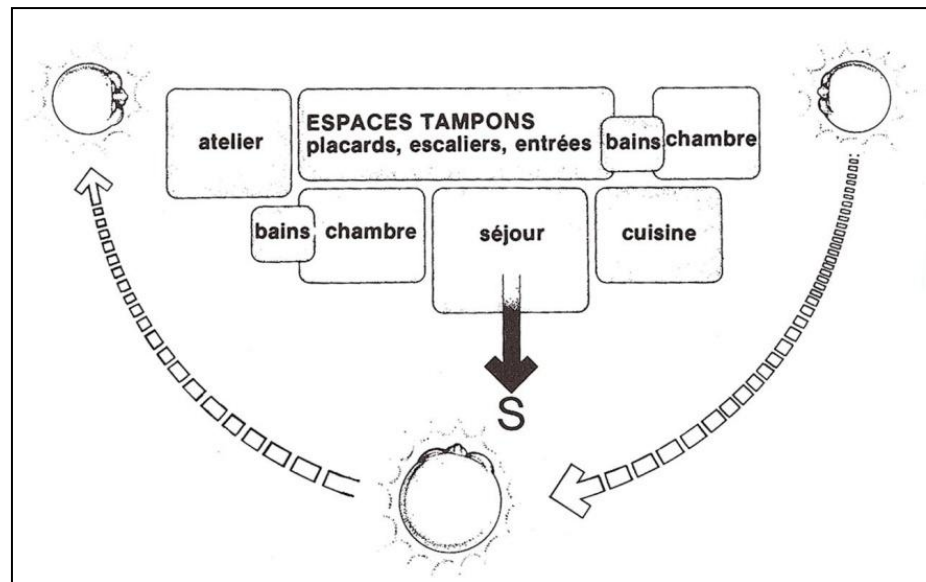
- Optimisation des apports solaires

La valorisation de l'énergie solaire passive accroît l'autonomie du bâtiment et réduit la consommation d'énergie sans surcoût significatif :

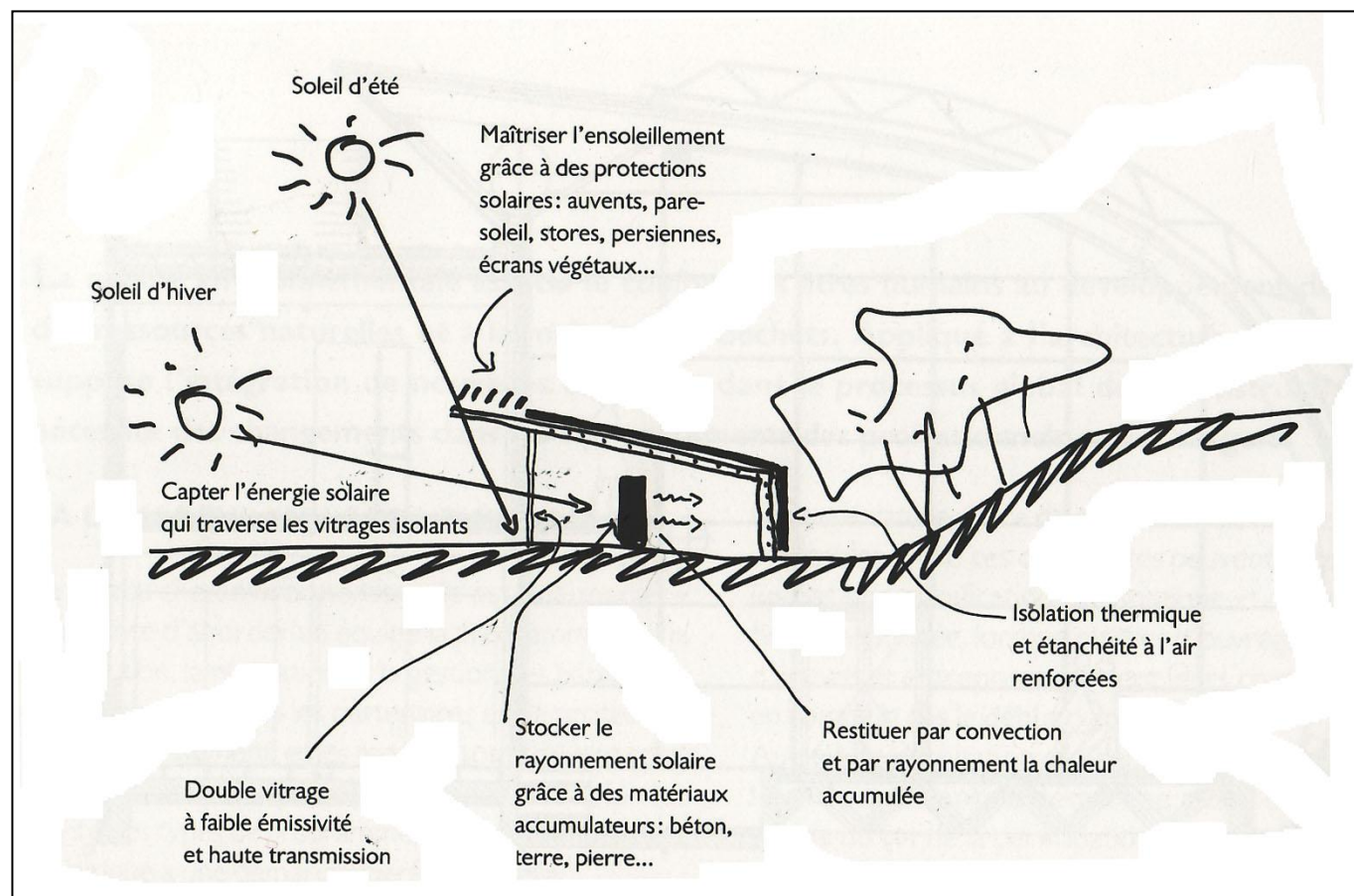
- Un bâtiment qui s'étire face au Sud avec une profondeur de 10 à 12m présente des conditions idéales.
- capter l'énergie solaire en fonction de l'orientation : 40 à 60% de surface vitrée sur la façade Sud et 10 à 15% sur la façade Nord, moins de 20% sur les façades Est et Ouest.

- stocker le rayonnement solaire grâce à des matériaux accumulateurs à forte inertie : béton, pierre, terre, ...
- Restituer par convection et par rayonnement avec un étalement dans le temps
- limiter les échanges avec l'extérieur en réduisant la surface de l'enveloppe et en renforçant l'isolation thermique
- maîtriser le confort d'été : protection solaire, ventilation naturelle

Edward Mazria, *Le guide de la maison solaire*, Clamecy, 2009, éd. Parenthèse



<sup>8</sup> L'Architecture écologique, de Dominique Gauzin-Müller, Le Moniteur, 2001



## HABITAT À BASSE ÉNERGIE

### Principes de conception

Intégration du concept énergétique dès le début du projet.  
Forme compacte.  
Isolation thermique renforcée.  
Limitation des ponts thermiques.  
Étanchéité à l'air.  
Utilisation efficace de l'énergie solaire passive.  
Installations techniques performantes et faciles à utiliser.  
Appareils sanitaires économes en eau.  
Équipements électriques économes en énergie.  
Choix de matériaux de construction recyclables dont la production et la mise en œuvre nécessitent peu d'énergie.

### Comparaison de la consommation de chauffage en Allemagne, selon le type d'habitat, et évolution en fonction des réglementations (en kWh/m²/an)

	Habitat individuel	Maison en bande	Logement collectif
Parc ancien	260	190	160
Réglementation thermique de 1982 (valeur maximale)	150	110	90
Réglementation thermique de 1995 (valeur maximale)	100	75	65
Habitat à basse énergie	< 70	< 60	< 55

(Source: Pro clima 2000)

### Performances moyennes des parois dans l'Habitat à basse énergie, définies par le coefficient de transmission surfacique U

Mur extérieur en maçonnerie	$U < 0,25 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ (12 à 18 cm d'isolant)
Mur extérieur à ossature bois	$U < 0,20 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ (20 à 25 cm d'isolant)
Toiture	$U < 0,15 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ (25 à 30 cm d'isolant)
Paroi entre zone chauffée et zone non chauffée	$U < 0,30 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ (8 à 12 cm d'isolant)
Vitrage	$U < 1,3 \text{ W/m}^2\cdot\text{K}$ (double vitrage isolant avec lame en gaz rare)



## **E – Protections, inventaires et servitudes à prendre en considération**

### **Les Inventaires nationaux et européens.**

#### **a) Les ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)**

Le territoire communal de Rivery est concerné par 3 ZNIEFF.

- La ZNIEFF n° 80VDS118, de type I, «cours de la Somme».
- La ZNIEFF n° 880VDS112 «Marais de la vallée de la Somme».
- La ZNIEFF n° 80VDS201 composée de «Haute et moyenne

vallée de la Somme».

La première Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique couvre le marais de la vallée de la Somme

Compris entre Amiens et la confluence de la Somme avec l'Avre, le site correspond à un vaste ensemble marécageux comprenant une mosaïque de biotopes tourbeux alcalins, à caractère subatlantique/subcontinental. Il présente une morphologie et des affinités biogéographiques intermédiaires entre la basse vallée élargie et sublinéaire et la moyenne vallée méandreuse.

Des végétations aquatiques et amphibies, des prairies humides, des roselières, des mégaphorbiaies, des cariçaies, des bas-marais et des boisements humides à tourbeux se partagent le territoire. La partie ouest, occupée par les célèbres hortillonnages, présente une certaine originalité. En effet, ces hortillonnages sont le fruit du travail de générations de maraîchers (les "hortillons"), qui ont façonné, pendant des siècles, des petites parcelles destinées à la production maraîchère, délimitées par un réseau dense de canaux (les "rieux"). Aujourd'hui, l'utilisation de ces parcelles est davantage orientée vers les loisirs que vers la culture légumière. Plusieurs secteurs ont conservé un aspect plus naturel, notamment au niveau du lieu-dit "Marais d'Hecquet".

#### Intérêt des milieux :

La plupart des milieux présentent un intérêt de niveau suprarégional et accueillent, de surcroît, de nombreuses espèces végétales et animales remarquables. Certains habitats présentent un grand intérêt de niveau européen, de par leur inscription à la directive "Habitats" de l'Union Européenne

#### Facteurs influençant l'évolution de la zone :

- Le marais communal de Blangy-Tronville (le "Grand Marais de la Queue") est protégé par un Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (depuis 1987), qui interdit tout acte susceptible de porter atteinte aux milieux remarquables du site. La gestion du site est assurée par le Conservatoire des Sites Naturels de Picardie.

- Les marais se caractérisent par un vieillissement généralisé, avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière (boisement des roselières, apparition de mégaphorbiaies dans les prairies ...). Les espèces remarquables, inféodées aux milieux ouverts, en subissent les conséquences.

- Ces phénomènes de fermeture peuvent être accélérés soit par l'intervention humaine (plantations de peupliers), soit par la non-intervention (abandon des pratiques d'entretien des milieux ouverts telles que l'exploitation de la tourbe et la fauche des roseaux).

- Globalement, les marais marquent une tendance à l'assèchement, qui s'explique par la réalisation de fossés à pouvoir drainant, par une gestion non optimale des niveaux d'eau de la Somme et par les plantations de peupliers ...

- La qualité des eaux se détériore, conduisant à une régression des espèces aquatiques inféodées aux eaux oligotrophes.

- Les étangs ont tendance à s'envaser. Ce phénomène est provoqué en partie par les limons des plateaux, entraînés dans le cours d'eau par les pluies.

- Le développement des Habitations Légères de Loisirs (HLL) induit une dégradation à la fois paysagère et écologique des marais.

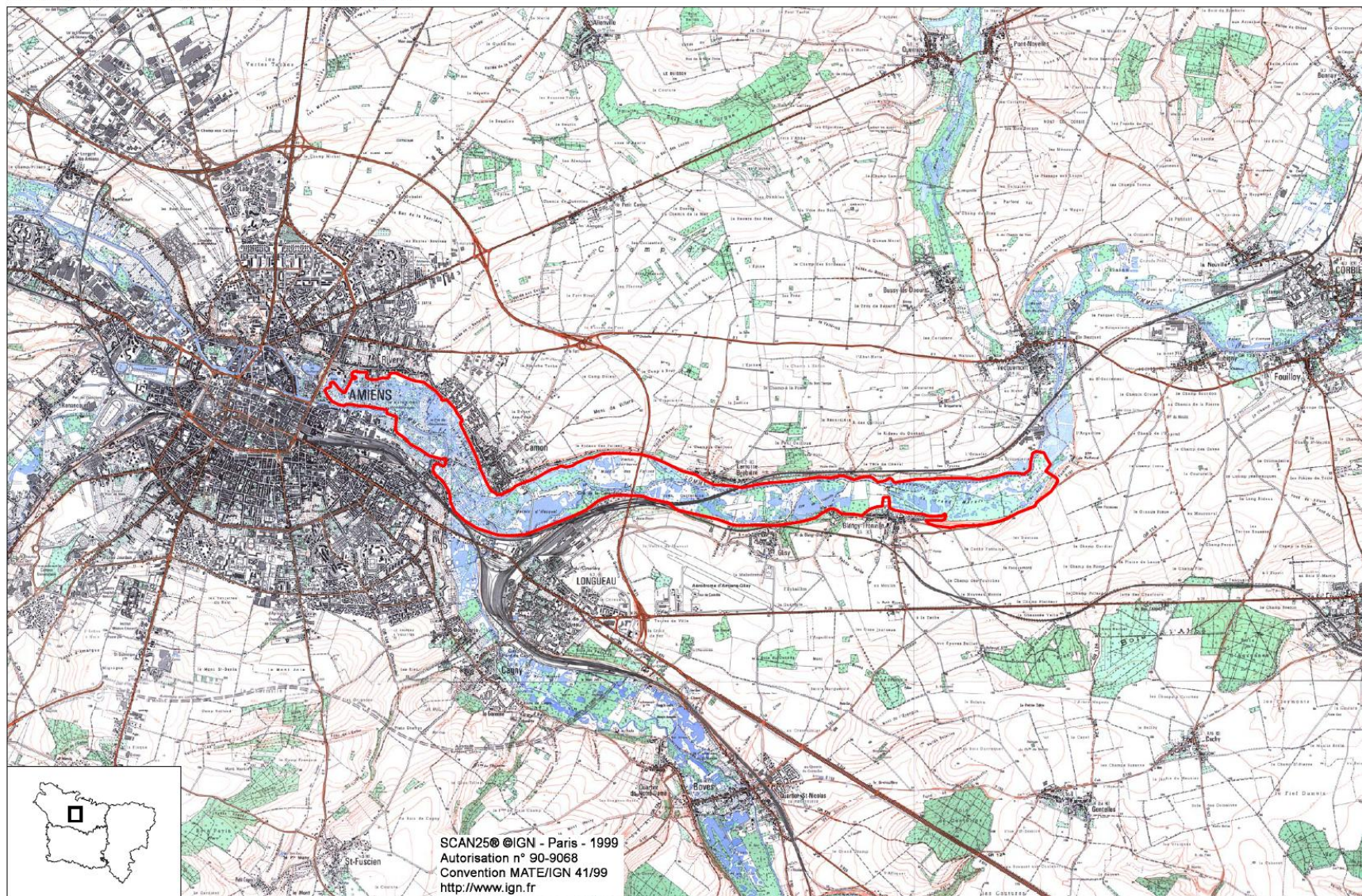
- Les opérations de curage des étangs sont souvent réalisées aux dépens des milieux palustres rivulaires (dépôts des boues de curage sur les berges...), qui sont envahis par les orties.

- Les rieux des hortillonnages commencent à être envahis par *Ludwigia grandiflora*, une plante originaire d'Amérique. Elle concurrence d'autres espèces indigènes, parfois remarquables



FICHE ZNIEFF N° 80VDS112

**MARAI DE LA VALLÉE DE LA SOMME ENTRE DAOURS ET AMIENS**





La seconde ZNIEFF correspond au lit mineur de la Somme depuis Péronne (pont de la Nationale 17) jusqu'à l'embouchure à Saint-Valery-sur-Somme. Deux tronçons sont distingués : le tronçon entre Péronne et la confluence de l'Avre à Longueau (tronçon 1), et le tronçon de Longueau jusqu'à l'embouchure (tronçon 2). La présente ZNIEFF de type I "cours de la Somme" permet de rendre compte de l'aspect fonctionnalité et du rôle de corridor écologique que joue la Somme sur l'ensemble de son cours. Cette ZNIEFF permet d'intégrer en type 1 les secteurs de cours d'eau qui n'ont pas déjà été pris en considération dans les autres ZNIEFF.

#### Intérêt des milieux :

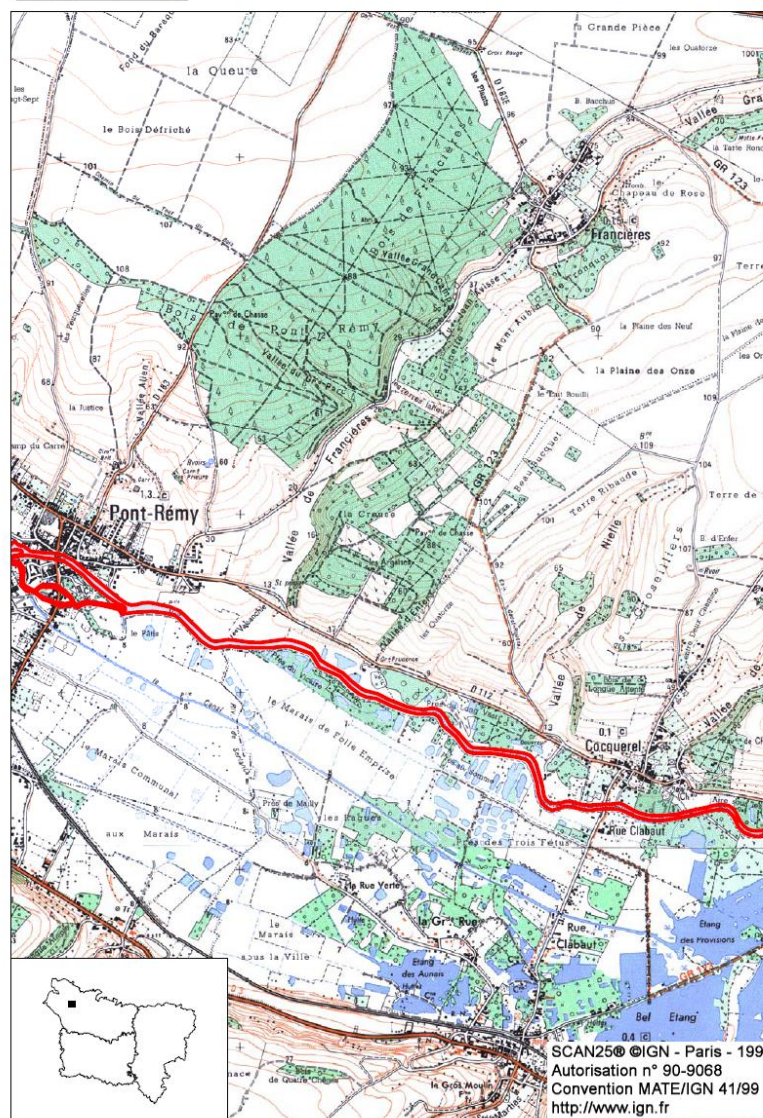
Le tronçon 1 (Somme amont) présente une succession de zones inondables remarquables pour le frai. La végétation aquatique, support de ce frai, est assez abondante et diversifiée. Les communications entre les étangs sont limitées, ce qui rend difficile l'accomplissement du cycle biologique de nombreuses espèces (Anguille en particulier). Le tronçon 2 (Somme aval) présente un fort intérêt pour la migration de la Truite de mer vers les zones de fraie potentielles.

#### Facteurs influençant l'évolution de la zone :

- L'impact industriel et des agglomérations est préjudiciable au fonctionnement de l'écosystème.
- Le cloisonnement limite les migrations piscicoles vers les zones de fraie potentielles.
- La communication restreinte entre la Somme et les étangs (comblement, grilles, ...) entraîne la mise à l'écart des zones favorables à la fraie du Brochet. Ces connexions entre la Somme et les étangs peuvent accélérer les processus d'envasement par apport de matières en suspension et entraîner une diminution de la qualité de l'eau des étangs.

FICHE ZNIEFF N° 80VDS118

#### COURS DE LA SOMME



Echelle : 1 cm pour 0.25 km

Imprimé le 18/01/2005

Planche 1 sur 1

DIREN Picardie

La troisième ZNIEFF de type 2 s'étend depuis les sources de la Somme à Croix-Fonsommes jusqu'à Abbeville. Le reste de la basse vallée de la Somme (d'Abbeville à la baie de Somme) est rattaché à la ZNIEFF de type II "Plaine maritime picarde". Elle correspond à la vallée de la Somme depuis le fond de vallée jusqu'aux convexités sommitales. Elle comprend le cours de la Somme et son lit majeur (complexe d'étangs, de marais, de prairies ...), les versants plus ou moins pentus de la vallée (les coteaux calcaires s'observent dans la partie de la vallée de la Somme comprise entre Péronne et Abbeville) ainsi que quelques vallées attenantes (vallée d'Acon par exemple). Certains secteurs fortement anthropisés comme l'agglomération d'Amiens, les bassins de décantation de Vecquemont, les villes de Corbie, Péronne, Ham et Eppeville sont exclus de la zone. L'ensemble de cette zone joue un rôle évident de corridor écologique et comprend une séquence remarquable d'habitats aquatiques et terrestres ainsi que des coteaux crayeux.

#### Intérêt des milieux :

Ce corridor naturel unique en Europe offre un dégradé de conditions climatiques, depuis l'atlantique atténué jusqu'au subcontinental. La plupart des habitats présentent un intérêt exceptionnel pour la Picardie et accueillent de très nombreuses espèces remarquables. Cette zone présente un intérêt de niveau européen tant pour les groupements végétaux que pour la flore et la faune. La vallée de la Somme présente un intérêt exceptionnel pour l'accueil d'oiseaux nicheurs rares et forme un couloir de passage apprécié des espèces migratrices. Elle constitue une limite pour de nombreuses espèces thermophiles qu'on ne retrouve quasiment plus (ou en faible abondance) au nord, telles que la Globulaire (*Globularia bisnagarica*) et la Pulsatille commune (*Pulsatilla vulgaris*). De nombreux milieux présents sont reconnus d'intérêt communautaire et inscrits, à ce titre, à la directive "Habitats".

#### Facteurs influençant l'évolution de la zone :

- Les marais se caractérisent par un vieillissement quasi-généralisé, avec accélération de la dynamique à la fois arbustive et préforestière (boisement des roselières, apparition de mégaphorbiaies dans les prairies ...). Les espèces remarquables, inféodées aux milieux ouverts, en subissent les conséquences.
- Ces phénomènes de fermeture sont accélérés, soit par l'intervention

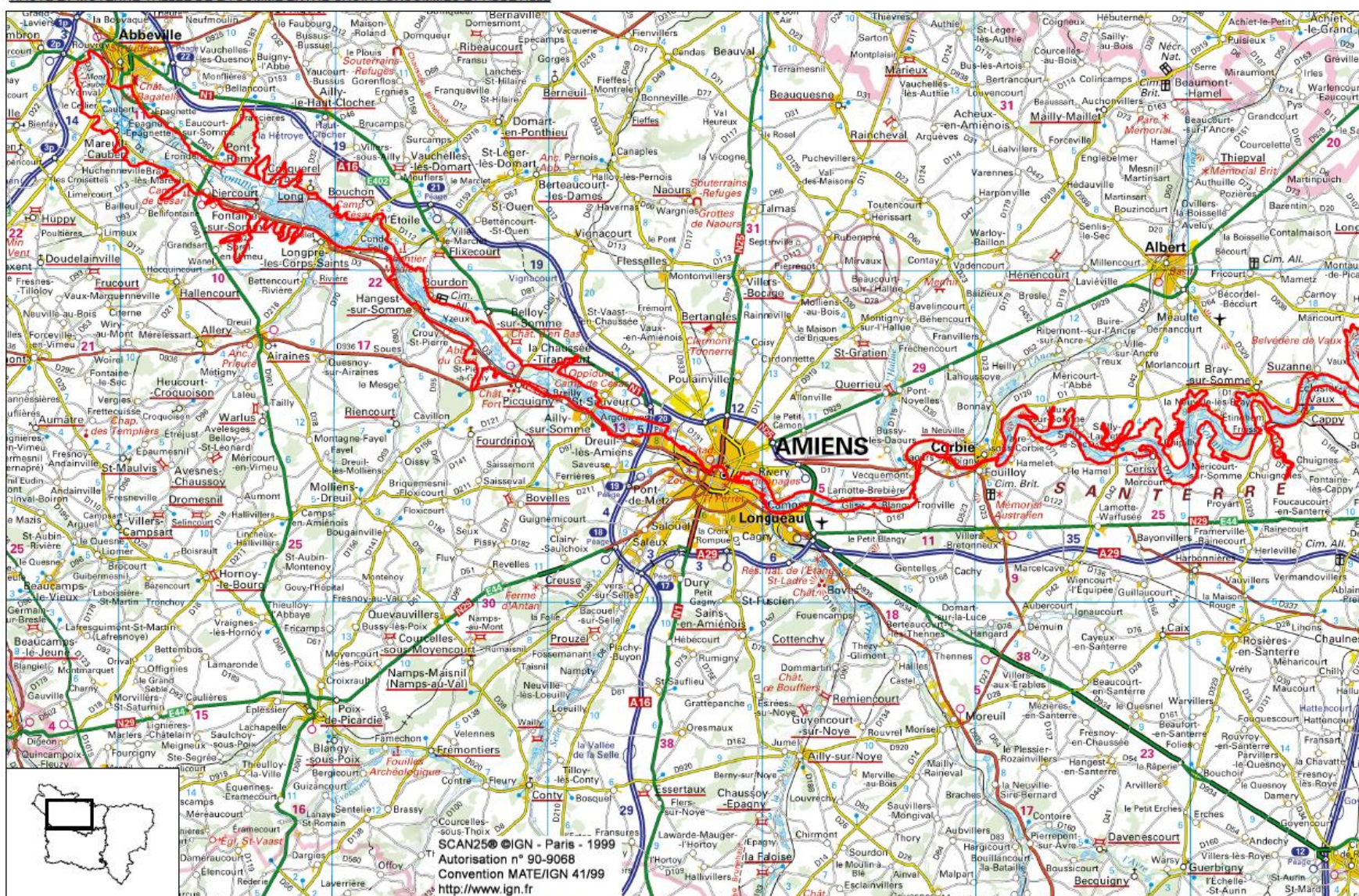
humaine (plantations de peupliers) soit par la non-intervention (abandon des pratiques d'entretien des milieux ouverts telles que l'exploitation de la tourbe et la fauche des roseaux).

- Certains marais marquent une tendance à l'assèchement, qui s'explique par la réalisation de fossés à pouvoir drainant, les plantations de peupliers... Ceci entraîne la raréfaction, voire la disparition d'espèces hygrophiles remarquables.
- La qualité des eaux a conduit à une régression des espèces aquatiques inféodées aux eaux oligotrophes.
- Certains étangs ont tendance à s'envaser. Ce phénomène est provoqué en partie par les limons des plateaux, entraînés dans le cours d'eau par les pluies.
- Le développement des Habitats Légères de Loisirs (HLL) entraîne une dégradation tant paysagère qu'écologique des marais.
- Les opérations de curage des étangs se réalisent parfois aux dépens des milieux palustres rivulaires (dépôts des boues de curage sur les berges...).
- L'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires entraîne une dégradation de la végétation des prairies. Le pâturage mis en œuvre dans les prairies humides mériterait d'être davantage adapté aux caractéristiques écologiques.
- Certaines pelouses calcicoles ont tendance à être envahies par les hautes herbes et les broussailles, du fait de l'absence d'entretien. Ceci entraîne la régression des espèces héliophiles remarquables. Notons que ce phénomène est en partie ralenti par l'activité des lapins.
- Certains larris, actuellement pâturés, mériteraient de bénéficier d'un pâturage davantage extensif.
- L'utilisation d'intrants sur les cultures du plateau est préjudiciable à la flore pelousaire oligotrophe à la suite du ruissellement des produits et de leur transport par le vent.
- Certaines parcelles, originellement en nature de larris, ont été transformées en cultures.



FICHE ZNIEFF N° 80VDS201

HAUTE ET MOYENNE VALLEE DE LA SOMME ENTRE CROIX-FONSOMMES ET ABBEVILLE



Echelle : 1 cm pour 2 km



aucune ZICO sur le territoire

### c) Corridors écologiques



Le réseau Natura 2000 est un réseau écologique européen destiné à préserver la biodiversité tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités locales. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels (définis par des groupements végétaux) et habitats d'espèces de faune et de flore d'intérêt communautaire.

Ce réseau sera constitué à terme :

- des Zones de Protection Spéciale (Z.P.S.) issues de la directive Oiseaux
- des Zones Spéciales de Conservation (Z.S.C.) issues de la directive Habitats

## Etangs et marais du bassin de la Somme

Ce site constitue un ensemble exceptionnel avec de nombreux intérêts spécifiques, notamment ornithologiques : avifaune paludicole nicheuse (populations importantes de Blongios nain, Busard des roseaux, passereaux tels que la Gorgebleue à miroir,...), et plusieurs autres espèces d'oiseaux menacés au niveau national (Sarcelle d'hiver, Canard souchet...). Outre les lieux favorables à la nidification, le rôle des milieux aquatiques comme sites de halte migratoire est fondamental pour les oiseaux d'eau.

## Marais de la Moyenne Somme entre Amiens et Corbie

Site éclaté de la Moyenne vallée de la Somme en plusieurs noyaux intégrant quelques aspects originaux du val de Somme : les Hortillonnages et le Marais de Daours. Le tronçon est de morphologie et d'affinités biogéographiques intermédiaires entre la basse vallée élargie et sublinéaire et la moyenne vallée méandreuse.

Les noyaux valléens de biotopes tourbeux alcalins de la Somme, à caractère subatlantique/subcontinental donnent bien entendu la toile de fond du site avec sa mosaïque d'étangs, de tremblants, de roselières, de saulaies et de boisements tourbeux plus matures. Les habitats turficoles basiphiles, en particulier les herbiers aquatiques, les herbiers de chenaux, les voiles flottants de lentilles, les bordures amphibies à *Eleocharis acicularis* sont particulièrement bien représentés ici. Quelques noyaux d'acidification superficielle de la tourbe conduisent à la formation d'habitats acidophiles ombrogènes d'intérêt exceptionnel avec diverses sphaignes, notamment la Boulaie à sphaignes et *Dryopteris* à crêtes. Aux extrémités du site, deux ensembles particuliers :



- les hortillonnages d'Amiens, exemple de marais apprivoisé intégrant les aspects historiques, culturels et culturels (maraîchage) à un vaste réseau d'habitats aquatiques ;
- le marais de Daours, ensemble de prés paratourbeux subatlantiques-subcontinentaux du *Selino carvifoliae* - *Juncetum subnodulosi*, dominés par une falaise abrupte d'éboulis calcaires à affinités submontagnardes et thermophiles

### e) Site inscrit

Les hortillonnages sont en Site inscrit par arrêté du 4 avril 1972.

#### Motivations de la protection

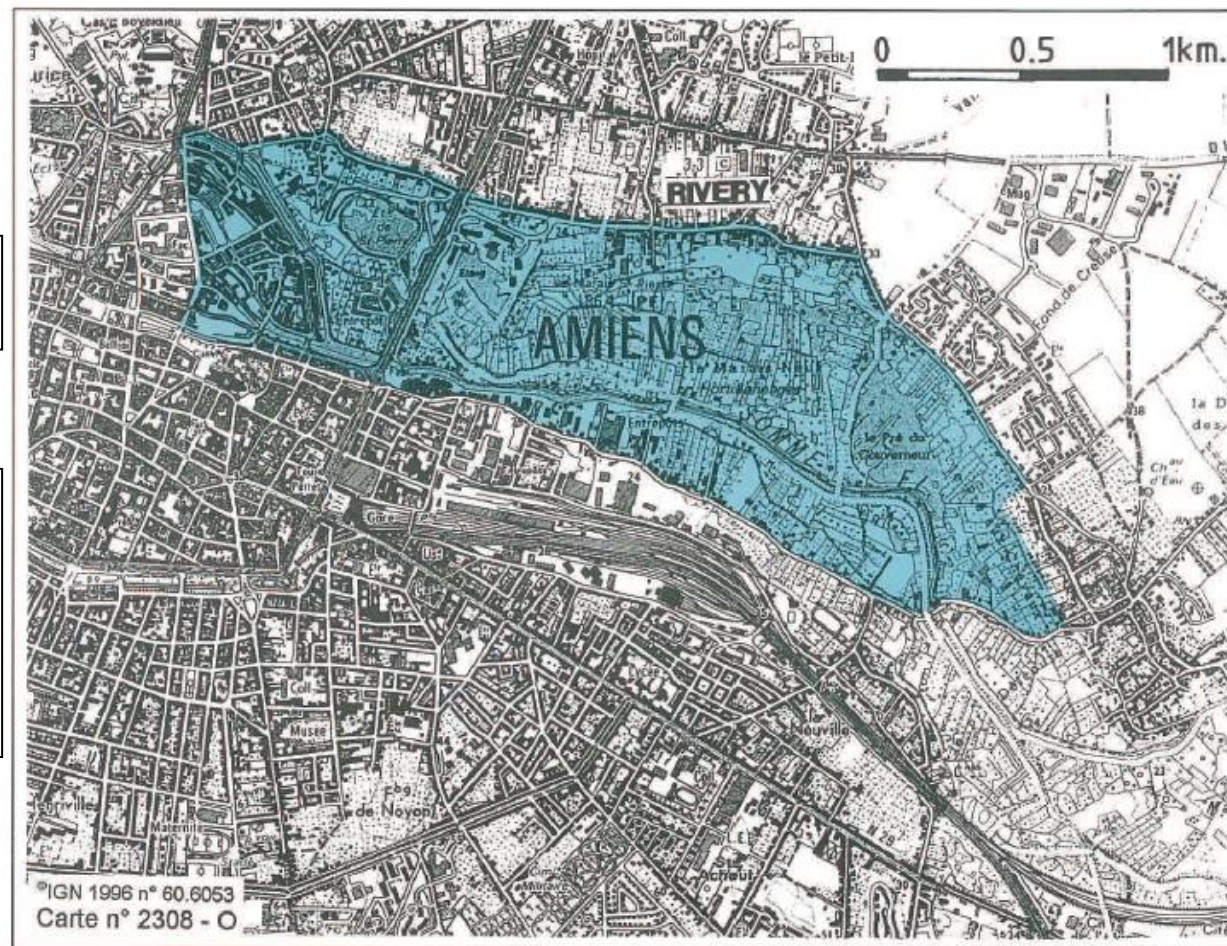
Le quartier Saint-Leu, fortement dégradé durant les deux guerres, nécessite une protection afin de préserver son aspect pittoresque et sa valeur historique.  
L'originalité des Hortillonnages, zone de marais domestiqués par l'activité maraîchère, constitue le type même du monument naturel à caractère pittoresque tel que défini par la loi de 1930.  
La proximité de la Cathédrale renforce la nécessité de ces protections.

#### Etat actuel

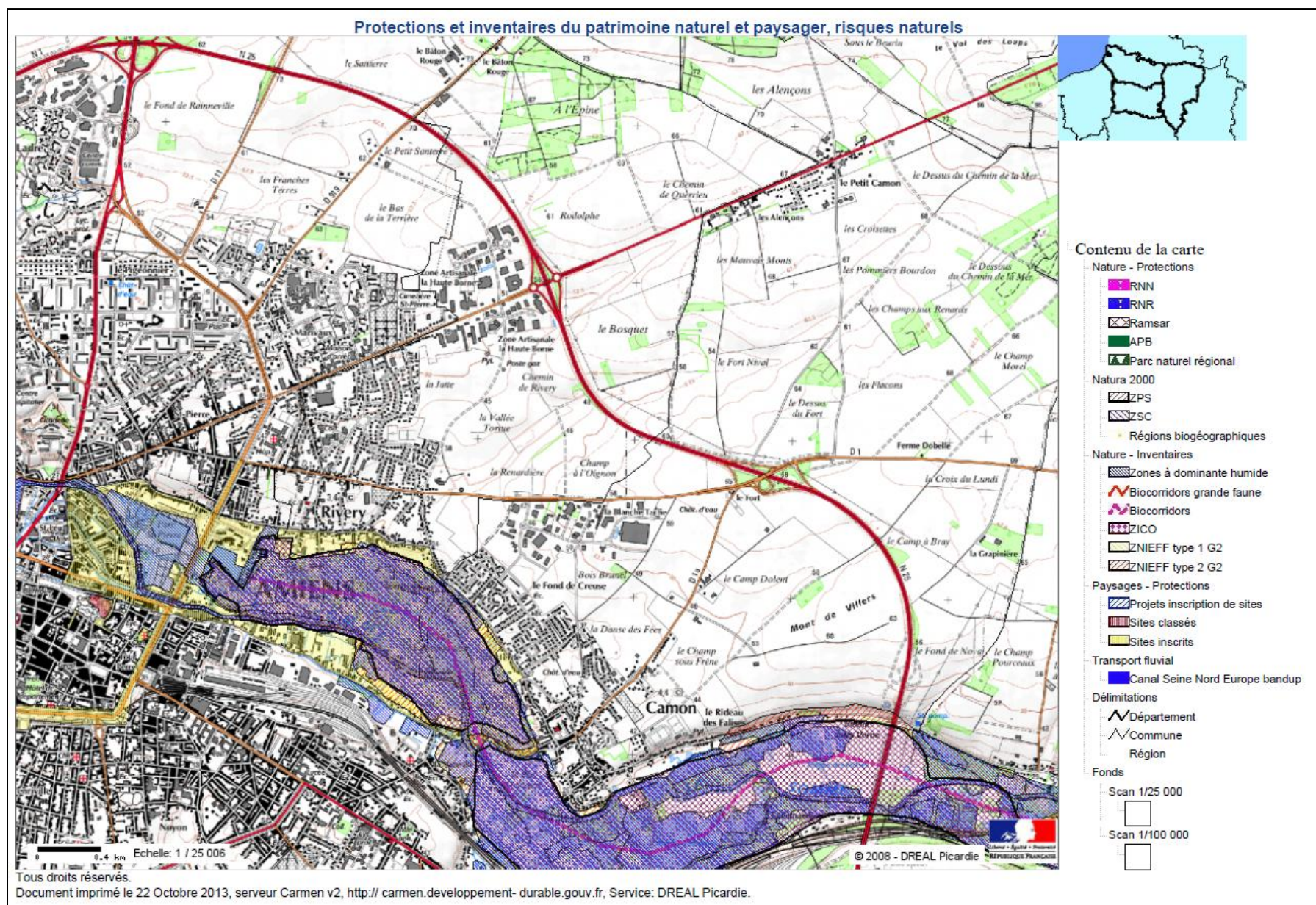
Si quelques maisons à ossature de bois ont été restaurées, une grande part d'entre elles a fait l'objet d'une reconstruction organisée par la municipalité d'Amiens depuis les années 1980.  
L'implantation d'établissements universitaires constitue un facteur de mutation urbaine.  
Dans les Hortillonnages, les jardins maraîchers ont en grande partie laissé la place aux jardins d'agrément. Les îlots et les rieux, entretenus par les communes et les associations, donnent tout son intérêt au site.

#### Orientations pour la gestion du site

La disparition progressive du maraîchage entraîne un changement d'utilisation du sol (abandon, usage d'agrément voire résidence de loisirs). L'évolution paysagère qui en résulte - notamment le boisement de certaines parcelles - est à surveiller.  
Le comblement des rieux et l'éboulement des berges restent les problèmes principaux des Hortillonnages.  
La trame urbaine du quartier Saint-Leu rythmée par un parcellaire étroit dans lequel alterne maison à pans de bois et façade en brique mérite d'être préservée. La création d'une ZPPAUP pourrait y contribuer.









## **F – Prescriptions territoriales d'aménagement**

### **1- Schéma de Cohérence Territorial**

La commune fait partie du SCOT du Grand Amiénois approuvé par délibération du 21-12-2012.

Le PADD se décline suivant 3 axes :

#### **AXE 1 > AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE POUR LES HABITANTS DU GRAND AMIÉNOIS ET CEUX QUI S'Y INSTALLENT**

- 1. Construire un territoire équilibré, solidaire et durable à l'horizon 2030**
  - 1.1. Prendre appui sur une armature urbaine organisée
  - 1.2. Renforcer le lien entre urbanisme et transports
  - 1.3. Exploiter et optimiser les capacités d'accueil des pôles
- 2. Offrir un habitat plus qualitatif, adapté aux besoins de la population de chaque partie du territoire**
  - 2.1. Répondre quantitativement aux besoins en logements
  - 2.2. Faciliter l'accès au logement pour tous et les parcours résidentiels
  - 2.3. Intensifier les efforts de réhabilitation du parc ancien
  - 2.4. Promouvoir un habitat respectueux de l'environnement, et inciter au développement de formes novatrices
  - 2.5. Initier une politique foncière partagée et coordonnée
- 3. Impulser un développement économique équilibré sur le territoire, et offrir la possibilité à chacun d'en bénéficier**
  - 3.1. Proposer une offre de formation attractive et accessible à tous
  - 3.2. Soutenir le dynamisme de tous les territoires
  - 3.3. Organiser l'accueil des activités à l'échelle du pays
- 4. Mettre la mobilité au cœur du projet de territoire en s'appuyant en particulier sur les transports collectifs**
  - 4.1. Offrir des alternatives crédibles à l'usage individuel de la voiture
  - 4.2. Mettre en place une liaison attractive entre Amiens et Doullens
  - 4.3. Inscrire l'ensemble de ces objectifs dans un plan de déplacements de pays
- 5. Structurer l'offre d'équipements et de services et en permettre un égal accès à tous**
  - 5.1. Proposer une offre d'équipements et de services équilibrée
  - 5.2. Accompagner le développement résidentiel et économique du Grand Amiénois d'une offre commerciale attractive
  - 5.3. Garantir une offre sanitaire et sociale de proximité et équilibrée sur le territoire
  - 5.4. Mutualiser les moyens entre les territoires
  - 5.5. Favoriser l'accès de tous aux technologies de l'information et de la communication

#### **AXE 2 > DÉVELOPPER LE RAYONNEMENT ET L'ATTRACTIVITÉ DU GRAND AMIÉNOIS, DANS LE BASSIN PARISIEN ET L'EUROPE DU NORD**

- 1. Conforter Amiens dans son rôle de capitale régionale, au bénéfice de l'attractivité du Grand Amiénois et de la région Picardie**
  - 1.1. Promouvoir le développement des fonctions supérieures d'une capitale régionale
  - 1.2. Renforcer la qualité de l'offre métropolitaine

#### **2. Mettre en œuvre une stratégie de développement visant la création d'une image reconnue**

- 2.1. Soutenir le développement des filières économiques d'excellence
- 2.2. Renforcer les composantes de ces filières en s'appuyant sur les pôles de compétitivité et la présence de leaders
- 2.3. Encourager la diversification des branches traditionnelles qui ont fondé la renommée du territoire

#### **3. Investir sur l'image verte et bleue du Grand Amiénois et en renforcer les attraits**

- 3.1. Préserver et valoriser les spécificités et la qualité du cadre de vie
- 3.2. Promouvoir les atouts touristiques du pays dans le cadre d'une stratégie partagée

#### **4. Améliorer les relations avec les grandes métropoles voisines et l'accessibilité aux portes internationales**

- 4.1. Œuvrer pour une desserte TGV du Grand Amiénois à une échéance rapprochée
- 4.2. Contribuer à l'amélioration des liaisons en transports collectifs entre Amiens et les capitales régionales voisines
- 4.3. Exploiter la proximité et la complémentarité de l'offre aéroportuaire locale

#### **5. Contribuer au rayonnement de l'enseignement supérieur et de la recherche**

- 5.1. Valoriser et faire connaître le potentiel d'innovation et de recherche du territoire
- 5.2. Encourager les coopérations entre pôles picards d'enseignement supérieur et de recherche, ainsi que les collaborations avec les universités des régions voisines
- 5.3. Développer les échanges et les coopérations à l'international

#### **DU GRAND AMIÉNOIS**

##### **1. Conforter le potentiel agricole du territoire et contribuer à l'émergence de débouchés locaux**

- 1.1. Préserver les capacités foncières nécessaires au maintien d'une agriculture durable
- 1.2. Favoriser la mise en place de circuits de proximité
- 1.3. Favoriser le développement de modes de production de plus en plus respectueux de l'environnement
- 1.4. Contribuer au maintien de l'élevage, en particulier de l'élevage bovin
- 1.5. Diversifier les activités et productions agricoles

##### **2. Gérer les ressources en eau dans une perspective de réduction des risques et d'optimisation de la ressource**

- 2.1. Assurer une gestion concertée et cohérente de la ressource en eau à l'échelle des bassins versants
- 2.2. Lutter contre la pollution de l'eau et inciter à une meilleure gestion de l'eau de pluie dans l'espace urbanisé et l'espace agricole
- 2.3. Prendre en compte les risques d'inondations, plus particulièrement dans la vallée de la Somme

##### **3. Exploiter tous les potentiels d'une production énergétique locale et renouvelable, respectueuse du territoire**

- 3.1. Poursuivre le développement de la production éolienne
- 3.2. Développer fortement la production d'énergie solaire, thermique et photovoltaïque
- 3.3. Soutenir et encourager le chauffage au bois
- 3.4. Développer la co-méthanisation
- 3.5. Encourager la production d'énergie à partir des co-produits agricoles

##### **4. Assurer une gestion adaptée des patrimoines du Grand Amiénois et les valoriser, notamment dans une perspective touristique**

- 4.1. Préserver la diversité et la qualité des paysages et développer les loisirs de nature
- 4.2. Préserver la richesse des milieux naturels et garantir les continuités écologiques
- 4.3. Encourager la réhabilitation de qualité du patrimoine bâti et sa mise en valeur
- 4.4. Renforcer la connaissance et l'implication de la population dans la conservation et la valorisation de ces patrimoines

Le DOO (Document d'orientation et d'objectif) propose des objectifs et d'action :

#### **A. Adopter une consommation foncière raisonnée**

- a.1. Réduire l'empreinte spatiale du développement urbain
- a.2. Optimiser la ressource foncière
- a.3. Mettre en place une stratégie foncière et mutualiser une ingénierie de l'aménagement

#### **B. Faciliter la réalisation des parcours résidentiels**

- b.1. Renouveler les formes d'habitat
- b.2. Proposer des programmes de logements diversifiés
- b.3. Améliorer l'attractivité du parc de logements anciens

#### **C. Organiser un développement économique équilibré**

- c.1. Promouvoir un développement économique facteur de mixité et d'intensité
- c.2. Coordonner l'offre économique
- c.3. Créer les conditions d'une régulation de l'offre
- c.4. Disposer d'une offre de qualité

#### **D. Doter le Grand Amiénois d'un réseau d'équipements et de services structurants**

- d.1. Organiser de véritables bassins de vie locaux
- d.2. Accroître la qualité résidentielle du Grand Amiénois

#### **E. Améliorer l'équipement commercial**

- e.1. Favoriser la proximité entre le commerce et les lieux de vie
- e.2. Organiser un développement cohérent des équipements commerciaux supérieurs à 1 000 m<sup>2</sup> de surface de vente
- e.3. Accroître la qualité urbaine et environnementale des équipements commerciaux situés dans les Zones d'aménagement commercial (ZACOM)

#### **F. Développer l'offre et l'usage des transports collectifs et alternatifs**

- f.1. Créer les conditions d'une mobilité attractive en transports collectifs
- f.2. Favoriser les nouvelles pratiques et l'émergence d'initiatives locales
- f.3. Mettre en œuvre un urbanisme favorable à l'évolution des pratiques de déplacement

#### **G. Préserver et valoriser les richesses naturelles et la biodiversité**

- g.1. Accroître les potentialités écologiques de la trame verte et bleue
- g.2. Intégrer la trame verte et bleue dans les choix d'aménagement et de mise en valeur du territoire
- g.3. Renforcer les liens entre la nature et le territoire

#### **H. Conforter le potentiel agricole du Grand Amiénois**

- h.1. Concilier développement du territoire et préservation de la vitalité des exploitations agricoles
- h.2. Accompagner le monde agricole face aux évolutions et aux nouvelles exigences

#### **I. Maintenir la qualité des paysages et du cadre de vie**

- i.1. Conforter le paysage en tant que facteur d'identité et de qualité du cadre de vie
- i.2. Protéger et valoriser le patrimoine identitaire remarquable

#### **J. Valoriser et gérer les ressources du territoire**

- j.1. Préserver la ressource en eau
- j.2. Développer l'autonomie énergétique du territoire

#### **K. Limiter l'exposition des personnes et des biens aux risques et nuisances**

- k.1. Intégrer les risques naturels dans les choix d'aménagement du territoire
- k.2. Prévenir les risques technologiques et assurer la santé publique



## Plan Guide (extrait du Scot)

### Conforter l'armature urbaine du Grand Amiénois :



### Organiser une offre à vocation économique cohérente et équilibrée en développant :

- Une offre foncière et immobilière à vocation métropolitaine pour attirer les grands projets
- Une offre interterritoriale pour ancrer l'activités des entreprises du Grand Amiénois
- Une offre de proximité pour le développement de l'artisanat et de la petite industrie

### Améliorer l'équipement commercial

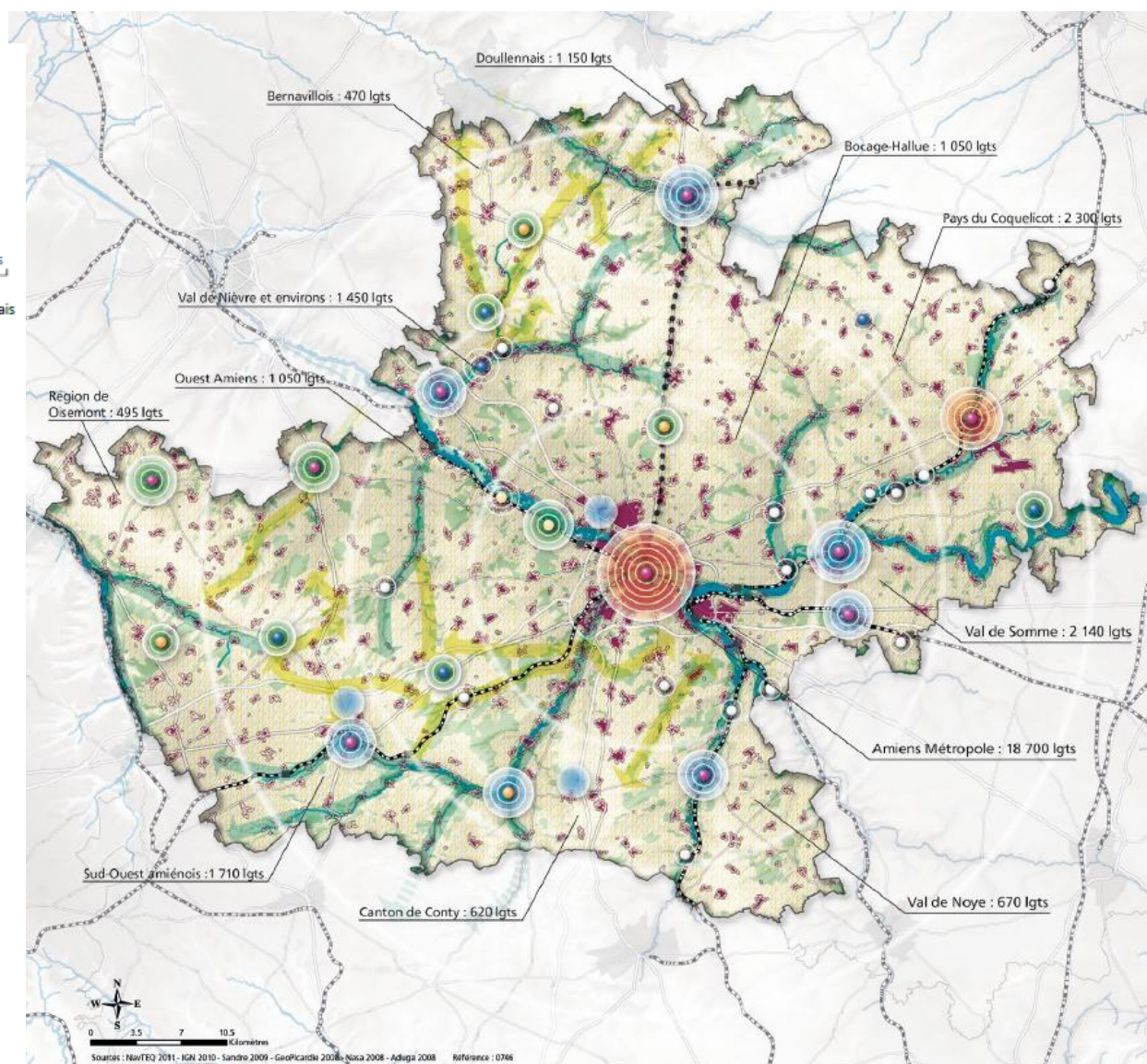
- Diversifier vers d'autres typologies d'achats
- Conforter la vocation du pôle
- Renforcer le maillage actuel
- Stabiliser le développement du pôle

### Valoriser l'armature naturelle et agricole, facteur de qualité et d'attractivité du cadre de vie

- Un potentiel agricole à conforter
- Des richesses naturelles et paysagères à préserver
- Une trame verte et bleue à intégrer dans les choix d'aménagement
- Un développement urbain économe en foncier à privilégier

### Organiser les conditions d'une mobilité facilitée

- Une étoile ferroviaire à valoriser et à pérenniser
- Une desserte en transports collectifs à renforcer sur l'axe Amiens-Doullens



La commune de Rivery est identifiée au Scot comme une commune appartenant "au cœur d'agglomération".

#### Indicateurs planchers de répartition de la production de logements locatifs aidés d'ici 2030 :

Indicateurs planchers de répartition par commune de l'offre nouvelle de logements locatifs aidés à produire d'ici 2030	
<b>Cœur d'agglomération</b>	
Amiens	> 30 % de l'offre nouvelle
Cagny, Camon, Longueau, Rivery	> 20 %

	Habitat pavillonnaire	Formes d'habitat conseillées		
		Habitat individuel dense et habitat intermédiaire	Petit collectif	Collectif
<b>Cœur d'agglomération</b>	Maximum de 10 %	Au moins 90 % de l'offre nouvelle de logements		
Territoire aggloméré	Maximum de 30 %	Au moins 70 % de l'offre nouvelle de logements		
Couronne amiénoise	Maximum de 70 %	Au moins 30 % de l'offre nouvelle de logements		
Pôle majeur	Maximum de 50 %	Au moins 50 % de l'offre nouvelle de logements		
Pôle intermédiaire	Maximum de 60 %	Au moins 40 % de l'offre nouvelle de logements		
Pôle de proximité, pôle relais et bourgs	Maximum de 70 %	Au moins 30 % de l'offre nouvelle de logements		
Commune rurale	Maximum de 80 %	Au moins 20 % de l'offre nouvelle de logements		

 Formes d'habitat à privilégier

#### Densités brutes recherchées

	Densités minimales
<b>Cœur d'agglomération</b>	50 logements/ha
Territoire aggloméré	30 logements/ha
Couronne amiénoise	15 logements/ha
Pôles majeurs	25 logements/ha
Pôles intermédiaires	20 logements/ha
Pôles de proximité, pôles relais et bourgs	15 logements/ha
Communes rurales	13 logements/ha

#### Ambitions de renouvellement urbain et de renforcement des espaces déjà urbanisés

	Part consacrée au renouvellement urbain
<b>Cœur d'agglomération</b>	50 %
Territoire aggloméré	30 %
Couronne amiénoise	20 %
Pôles majeurs	35 %
Pôles intermédiaires	35 %
Pôles de proximité	20 %
Pôles relais et bourgs	15 %
Communes rurales	10 %

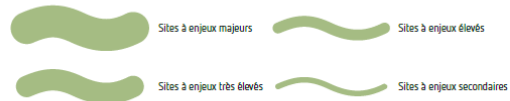
#### Surface moyenne maximale des terrains à usage d'habitat pavillonnaire

	Taille moyenne maximale
<b>Cœur d'agglomération</b>	400 m <sup>2</sup>
Territoire aggloméré	400 m <sup>2</sup>
Couronne amiénoise	600 m <sup>2</sup>
Pôles majeurs	500 m <sup>2</sup>
Pôles intermédiaires	600 m <sup>2</sup>
Pôles de proximité, pôles relais et bourgs	600 m <sup>2</sup>
Communes rurales	700 m <sup>2</sup>



Extrait du DOO "accroître les potentialités écologiques de la trame verte et bleue

Réseau de continuités écologiques à préserver



Cœurs de nature à protéger

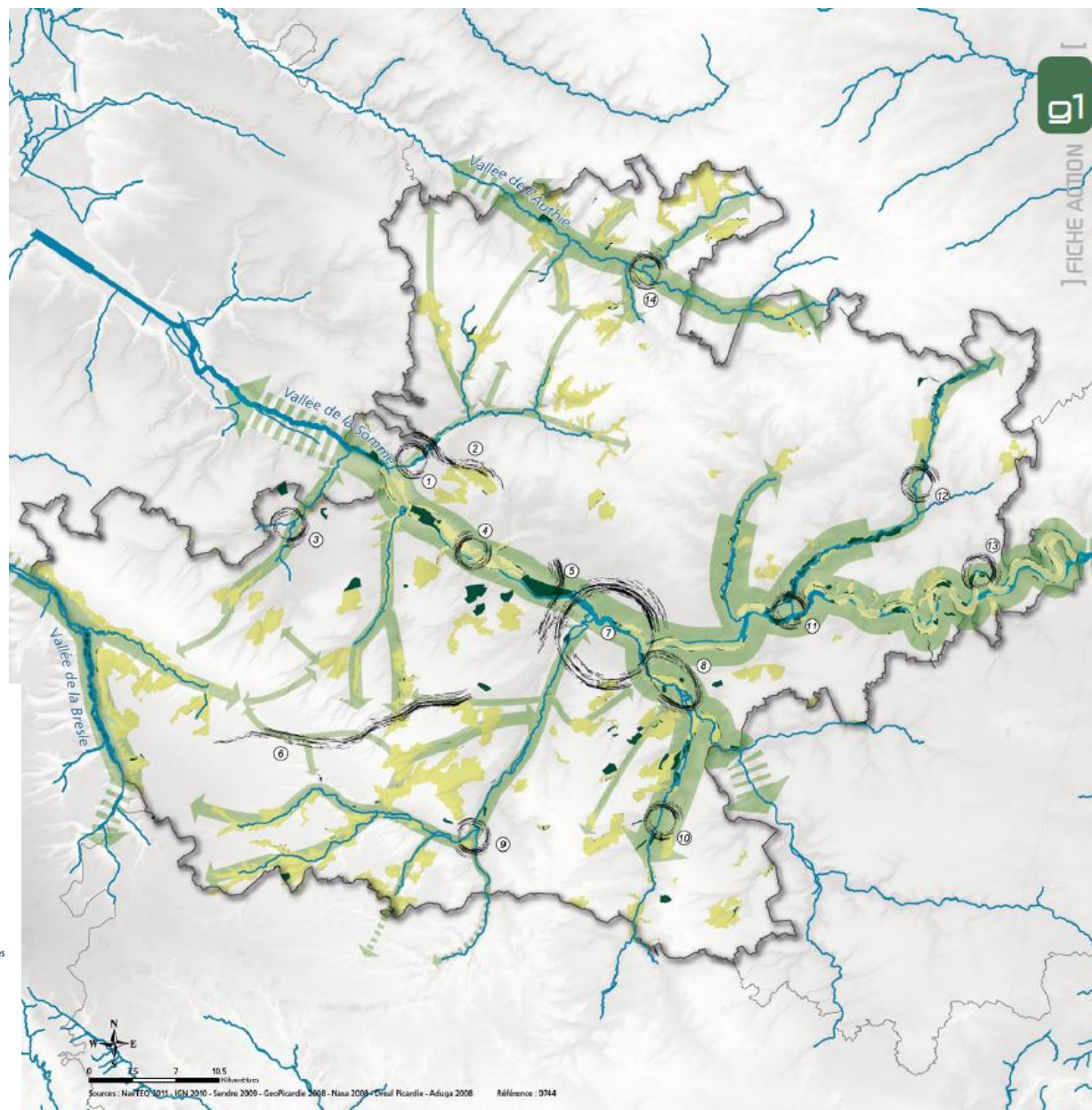


Points de blocage liés à l'urbanisation

- ① Flixecourt
- ② Airaines
- ③ Picquigny / La Chaussée Tirancourt
- ④ Agglomération amiénoise
- ⑤ Longueau
- ⑥ Conty
- ⑦ Ailly-sur-Noye
- ⑧ Corbie / Foulloy
- ⑨ Albert
- ⑩ Bray-sur-Somme / La Neuville-lès-Bray
- ⑪ Doullens

Points de blocage liés aux infrastructures routières



- ⑫ A 16
- ⑬ A 16
- ⑭ A 29



Extrait du Doo du Scot

### LA MÉTROPOLE RASSEMBLÉE





#### Un fleuve aux usages intenses :

-  Sites à enjeux en termes d'usages, de fonctions et de polarités
-  Hiérarchisation et connexion des sites à enjeux

#### Lieux d'innovation urbaine :




-  Favoriser l'innovation urbaine liée au projet «Citadelle»
-  Accompagner les filières économiques autour du pôle CHU
-  Zones d'influence des projets innovants

#### Équilibre du développement :



-  Diversifier les fonctions du quadrant sud
-  Accompagner la mutation du quadrant nord
-  Diversifier les fonctions du pôle Jules Verne
-  Recherche d'une intensité axel (équilibre Est/Ouest)

### LA MÉTROPOLE BUISSONNIÈRE

#### Équilibre du développement :

-  Évolution progressive de la production agricole (circuits courts, agriculture nourricière...)
-  Confortement du cadre villageois (renouvellement du tissu, tour de ville...)
-  Confortement des réseaux doux entre villages

#### Pôle rural intermédiaire :

-  Émergence d'un pôle rural relais adossé à des fonctions déjà existantes
-  Fonctionnement des bourgs proches en satellites autour du pôle relais (mutualisation des services et équipements)

### LA MÉTROPOLE DES PROXIMITÉS

#### La Métropole régénérée :

-  Renouveler les quartiers anciens et les faubourgs


#### La Métropole accessible :

-  Corridors du transport en commun en site propre

#### La Métropole des courtes distances :

-  Aménagement d'un chemin vert d'agglomération

#### La Métropole des centralités quotidiennes :

-  Organiser un réseau dense de lieux d'usages de proximité

### LA MÉTROPOLE PAYSAGE

-  L'espace de production agricole
-  L'interface agri-urbain
-  Les 3 vallées

## PROJET MÉTROPOLITAIN

Réalisation 2012 Amiens Métropole



## **2- Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)**

Les orientations fondamentales du SDAGE pour une gestion équilibrée de la ressource en eaux sont classées selon les principaux enjeux identifiés à l'issue de l'état des lieux sur le bassin et auxquels elles répondent.

**Ces 5 enjeux sont :**

### **• Gestion qualitative des milieux aquatiques**

"Les SCOT, PLU et cartes communales préviennent l'imperméabilisation et favorisent l'infiltration des eaux de pluie à la parcelle et contribuent à la réduction des volumes collectés et déversés sans traitement au milieu naturel.

La conception des aménagements ou des ouvrages d'assainissement nouveaux intègre la gestion des eaux pluviales dans le cadre d'une stratégie de maîtrise des rejets.

Dans les dossiers d'autorisation ou de déclaration au titre du code de l'environnement ou de la santé correspondant, l'option d'utiliser les techniques limitant le ruissellement et favorisant le stockage et ou l'infiltration sera favorisée par le pétitionnaire et la solution proposée sera argumentée face à cette option de « techniques alternatives ».

"Les collectivités veillent à protéger, par la maîtrise de l'usage des sols (contractualisation, réglementation, acquisition), les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captage afin de favoriser des usages du sol protégeant durablement la ressource : boisement, enherbement, élevage extensif, agriculture biologique, zones humides, ..."

### **• Gestion quantitative des milieux aquatiques**

"Les documents d'urbanisme (SCOT, PLU, cartes communales) préservent le caractère inondable des zones définies, soit dans les atlas des zones inondables, soit dans les Plans de Prévention de Risques d'Inondations, soit à défaut dans les études hydrologiques et/ou hydrauliques existantes à l'échelle du bassin versant ou à partir d'événements constatés ou d'éléments du PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et du règlement "Pour l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones, les orientations et les prescriptions des SCOT, des PLU et des cartes communales veillent à ne pas aggraver les risques d'inondations notamment à l'aval, en limitant l'imperméabilisation, en privilégiant

l'infiltration, ou à défaut, la rétention des eaux pluviales et en facilitant le recours aux techniques alternatives et à l'intégration paysagère."

### **• Gestion et protection des milieux aquatiques**

"Les SCOT, les PLU et les cartes communales prévoient les conditions nécessaires pour préserver les zones humides et le lit majeur des cours d'eau de toute nouvelle construction, en ce compris les habitations légères de loisir, qui entraîneraient leur dégradation.

L'Etat et les collectivités locales veillent à prendre des dispositions harmonisées à l'échelle du bassin en termes d'urbanisme, d'assainissement et de préservation du milieu naturel afin d'éviter la sédentarisation d'habitations légères de loisir en zone humide et dans le lit majeur des cours d'eau."

"Les documents d'urbanisme (les SCOT, les PLU, les cartes communales) et les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau au titre du code de l'environnement ou du code rural préservent le caractère naturel des annexes hydrauliques et des zones naturelles d'expansion de crues (ZEC)4. Les ZEC naturelles pourront être définies par les SAGE"

### **• Traitement des pollutions historiques**

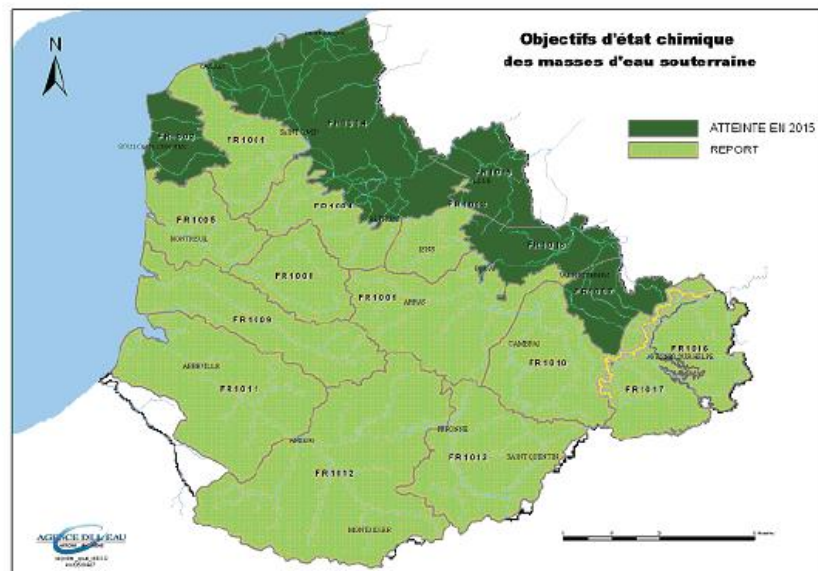
### **• Des politiques publiques plus innovantes pour gérer collectivement un bien commun.**

## **3- Schéma Aménagement et de gestion des eaux (SAGE)**

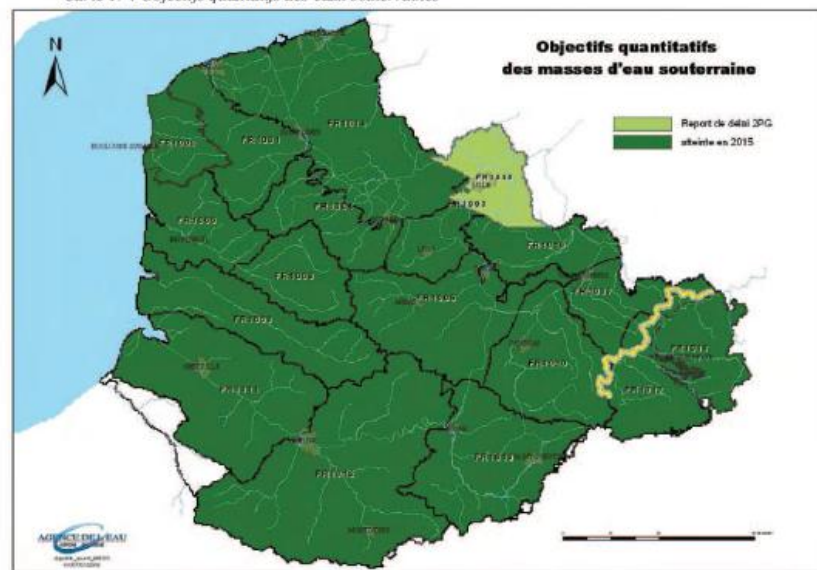
La commune est concernée par le SAGE Somme Aval et cours d'eau côtiers qui est en cours d'élaboration.

Le bassin versant a pour colonne vertébrale la Somme canalisée et intègre également les principaux affluents de la Somme canalisée, l'Ancre dont le sous-bassin couvre une partie du Pas-de-Calais, l'Avre et la Selle qui prend sa source d'Ouse, au sud du territoire.

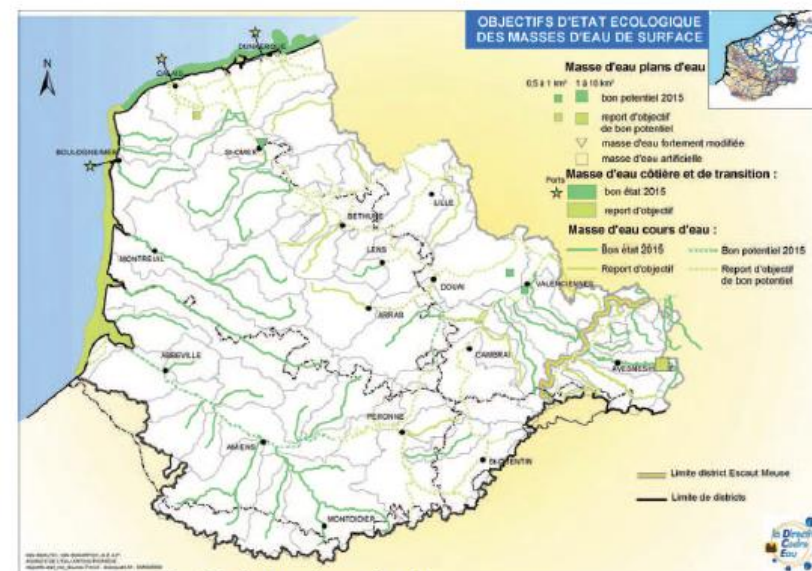
Le SAGE couvre 569 communes sur 3 départements (485 dans la Somme, 76 dans l'Oise, 8 dans le Pas-de-Calais) et 2 régions (Picardie et Nord-Pas-de-Calais).



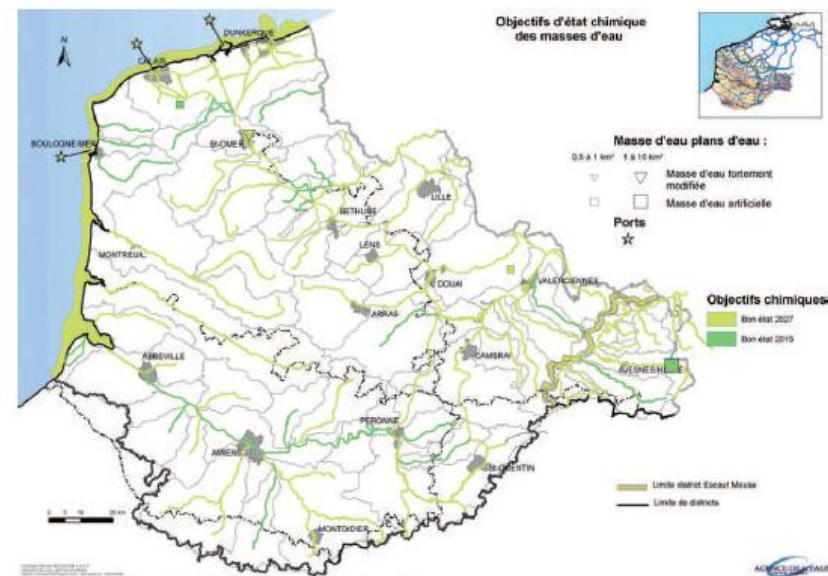
Carte 17 : Objectifs qualitatifs des eaux souterraines



Carte 18 : Objectifs quantitatifs des eaux souterraines



Carte 13 : objectifs écologiques des eaux de surface



Carte 14 : objectifs chimiques des eaux de surface



#### **4- Le Programme Local de l'Habitat**

La commune de Rivery devra prendre en compte les éléments la concernant du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la communauté d'Agglomération d'Amiens Métropole. Le Conseil Communautaire a approuvé le PLH le 15/12/2011.

Les enjeux du projet métropolitain ont été définis selon trois axes.

1- Bâtir une vision partagée de l'agglomération du futur :

- axes, charpente de la requalification urbaine
- approche transversale «ville centre / périphérie / espaces ruraux»
- définir les ambitions afin de préparer l'agglomération à accueillir le développement souhaité

2- Affirmer les ambitions de développement de la «capitale régionale» :

- définir la place tenue par Amiens
- positionner Amiens Métropole dans les démarches de planification : SCOT, SRADDT...

3- Se doter d'un cadre de référence pour l'action publique :

- hiérarchiser, exploiter et mettre en synergie les projets et les opportunités
- traduire les orientations de développement de l'agglomération au travers d'une programmation spatialisée Amiens métropole s'est fixée une ambition forte en voulant construire 140 logements neufs en moyenne par an :
  - en renouvelant l'offre de logements locatifs sociaux
  - en développant une offre nouvelle en locatif social
  - en développant de l'accession à la propriété

**Amiens Métropole s'est fixée une ambition forte en matière de construction de logements neufs : 8 400 logements à construire sur 6 ans soit 1 400 logements en moyenne annuelle au lieu de 800 environ actuellement.**

**La répartition géographique des logements répond à l'objectif de construire une métropole dense et fluide, favorisant la mixité sociale.**

Les logements neufs seront construits préférentiellement dans les communes disposant d'équipements et desservies par des transports en commun

**A l'échelle du PLH : Répartition annuelle des logements à construire selon les différents segments :**

##### **1 400 logements à construire en moyenne annuelle :**

- o 1 100 logements sur Amiens
- o 300 logements en périphérie

La production de logements étudiants, soit une moyenne prévisionnelle de 100 logements par an viendra s'ajouter à la production des logements familiaux.

**Les logements aidés, 700 logements en moyenne annuelle, soit 4 200 sur six ans dont :**

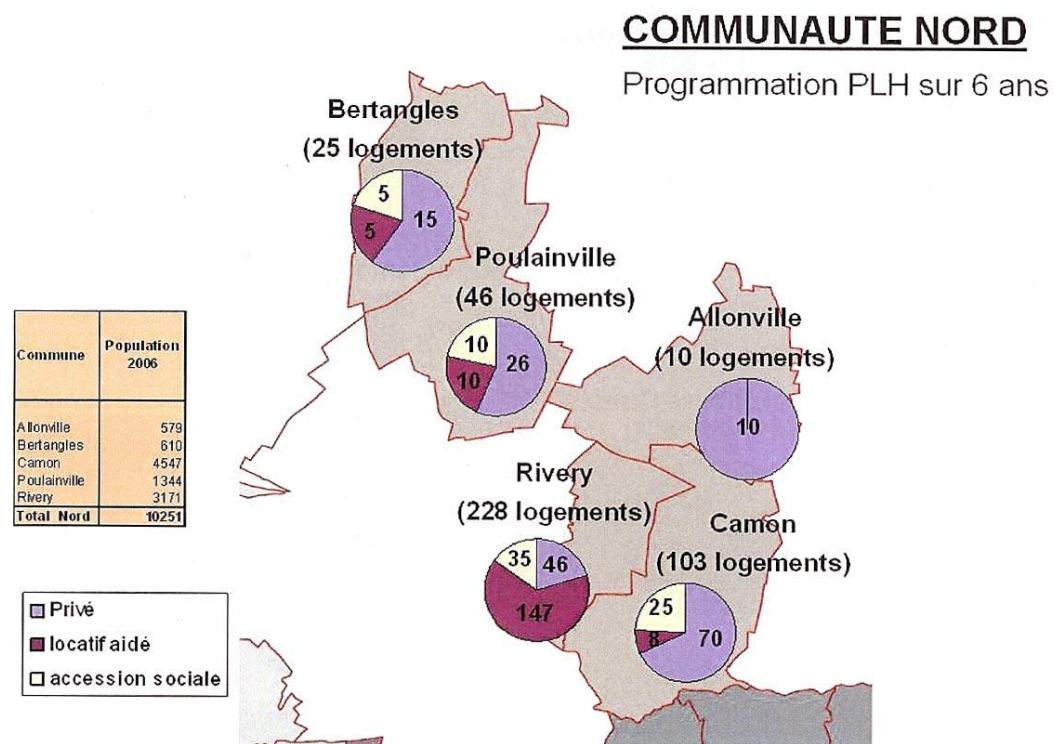
- **600 logements familiaux à Amiens**
  - 100 logements locatifs au titre de la rénovation urbaine
  - 300 logements locatifs "offre nouvelle" dont :
    - 160 PLUS (53%)
    - 120 PLAI (40%),
    - 20 PLS (7%)
  - 200 logements en accession sociale (financements PSLA ; PTZ, Pass foncier)
- **100 logements en périphérie :**
  - 55 logements locatifs « offre nouvelle » dont :
    - 33 PLUS (60 %),
    - 14 PLAI (25 %)
    - 8 PLS (15 %)
  - 45 logements en accession sociale (financements PSLA ; PTZ, Pass foncier)

**La promotion privée, 700 logements en moyenne annuelle,**  
soit 4 200 logements sur 6 ans dont :

- 500 logements à Amiens répartis entre :
  - accession particuliers
  - dominante collective locative
  - individuels groupés
- 200 logements en périphérie, répartis entre
  - accession particuliers
  - dominante collective locative
  - individuels groupés

Le PLh demande la création de 30% de logements aidés.

### Répartition par communes au sein des communautés





## **5-Le Plan de Déplacement Urbain**

Le nouveau PDU approuvé le 19 décembre 2013 prévoit de 2013 à 2023 les déplacements à l'échelle d'Amiens Métropole.

Les enjeux :

**Enjeu 1 : « Je bouge pour ma planète »**

Un enjeu environnemental : la qualité de l'environnement et de la santé

**Enjeu 2 : « Je me déplace autrement »**

Un enjeu citoyen : les habitudes de déplacements

**Enjeu 3 : « Je partage notre espace public »**

Un enjeu économique et social : mobilité pour tous et développement économique

### **ENJEU ENVIRONNEMENTAL**

#### **"Je bouge pour ma planète" - la qualité de l'environnement et de la santé**

⇒ Réduire les consommations d'énergie fossile et les nuisances pour la santé générées par les déplacements

- 1 Promouvoir les énergies alternatives
- 2 Améliorer la sécurité des déplacements et le respect des limitations de vitesse
- 3 Poursuivre le partenariat avec Atmo Picardie
- 4 Identifier puis résorber les points noirs de bruit

⇒ Maîtriser la consommation d'espace et privilégier un développement urbain et économique du territoire favorable à l'usage des modes autres que la voiture individuelle

- 5 Densifier l'urbanisation aux abords des gares, des haltes ferroviaires et des stations de tramway
- 6 Anticiper la desserte multimodale des secteurs de projet
- 7 Agir sur le stationnement des voitures et des vélos dans les constructions privées

### **ENJEU CITOYEN**

#### **"Je me déplace autrement" - les habitudes de déplacements**

⇒ Faire évoluer les pratiques de mobilité dans Amiens Métropole en développant l'offre et les possibilités de se déplacer autrement qu'en voiture particulière

- 8 Mettre en service une première ligne de tramway en 2018-2019
- 9 Renforcer l'attractivité du nouveau réseau Ametis restructuré en 2013
- 10 Moderniser la billettique du réseau Ametis
- 11 Mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Aménagements Cyclables
- 12 Favoriser et conforter la pratique de la marche
- 13 Aménager des pôles d'échanges
- 14 Hiérarchiser le réseau de voirie
- 15 Adapter le plan de circulation en tenant compte de l'offre en transports collectifs
- 16 Optimiser l'utilisation de la rocade, en particulier son tronçon ouest
- 17 Réorganiser progressivement l'offre de stationnement à Amiens pour redonner de la place à d'autres usages
- 18 Améliorer le contrôle du stationnement à Amiens
- 19 Diversifier et optimiser l'offre de stationnement à l'échelle de l'agglomération

⇒ Faire évoluer les pratiques de mobilité dans Amiens Métropole en coordonnant les initiatives, en communiquant, en informant et en sensibilisant

- 20 Participer à la création d'une instance de partenariat entre collectivités et d'une centrale de mobilité
- 21 Assurer la fonction de conseil en mobilité
- 22 Mener des campagnes de sensibilisation et d'information auprès des usagers
- 23 Assurer l'animation, le suivi et la mise en œuvre du PDU
- 24 Favoriser le développement du covoiturage
- 25 Développer un service d'auto-partage

## ENJEU ECONOMIQUE ET SOCIAL

### "Je partage notre espace public"

#### mobilité pour tous et développement économique

⇒ Garantir la qualité des espaces publics pour tous les modes de déplacements et assurer la continuité de la chaîne des déplacements pour tous

- 26 Faire vivre le Code de la Rue à travers l'application de la réglementation, l'aménagement des espaces publics et la sensibilisation des citoyens
- 27 Développer les quartiers apaisés
- 28 Réaliser et mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Accessibilité du réseau Ametis
- 29 Poursuivre les actions engagées sur l'accessibilité des espaces publics

⇒ Renforcer la cohésion et l'attractivité du territoire de l'agglomération

- 30 Elaborer une charte marchandises et rationaliser les livraisons
- 31 Adapter les réglementations du transport de marchandises applicables sur le territoire métropolitain
- 32 Etudier et expérimenter des outils logistiques innovants

⇒ Optimiser les dépenses liées aux déplacements

- 33 Mettre en place une tarification solidaire sur le réseau Ametis
- 34 Optimiser la tarification du stationnement, en fonction de l'évolution de l'offre de transport collectif
- 35 Systématiser les pratiques exemplaires à l'attention des collectivités
- 36 Elaborer un compte déplacements
- 37 Sensibiliser les ménages sur le coût de leurs déplacements

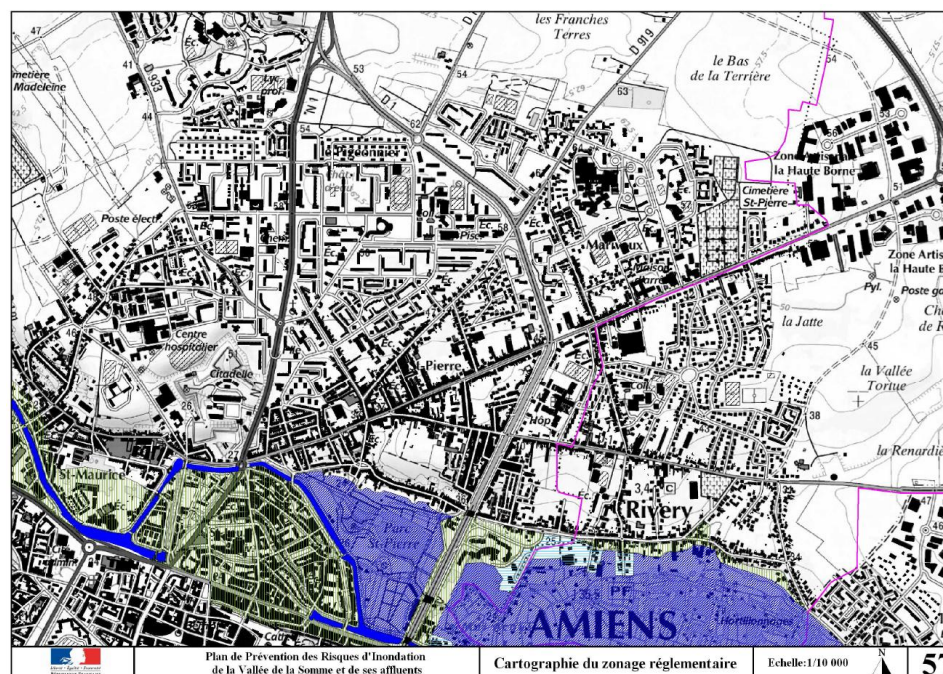


## 6-Le PPRI (Plan de Prévention du Risque Inondation)

La commune de Rivery figure dans le périmètre du PPRI de la vallée de la Somme et de ses affluents, approuvé le 2 août 2012.

Quatre types de zones sont définis dans le plan, en fonction de leurs aléas et leurs enjeux. Des objectifs et des exigences leur sont associés ainsi que des principes généraux, principes liés à l'aménagement, aux espaces urbanisés et aux infrastructures, aux constructions. Seules deux zones concernent la commune : zones de type 1 à 4. Ces mesures de prévention, si elles traitent les phénomènes de ruissellement par des recommandations de gestion des écoulements pluviaux, concernent également des règles d'urbanisme, des règles de construction, d'utilisation ainsi que les dispositions d'aménagement, d'utilisation ou d'exploitation

Type de zone	Caractéristiques principales	Objectifs et exigences
2	Zone soumise à un aléa significatif et à vocation d'activités agricoles et de loisirs	<b>L'écoulement des eaux superficielles et souterraines est facilité</b> Le développement des constructions et des ouvrages est limité. Les extensions d'habitations sont limitées à 30m². Les aménagements ne conduisent pas à augmenter le risque. Les campings sont autorisés.
3	Zones soumises à un aléa et à vocation urbaine	Le fonctionnement hydraulique n'est pas entravé. Les planchers doivent être construits à 0.50m au-dessus du niveau de référence.
4	Zones sensibles aux remontées de nappe en sous-sol et à vocation urbaine	Les constructions sont adaptées aux caractéristiques du sous-sol



9

### Cartographie du zonage réglementaire

- Zones de type 1
- Zones de type 2
- Zones de type 3
- Zones de type 4
- Cours d'eau
- Limites de communes

<sup>9</sup> Rapport du Plan de Prévention des Risques d'Inondations de la vallée de la Somme et de ses affluents.

## **7- La Loi sur l'eau**

La **Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006** (Journal Officiel du 31 décembre 2006) a pour fonction de transposer en droit français la directive cadre européenne sur l'eau d'octobre 2000. La France doit arriver aux objectifs de cette directive, notamment :

- le bon état des eaux d'ici 2015,
- l'amélioration des conditions d'accès à l'eau pour tous,
- plus de transparence au fonctionnement du service public de l'eau,
- la rénovation de l'organisation de la pêche en eau douce.

Cette loi précise la liste d'installations, d'ouvrages, de travaux et d'activités (IOTA) ayant une influence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques. La nomenclature eau se compose de deux régimes : autorisation et déclaration. Les IOTA sont ainsi soumis au régime de l'autorisation ou de la déclaration suivant les dangers qu'ils représentent et la gravité de leurs effets sur la ressource en eau et les écosystèmes aquatiques. Articles L 214-1 et suivants du Code de l'environnement.

Sont concernées, **les installations, ouvrages, travaux et activités** réalisés par toute personne physique ou morale, publique ou privée, et entraînant :

- des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines (restituées ou non), une modification du niveau ou du mode d'écoulement des eaux,
- la destruction de frayères, de zones de croissance ou d'alimentation de la faune piscicole,
- des déversements, écoulements, rejets ou dépôts directs ou indirects, chroniques ou épisodiques même non polluants.

Un projet est concerné par la réglementation eau si au moins un de ses impacts figure dans la nomenclature eau, notamment dans le tableau de **l'article R 214-1** du Code de l'environnement.

## **8- Servitudes et contraintes**

- Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau. La commune est concernée par une servitude de type A4
- Servitude concernant la protection des sites et monuments naturels: site inscrit des Hortillonnages  
La commune est concernée par une servitude de type AC2
- Servitude relative à l'établissement des canalisations électriques
- Servitude relative au transport et à la distribution du gaz
- Servitude de canalisation d'eau et d'assainissement
- Servitude de halage et marchepied
- Servitude d'alignement : av du Gal Leclerc, rue T. Delambre, rue Baudrez, rue Pasteur, rue G Matifas, rue de Corbie, rue de Sélestat, rue F Jourdain
- Servitude relative aux voies express et aux déviations d'agglomérations
- Servitude aéronautique de dégagement de l'aérodrome Amiens-Glisy
- Servitude relative au champ de tir
- Plan de Protection des Risques d'Inondation

### Contraintes

- Sites archéologiques



PREFECTURE DE LA SOMME

COMMUNE DE

**RIVERY**

# **PLAN LOCAL D'URBANISME**

PORTER A LA CONNAISSANCE

SERVITUDES ET CONTRAINTES

06/02/2014

Direction Départementale de l'Équipement de la Somme  
Développement des Territoires et Urbanisme  
CENTRE ADMINISTRATIF DÉPARTEMENTAL  
1, rue de la République - 80001 AMIENS CEDEX 01

**LEGENDE**

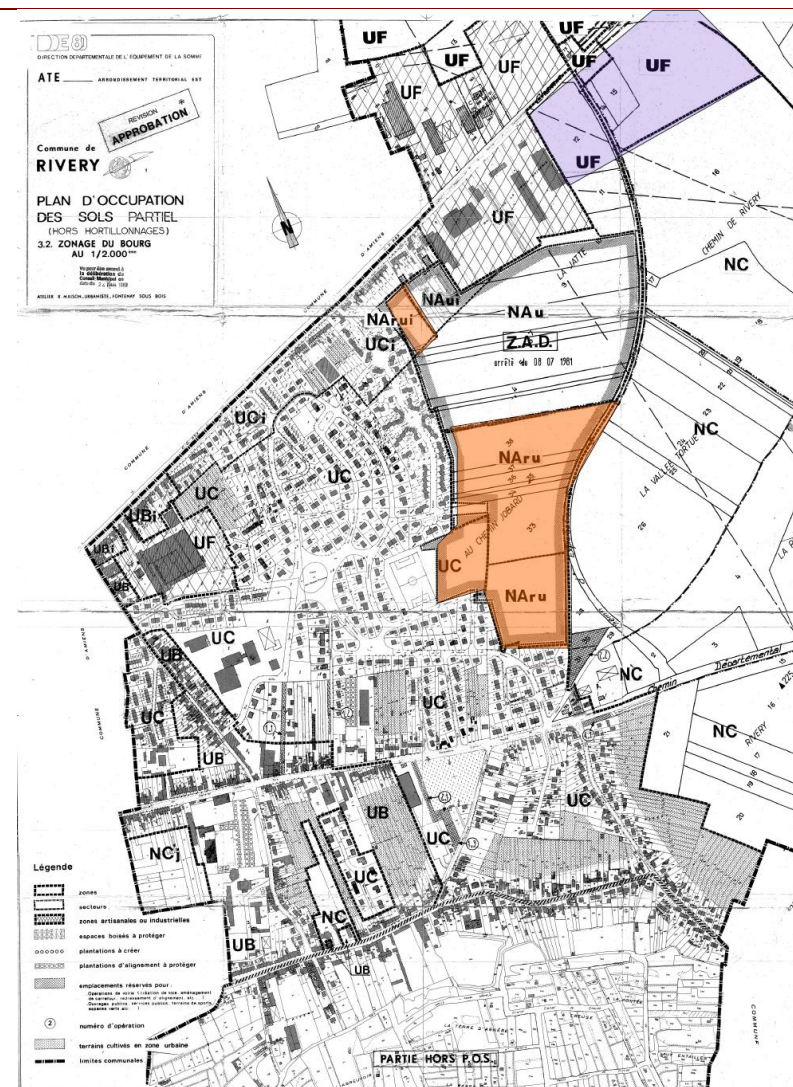
- A4** Zones d'habitat collectif (Zones d'habitat collectif)
- A5** Zones d'habitat individuel (Zones d'habitat individuel)
- ACC2** Zones de protection des sites naturels (Zones de protection des sites naturels)
- ARS** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)
- EL2** Zones de logement et de tourisme (Zones de logement et de tourisme)
- EL7** Zones d'habitat (Zones d'habitat)
- EL11** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)
- E3** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)
- E4** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)
- INT1** Zones de culture des terres (Zones de culture des terres)
- PT1** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)
- PT3** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)
- T5** Zones d'habitat aux caractéristiques (Zones d'habitat aux caractéristiques)

## 9- Le POS

Approuvé en Mars 1989, le POS de Rivery se présente sous la forme de deux POS : un portant sur les Hortillonnages, l'autre sur le reste du territoire communal.

Le POS a vu s'urbaniser la partie le long du Chemin Jobard progressivement ainsi que le renforcement de la zone d'activités.

Depuis, le POS a fait l'objet de quelques modifications pour adapter le règlement aux enjeux de mixité et de développement durable.



### Evolution de l'urbanisation du POS

- À vocation d'activités
- À vocation d'habitat



## G -Développement humain, social, économique

### 1-L'évolution démographique

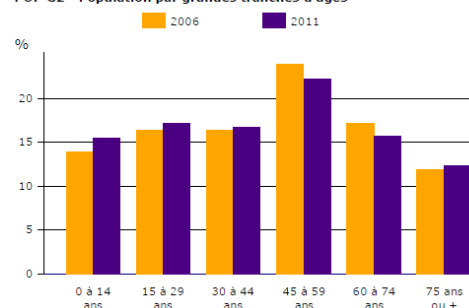
La population communale est en augmentation depuis 2006.  
La population communale s'élève à 3431 habitants au RGP de 2011..

L'augmentation récente de la population est principalement liée au solde des entrées / sorties : la population augmente essentiellement grâce à l'apport de nouveaux habitants.

Le solde naturel est en baisse constante. Cette tendance se confirme avec le vieillissement de la population : les seules tranches d'âge qui voient leur population augmenter sont les jeunes et les plus de 75 ans. Cela signifie d'une part que la population des 45-60 ans quitte la commune.

Il faudra veiller au maintien des jeunes ménages dans la commune, afin de voir s'accroître le solde naturel, ce qui permettra, à termes de maintenir le dynamisme de la population.

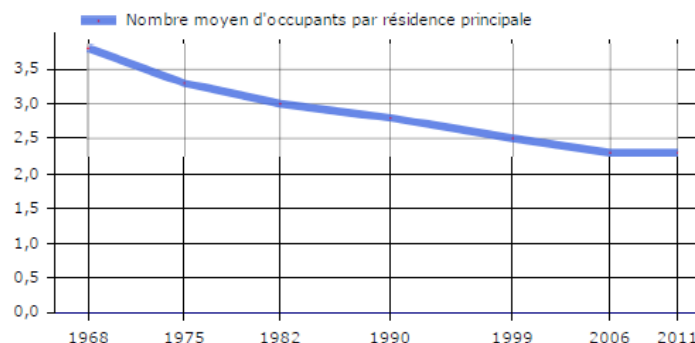
POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



POP T1M - Population

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population	3 411	3 402	3 287	3 366	3 400	3 171	3 431
Densité moyenne							

FAM G1M - Évolution de la taille des ménages



POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009
Variation annuelle moyenne de la population en %	+5,2	+3,9	+2,3	+0,7	+0,5
- due au solde naturel en %	+0,3	+0,3	+0,5	+0,2	-0,1
- due au solde apparent des entrées sorties en %	+4,9	+3,5	+1,8	+0,5	+0,6
Taux de natalité en ‰	12,3	10,9	11,8	9,4	7,8
Taux de mortalité en ‰	9,4	7,6	6,6	7,0	8,6

POP T2M - Indicateurs démographiques

	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2006	2006 à 2011
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,0	-0,5	+0,3	+0,1	-1,0	+1,6
due au solde naturel en %	+0,3	-0,1	0,0	+0,0	0,0	-0,3
due au solde apparent des entrées sorties en %	-0,4	-0,4	+0,3	+0,1	-1,0	+1,9
Taux de natalité (‰)	10,0	7,3	8,5	7,5	7,7	8,1
Taux de mortalité (‰)	6,9	8,1	8,8	7,3	7,9	10,8

C'est dans le début des années 60, que la population de RIVERY a connu sa plus forte évolution liée à des soldes naturels et migratoires considérables. Dans les années 70, la tendance s'infléchit : les naissances peinent à compenser les décès et des habitants quittent la commune. C'est grâce au solde migratoire que la population renoue avec la croissance dans les années 90. Cependant, les données du dernier recensement laissent apparaître une légère augmentation de la population (+15 hab)

#### FAM T1 - Ménages selon la structure familiale

	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2009	%	1999	%	2009	1999
<b>Ensemble</b>	<b>1 491</b>	<b>100,0</b>	<b>1 372</b>	<b>100,0</b>	<b>3 392</b>	<b>3 468</b>
Ménages d'une personne	449	30,1	304	22,2	449	304
- hommes seuls	159	10,7	88	6,4	159	88
- femmes seules	290	19,5	216	15,7	290	216
Autres ménages sans famille	20	1,3	4	0,3	40	8
Ménages avec famille(s)	1 022	68,5	1 064	77,6	2 903	3 156
dont la famille principale est :						
- un couple sans enfant	513	34,4	472	34,4	1 042	980
- un couple avec enfant(s)	414	27,7	500	36,4	1 622	1 928
- une famille monoparentale	95	6,4	92	6,7	239	248



## 2)- Habitat/logements

Entre 2006 et 2011, le parc de logements se développe à un rythme plutôt élevé : + 155 logements.

Ce parc est constitué à environ 95 % de résidences principales, le parc comporte peu de résidences secondaires (0.7%) et 7.6 % de logements aidés. La vacance de 5.1% est en dessous de la moyenne départementale (Logements vacants : 6.5%)

Le parc des résidences principales est occupé à 72.8 % par leur propriétaire (Somme : 63 %). 25.5 % des ménages sont locataires (Somme : 22 %). La proportion de logements locatifs aidés est de 7.6%.

Le parc de logements est confortable et ce confort s'améliore entre 1999 et 2008.

Près de 66% du parc de résidence principale a été construit entre 1949 et 1990.

### LOG T2 - Catégories et types de logements

	2011	%	2006	%
<b>Ensemble</b>	<b>1 602</b>	<b>100,0</b>	<b>1 405</b>	<b>100,0</b>
Résidences principales	1 510	94,2	1 355	96,5
Résidences secondaires et logements occasionnels	11	0,7	3	0,2
Logements vacants	81	5,1	47	3,3
<b>Maisons</b>	<b>1 385</b>	<b>86,5</b>	<b>1 281</b>	<b>91,2</b>
Appartements	203	12,7	113	8,1

### LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

	2011	%	2006	%
<b>Ensemble</b>	<b>1 510</b>	<b>100,0</b>	<b>1 355</b>	<b>100,0</b>
1 pièce	34	2,3	39	2,9
2 pièces	106	7,0	57	4,2
3 pièces	183	12,2	160	11,8
4 pièces	435	28,8	456	33,7
5 pièces ou plus	751	49,7	642	47,4

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

### LOG T5 - Résidences principales en 2011 selon la période d'achèvement

	Nombre	%
<b>Résidences principales construites avant 2009</b>	<b>1 473</b>	<b>100,0</b>
Avant 1946	244	16,6
De 1946 à 1990	969	65,8
De 1991 à 2008	260	17,7

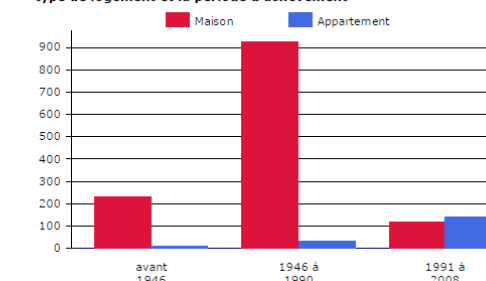
Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

### LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

	2011	2006
<b>Ensemble des résidences principales</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>
maison	4,7	4,7
appartement	2,4	2,3

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

### LOG G1 - Résidences principales en 2011 selon le type de logement et la période d'achèvement



### LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	Nombre	%	Nombre de personnes
<b>Ensemble</b>	<b>1 510</b>	<b>100,0</b>	<b>3 431</b>
Propriétaire	1 100	72,8	2 510
Locataire	385	25,5	870
dont d'un logement HLM loué vide	114	7,6	284
Logé gratuitement	25	1,7	51

Le nombre de logements a progressé de façon constante au cours des dernières décennies à raison de plus de 15 logements par an.

Le parc social public est constitué de 113 logements gérés par l'office public d'habitat d'Amiens soit 7.6 % des résidences principales. La part du parc social dans le parc des résidences principales est faible (Amiens : 33 %, Somme : 15,5 %).

La part des maisons individuelles est de 86.6 % et celle des appartements est de 12.5 %.

78.6 % des logements en résidences principales disposent de 4 pièces au moins.

Les autorisations d'occupation du sol en matière d'urbanisme pour la commune de Rivery sont les suivantes :

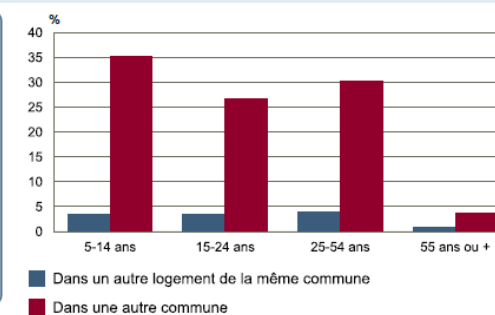
	Permis de construire	Certificat d'urbanisme
2009	33	84
2007	62	108
2006	32	47

POP T4M - Lieu de résidence 5 ans auparavant

	2006	%
Personnes de 5 ans ou plus habitant 5 ans auparavant :	3 046	100,0
Le même logement	2 355	77,3
Un autre logement de la même commune	78	2,6
Une autre commune du même département	513	16,9
Un autre département de la même région	23	0,7
Une autre région de France métropolitaine	64	2,1
Un Dom	0	0,0
Hors de France métropolitaine ou d'un Dom	14	0,5

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

POP G3 - Part en 2006 des personnes qui résidaient dans un autre logement 5 ans auparavant selon l'âge



Source : Insee, RP2006 exploitation principale.



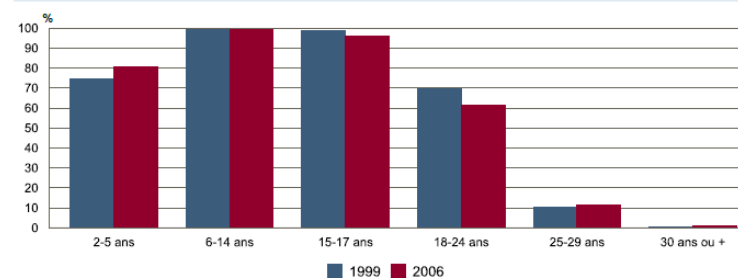
### 3)-Scolarisation

#### FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2006

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	101	82	80,8	76,5	84,9
6 à 14 ans	291	288	99,0	100,0	97,7
15 à 17 ans	139	133	95,8	92,5	98,7
18 à 24 ans	262	161	61,4	59,1	63,8
25 à 29 ans	120	14	11,5	14,0	8,0
30 ans ou plus	2 208	19	0,8	0,9	0,8

Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

#### FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge



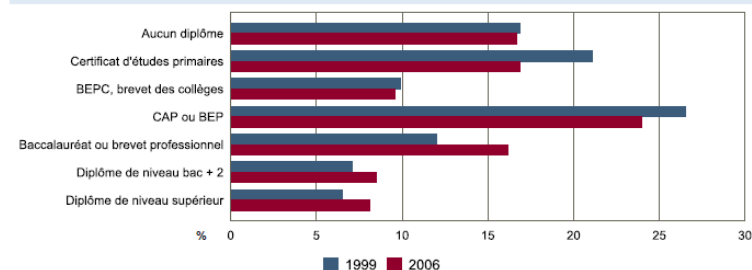
Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

#### FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2006

	Ensemble	Hommes	Femmes
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	2 403	1 138	1 265
Part des titulaires en %			
- d'aucun diplôme	16,7	14,7	18,5
- du certificat d'études primaires	16,9	13,1	20,3
- du BEPC, brevet des collèges	9,6	7,4	11,6
- d'un CAP ou d'un BEP	24,0	30,7	17,9
- d'un baccalauréat ou d'un brevet professionnel	16,2	18,0	14,5
- d'un diplôme de niveau bac + 2	8,5	7,6	9,4
- d'un diplôme de niveau supérieur	8,1	8,4	7,8

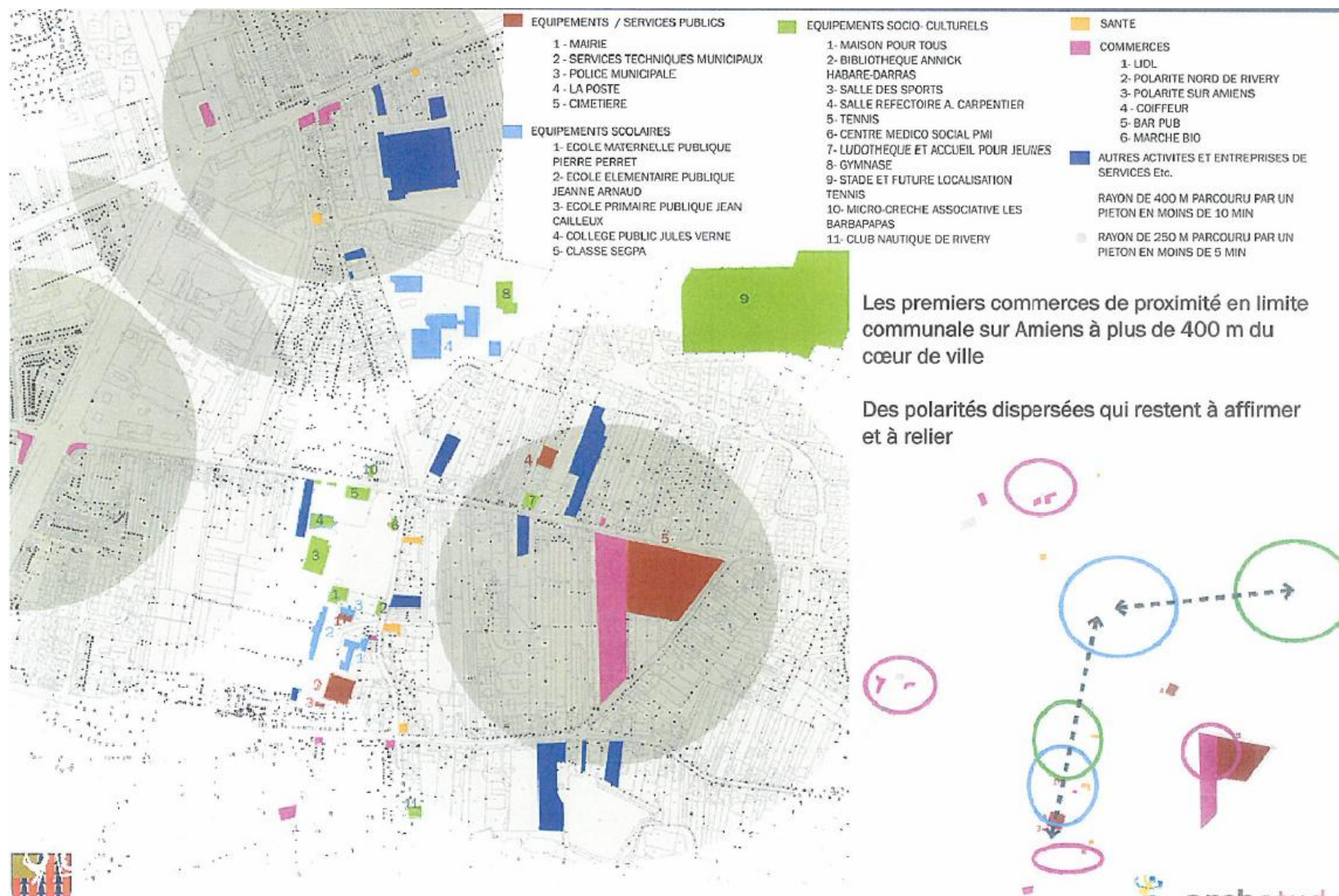
Source : Insee, RP2006 exploitation principale.

#### FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus



Sources : Insee, RP1999 et RP2006 exploitations principales.

#### 4)-Equipements publics *extrait de l'étude cœur de ville*





*Extrait de l'étude cœur de Ville*

• Une fréquentation majoritairement hors commune :

- Les équipements sportifs : seuls 20% des 700 licenciés des 8 associations sportives de la ville sont des Riverains
- La Maison pour Tous / Centre social : 50 % des adhérents ne viennent pas de Rivery (191 familles d'Amiens Métropole et 56 familles extérieures à Amiens Métropole)
- Les écoles (*part des non-Riverains non connue à ce stade de l'étude*)

➔ Constat qui reflète l'aire de rayonnement et la desserte métropolitaine nord-est de la ville ainsi que l'intérêt d'être inséré dans le réseau d'équipements métropolitain et de jouer la complémentarité avec les communes avoisinantes pour certains équipements

• Des conditions d'exercice particulièrement difficiles, qui peuvent avoir un impact sur la pérennité des activités :

• La bibliothèque municipale



• Un espace restreint qui pénalise le bon fonctionnement des activités (quasi impossibilité de lire et travailler sur place, pas de magasin dédié à la préparation des ouvrages...)

• Des conditions de travail contraignantes (absence de matériel informatique pour gérer les fonds, absence de connexion internet, absence d'accès handicapé, absence de sanitaires, une seule issue de secours limitant la capacité d'accueil à 19 personnes...)

➔ Des améliorations à court terme possibles :

- ➔ Equipement informatique et accès à internet
- ➔ Affectation de l'ensemble du bâtiment à la bibliothèque ?

etec organisation

- Des conditions d'exercice particulièrement difficiles, qui peuvent avoir un impact sur la pérennité des activités :

- La Maison pour Tous / Centre social



- Un espace restreint qui pénalise le bon fonctionnement des activités (une seule salle d'activités, un bureau commun pour l'accueil «Maison pour Tous » et la partie « Centre social » posant des problèmes de confidentialité...)

*NB: Des travaux en cours pour l'accueil d'activités en direction de la petite enfance*

- Des besoins avérés pour :

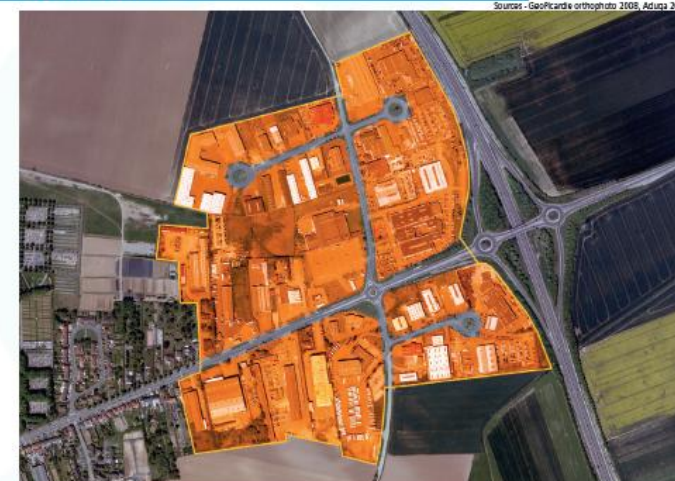
- L'exercice des activités de :
  - la bibliothèque
  - la Maison Pour Tous/Centre Social
  - réunion (locaux appropriés et complémentaires pour remplacer l'utilisation de locaux non adaptés comme le réfectoire)
  - associatives et culturelles
- L'organisation d'évènements divers à l'échelle de la commune :
  - absence de « salle des fêtes / salle polyvalente »







## LA HAUTE BORNE



## FONCIER

### STADE D'AMÉNAGEMENT



L'ensemble de la zone a été aménagé. Il n'y a pas de projet d'extension.

### COMMERCIALISATION



Tous les terrains ont été commercialisés.

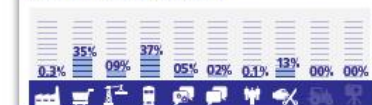
### ÉTAT DE L'OCCUPATION



L'ensemble de la zone est occupé.

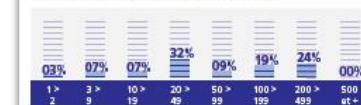
## ANALYSE ÉCONOMIQUE

### RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



Locomotive : enseignes commerciales (Leclerc, Big Mat, Point P), concessionnaires automobiles (Volvo, BMW, Renault, Dacia...), CAME automatisation, Dacher, Editions Norsud

### RÉPARTITION DES EMPLOIS SELON LA TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS



Les Courriers automobiles Picards, distributeurs automobiles (Gueudet, Premium), Soins Service, Leroux Automobile, Caty Peinture, Motoland, Editions Norsud

Sources : INSEE Sirene 31/12/2011, Aduga 2012

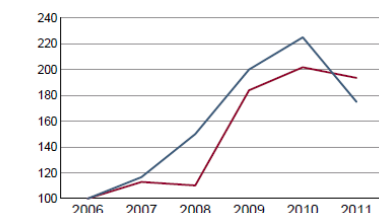


#### DEN T4 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2011

	Ensemble	%	Taux de création
Ensemble	21	100,0	10,9
Industrie	1	4,8	12,5
Construction	0	0,0	0,0
Commerce, transports, services divers	19	90,5	13,2
dont commerce et réparation auto.	8	38,1	9,1
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	1	4,8	11,1

Champ : activités marchandes hors agriculture.  
Source : Insee, REE (Sirene)

#### DEN G3 - Évolution des créations d'établissements



indice base 100 en 2006

— Territoire  
— Zone de comparaison

Note de lecture : application du régime de l'auto-entrepreneur à partir du 1er janvier 2009.

Champ : activités marchandes hors agriculture.  
Source : Insee, REE (Sirene).

#### DEN T5 - Nombre d'établissements par secteur d'activité au 1er janvier 2011

	Nombre	%
Ensemble	193	100,0
Industrie	8	4,1
Construction	32	16,6
Commerce, transports, services divers	144	74,6
dont commerce et réparation auto.	88	45,6
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	9	4,7

Champ : activités marchandes hors agriculture.  
Source : Insee, REE (Sirene).

#### CEN T1 - Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	250	100,0	119	80	23	19	9
Agriculture, sylviculture et pêche	6	2,4	6	0	0	0	0
Industrie	8	3,2	3	2	2	1	0
Construction	34	13,6	14	11	5	2	2
Commerce, transports et services divers	172	68,8	82	60	12	14	4
dont commerce, réparation auto	93	37,2	32	39	8	11	3
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	30	12,0	14	7	4	2	3

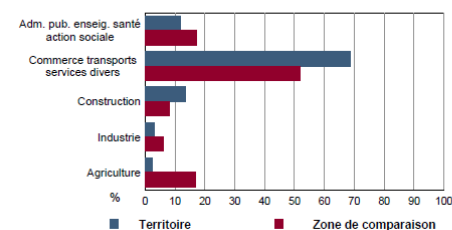
Champ : ensemble des activités.  
Source : Insee, CLAP.

#### CEN T2 - Postes salariés par secteur d'activité au 31 décembre 2010

	Total	%	1 à 9 salariés	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	2 363	100,0	311	310	586	353	803
Agriculture, sylviculture et pêche	0	0,0	0	0	0	0	0
Industrie	55	2,3	10	24	21	0	0
Construction	341	14,4	53	70	76	142	0
Commerce, transports et services divers	1 486	62,9	205	160	433	75	613
dont commerce, réparation auto	941	39,8	159	106	327	75	274
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	481	20,4	43	56	56	136	190

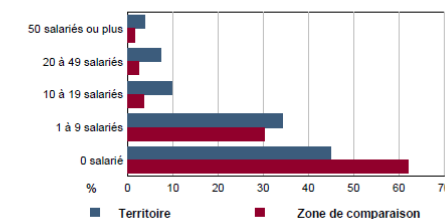
Champ : ensemble des activités.  
Source : Insee, CLAP.

#### CEN G1 - Répartition des établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2010



Champ : ensemble des activités.  
Source : Insee, CLAP.

#### CEN G2 - Répartition des établissements actifs par tranche d'effectif salarié au 31 décembre 2010



Champ : ensemble des activités.  
Source : Insee, CLAP.

#### CEN T3 - Établissements selon les sphères de l'économie au 31 décembre 2010

	Nombre	%	Postes salariés	%
Ensemble	250	100,0	2 363	100,0
Sphère non présenteielle	83	33,2	454	19,2
dont domaine public	0	0,0	0	0,0
Sphère présenteielle	167	66,8	1 909	80,8
dont domaine public	11	6,6	196	10,3

Champ : ensemble des activités.  
Source : Insee, CLAP.

#### CEN T4 - Entreprises (sièges sociaux actifs) par secteur d'activité au 31 décembre 2010

	Nombre	%
Ensemble	188	100,0
Agriculture, sylviculture et pêche	6	3,2
Industrie	7	3,7
Construction	29	15,4
Commerce, transports et service divers	128	68,1
dont commerce, réparation auto	63	33,5
Adm. pub., enseignement, santé, action sociale	18	9,6

Champ : ensemble des activités.  
Source : Insee, CLAP.

### Etat des lieux, Rivery

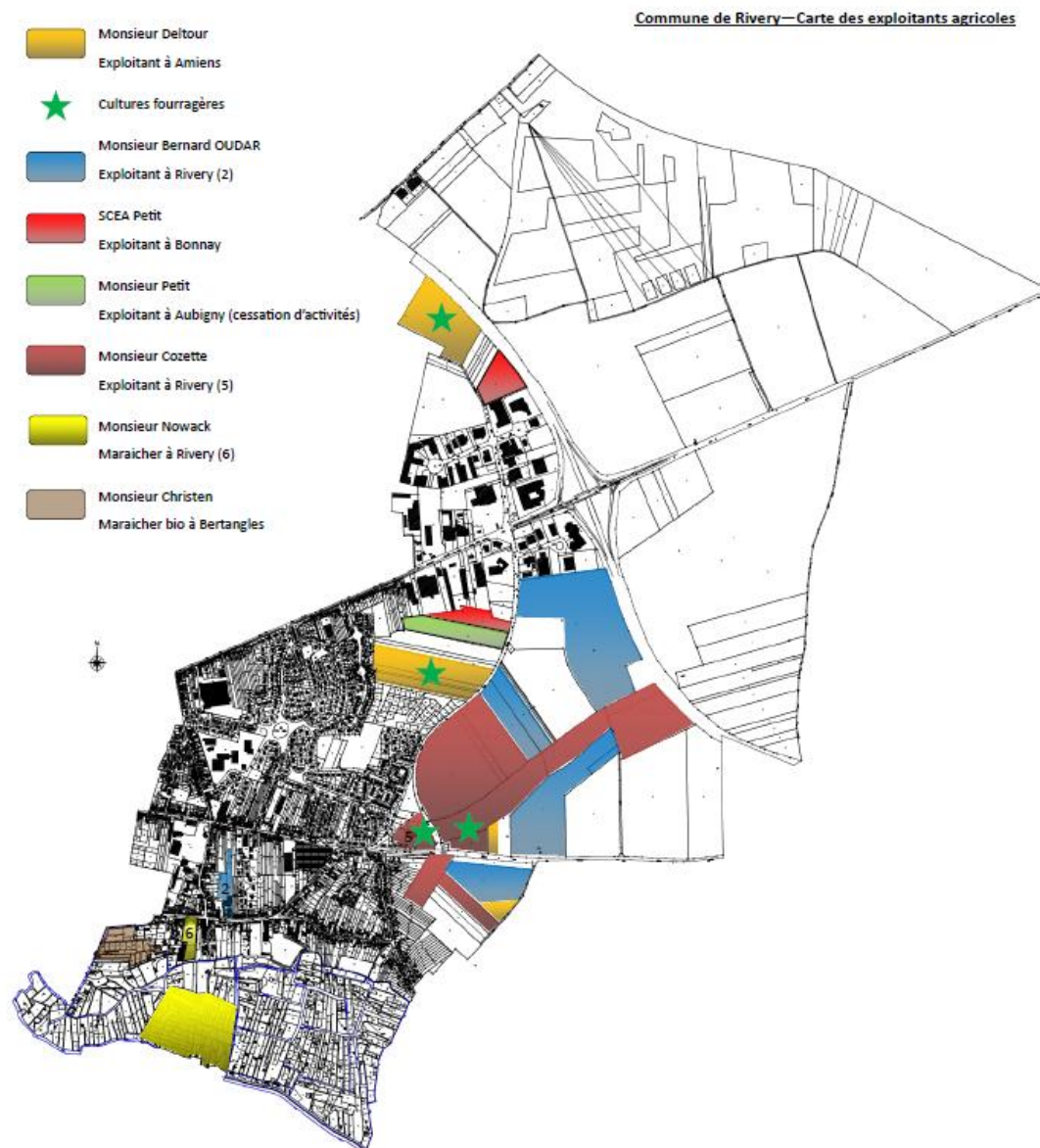
- [illegible]

Par ailleurs, le projet cœur de ville devrait renforcer l'attractivité commerciale en cœur de bourg en consolidant un pôle de proximité qui va se structurer.



## 6- Activité agricole

Le 26- novembre 2013, une réunion de concertation avec les exploitants a permis de connaître l'activité agricole et leurs projets.



### ENQUETE AGRICOLE – COMMUNE de RIVERY

DATE : 26/11/2013

N°	Forme juridique de l'exploitation, Adresse de l'exploitation, Nom de l'exploitant, Classe d'âge, succession ?	Orientation de l'exploitation	Surf Agricole Utile en Ha	installations		Mise aux normes En cours EC effectuée, EF sans travaux ST	Info diverses Projets
				Type (silos, hangars, stabulation, ...)	Type d'élevage / effectifs		
1	Monsieur DELTOUR Structure individuelle 65, rue de Monstrelet à Amiens	Polyculture Elevage : 30 laitières + 30 élèves	69 hectares dont 1/3 en propriété	A Amiens	RSD (périmètre de 50m) A Amiens		Projet de reprise par Mlle DELTOUR. Pas d'agrandissement prévu. Environ 4 hectares impactés par le projet de ZAC Jobard + impact éventuel d'un autre projet urbain face Carrefour Amiens.  Les parcelles de la ZAC ZE 2, 4, 5 et 6 sont la propriété de Mme Boutemy (59 rue valentin Haüy à Amiens) : bail de 18 ans signé il y a 12 ans.
2	Monsieur Bernard OUDAR 23, rue Robert Petit à Rivery Structure individuelle	Polyculture Elevage : 20 laitières + 20 élèves	50 hectares dont 12 en propriété et 6 hectares de STH		RSD (périmètre de 50m)		Pas de projet de reprise programmé.



**Extrait du recensement agreste 2010**

Libellé de commune	Niveau géographique	Région	Département	Modification	Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune			Travail dans les exploitations agricoles en unité de travail annuel		
					2010	2000	1988	2010	2000	1988
Rivery	COMMUNE	Picardie	Somme		5	10	7	9	12	9

Superficie agricole utilisée en hectare			Cheptel en unité de gros bétail, tous aliments			Orientation technico-économique de la commune		Superficie en terres labourables en hectare		
2010	2000	1988	2010	2000	1988	2010	2000	2010	2000	1988
163	134	99	143	161	132	Polyculture et	Polyculture et	143	110	91

Enjeux		Etats des lieux de la commune	Préconisations
Enjeux fonciers	<b>Les espaces agricoles de la commune</b> Entités foncières qui structurent le territoire formant un ensemble indissociable	Répartis de manière homogène le long des axes principaux Diminution de l'espace agricole	Concentrer l'urbanisation dans les principales zones construites Favoriser la densification
	<b>Organisation du foncier</b> Regrouper les parcelles afin de pouvoir avoir des champs avec des tailles conséquentes pour faciliter le travail et l'accès au matériel	Remembrement réalisé	Maintenir la cohérence du territoire
	<b>Circulation agricole</b> Passage permettant l'accès aux zones agricoles situées derrières les zones d'urbanisation	Aucun problème d'accessibilité identifié	Lors du réaménagement des rues prévoir des structures assez larges pour le matériel agricole
	<b>Accessibilité et desserte</b> Accès et entrées aux parcelles	Problèmes d'accessibilité identifiés Notamment si suppression du chemin Jobard	Veiller à conserver les entrées de champs accessibles notamment au matériel volumineux
	<b>Les sièges d'exploitation</b> Respecter les distances de réciprocité selon les régimes réglementaires (50m en RSD et 100m pour les ICPE)	2 sièges sur le territoire	



Enjeux		Etats des lieux de la commune	Préconisations
Enjeux économiques et sociaux	<b>Fonction économique</b> Effets directs (emplois) en amont et en aval mais aussi d'accompagnement	Une agriculture qui emploie peu	Maintenir l'agriculture au sein de la commune afin de préserver les activités en amont et en aval de la filière sur le secteur
	<b>Typologie de l'agriculture</b> Orientation des agricultures Mise aux normes, transmission	Majorité de culture	Envisager l'avenir des exploitations sur le long terme Préserver l'activité agricole
	<b>Accueil à la ferme</b>	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent
	<b>Vente à la ferme</b>	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent
	<b>Diversification énergétique</b> Projet de diversification énergétique	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent
	<b>Activités diverses</b> CUMA, Ferme équestre	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent

Enjeux environnementaux	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations
	<b>Equilibre Environnemental</b> Protection contre l'érosion, ruissellement , inondations, risques naturels Conservation de la biodiversité	Problème de ruissellement identifié	Préserver la zone agricole
	<b>Protection de l'eau</b> Mise aux normes Pratiques réglementées par des contrats Présence de périmètre de captage	Pas de captage	Conserver une dynamique agricole sur le secteur
	<b>Maîtrise de l'eau</b> Périmètre de protection aux risques	PPri existant	Veiller à conserver un bon équilibre
	<b>Eléments paysagers</b> Structuration du paysage rural	De vastes espaces naturels préservés par l'agriculture Présence de zones humides	Conserver l'intérêt écologique
	<b>Préservation de la biodiversité et des éléments naturels</b>	De vastes espaces naturels préservés par l'agriculture	Préserver le linéaire de haie encore présent



## Synthèse et objectifs pour l'élaboration du projet communal

### ▪ L'analyse préliminaire met en relief les faits suivants :

**1- Maîtriser les besoins d'urbanisation de la commune.** L'idée de zones d'extension futures situées en cohérence avec les caractéristiques et les limites naturelles de la commune est cohérente et à exploiter.

Il s'agit aussi de traiter l'articulation des ces zones entre elles, notamment entre lotissements et zones urbaines, et de ces zones urbanisées aux zones naturelles.

Cette zone sera l'objet de prescriptions urbanistiques propres à la faire participer à un projet urbain d'ensemble sur la commune et permettant de faciliter, encadrer et dynamiser sa réalisation dans le cadre d'un quartier en proposant une offre diversifiée (logements sociaux, locatifs, accessions à propriété...).

**2- Limiter l'extension de l'agglomération** en densifiant et en (re)composant le tissu urbain : en cœur de village certains secteurs pourraient être requalifiés et densifiés.

- Stopper le développement des constructions dans les Hortillonnages, qui ferment les vues et empêchent l'accès au bord de l'eau.

**3- La nécessité d'un travail sur les espaces publics**, leur définition et leur capacité de liant entre activités, paysages urbains et naturels spécifiques. *L'espace public, dans le cadre conceptuel d'un projet urbain est susceptible de permettre des transitions ville/nature, urbanisation/territoire cultivé, zones d'extensions pavillonnaires/ tissu urbain traditionnel, les extensions urbaines successives, le rapport avec l'eau.*

**4- contrôler le développement de la forme urbaine en confortant l'identité villageoise**

**5- Protection et mise en valeur des paysages liés à l'eau :**

Développer les vues et l'accessibilité à l'eau et aux Hortillonnages (Assurer une traversée piétonne de la Somme par les hortillonnages ?).

Protection des Hortillonnages par le contrôle du développement urbain et de la minéralisation des sols sans oublier d'intégrer au projet urbain les risques d'inondation.

### **6- Renforcement des éléments paysagers**

Les **rideaux picards et la végétation des vallées sèches**, sont des éléments identitaires du paysage communal. Ils doivent être conservés et protégés.

L'unique vallée sèche de Rivery (la vallée Tortue) présente une végétation relictuelle, due à la pression agricole. Cette vallée doit faire l'objet d'une attention particulière dans le développement futur, pour être remise en valeur.

### **7- Impact visuel**

- Maintenir les cônes de vue remarquables vers les éléments repères depuis les entrées des plateaux (Tour Perret et Cathédrale d'Amiens).

### **8- Protection de l'environnement**

#### Versants et vallées sèches

- **Gestion des ruissellements** sur les terres agricoles, pour préserver les sols et éviter toute perturbation en aval (notamment dans la vallée de la Somme).

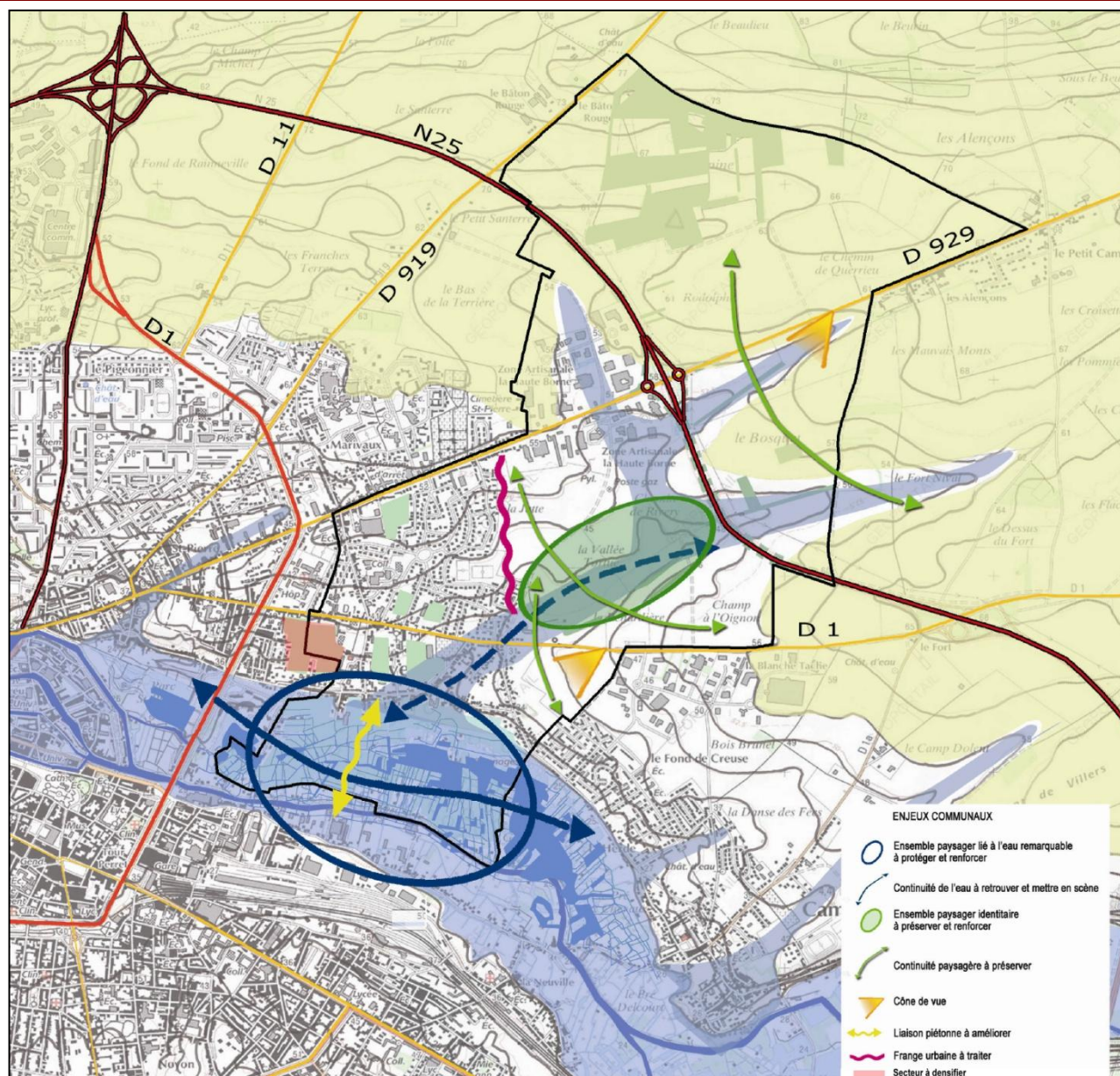
- **Préservation des structures végétales des vallées sèches** (rideaux, bosquets, boisements sur coteau) car ils constituent également des refuges et affichent une fonctionnalité écologique globale dans la zone de transition entre le plateau et le fond de vallée.

#### Vallées

- **Préservation des espaces en fond de vallée de la Somme**, constitutifs des marais et hortillonnages, et qui s'inscrivent dans la ZNIEFF car ce sont des entités naturelles constituant des refuges.

- **Augmentation de la biodiversité dans les marais et les hortillonnages par de la gestion différenciée.** Les espaces naturels sont parfois à l'état relictuel, mais il persiste un long corridor biologique le long de la vallée de la Somme. La biodiversité sera préservée en effectuant de la gestion différenciée et en adaptant les modes d'occupation aux caractéristiques naturelles.

- **Limitation du mitage dans les Hortillonnages** par les plantations horticoles et le clôturage. Cette occupation détruit les habitats écologiques les plus remarquables, induit des perturbations dans le fonctionnement hydraulique en cas de crue, implique une altération des eaux.
- **Préservation des zones inondables.** Tout remblaiement et obstacle à l'écoulement est à proscrire, tant pour des raisons locales que pour un objectif à l'aval (basse vallée de la Somme).
- **Préservation de la qualité des eaux aux abords des marais** en interdisant toute occupation avec de l'hébergement engendrant des eaux vannes (tels que les HLL, caravanes, abris de jardins transformés...) et en évitant d'y installer des unités d'assainissement, même rustiques.

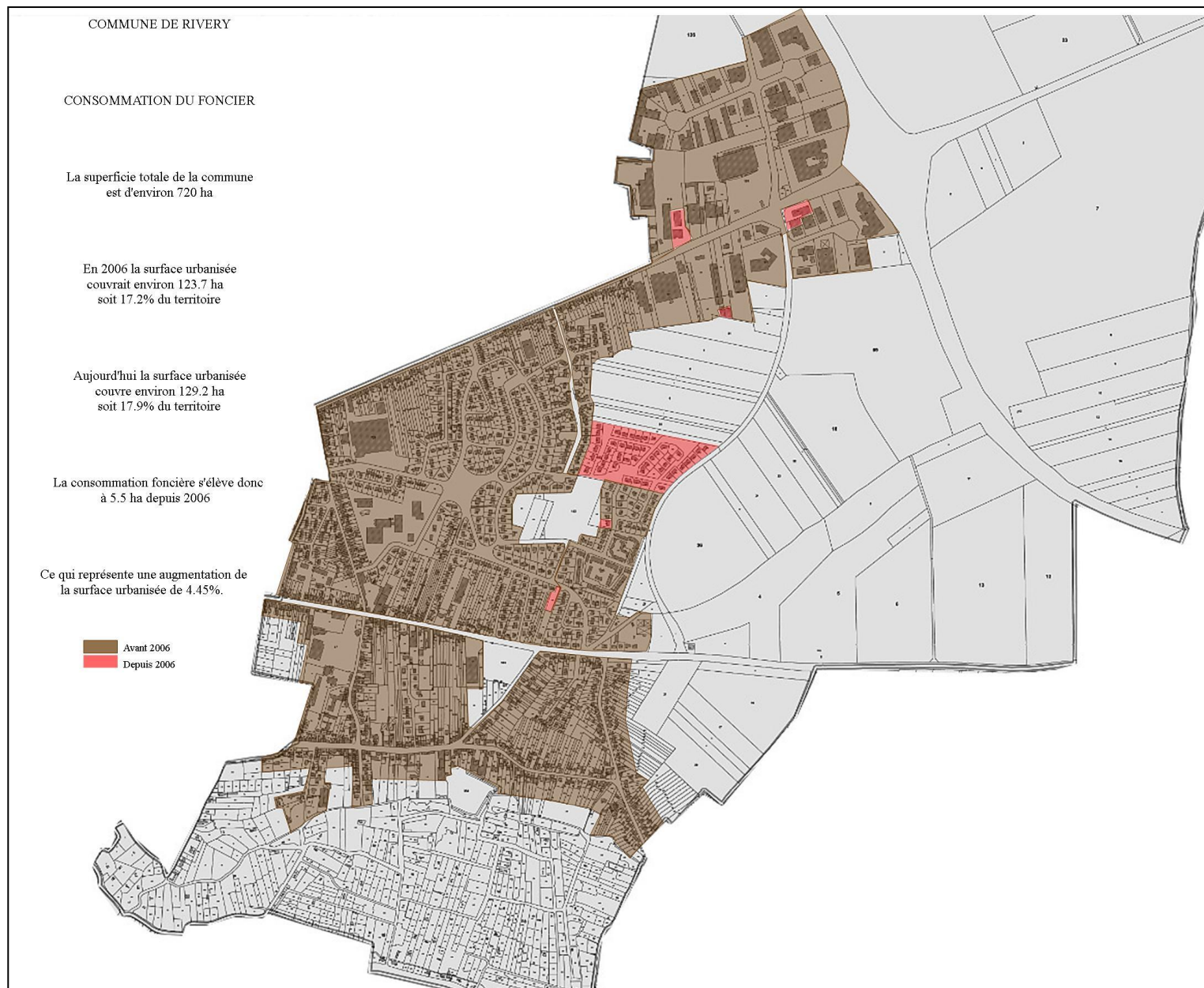




## **II - LE PROJET COMMUNAL**

### **A- Données et objectifs projectuels**

#### **1- Analyse de la consommation des espaces naturels agricoles et forestier**



### Estimation des besoins en logements

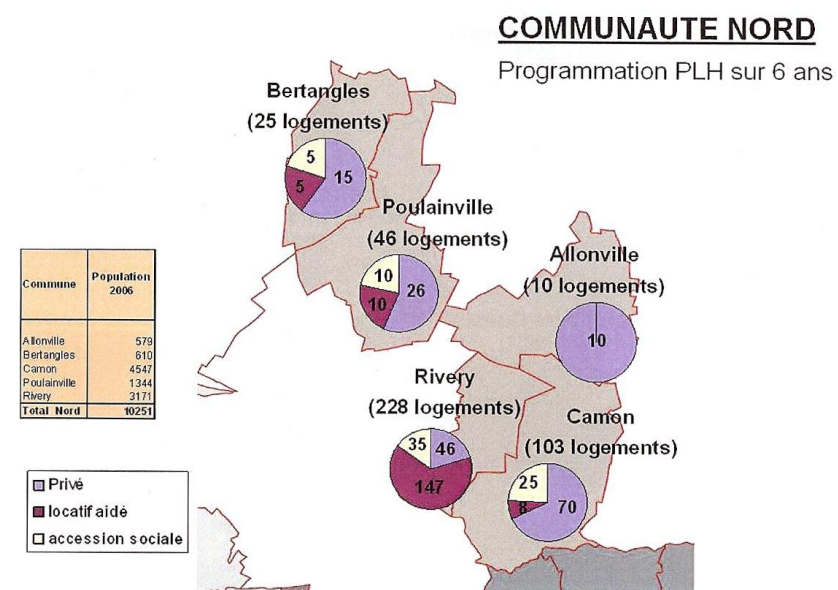
A l'horizon de 2025, l'hypothèses d'évolution de la population est définie comme suit :

- la prise en compte du desserrement de population passant de 2.35 personnes/logement à 2.3 (moyenne départementale) soit un point mort à 1637 logements soit 35 logements à construire d'ici une dizaine d'années et la prise en compte des dents creuses disponibles dans le tissu environ 3 logements
- un scénario qui reprend le développement communal en correspondance avec l'évolution moyenne départementale soit + 1,6%/an d'accroissement de population soit 55habitants/an donc environ 24 logements/an
- la prise en compte du PLH qui propose 38 logements/an (sur 6ans)

### **PLU RIVERY** **Estimation des besoins en logements**

	1999	2006	2011
Population	3400	3171	3431
variation annuelle	+0.1	-1.0	+1.6

### Répartition par communes au sein des communautés





## **2- objectifs de modération de la consommation de l'espace**

Le Scot affiche des volontés de modération de consommation de l'espace. Ce principe est repris au PADD.

La volonté politique de développement communal a conduit les élus à intégrer la densification de son tissu urbain existant. En programmant ces densifications, la commune entend gérer progressivement son développement communal. Le scénario de développement communal s'appuie d'ailleurs sur une dent creuse et sur les fonds de parcelles de constructions existantes.

Ceci correspond à 23 logements par an sur 10 ans environ. La commune a fixé une densité minimale brute de 50 logements/ha dans les zones d'extension (soit 37.5 logements/ha en densité nette en comptant 25% d'espaces publics).

Dans cet objectif la commune a prévu

- Des zones en densification dans le contexte du projet du cœur de ville
- La commune intègre la potentialité en dents creuses et des terrains mutables (cf. Scot : 50% en renouvellement - 50% en extension)
- Le projet de la ZAC Jobard
- Le projet d'intérêt général lié au transport collectif d'Amiens Métropole
- L'intégration de logements aidés à hauteur de 30% dans le tissu existant comme dans les projets communaux

Ces objectifs constituent une modération de la consommation d'espace avec une consommation envisagée à 10 ans de 4% de la partie urbanisée (contre 4.45% de consommation effective du territoire depuis les 10 dernières années)

La commune ne présente pas de friches ou d'habitat insalubre recensé.

### Récapitulatif

Zone	superficie	Capacité en nombre de logements (densité brute 50 logt/ha)	Dont logements aidés (30%)
Dents creuses		3	
Terrains possiblement mutables	1.94	71	21
Secteur de cœur de ville	1,15	43	13
1AU Zac Jobard	3	112	34
Le projet Amiens Métropole	6.07		
<b>TOTAL</b>		<b>229</b>	<b>68</b>

*\*La densité nette est obtenue en retirant 25% pour les espaces publics soit 50logt/ha -25% = 37.5 logt/ha*

Dispositions qui favorisent la densification :

En veillant au maintien de l'identité communale, le PLU prévoit notamment de:

- Limiter la consommation du territoire par un zonage au plus proche du projet communal (en revoyant les zones d'extension) et en recentrant une partie du projet communal autour des centralités. Tous les projets d'extension du POS ont été revus dans le cadre du projet d'aménagement et de développement durables dans une logique de gestion économe du territoire.

Le projet du PLU se concentre donc sur 2 projets phares que sont cœur de ville et zac Jobard. Le projet cœur de ville se situe entièrement en recomposition urbaine en centre-bourg.

L'ensemble des dents creuses ont été repérées de façon à favoriser avant le développement communal, la densification du tissu.

Par ailleurs entre le POS et le PLU, la surface réservée à l'extension urbaine est passée de 50 ha à 8ha environ.

De même, la consommation du territoire prévue à l'échéance du PLU est envisagée à 4% contre 4.45% pour les 10 dernières années.

- Un règlement qui permet la densification du tissu en intégrant des règles visant à favoriser la densification des parcelles de l'enveloppe urbaine par des règles d'implantation permettant la constructibilité sur des petites parcelles, autorisant la surélévation du bâti existant.

Les règles de prospect ont été assouplies de façon à promouvoir la construction sur des petites parcelles, donc la densification : pas de règle minimale de façade , ni de taille de parcelles, possibilité d'implanter à l'alignement, ou en limite séparative. les retraits possibles sont ramenés au minimum du code-civil.

- Des orientations d'aménagement et de programmation permettant la densification des secteurs clés par la mise en place de projets globaux.

Le PLU prévoit une densité minimale de 50 logements /ha dans les zones de projet de façon à avoir une gestion économe du foncier.

Toutes ces mesures contribuent à une gestion économe du foncier visant la densification du tissu.

Dents creuses

Ont été identifiées les dents creuses urbanisables

La carte laisse apparaître des terrains possiblement mutables à terme qui dans le cadre du PLu ont été classés urbanisables.





	ZONE	SUPERFICIE(m²)	Nombre de logements possibles	Observations
	1	662,00 m²	1	
	2	297,00 m²	0	Accès entreprise
	3	755,00 m²	0	opération logements sociaux en cours
	4	311,00 m²	0	Accès entreprise
	5	413,00 m²	0	Accès parcelle
	6		0	opération réalisée
	8		0	Parking de l'activité commerciale
	9	760	2	
	<b>Total DC:</b>	<b>2 438,00 m²</b>	<b>3</b>	

Zones mutables vers la densification

A	0,81	30
B	0,74	27
C	0,39	14

### **3-Objectifs d'aménagement du PADD**

Les objectifs du Scot et du PLH, les équipements communaux et la proximité directe avec Amiens et Camon ont conduit les élus à se positionner au travers de leur PLU sur la définition d'un projet visant à limiter la pression foncière autour d'un projet concerté dans le cadre de la mise en compatibilité avec les documents supra-communaux.

Plusieurs notions apparaissent en filigrane dans toutes les dispositions prises. L'objectif est lié à l'amélioration et la préservation du cadre de vie qualitatif de la commune, équilibré tout en préservant les qualités paysagères et environnementales de la commune.

La commune a ainsi souhaité permettre les requalifications engagées, à la demande foncière dans des limites d'urbanisation les mieux définies possibles et ce tout en gardant les principes constitutifs de la commune et en appliquant une réglementation adaptée de façon à anticiper l'avenir.

La commune souhaite organiser son développement sur la base du confortement du cœur de ville et sur la suture des différents quartiers entre eux notamment avec la zone d'activités.

La question est aujourd'hui non seulement de préserver, mais surtout de renforcer la cohésion urbaine existante, ce qui passe par un travail sur le patrimoine architectural courant, sur les espaces publics, ainsi que sur les prescriptions architecturales et l'établissement d'un zonage adapté à chacune des caractéristiques urbaines et paysagères.

Les objectifs économiques et démographiques sont ainsi à considérer au regard de la raréfaction des terrains urbanisables dans le tissu et des possibilités restreintes d'extension de la zone urbanisable au regard de la préservation des terres agricoles et de la prise en compte des risques.

Le Plan Local d'Urbanisme de Rivery vise ainsi à :

- Préserver l'identité, le cadre de vie et le paysage en tenant compte de ses spécificités : la préservation de l'enveloppe urbaine, les qualités patrimoniales, préserver les points de vue vers Amiens.
- Identifier une zone d'extension de l'urbanisation à vocation d'habitat et une autre en réflexion globale sur le cœur de ville.
- Intégrer le développement des activités notamment agricoles.
- Préserver les qualités environnementales et paysagères de la commune

- Gérer les déplacements en privilégiant/ valorisant les liaisons vers le centre-bourg et les liaisons douces .
- Prendre en considération les risques

#### Paysage et identité

L'un des objectifs du PLU est d'arriver à maintenir un indispensable lien entre paysage et identité. C'est cette relation tout à fait particulière entre le cadre naturel et le bâti qu'il convient de contrôler, de protéger et d'adapter : le chemin Jobard agit ainsi comme une limite d'urbanisation à l'Est.

L'accompagnement végétal est préservé dans le cadre du PLU en conservant au maximum les caractéristiques, l'essence même du site dans lequel il s'implante. De plus, les zones d'urbanisation futures en densification devront tenir compte des diverses contraintes naturelles du site : végétation, des chemins piétons à créer ou à connecter, desserte en réseau, la connexion avec les divers équipements à proximité.

La qualité architecturale et urbaine de la commune mérite une prise en considération permettant une mutation encadrée de cette identité.

#### Transitions nature-ville-nature

Dans cette optique de préserver une certaine qualité du bâti comme les éléments paysagers, il semble indispensable de porter une attention particulière aux transitions entre espace naturel et cadre bâti (et réciproquement).

Notamment, le PADD maintient la préservation des ruptures d'urbanisation et les continuités écologiques présentes sur le territoire comme les Hortillonnages

#### Economie :

Les activités agricoles participent à l'identité globale du territoire. Le territoire communal comporte quelques sièges d'exploitation agricole dans la partie urbanisée. Le PLU s'inscrit dans la démarche de revoir les zones à urbaniser de façon à ne pas trop ponctionner les terres agricoles.

L'activité économique de proximité est préservée et encouragée dans le cadre du PLU.

L'activité présente dans les zones d'activités est pérennisée.

### Equipements :

La commune compte des équipements répartis sur son territoire. Ces équipements s'inscrivent dans une logique d'agglomération. Dans le cadre de la recomposition du cœur de ville, les tennis seront déplacés vers le stade.

### Flux/connexion viaire

Le projet vise également à gérer les flux en favorisant les bouclages viaires et en diversifiant les modes de déplacements : notamment autour du projet de recomposition du cœur de ville et ZAC Jobard. Il s'agit également pour la commune de préserver les liaisons douces déjà présentes sur le territoire et en connexion avec les centralités.

Amiens Métropole place une forte ambition dans le développement de l'offre de déplacements urbains alternative à la voiture individuelle, et souhaite en particulier dynamiser son réseau de bus dont la fréquentation est sensiblement inférieure à celle de réseaux comparables. C'est dans ce contexte que le projet de BHNS entend engager un profond bouleversement dans les pratiques modales locales. C'est pourquoi elle souhaite implanter sur Rivery un nouveau dépôt de bus.

### Environnement et Eau, risques

Le principe de continuité de la trame verte et bleue est intégré au PADD en préservant les éléments tels que les haies et boisements significatifs dans le cadre du L151-19.

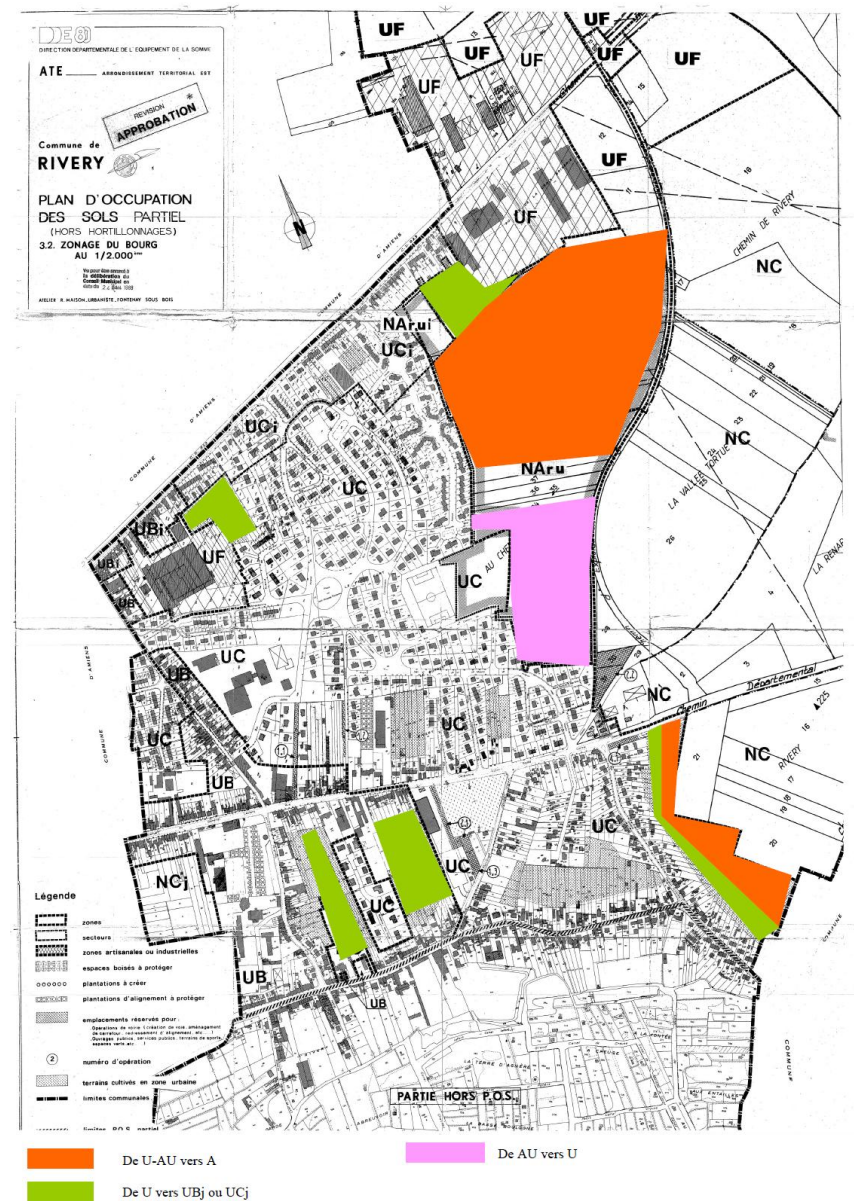
Ceci a pour objectif de préserver des espaces naturels fonctionnels, c'est-à-dire des habitats en connexion avec d'autres milieux pour assurer des échanges de populations ou des déplacements en fonction des cycles de vie, en préservant des entités suffisamment vastes et en raccordant les espaces.

Les autres risques sont repris au PLU soit de façon indicative dans le règlement par exemple soit dans les choix de zonage.

Les axes de ruissellement sont aussi préservés de l'urbanisation notamment à l'Est.



Principaux changements d'affectation PLU et POS



## 5- Incidence sur l'activité agricole

Enjeux		Etats des lieux de la commune	Préconisations	TRADUCTION DANS LE PLU
Enjeux fonciers	<b>Les espaces agricoles de la commune</b> Entités foncières qui structurent le territoire formant un ensemble indissociable	Répartis de manière homogène le long des axes principaux Diminution de l'espace agricole	Concentrer l'urbanisation dans les principales zones construites Favoriser la densification	La densification est prise en compte dans le PLU Les sièges agricoles sont pérennisés
	<b>Organisation du foncier</b> Regrouper les parcelles afin de pouvoir avoir des champs avec des tailles conséquentes pour faciliter le travail et l'accès au matériel	Remembrement réalisé	Maintenir la cohérence du territoire	
	<b>Circulation agricole</b> Passage permettant l'accès aux zones agricoles situées derrières les zones d'urbanisation	Aucun problème d'accessibilité identifié	Lors du réaménagement des rues prévoir des structures assez larges pour le matériel agricole	
	<b>Accessibilité et desserte</b> Accès et entrées aux parcelles	Problèmes d'accessibilité identifiés Notamment si suppression du chemin Jobard	Veiller à conserver les entrées de champs accessibles notamment au matériel volumineux	
	<b>Les sièges d'exploitation</b> Respecter les distances de réciprocité selon les régimes réglementaires (50m en RSD et 100m pour les ICPE)	2 sièges sur le territoire		Les sièges agricoles sont pérennisés

Enjeux		Etats des lieux de la commune	Préconisations	TRADUCTION DANS LE PLU
Enjeux économiques et sociaux	<b>Fonction économique</b> Effets directs (emplois) en amont et en aval mais aussi d'accompagnement	Une agriculture qui emploie peu	Maintenir l'agriculture au sein de la commune afin de préserver les activités en amont et en aval de la filière sur le secteur	
	<b>Typologie de l'agriculture</b> Orientation des agricultures Mise aux normes, transmission	Majorité de culture	Envisager l'avenir des exploitations sur le long terme Préserver l'activité agricole	Le PLU préserve les éléments paysagers au travers du recensement au titre du L151-19
	<b>Accueil à la ferme</b>	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent	Le PLu intègre les possibilités de diversification
	<b>Vente à la ferme</b>	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent	
	<b>Diversification énergétique</b> Projet de diversification énergétique	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent	Le PLu permet l'utilisation d'énergies renouvelables
	<b>Activités diverses</b> CUMA, Ferme équestre	Aucun projet	Encourager ces initiatives si elles se présentent	Le PLu intègre les possibilités de diversification



Enjeux environnementaux	Thèmes	Etat des lieux	Préconisations	TRADUCTION DANS LE PLU
	<b>Equilibre Environnemental</b> Protection contre l'érosion, ruissellement , inondations, risques naturels Conservation de la biodiversité	Problème de ruissellement identifié	Préserver la zone agricole	Le PLU préserve la zone agricole  Et les principaux axes de ruissellement par une zone N
	<b>Protection de l'eau</b> Mise aux normes Pratiques réglementées par des contrats Présence de périmètre de captage	Pas de captage	Conserver une dynamique agricole sur le secteur	
	<b>Maîtrise de l'eau</b> Périmètre de protection aux risques	PPri existant	Veiller à conserver un bon équilibre	Le PLU intègre le PPri
	<b>Eléments paysagers</b> Structuration du paysage rural	De vastes espaces naturels préservé par l'agriculture Présence de zones humides	Conserver l'intérêt écologique	Le PLU préserve les éléments paysagers au travers du recensement au titre du L151-19  Les zones humides sont préservées par le PLu  Les zones Natura 2000 sont préservées par le PLu
	<b>Préservation de la biodiversité et des éléments naturels</b>	De vastes espaces naturels préservés par l'agriculture	Préserver le linéaire de haie encore présent	

Les incidences agricoles du PLU concerne la mise en place la ZAC Jobard et le projet d'intérêt général lié au transport collectif d'Amiens Métropole.

ZAC Jobard : L'exploitant concerné par la zone d'extension a participé à la mise en place du choix de cette zone.

Des protocoles sont en cours de signature pour le montage de la ZAC avec la chambre d'agriculture et la SAFER

Zone d'extension représente une ponction de 3 ha sur 69 ha de surface agricole communale soit 4.5% de la surface agricole

L'aménagement de la zone ne remet pas en cause les accès aux exploitations.

La zone initialement prévue au POS couvrait l'ensemble des terrains jusqu'à la zone d'activités. Dans le cadre de ce PLU, la zone a été revue à la baisse et impact de fait, moins les exploitants agricoles.

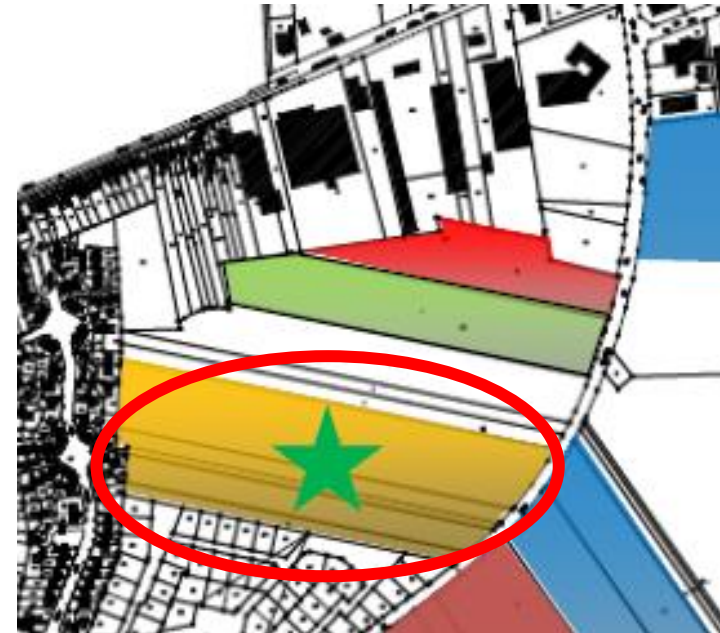
Projet d'intérêt général lié au transport collectif d'Amiens Métropole : Afin de mener les acquisitions foncières nécessaires au projet, Amiens Métropole a rencontré à plusieurs reprises la chambre d'agriculture de la Somme.

A cet effet, une réunion entre Amiens Métropole, la chambre d'agriculture, la FDSEA, le syndicat des propriétaires agricoles et les propriétaires /exploitants concernés par ce projet s'est tenue le 28 mai 2015.

Parallèlement, Amiens Métropole a rencontré la SAFER afin d'étudier la demande de l'exploitant M.Leguern pour lui restituer l'équivalent de la surface exploitée actuellement sur le foncier localisé sur la commune de Rivery.

L'objectif est que la chambre d'agriculture puisse établir un protocole d'acquisition et d'indemnisation à l'amiable entre les parties pour mener à bien ce projet porté par la communauté d'agglomération Amiens Métropole.

#### Zac Jobard



## **B – Prise en compte par le PADD des principes généraux d'urbanisme et compatibilité avec les enjeux identifiés et normes supérieures**

### **1- Grenelle 2/ Alur**

- **Maîtrise du développement urbain et gestion économe de l'espace**

Le projet prend en compte :

- l'intégration accompagnement et maintien de l'organisation urbaine constitutive (maintien des caractéristiques identitaires). Tout en densifiant le tissu existant
- requalifier la zone urbanisée selon sa qualité propre et identité en vue d'une densification.
- Projet urbain : développement cohérent et maintien des spécificités existantes, en proposant une urbanisation future selon une définition précise et réaliste autour des projets de cœur de ville et de ZAC Jobard.
- Repenser et limiter les zones d'extension à celles en priorité dans le tissu, en densification
- la préservation des ruptures d'urbanisation de façon à favoriser la diminution des déplacements et à favoriser les continuités écologiques.
- définir et protéger les éléments du paysage intéressants, bâtis ou naturels reconnus au titre de la Loi Paysage (L151-19° du code de l'urbanisme).

- **Diversité des fonctions urbaines et mixité sociale**

Dans le tissu urbain il est prévu de maintenir et favoriser le développement d'activités économiques cohérentes avec la présence des habitations dans le cadre d'une mixité urbaine.

Les secteurs à urbaniser intègrent la densité demandée par le Scot.

La recomposition des équipements publics est prévue par le déplacement de la salle des tennis du centre-bourg vers le stade.

- **Diminution des obligations de déplacement, réduction des émissions de gaz à effet de serre**

Le PADD propose une offre diversifiée des modes de circulation (vélo, piéton), en favorisant les bouclages et les connexions viaires et piétonnes. Ainsi, le PLU propose le confortement des liaisons en place qui relient les différentes entités entre elles.

Le choix des zones d'extension s'est fait notamment par la proximité des équipements et réseaux.

- **Préservation de l'environnement**

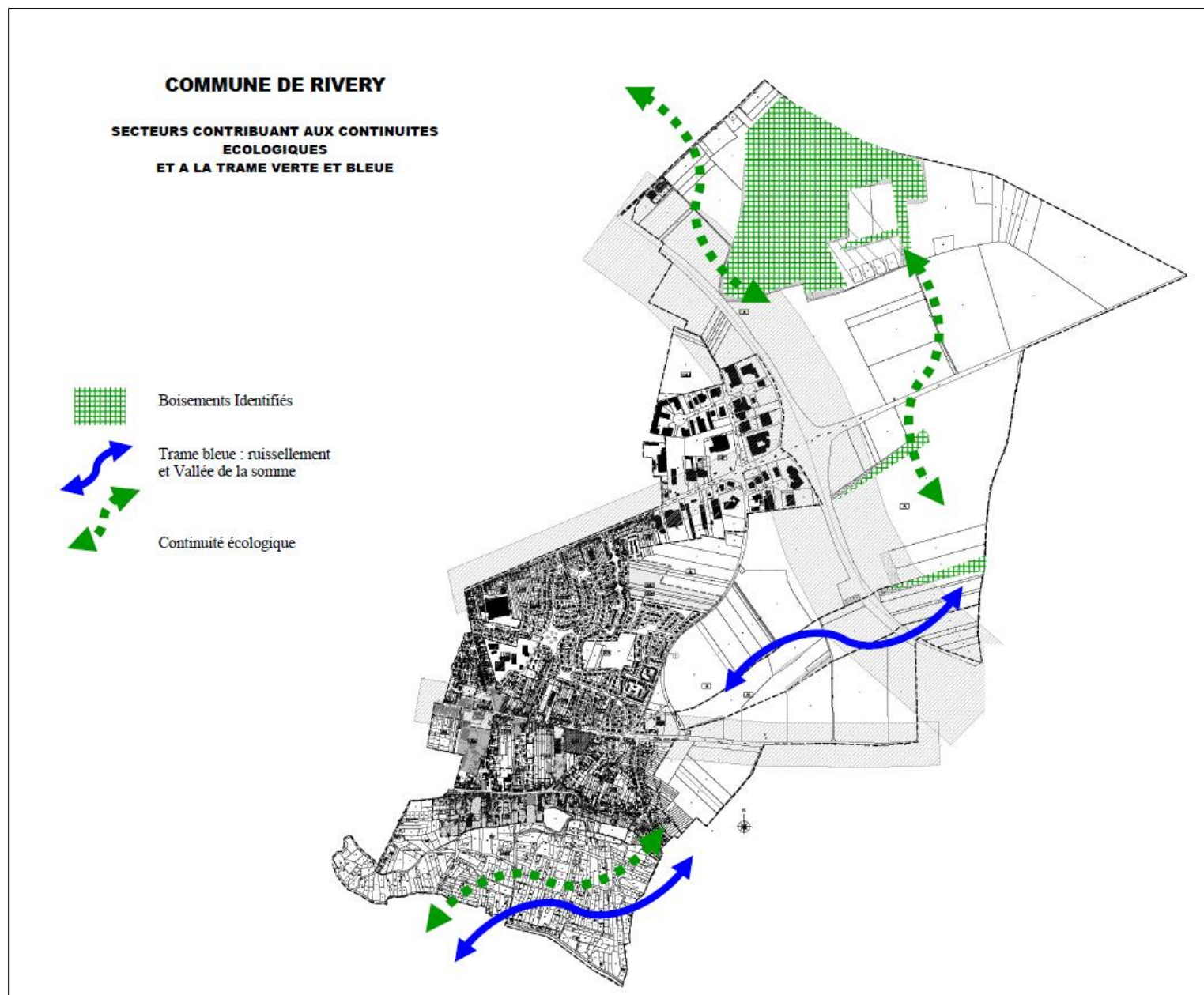
Le projet s'inscrit dans une démarche visant à :

- Dessiner et valoriser les limites d'urbanisation, ménager des articulations ville/nature notamment dans le cadre des zones d'extensions.
- Mise en place d'une palette végétale afin de conforter l'identité paysagère du site
- Préserver les zones naturelles
- Gérer et intégrer les contraintes hydrauliques en préservant les zones à dominante humide et les zones à risque
- Considérer les perspectives visuelles
- Préserver les continuités écologiques et les ruptures d'urbanisation

- **Préservation du patrimoine paysager**

Un recensement au titre du L151-19° recense les éléments patrimoniaux significatifs et au travers du règlement fixe des principes d'accompagnement.





## **2- Compatibilité avec les normes et documents d'urbanisme de valeur supérieure**

### Schéma de Cohérence Territoriale :

Le PLU répond aux axes définis dans le DOO et le PADD du Scot approuvé le 21 décembre 2012 :

#### **A. Adopter une consommation foncière raisonnée**

- a.1. Réduire l'empreinte spatiale du développement urbain
- a.2. Optimiser la ressource foncière
- a.3. Mettre en place une stratégie foncière et mutualiser une ingénierie de l'aménagement
  - La part consacrée au renouvellement urbain est autour des 30%. Les limites d'urbanisation reprennent la partie actuellement urbanisée. Le développement linéaire est proscrit par le PLu et la zone d'extension se fait dans une logique globale visant à reconnecter le cœur de ville à la zone d'activité.
  - Le PLu intègre une densité minimale brute de 50 logements/ha dans la zone d'extension visant ainsi la densification.
  - La commune ne compte pas de friche, juste des dents creuses que le PLU intègre dans son projet de densification tout en protégeant les cœurs d'îlot.

#### **B. Faciliter la réalisation des parcours résidentiels**

- b.1. Renouveler les formes d'habitat
- b.2. Proposer des programmes de logements diversifiés
- b.3. Améliorer l'attractivité du parc de logements anciens
  - Le PLu intègre au travers des orientations d'aménagement 30% de logements aidés et 90 % de logements denses.

#### **C. Organiser un développement économique équilibré**

- c.1. Promouvoir un développement économique facteur de mixité et d'intensité
- c.2. Coordonner l'offre économique
- c.3. Créer les conditions d'une régulation de l'offre
- c.4. Disposer d'une offre de qualité
  - Le PLu permet l'implantation de commerces et d'activités dans la partie urbanisée

#### **D. Doter le Grand Amiénois d'un réseau d'équipements et de services structurants**

- d.1. Organiser de véritables bassins de vie locaux
- d.2. Accroître la qualité résidentielle du Grand Amiénois
  - Le PLu s'est attaché à prendre en considération sa relation avec Amiens et Camon et notamment par la mise en réseau d'équipements intercommunaux.

#### **E. Améliorer l'équipement commercial**

- e.1. Favoriser la proximité entre le commerce et les lieux de vie
- e.2. Organiser un développement cohérent des équipements commerciaux supérieurs à 1 000 m<sup>2</sup> de surface de vente
- e.3. Accroître la qualité urbaine et environnementale des équipements commerciaux situés dans les Zones d'aménagement commercial (ZACOM)
  - Le PLu permet l'implantation de commerces et d'activités dans la partie urbanisée
  - La commune pérennise les zones d'activités existantes

#### **F. Développer l'offre et l'usage des transports collectifs et alternatifs**

- f.1. Créer les conditions d'une mobilité attractive en transports collectifs
- f.2. Favoriser les nouvelles pratiques et l'émergence d'initiatives locales
- f.3. Mettre en œuvre un urbanisme favorable à l'évolution des pratiques de déplacement
  - La commune a pris en considération la proximité de la commune du pôle structurant d'Amiens

#### **G. Préserver et valoriser les richesses naturelles et la biodiversité**

- g.1. Accroître les potentialités écologiques de la trame verte et bleue
- g.2. Intégrer la trame verte et bleue dans les choix d'aménagement et de mise en valeur du territoire
- g.3. Renforcer les liens entre la nature et le territoire
  - Le PLu préserve par le biais du zonage, du recensement au titre du L151-19 les éléments de biodiversité notamment le fond de vallée ainsi que les zones Natura 2000.

## H. Conforter le potentiel agricole du Grand Amiénois

h.1. Concilier développement du territoire et préservation de la vitalité des exploitations agricoles

h.2. Accompagner le monde agricole face aux évolutions et aux nouvelles exigences

- Le PLu en densifiant son tissu préserve les activités agricoles. Les ponctions agricoles sont pensées de façon à être minimale.

## I. Maintenir la qualité des paysages et du cadre de vie

i.1. Conforter le paysage en tant que facteur d'identité et de qualité du cadre de vie

i.2. Protéger et valoriser le patrimoine identitaire remarquable

- Le PLu préserve par le biais du zonage, du recensement au titre du L151-19 les éléments d'identité paysagère et de biodiversité . Le PLu préserve aussi les zones Natura 2000.

## J. Valoriser et gérer les ressources du territoire

j.1. Préserver la ressource en eau

j.2. Développer l'autonomie énergétique du territoire

- Le PLu permet les énergies renouvelables

## K. Limiter l'exposition des personnes et des biens aux risques et nuisances

k.1. Intégrer les risques naturels dans les choix d'aménagement du territoire

k.2. Prévenir les risques technologiques et assurer la santé publique

- Le PLu préserve les zones à risque en reprenant notamment les orientations du PPri et en préservant les zones à dominante humide.

## Plan Local de l'Habitat :

Le PLu est compatible avec le PLH en prévoyant 30% de logements aidés à la fois dans le tissu au grès des opération mais aussi dans les opérations communales .

## PPri :

Le PLU a intégré les dispositions du PPri en préservant notamment de l'urbanisation les zones à risques (identifiées en rouge au PPri) et en introduisant dans le règlement les dispositions réglementaires du PPri.

Le PLu est compatible avec le PPri.

## PDU :

ENJEU ENVIRONNEMENTAL	
"Je bouge pour ma planète" - la qualité de l'environnement et de la santé	
⇒ Réduire les consommations d'énergie fossile et les nuisances pour la santé générées par les déplacements	
1	Promouvoir les énergies alternatives
2	Améliorer la sécurité des déplacements et le respect des limitations de vitesse
3	Poursuivre le partenariat avec Atmo Picardie
4	Identifier puis résorber les points noirs de bruit
⇒ Maîtriser la consommation d'espace et privilégier un développement urbain et économique du territoire favorable à l'usage des modes autres que la voiture individuelle	
5	Densifier l'urbanisation aux abords des gares, des haltes ferroviaires et des stations de tramway
6	Anticiper la desserte multimodale des secteurs de projet
7	Agir sur le stationnement des voitures et des vélos dans les constructions privées

Le PLu reprend l'ensemble des points évoqués dans le PDU notamment en repensant les espaces du cœur de ville permettant ainsi d'offrir une offre diversifiée de logement proche des équipements, services et des transports collectifs. De même, la ZAC Jobard est envisagée en bouclage du transport collectif notamment.



## ENJEU CITOYEN

### "Je me déplace autrement" - les habitudes de déplacements

⇒ Faire évoluer les pratiques de mobilité dans Amiens Métropole en développant l'offre et les possibilités de se déplacer autrement qu'en voiture particulière

- |    |   |
|----|---|
| 8  | Mettre en service une première ligne de tramway en 2018-2019  |
| 9  | Renforcer l'attractivité du nouveau réseau Ametis restructuré en 2013                                     |
| 10 | Moderniser la billettique du réseau Ametis  |
| 11 | Mettre en œuvre le Schéma Directeur d'Aménagements Cyclables  |
| 12 | Favoriser et conforter la pratique de la marche   |
| 13 | Aménager des pôles d'échanges   |
| 14 | Hiérarchiser le réseau de voirie  |
| 15 | Adapter le plan de circulation en tenant compte de l'offre en transports collectifs                       |
| 16 | Optimiser l'utilisation de la rocade, en particulier son tronçon ouest                                    |
| 17 | Réorganiser progressivement l'offre de stationnement à Amiens pour redonner de la place à d'autres usages |
| 18 | Améliorer le contrôle du stationnement à Amiens   |
| 19 | Diversifier et optimiser l'offre de stationnement à l'échelle de l'agglomération                          |

Le PLU prévoit la mise en place de stationnement à la parcelle ainsi qu'un emplacement réservé visant à pérenniser le chemin piétonnier Jobard.  
Le Plu intègre aussi des obligations pour les vélos pour chaque projet.

Le PLu est compatible avec le PDU

### 3- Servitudes d'utilité publique

Le PLU prend en considération les servitudes énumérées et détaillées dans l'annexe spécifique jointe à ce dossier.

## C - Prise en compte du PADD dans les documents graphiques et le règlement

### 1. Zonage et secteurs.

Le règlement et les documents graphiques afférents essaient de «coller» au plus juste des analyses précédentes. Celles-ci ont conduit à une définition des catégories de zones urbaines en relation à la nature du bâti et du paysage urbain qui les définissent.

Ainsi le Plan Local d'Urbanisme prend en compte les données paysagères, environnementales et urbaines présentes.

### 2. Emplacements réservés.

La majorité des emplacements réservés prévus ont pour but la création de desserte. Il est donc proposé que ce fil conducteur devienne un élément de projet communal pour l'avenir.

- la pérennité du chemin piétonnier jobard dont le statut juridique mérite d'être maîtrisé par la commune en concertation avec les exploitants
- création de stationnement en lien avec le cimetière

### 3. Espaces naturels, espaces boisés classés.

**Éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-19° du Code de l'Urbanisme :**

- les ensembles boisés repérés sur document graphique ;
- les éléments particuliers repérés sur document graphique ;
- les vues repérées sur document graphique ;

Ces éléments repérés sont de deux ordres

- soit paysager et environnementaux : représentatifs de l'identité paysagère comme les rideaux "picards", les alignements d'arbres présents dans le tissu. les rideaux participent aussi à la maîtrise des ruissellements.
- soit architecturaux et urbains : éléments bâtis représentatifs de l'identité communale. N'ont pas été repérés les bâtiments pavillonnaires non représentatifs ainsi que les bâtiments trop dénaturés.

## **D - VOLET EAU (compatibilité avec le SDAGE)**

### **SDAGE Artois Picardie**

#### **1- Les eaux usées (orientation 1)**

La commune est desservie par un réseau d'assainissement collectif. Les zones de projet peuvent être raccordées

#### **2-Les eaux pluviales (orientation 2)**

Les zones d'extension ne sont pas situées sur des axes de ruissellement.  
Le PLu préserve de l'urbanisation l'axe de ruissellement situé à l'Est du territoire communal

#### **3-Ressources en eau (orientations 7 et 8)**

Les annexes sanitaires reprennent les éléments traitant de la ressource en eau. Néanmoins la conclusion porte sur le fait que la commune a des réserves en termes de desserte en eau. La défense incendie est satisfaisante.

#### **4- Zones humides (orientations 22, 23, 25, 27 du SDAGE)**

Les zones à dominante humide sont préservées de toute urbanisation par un zonage spécifique Nzh.

#### **5-Les inondations (orientations 14, 17, 18, 21 du SDAGE)**

Le PLU a intégré l'ensemble des éléments du PPri

### **III – Justifications des dispositions du PLU**

Le Plan Local d'Urbanisme détermine les zones d'affectation des terrains selon l'usage principal qui doit être fait ou la nature des activités dominantes qui peuvent s'y exercer.

Ainsi le PLU distingue :

- Les zones urbaines ou zones "U" qui sont les espaces où l'urbanisation est admise.
- Les zones d'extension "AU" affectées aux extensions futures
- La zone agricole affectée aux activités agricoles
- Les zones naturelles et forestières ou zones "N" qui sont les espaces où l'urbanisation n'est pas prévue.

#### **A – La zone urbaine**

La zone urbaine est définie réglementairement par l'article R 123-5 :

*"Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter"*

Cette zone se caractérise par le fait qu'elle est susceptible de recevoir une affectation commandée la suffisance d'équipements publics existants ou en cours de réalisation. Dans ces zones, la collectivité devra les équipements si celle-ci délivre les autorisations prévues pour occuper ou utiliser le sol.

**Elle tient compte des caractéristiques du tissu urbain existant** et des possibilités de développement qu'offrent la voirie et les réseaux divers ainsi que les parcelles restant disponibles.

La commune compte 4 zones urbaines UB, UC, UF, UP et 5 secteurs UBa, UBaa, UCt, UCj et UBj

#### **1-La zone UB**

- **PADD : Constituer une identité urbaine attractive : valoriser le cadre de vie communal au travers d'une identité urbaine plus lisible**

**La zone UB** correspond à l'urbanisation traditionnelle agglomérée le long des différentes voies formant le centre ville et constituant la partie historique et institutionnelle et regroupant pour la plupart des constructions de qualité, formant un ensemble harmonieux. Cette zone est destinée à recevoir des constructions vouées principalement à l'habitation individuelle et collective, aux activités qui en sont le complément normal. De même, elle circonscrit plutôt la partie ancienne dense, ne reprenant pas les parties plus pavillonnaires du territoire.

Cette zone fait apparaître des constructions de qualité architecturale recensées au titre du L151-19.

Les principaux points réglementaires intégrés pour la zone UB répondant à ces objectifs sont :

- Revoir le règlement de façon à le simplifier et à permettre la densification du tissu notamment par les articles 6 et 7.
- Intégrer la nécessité de prévoir du logement aidés
- Éviter les activités non compatibles avec les habitations.
- Favoriser le maintien de la continuité urbaine par la construction à l'alignement qui permet d'assurer une cohérence d'urbanisation dans un tissu plutôt traditionnel.
- Si les corps des bâtiments traditionnels adoptent généralement une implantation à l'alignement sur les différentes voies, pour autant, la diversité architecturale propre à la stratification historique fait que le rapport à la voie est souple et varié -sans être pour autant hétéroclite- ce qui doit être poursuivi dans l'urbanisation contemporaine.
- Toujours dans le but de maintenir la morphologie urbaine en présence, les dispositions réglementaires visent à ce que les constructions principales puissent s'implanter sur les limites séparatives.



- Au-delà d'une bande de 30m correspondant à la bande constructible, la hauteur est limitée de façon à ne pas compromettre la hiérarchie entre espaces urbanisés et les arrières.
- Les règles relatives aux éléments d'aspects extérieurs ont été simplifiées, de façon à favoriser une architecture contemporaine tout en permettant l'utilisation de matériaux écologiques ou une implantation solaire.
- La hauteur du bâti fixée par rapport aux constructions voisines et la maîtrise de la densité permettent le maintien de l'identité du centre ville. Dans le contexte de la loi Alur, le COS a été supprimé.
- En termes de clôtures : elles seront en cohérence avec le type de clôtures trouvées localement.
- Pour répondre à la loi sur l'eau, le rejet des eaux pluviales est interdit, l'infiltration doit se faire à la parcelle.
- Le stationnement est réglementé de façon à accompagner l'urbanisation envisagée, surtout en dehors des voies existantes qui ne permettent pas d'absorber le stationnement.  
Le stationnement lié au commerce est réglementé de façon à pérenniser ou à encourager leur présence dans le centre bourg.
- Des prescriptions particulières sont données pour les éléments identifiés au titre du L151-19, de façon à préserver l'identité communale et notamment les éléments bâtis identifiés et les jardins (cf repérage en annexe)
- Le raccordement au réseau numérique est prévu.

➤ **PADD : Encadrer la croissance démographique et équilibrer l'offre de logements**

Dans le cadre de la densification, des objectifs en termes de logements sociaux sont intégrés de façon à ce que la densification permette la mise en place d'une offre diversifiée.

➤ **PADD : Protéger et valoriser la trame verte et bleue**

Secteur UBi

Du fait de l'urbanisation importante du territoire et au regard de la protection des sites et paysages, les franges et les cœurs d'îlot sont un élément identitaire important que le PLU entend préserver en introduisant le zonage de préservation.

Le secteur UBi regroupe ainsi les fonds de parcelles destinés à limiter l'urbanisation dans ces espaces de transition avec le grand paysage.

Ainsi, seuls sont admis comme aménagements et constructions : les abris dans la limite de 15 m², les extensions à usage d'habitation des constructions existantes dans la limite de 20% de la surface au sol des constructions existantes sur le terrain, à la date d'opposabilité du présent document. Cette dernière disposition vise ainsi à garder le caractère verdoyant des arrières et permet de garder un filtre végétal conforme à la spécificité communale. Cela permet une meilleure insertion paysagère des constructions. Dans cette même logique, la hauteur des constructions est limitée à 3.50m à l'égout de toiture.

Secteur UBa et UBaa

Les secteurs UBa et UBaa circonscrivent le projet de cœur de ville. Dans ce cadre, une étude de programmation a été conduite. La distinction entre les deux secteurs est liée à la constructibilité du secteur UBa et au réaménagement du secteur UBaa.

Suite à la Commission d'urbanisme du 05 juillet 2011, **la commune a validé les principes du Schéma Directeur du projet :**

**- Relier le Nord, le Sud et l'extrême sud :**

- Création d'un parcours au sein des hortillonnages par des aménagements doux (piétons et cycles) pour pouvoir atteindre la ZAC Gare La Vallée à Amiens,
- Valorisation de la Rue Baudrez qui s'accompagnera d'un réaménagement.
- **Révéler l'identité paysagère de Rivery au sein du territoire :**
- Valorisation des hortillonnages

- Création d'une coulée verte Nord Sud par le réaménagement des espaces publics du cœur de ville : traitement paysager, valorisation des espaces piétons,
  - Création d'un parc urbain.
  - **Affirmer et dynamiser le cœur de ville, Affirmer la centralité le long des axes de desserte et notamment la RD1 :**
  - Implantation de commerces en alignement sur l'axe, accompagnés d'un espace public structurant
  - Préservation et valorisation des équipements structurants
  - Implantation d'un nouvel équipement intégrant la Maison pour Tous et la Bibliothèque au sein du cœur de ville.
  - **Apporter de la mixité sociale, et fonctionnelle, densité et formes urbaines accessibles à tous**
  - Réorganisation de l'îlot : découpe en plusieurs îlots de dimensions urbaines.
  - Développement d'un quartier durable (déplacements doux, constructions environnementales, gestion des eaux pluviales, etc.)
- Ce secteur fait donc l'objet d'orientation d'aménagement

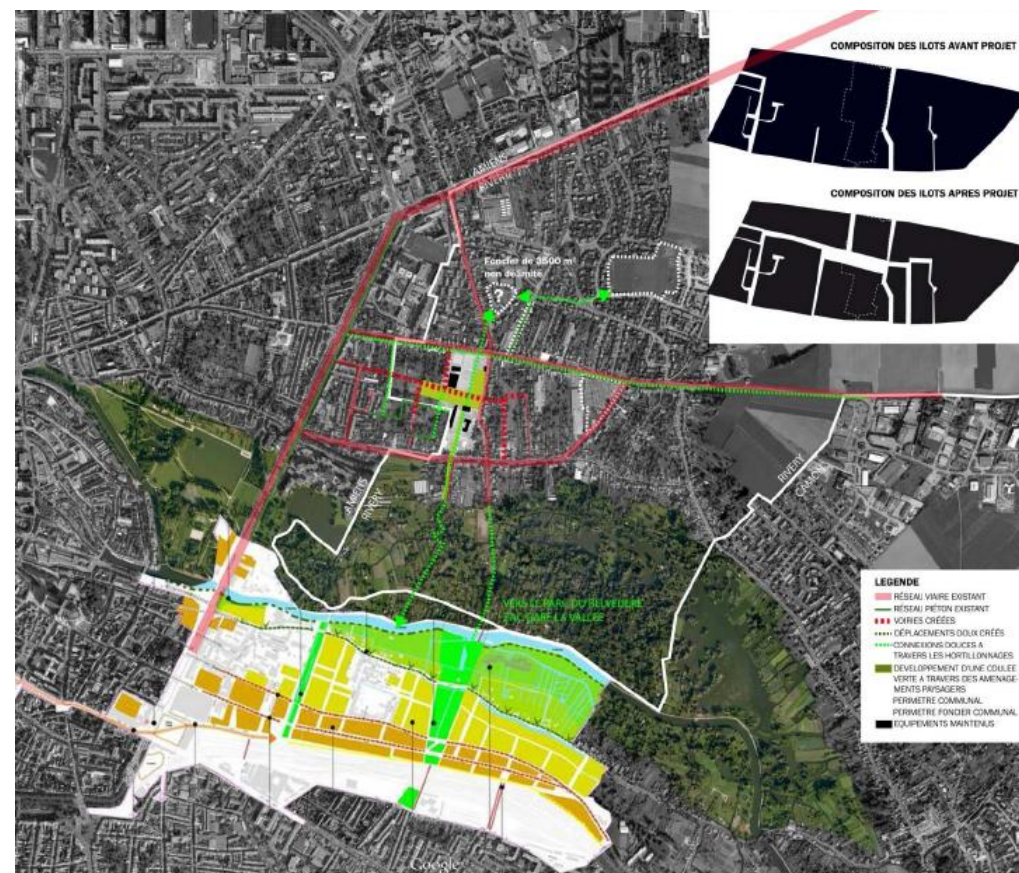
#### Prise en compte du projet urbain et paysager dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Les OAP fixées sur cette zone de densification visent à proposer une recomposition de ce secteur en relation directe avec l'étude menée qui soit cohérente avec le PADD.

L'objet est aussi de proposer un bouclage avec les voies limitrophes tout en repensant les accès, de façon à proposer une offre différenciée en termes de déplacements et de conforter le pôle de la mairie et des équipements.

Le projet de cette zone de densification vise à accueillir une offre mixte en cohérence avec les prescriptions du Scot.

#### *Schéma d'aménagement tiré de l'étude du cœur de Ville (Archeture et Verdi)*

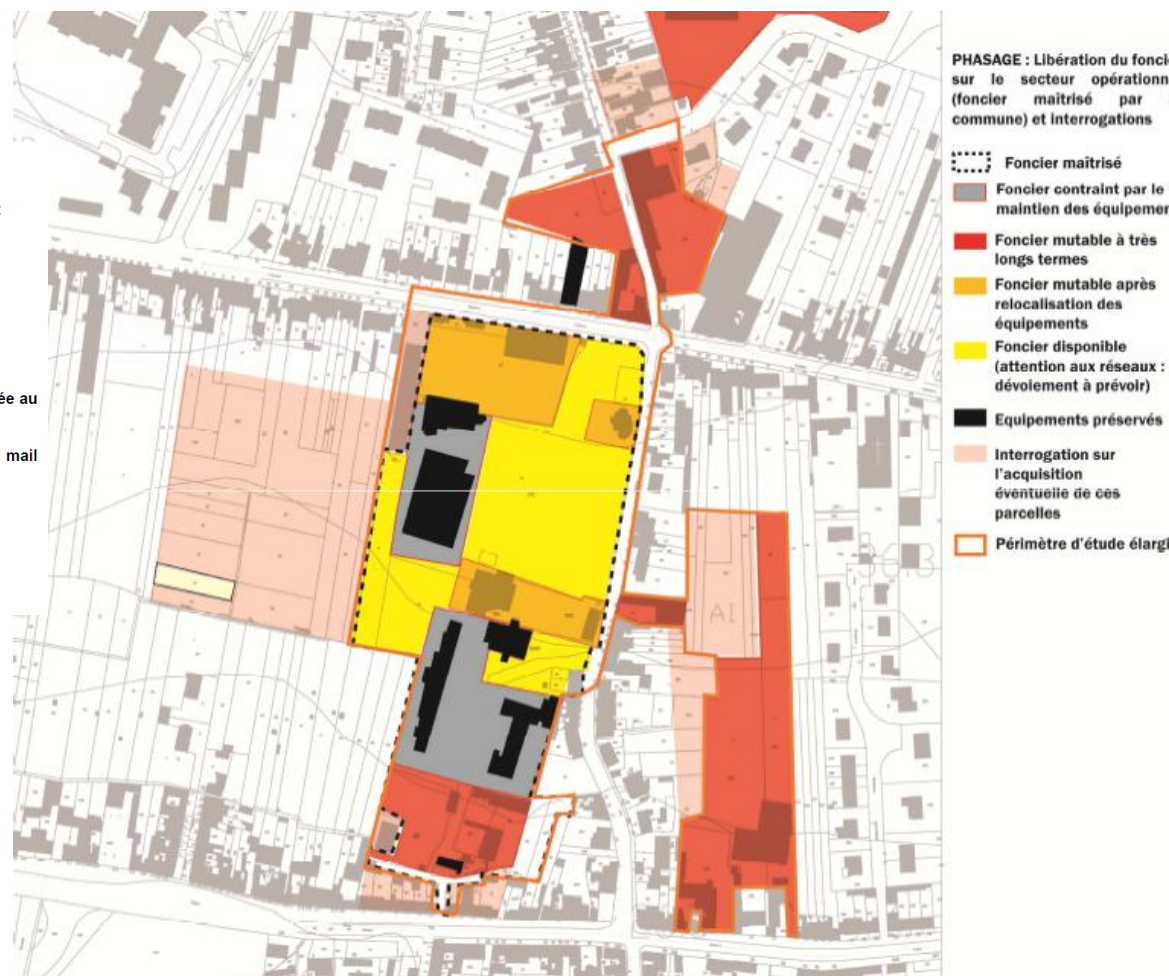


*tiré de l'étude du cœur de Ville (Archeture et Verdi)*

## ❑ LE CŒUR DE VILLE

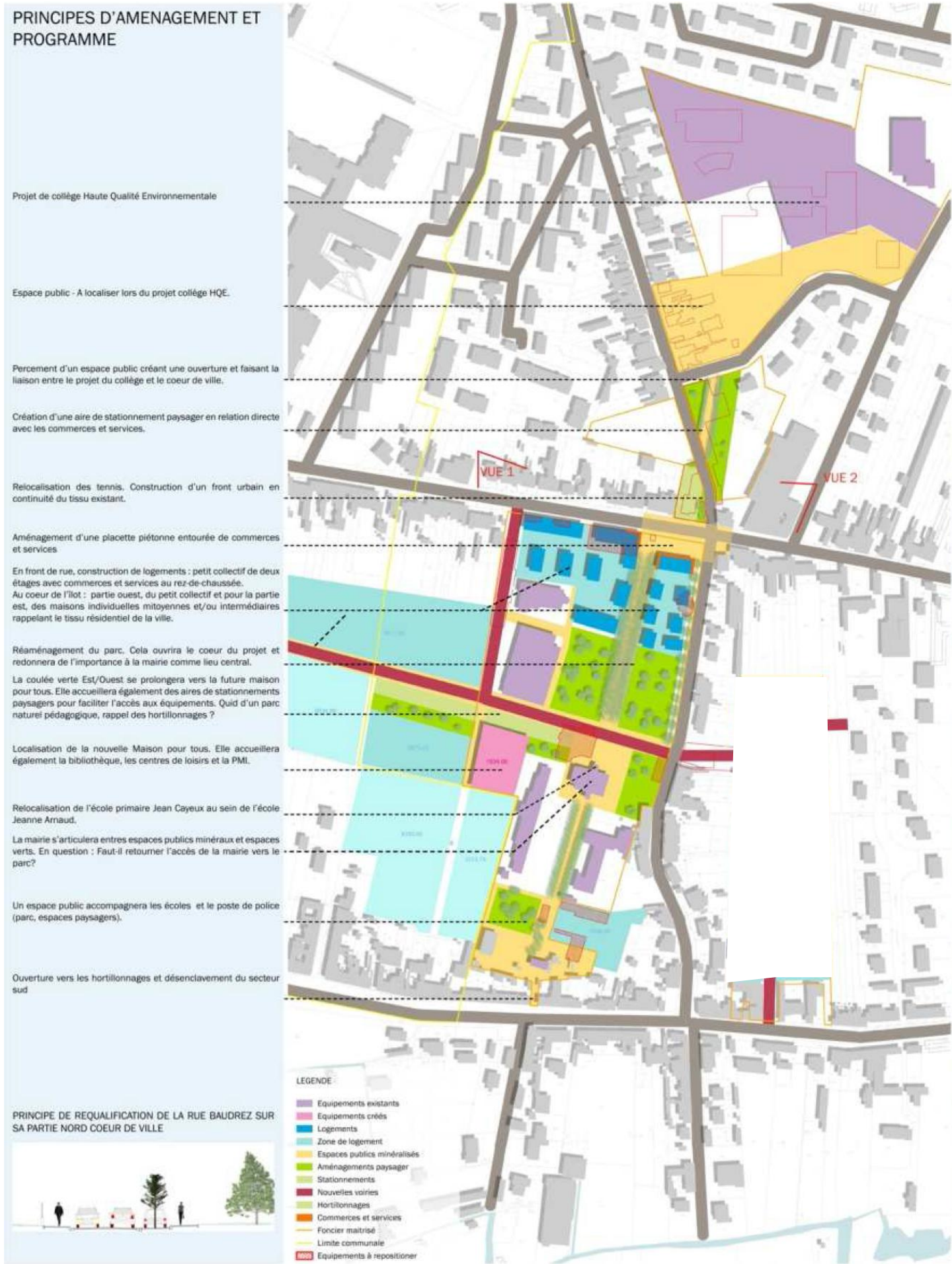
Suite à la Commission d'urbanisme du 05 juillet 2011, la commune a validé **LES ACTIONS SUIVANTES** :

- ❑ La préservation de l'axe piétonnier Nord / sud existant
- ❑ La conservation d'un « parc » accueillant
- ❑ L'aménagement d'une placette devant la mairie avec stationnement limité dans le temps
- ❑ L'implantation de la Maisons Pour Tous sur la parcelle AI48 malgré les contraintes évoquées
- ❑ La relocalisation au sein de l'école Jeanne Arnaud de l'école Jean Cayeux actuellement localisée au sein de la Mairie : Réaménagement ou extension
- ❑ Le traitement du secteur de l'école : maintien des principes actuels mais réaménagement du mail central en un véritable mail piéton
- ❑ L'Ouverture du secteur sud sur la Rue Robert Petit vers les hortillonnages
- ❑ Le retournement possible de la Mairie sur le Parc
- ❑ Le déplacement de la PMI uniquement si nécessaire





tiré de l'étude du cœur de Ville (Archeture et Verdi)



## 2-La zone UC

- **PADD : Constituer une identité urbaine attractive : valoriser le cadre de vie communal au travers d'une identité urbaine plus lisible**

La zone UC correspond à l'urbanisation plus récente en extension. Cette zone est destinée à recevoir des constructions destinées à l'habitation individuelle ou collective et des activités qui en sont le complément normal.

Cette zone circonscrit le tissu urbanisé en s'arrêtant aux dernières constructions formant la limite urbaine. Cette zone comprend en outre les dents creuses repérées, destinées à être densifiées.

En zone UC, le règlement conforte le tissu moins dense en intégrant des points tels que :

- Comme en zone UC, le règlement a été simplifié.
- Éviter les activités non compatibles avec les habitations.
- Si la construction n'est pas à l'alignement, un retrait de 5m à 7m permet d'assurer une cohérence d'urbanisation.

Si les corps des bâtiments traditionnels adoptent généralement une implantation à l'alignement sur les différentes voies, pour autant la diversité architecturale fait que le rapport à la voie est souple et varié -sans être pour autant hétéroclite- ce qui doit être poursuivi dans l'urbanisation contemporaine.

- Toujours dans le but de maintenir la morphologie urbaine en présence, les dispositions réglementaires visent à ce que les constructions principales puissent s'implanter sur les limites séparatives.
- Au-delà d'une bande de 30m qui correspond à la bande constructible, la hauteur est limitée de façon à ne pas compromettre la hiérarchie entre espaces urbanisés et les arrières.
- Les règles relatives aux éléments d'aspects extérieurs ont été simplifiées de façon à favoriser une architecture contemporaine tout en permettant l'utilisation de matériaux écologiques ou une implantation solaire.
- La hauteur du bâti fixé par rapport aux constructions voisines et la maîtrise de la densité permettent le maintien de la cohérence urbaine. Dans le contexte de la loi Alur, le COS a été supprimé et remplacé par un pourcentage d'occupation de la parcelle qui permet de gérer la densité en relation avec le tissu en présence et favorise l'infiltration à la parcelle.
- Le stationnement est réglementé de façon à accompagner cette urbanisation.

- Des prescriptions particulières sont données pour les éléments identifiés au titre du L151-19, de façon à préserver l'identité communale et notamment les éléments bâtis identifiés et les jardins (cf repérage en annexe)
- Le raccordement au réseau numérique est prévu.

- **PADD : Encadrer la croissance démographique et équilibrer l'offre de logements**

Dans le cadre de la densification, des objectifs en termes de logements sociaux de façon à ce que la densification permette la mise en place d'une offre diversifiée.

- **PADD : Protéger et valoriser la trame verte et bleue**

### Secteur UCj

Du fait de l'urbanisation importante du territoire et au regard de la protection des sites et paysages, les franges et les cœurs d'îlot sont un élément identitaire important que le PLU entend préserver en introduisant le zonage de préservation.

Le secteur UCj regroupe ainsi les fonds de parcelles destinés à limiter l'urbanisation dans ces espaces de transition avec le grand paysage.

Ainsi, seuls sont admis comme aménagements et constructions : les abris dans la limite de 15 m², les extensions à usage d'habitation des constructions existantes dans la limite de 20% de la surface au sol des constructions existantes sur le terrain, à la date d'opposabilité du présent document. Cette dernière disposition vise ainsi à garder le caractère verdoyant des arrières et permet de garder un filtre végétal conforme à la spécificité communale. Cela permet une meilleure insertion paysagère des constructions. Dans cette même logique, la hauteur des constructions est limitée à 3.50m à l'égout de toiture.

### Secteur UCt

Cette zone comprend un secteur UCt reprenant les équipements publics qui fait l'objet de prescriptions particulières visant à conforter les pôles d'équipements publics existants.



### 3-La zone UF

➤ **PADD : Permettre la pérennisation des activités économiques**

Les zones UF accueillent des activités économiques essentiellement commerciales, artisanales d'échelle communale et intercommunale.

Il s'agit d'une zone urbaine destinée à regrouper les établissements et activités déjà existants dans le Nord ou dans la partie urbanisée du territoire communal. Ses délimitations tiennent compte des activités existantes et de leurs éventuelles densifications.

Les objectifs poursuivis par le tracé et le règlement de cette zone visent à :

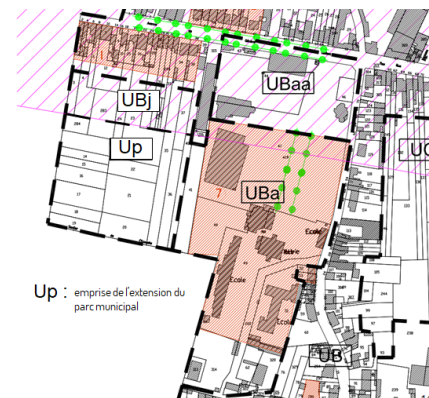
- Maintenir l'emploi à l'échelle intercommunale comme dans l'enveloppe urbaine.
- Localiser les secteurs d'activités en périphérie des zones d'habitat.
- Favoriser la desserte et permettre aux entreprises de bénéficier d'une position géographique stratégique pour leur activité (accès proche de la rocade).
- Permettre aux activités en place de bénéficier d'un règlement adapté à leurs besoins, tout en autorisant d'éventuelles extensions, sans apporter de nuisances aux zones d'habitat adjacentes.
- Le raccordement au réseau numérique est prévu.

#### La zone UP :

Cette zone est constituée par des espaces naturels où les possibilités d'utilisation du sol sont limitées en raison de la qualité du paysage et des éléments bâtis et naturels qui le composent.







Composée à l'origine de fonds de jardins, la vocation de cette zone est d'accueillir l'extension du parc municipal.

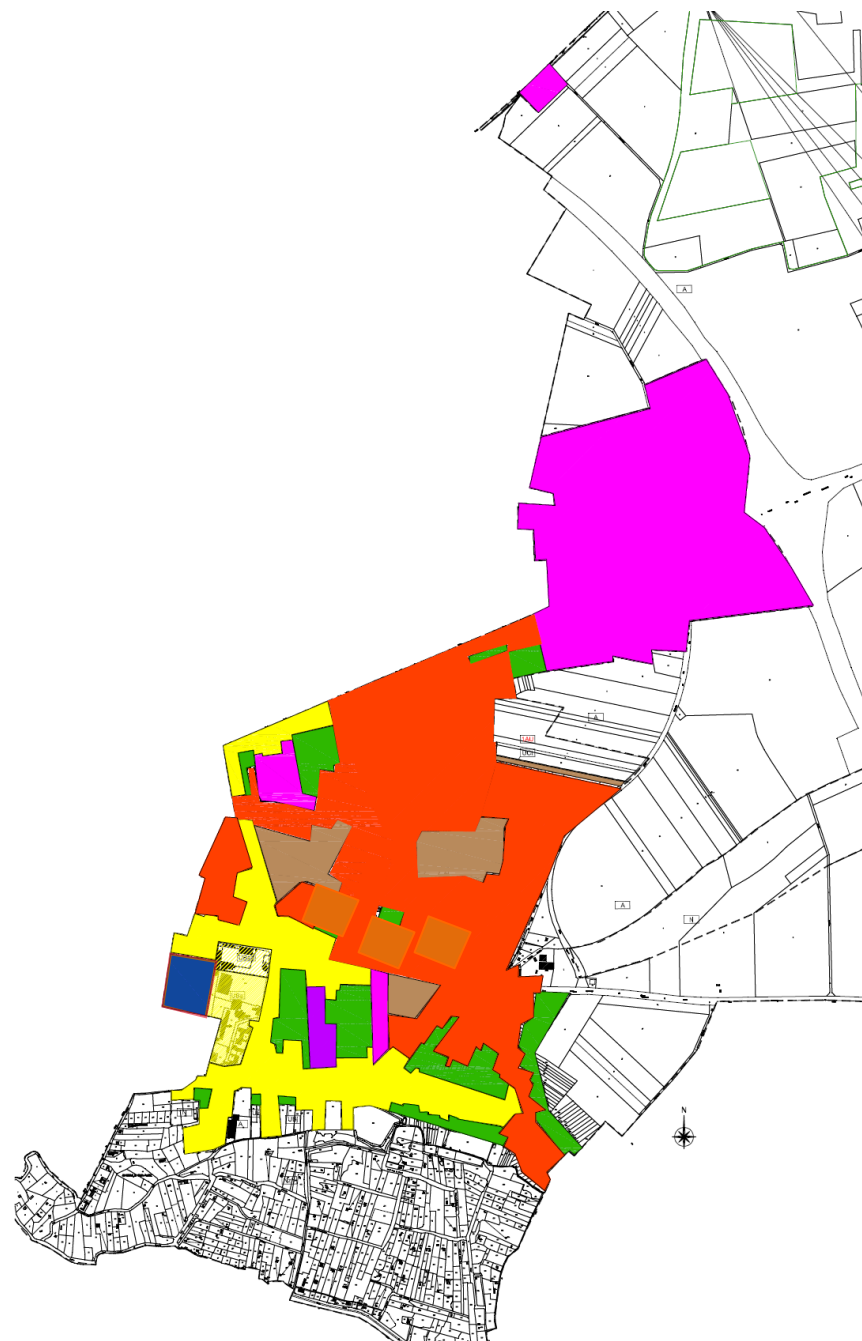
L'extension visée porte sur une superficie de 13 600 m<sup>2</sup>, dont environ 2 100m<sup>2</sup> qui sont propriétés de la commune.





**La zone U**

	UB
	UC
	UF
	UCt
	UBj/UCj
	UP



## Récapitulatif des justifications du règlement pour les zones urbaines

Zone/règlement	UB	UBa	UBaa	UBj
Art 1	Interdire les occupations non compatibles avec les habitations Intégrer le PPri	Secteurs soumis à des orientations d'aménagement		
Art 2	Permettre les activités compatibles avec les habitations Intégrer la mixité	Permet les équipements publics (en lien avec le projet cœur de ville)	Intègre le projet de constructions de cœur de ville	Préserver les espaces de jardin et de frange
Art 3	Prévoir et définir les accès nécessaires à la desserte			
Art 4	Gérer les réseaux en fonction des occupations et des différents types de réseaux Favoriser l'infiltration à la parcelle			
Art 6	Favoriser la continuité urbaine dans la logique du centre (bande constructible de 30m)	Implantation souple liée aux équipements	Implantation souple liée au projet cœur de ville	
Art 7	Favoriser la densification du tissu sans compromettre l'identité du secteur	Implantation souple liée aux équipements	Implantation souple liée au projet cœur de ville	Permettre les constructions de jardin en limite
Art 9	Favorise l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle			
Art 10	Hauteur similaire au tissu en présence			Hauteur moindre liée au cœur d'îlot et aux franges
Art 11	Recherche de cohérence avec l'identité communale			
Art 12	Favoriser le stationnement sur la parcelle			
Art 13	Favoriser la plantation des espaces libres			
Art 16	Favoriser le raccordement aux réseaux électroniques			

## Récapitulatif des justifications du règlement pour les zones urbaines

Zone/règlement	UC	UCt	UCj	UF
Art 1	Interdire les occupations non compatibles avec les habitations Intégrer le PPri			Interdire les occupations non compatibles avec les activités
Art 2	Permettre les activités compatibles avec les habitations Intégrer la mixité	Pérennise les équipements publics	Préserver les espaces de jardin et de frange	
Art 3	Prévoir et définir les accès nécessaires à la desserte			
Art 4	Gérer les réseaux en fonction des occupations et des différents types de réseaux			
	Favoriser l'infiltration à la parcelle			
Art 6	Favoriser la continuité urbaine dans la logique du secteur pavillonnaire (bande constructible de 30m)	Implantation souple liée aux équipements		Permet l'implantation des activités existantes
Art 7	Favoriser la densification du tissu sans compromettre l'identité du secteur	Implantation souple liée aux équipements	Permettre les constructions de jardin en limite	Favoriser la densification du tissu sans compromettre les activités
Art 9	Favorise l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle			
Art 10	Hauteur similaire au tissu en présence		Hauteur moindre liée au cœur d'îlot et aux franges	Hauteur en relation avec les activités
Art 11	Maintien d'une cohérence communale en relation avec UB			Permet l'intégration des activités
Art 12	Favoriser le stationnement sur la parcelle			
Art 13	Favoriser la plantation des espaces libres			
Art 16	Favoriser le raccordement aux réseaux électroniques			

La **zone UP** bénéficie d'un règlement spécifique, compte tenu de sa fonction. Seuls les articles utiles sont renseignés. L'objectif est d'encadrer l'aménagement du futur parc en limitant les constructions autorisées. Ainsi sur cette zone, seuls sont admis :

- Les travaux d'aménagement du Parc tels que l'aménagement d'espaces paysagers, d'aires de jeux.
- La construction ou l'installation de structures légères de types kiosque, toilettes.
- Les aires de stationnement de véhicules dès lors qu'elles s'insèrent dans le paysage



## **B – Les zones d'extension**

Les zones à urbaniser, dites zone AU sont définies réglementairement à l'article R 123-6 du code de l'urbanisme :

*"Les zones à urbaniser sont dites " zones AU ". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.*

*Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévue par les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.*

*Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, son ouverture à l'urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du plan local d'urbanisme"*

Il s'agit de parties du territoire peu équipées qui sont susceptibles de mutation à court terme ou à moyen terme.

Il faut néanmoins insister sur le fait que l'ouverture à l'urbanisation de tous ces terrains nécessite à la fois un projet d'ensemble mais aussi qu'une étude spécifique à chaque secteur soit menée concernant l'assainissement des eaux pluviales.

Le choix de ces zones a été fait dans le cadre d'un projet global combinant à la fois, les données paysagères (le moins d'incidence possible), les données du réseau (raccordement aisé), les accès à la structure viaire existante à proximité, la proximité des institutions, les données environnementales, les divers contraintes et risques, la prise en compte des déplacements locaux...

La commune compte 1 zone AU et 1 secteur 1AUt.

### **1) la zone 1AU : ZAC Jobard à l'Est**

Le secteur Jobard, en continuité de lotissements et sur l'arrière de la zone d'activités, à proximité du collège et d'équipements sportifs et de loisirs, constitue une opportunité d'urbanisation et de développement pour Rivery.

Le site dispose de nombreux accès, notamment vers la RD Amiens – Albert, le centre ville de Rivery et la zone d'activités de la Haute Borne.

Son urbanisation permettra de remailler cette partie de la ville, en connectant plusieurs voies en impasse, en hiérarchisant les voies créées.



Le projet souhaite distinguer trois types de circulation :

- Une voirie structurante qui à terme traverse de part en part le secteur d'extension. Son traitement assure une lisibilité et une hiérarchie avec les autres voies.
- Les voiries secondaires servant de transit local entre quartiers
- Les voiries piétonnes qui permettent de reconnecter le secteur au chemin Jobard

La topographie des lieux nécessite une attention particulière concernant notamment le ruissellement.

Le point bas en secteur UCt permettra de récolter les eaux pluviales en point bas. Ce traitement des eaux pluviales permet d'assurer la transition avec le quartier d'habitation en partie Sud.

De la même façon, les voiries seront support à un traitement des eaux pluviales.

Le règlement vise à inscrire cette urbanisation dans la logique du quartier environnant. Il reprend les éléments constitutifs de la zone U tout en favorisant la densité urbaine, la gestion des franges et la mise en place d'un projet global.

#### Prise en compte du projet urbain et paysager dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les OAP fixées sur cette zone de densification visent à proposer une urbanisation qui soit cohérente avec le PADD à savoir rester à proximité des équipements en favorisant une accroche sur les voies existantes, dans le cadre de la densification de ce secteur.

Aussi, dans les orientations d'aménagement, le fond de parcelle fait l'objet de prescriptions particulières permettant la gestion des franges.

L'objet est aussi de proposer un bouclage notamment piétonnier vers la salle communale.

Le projet de la zone de densification vise à accueillir une densité de logements en cohérence avec les prescriptions du Scot



Commune de Rivery - Mise en valeur du chemin Jobart  
Rocher Rouge paysagistes

Séquence 3 – Plateau est  
novembre 2010



Commune de Rivery - Mise en valeur du chemin Jobart  
Rocher Rouge paysagistes

Séquence 3 – Plateau est  
novembre 2010

*propositions d'aménagement du Chemin Jobard*



## **2) la zone 1AUt : le projet d'intérêt général lié au transport collectif d'Amiens Métropole**

Amiens Métropole est l'Autorité Organisatrice des Transports en charge de la mise en œuvre de la politique de déplacements sur son territoire.

Amiens Métropole place une forte ambition dans le développement de l'offre de déplacements urbains alternative à la voiture individuelle, et souhaite en particulier dynamiser son réseau de bus dont la fréquentation est sensiblement inférieure à celle de réseaux comparables. C'est dans ce contexte que le projet de BHNS entend engager un profond bouleversement dans les pratiques modales locales.

Réseau particulièrement dynamique il y a vingt ans, le réseau AMETIS a été profondément marqué par une longue période de régression de sa fréquentation.

L'arrivée d'un nouvel exploitant et la restructuration du réseau de bus en janvier 2013 a permis d'inverser cette tendance en proposant une offre plus lisible et hiérarchisée, ainsi qu'un cadencement à 10 minutes de 4 lignes principales (les LIANES).<sup>10</sup>

Alors que le réseau de bus s'est longtemps limité à une clientèle captive, l'enjeu du projet de B.H.N.S. sera de poursuivre ce renouveau en proposant un nouveau gap d'attractivité du réseau de bus.

Depuis plus de 30 ans, les agglomérations ont investi dans des systèmes de Transports en Commun en Site Propre et en ont observé les résultats en matière d'usage des transports publics. Dans le même temps, le réseau AMETIS, qui n'a investi que ponctuellement dans des aménagements en faveur des bus a observé les résultats inverses. Compte tenu de ce constat partagé, la nécessité de voir émerger une offre de transport de qualité sur Amiens Métropole est désormais une volonté largement partagée.

Le projet s'est donc orienté vers un véritable réseau de lignes de bus à haut niveau de service structuré autour de 3 lignes irrigant l'agglomération sur plus de 45 km.

Dans ce contexte, un nouveau dépôt de bus doit être réalisé pour assumer l'augmentation du parc de bus induite par l'opération de BHNS et les nouveaux modes d'alimentation énergétique des bus.

Le site privilégié, situé à l'arrière de la ZA de la Haute Borne, a été choisi suite à une analyse comparative réalisée avec 5 autres sites sur le territoire d'Amiens Métropole. Les critères de choix étaient notamment le volet

foncier et réglementaire, le volet urbain et social, et le volet financier (calcul du coût d'exploitation du réseau selon la distance dite de « haut le pied »).

### Orientations programmatiques

La présente opération consiste à réaliser, dans le cadre de l'évolution du réseau de T.C.S.P. de l'agglomération amiénoise, un dépôt de bus destiné à assurer :

- le remisage de l'ensemble du matériel roulant, ancien et nouveau,
- la maintenance dudit matériel roulant,
- la maintenance des exploitations fixes comprenant l'ensemble des équipements et des infrastructures du réseau de transport,
- la prise de service des conducteurs,
- la gestion technique et administrative de l'exploitation du réseau.
- L'alimentation énergétique des bus.

En décembre 2014, le parc de bus était composé de 137 véhicules répartis comme suit :

- 10 MIDI
- 95 STANDARDS
- 27 ARTICLES
- 5 MINIBUS

Par ailleurs, Amiens métropole a pour projet d'acquiescer durant le 1<sup>er</sup> semestre 2015, 3 ou 4 minibus électriques, en remplacement des minibus actuels.

Le dimensionnement général du dépôt sera établi dans l'hypothèse d'un parc à l'horizon 2030 de 190 véhicules, avec une première étape en 2018 de 160

Le nouveau dépôt de bus comprendra les principales fonctions suivantes :

- la station-service pour les opérations de contrôle et de maintenance quotidiennes, (lavage extérieur, nettoyage intérieur, pleins de carburants et de consommables,... Il convient de préciser qu'Amiens Métropole a engagé une réflexion visant à retenir un matériel roulant spécifiquement réservé à l'exploitation des lignes de BHNS, et ne fonctionnant pas au tout diesel alors qu'aujourd'hui le réseau est intégralement exploité avec un parc de véhicules à motorisation diesel . Le GNV, l'hybride électrique et l'alimentation électrique des bus à certains points d'arrêt et au futur dépôt sont des solutions envisagées à ce jour ;
- le remisage du matériel roulant, des véhicules de services, d'intervention et d'entretien constitutif du parc actuel ;
- le remisage du matériel roulant, des véhicules de services, d'intervention et d'entretien qui viendront renforcer le parc actuel à l'horizon 2030 ;
- l'atelier de maintenance du matériel roulant, en vue de :

<sup>10</sup> Keolis est actuellement l'exploitant du réseau AMETIS, le renouvellement de la DSP aura lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2018.



- ◆ la préparation au contrôle technique réglementaire,
- ◆ le nettoyage des compartiments moteurs et du châssis,
- ◆ la maintenance préventive (calendaire et kilométrique) des autobus,
- ◆ la maintenance des organes déposés,
- ◆ les travaux de carrosserie et sur polyester, avec passage en tunnel de peinture,
- ◆ La ligne de contrôle pour la préparation au contrôle technique et le contrôle des organes sécuritaires,
- ◆ l'examen de la partie sous les bus via un pont élévateur ;
- les locaux d'exploitation intégrant la prise de service des conducteurs, l'unité PCC, le SAIEV et les services centraux du délégataire (direction, service RH, service RH, service administratif et financier, service marketing, etc...) ;
- des locaux de détente pour le personnel d'exploitation et de maintenance ;
- le poste de garde ;
- les locaux sociaux ;
- le parking des véhicules du personnel de conduite, du personnel administratif et des visiteurs ;
- le parking des véhicules du personnel de maintenance et matériels de service ;
- les zones de manœuvre pour les camions lors des livraisons des équipements et du magasin ;
- les bâtiments et les zones de remisage nécessaires à la maintenance des installations fixes (achat approvisionnement et stockage des pièces de consommation et de rechange) ;

Chaque fonction du dépôt sera implantée de manière à simplifier et clarifier au mieux les flux de circulations routière et piétonne.

#### Localisation

Le terrain du dépôt de bus actuel, situé 45 rue Dejean à Amiens, inclus dans le périmètre de la ZAC Gare la Vallée, est trop exigu pour assumer les évolutions du parc induites par le projet de BHNS.

De plus, dans le cadre de cette opération de rénovation / requalification urbaine, il est projeté de valoriser ce site en le cédant à l'aménageur auquel Amiens Métropole a confié une convention publique d'aménagement.

Une emprise foncière, située rue Paul Emile Victor à Rivery, derrière la Zone d'Activités de la Haute Borne, a été identifiée pour accueillir ce nouvel équipement.

Ce site fait actuellement l'objet d'études de faisabilité en termes de maîtrise foncière, de contraintes archéologiques, techniques et environnementales.

#### Prise en compte du projet urbain et paysager dans les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les OAP fixées sur cette zone de projet d'intérêt général visent à garantir l'insertion par rapport au grand paysage. En limite Ouest le projet peut être amené à s'étendre sur le territoire d'Amiens.

Aussi, dans les orientations d'aménagement, l'accès principal se fera en piquage sur l'emprise publique existante.

Zone/règlement	1AU	1AUt
Art 1	Interdire les occupations non compatibles avec les futures habitations	
Art 2	<p>Zones soumises aux orientations d'aménagement</p> <p>Permettre les activités compatibles avec les habitations</p> <p>Densité compatible avec le Scot</p> <p>Permettre la réalisation de logements aidés.</p>	<p>Permettre la mise en place du projet d'intérêt général lié au transport collectif d'Amiens Métropole</p> <p>Des orientations d'aménagement accompagnent le projet</p>
Art 3	<p>Prévoir et définir les accès nécessaires à la desserte</p> <p>Gérer les réseaux en fonction des occupations et des différents types de réseaux</p> <p>Favoriser l'infiltration à la parcelle</p> <p>Favoriser la continuité urbaine dans une logique de souplesse</p>	
Art 4		
Art 6		
Art 7	Favoriser la densification du tissu sans compromettre l'identité du secteur	Favoriser la continuité urbaine dans une logique de souplesse
Art 8	Gérer le risque incendie	
Art 9	L'emprise au sol permet l'infiltration à la parcelle	
Art 10	Hauteur similaire au tissu en présence recherche de cohérence avec le tissu limitrophe	
Art 11	Recherche de cohérence avec le tissu limitrophe	
Art 12	Favoriser le stationnement sur la parcelle	
Art 13	Favoriser la plantation des espaces libres	
Art 16	Favoriser le raccordement aux réseaux électroniques	

## C – La zone agricole

La zone agricole est définie réglementairement à l'article R 123-7 du code de l'urbanisme.

*Les zones agricoles sont dites " zones A ". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.*

*En zone A peuvent seules être autorisées :*

— les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ;

— les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

*En zone A est également autorisé en application du 2° de l'article R.\* 123-12, le changement de destination des bâtiments agricoles identifiés dans les documents graphiques du règlement.*

### ➤ - PADD : Préserver l'activité agricole

Cette zone couvre les espaces à vocation agricole où seuls les bâtiments à usage agricole et les bâtiments intégrés au siège de l'exploitation sont autorisés. Elle protège à la fois l'activité agricole et le paysage rural naturel.

Cette zone comprend des terrains peu ou non équipés, doublement protégés par le Plan Local d'Urbanisme en raison de leur valeur économique agricole et de leur valeur paysagère.

Les constructions susceptibles d'y être autorisées sont directement nécessaires aux besoins de l'activité agricole qui s'y développe, et sont soumises à une servitude d'aspect, en raison d'impératifs de protection du paysage.

Le règlement incite ainsi la construction des maisons d'habitation en relation directe avec l'exploitation afin de ne pas proposer un mitage paysager souvent désastreux.

Afin de favoriser l'intégration des nouveaux sièges d'exploitation agricoles, une attention toute particulière doit être portée à l'implantation des

constructions tant à l'usage agricole que des habitations. Aussi, on pourra faire référence aux fiches du SDAP (Service départemental d'architecture et du patrimoine) concernant l'insertion des constructions dans le site.



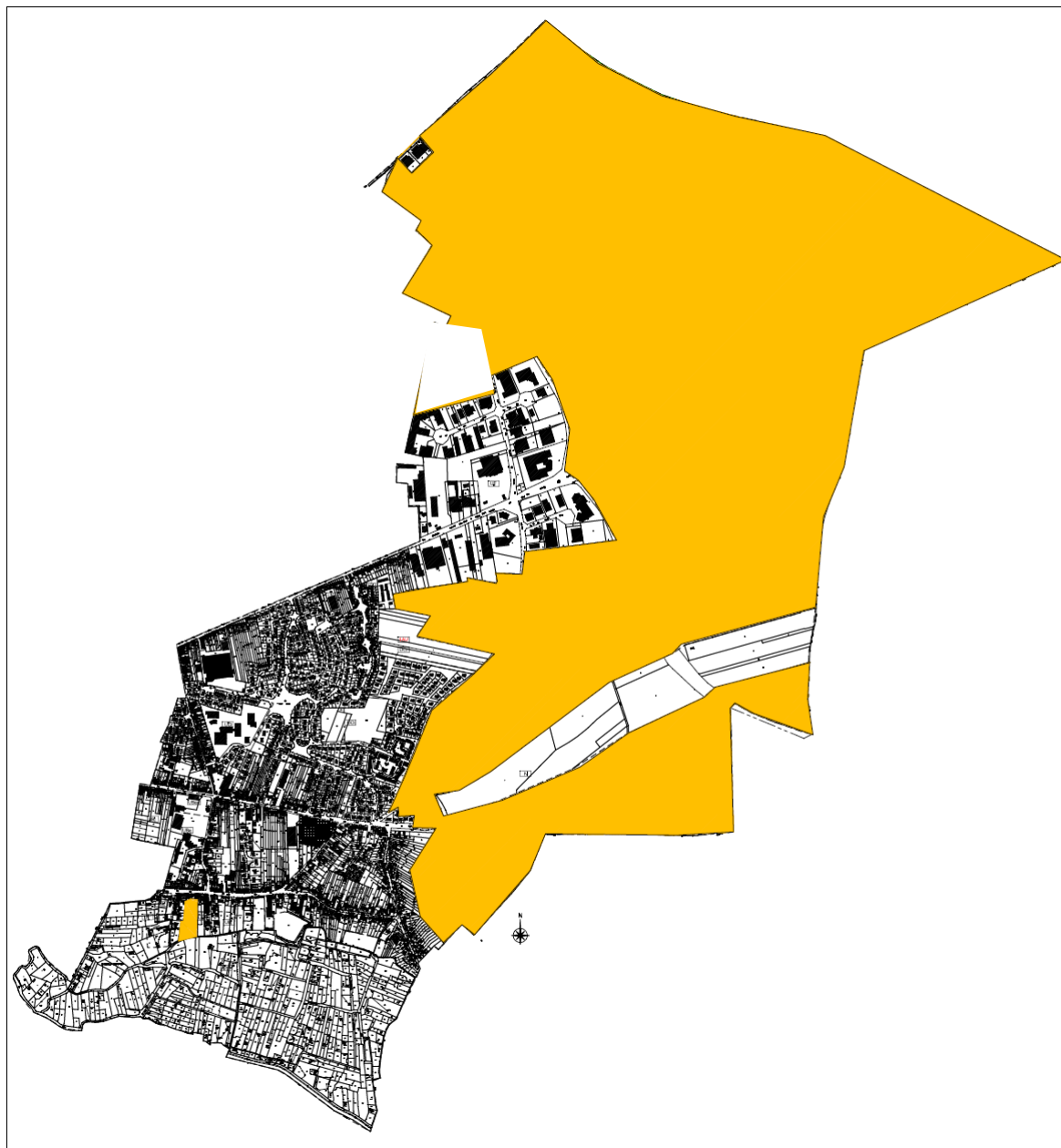
La zone agricole préserve aussi les activités au bord des hortillonnages qui ont une spécificité plutôt maraîchères

### ➤ PADD : Le projet intègre les risques et les nuisances

Le long de la route de Corbie, tout nouvel accès est interdit de façon à ne pas rajouter du risque sur une route très passante



**Zone agricole du PLU**



## **D – La zone naturelle et forestière**

"La zone naturelle et forestière est définie réglementairement à l'article R 123-8 du code de l'urbanisme :

*Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :*

- a) Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;*
- b) Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;*
- c) Soit de leur caractère d'espaces naturels.*

*En zone N, peuvent seules être autorisées :*

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;*
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.*

### **➤ PADD : Protéger et valoriser la trame verte et bleue**

Le PLU reconduit les parties du territoire qu'il convient de protéger en raison de la qualité ou de la fragilité des espaces naturels. C'est pourquoi les possibilités de construction y sont très limitées, ou conscrrites à des secteurs particuliers : le PLU entend ainsi conserver et maintenir les continuités écologiques en préservant la trame verte et bleue.

Le PLU permet les activités agricoles dans ces zones à condition de ne pas porter atteinte au site



Ainsi l'emprise de la zone Natura 2000 est reprise soit en zone N ou en grande partie en zone à dominante humide de façon à garantir son emprise ainsi que ses lisières.



### ***PADD : Le projet intègre les risques et les nuisances***

#### **Secteur Nzh**

Les secteurs Nzh reprennent l'ensemble des zones à dominante humide répertoriées. Le règlement limite ainsi l'occupation des sols afin de ne pas étancher d'avantage les sols.

Ce secteur reprend aussi les zones à fort aléa inscrit au PPri en (zone rouge)

Ce zonage permet d'intégrer le risque d'inondation tout en préservant des zones à fort enjeu environnemental

#### **Secteur N : axe de ruissellement**



Du fait de l'urbanisation du territoire en partie au bord des hortillonnages, les axes de ruissellement ont une importance dans la gestion des eaux pluviales. c'est pourquoi l'axe de ruissellement identifié à l'Est est protégé. Il participe aussi

au maintien des corridors écologiques du territoire.

La zone N



Zone N



Zone Nzh (à dominante humide)





Récapitulatif des justifications du règlement pour les zones agricoles et naturelles

Zone/règle ment	A	N	Nzh
Art 1	Interdire les occupations non compatibles avec la zone agricole	Interdire les occupations non compatibles avec la zone naturelle	
Art 2			Protéger les zones à dominante humide et le PPri
Art 3	Prévoir et définir les accès nécessaires à la desserte	Prévoir et définir les accès nécessaires à la desserte	
Art 4	Gérer les réseaux en fonction des occupations et des différents type de réseaux Favoriser l'infiltration à la parcelle	Gérer les réseaux en fonction des occupations et des différents type de réseaux Favoriser l'infiltration à la parcelle	
Art 6	Ne pas favoriser l'alignement	Permettre une implantation souple	
Art 7	Ne pas favoriser l'implantation en limite séparative	Ne pas favoriser l'implantation en limite séparative	
Art 9		Limiter l'étanchement des sols	
Art 10	Limiter la hauteur des constructions sauf agricoles	Limiter la hauteur des constructions	
Art 11	Favoriser l'insertion paysagère	Favoriser l'insertion paysagère depuis les espaces remarquables	Gérer les clôtures dans le cadre d'une gestion environnementale et hydraulique
Art 12	Favoriser le stationnement sur la parcelle	Favoriser le stationnement sur la parcelle	
Art 13	Favoriser l'intégration paysagère	Favoriser l'intégration paysagère	

## E - Tableau des superficies

Zones	LE POS	Le PLU Surface en ha	justification	% de la surface communale
UB	19.75	20.83	Le zonage est affiné	3.1
UBa		3.04		0.4
UBaa		1.15		0.2
UC	72.65	59.02		8.9
UCt		8.39		1.3
UCj/UBj		13.23		2
UF	19.99	45.53	La zone intègre les zones 1AUf	7
UP		1.36		0.2
<b>TOTAL (I)</b>	<b>112.30</b>	<b>152.55</b>		<b>23.1</b>
1AU (reclassé en UC)	24.60	3	Intégré à la zone U ou A	0.7
1AUf/NArf	26		Intégré à la zone UF	
1AUt (reclassé en UF)		5.7	Projet métropolitain	0.9
<b>TOTAL (II)</b>	<b>50.60</b>	<b>8.7</b>		<b>1.6</b>
A	393.50	385.95		61.3
Nj	2.15		Intégré au secteur UBj/UCj	
NCb	0.40		supprimé	
N	78.05	26.98	Une partie est reprise en Nzh	4.2
Nzh		62.82		9.8
<b>TOTAL (III)</b>	<b>474.1</b>	<b>474.25</b>		<b>75.3</b>
<b>TOTAL Général</b>	<b>637</b>	<b>637</b>		

## **F – Espaces boisés protégés**

### **1 – Espaces boisés protégés**

Le PLU préserve près de 39;4 Ha d'espaces boisés. Le PLU remet à jour les espaces boisés présents dans le POS (d'une surface au POS de 36ha):

- le boisement au Nord-Est existant au POS est reconduit
- les espaces boisés permettant notamment la maîtrise des ruissellements à l'Est

Au titre du L151-19, le PLu préserve les alignements d'arbres dans la partie urbanisée ainsi que les rideaux qui permettent aussi la gestion des ruissellements notamment.

### **2 – espaces boisés ou paysagers à créer**

Dans les extensions urbaines à vocation d'habitat, il est demandé de traiter les espaces disponibles soit en jardin potager ou d'agrément, soit en espace vert dans les opérations groupées la plantation d'arbres d'essences locales est recommandée.

## **G – Emplacements réservés**

La commune compte 1 emplacement réservé

N°	Désignation de l'opération	Bénéficiaire	Superficie approximative
1	Création d'un chemin piétonnier	Commune	9770m

L'emplacement réservé a pour objectif d'accompagner le projet communal notamment par la maîtrise foncière du chemin piétonnier "Jobard" de la zone d'activités vers le centre-bourg et l'aménagement d'un stationnement à proximité du cimetière

## **H – Annexes sanitaires**

Les plans des réseaux et les notices relatives à l'eau potable et à l'assainissement font également l'objet d'une annexe particulière à ce dossier.



## **IV – Incidences des Orientations du PLU sur l'environnement**

### **A – Incidences du PLU sur la consommation d'espace**

La révision du PLU et la mise en compatibilité avec le Scot, oblige la commune à penser ses objectifs en termes de consommation du territoire. Par cet objectif, le projet de la commune va permettre de maintenir un rythme de construction adapté à l'évolution communale, avec la nécessité d'une gestion économe du foncier et de préservation des espaces naturels.

Le contexte de rareté du foncier et le contexte environnemental explique que le PLU tende vers une gestion optimale et maîtrisée du foncier sur les espaces urbanisés tout en renforçant la préservation de l'environnement (natura 2000, zones humides ...).

Cette volonté d'une gestion maîtrisée de l'espace est ainsi rendue possible grâce à un règlement adapté pour chaque zone.

Les zones à vocation d'habitat s'inscrivent dans une démarche de densification du cœur de ville, actant bien la volonté inscrite dans le PADD d'une gestion maîtrisée de l'espace, couplée à celle de protection de l'identité communale qui fait l'attractivité du territoire.

### **B- Incidences du PLU sur les milieux agricoles**

Le PLU de Rivery entend préserver au mieux les zones agricoles cultivées. Elles sont protégées par leur classement en zone A; l'étalement urbain et le mitage de l'espace rural sont stoppés (cf. incidences sur la consommation de l'espace).

☐ ☐ La zone urbaine est définie et l'étalement urbain est maîtrisé :

☐ ☐ Les paysages sont préservés, notamment par le biais du règlement applicable aux zones A et N .

☐ ☐ La zone A n'autorise que les constructions directement liées et nécessaires à l'exploitation agricole, qui respectent les notions de siège d'exploitation et de regroupement des constructions. Cette mesure permettant d'assurer une préservation des paysages et de l'activité agricole.

### **C- Incidences du PLU sur les milieux naturels**

En réponse aux enjeux définis dans l'état des lieux communal, le projet de Rivery met en avant de la nécessaire préservation du patrimoine paysager et environnemental qui qualifie le territoire.

Les milieux naturels, les vues, les entrées de ville, les ruptures d'urbanisation font l'objet de mesures de protection diverses :

- Le maintien des zones naturelles qui permet de protéger ces secteurs de l'urbanisation et de les préserver
- Faciliter le développement de la biodiversité par la préservation des éléments paysagers et veiller à la conservation de leur intégrité est un enjeu majeur du projet communal.
- Le recensement des ces éléments au titre du L151-19° permet de veiller plus directement sur ces éléments.

Plus largement, le PADD insiste sur la nécessaire préservation des équilibres végétal/étanchement-bâti, sur l'ensemble de la commune. Le règlement impose donc des obligations de gestion des eaux pluviales à la parcelle. De plus, des essences locales dans le traitement de ces espaces plantés doivent être préférées afin de conserver les paysages végétaux traditionnels.

- la préservation de la trame verte et bleue par la préservation de ces espaces par le zonage et le règlement

Ces différentes orientations du PLU vont dans le sens d'une pérennisation, voire d'un renforcement du végétal, ce qui est tout à fait favorable au maintien de la biodiversité dans la région. Elles vont dans le sens des préconisations du SCOT en matière d'espaces naturels, visant à la préservation de trames vertes et bleues.

Le PLU favorise la protection des écosystèmes et la préservation des continuités écologiques par la création d'une zone «N» et de secteurs inconstructibles notamment pour protéger les hortillonnages.

### **D- Incidences du PLU en matière de ressources naturelles et de nuisances**

#### la qualité de l'air

Au terme de l'état initial de l'environnement, les principales sources de pollution atmosphérique sont dues à la circulation routière. Dans le cadre du

PLU, le PADD affiche clairement la volonté d'améliorer les déplacements et de développer les liens entre la partie urbanisée et les espaces alentours afin de participer à la réduction de ces émissions. A ce titre, des actions sont mises en œuvre à travers le PLU notamment par la promotion d'un urbanisme de proximité (cœur de ville) et des déplacements doux (chemin Jobard)

D'autre part, le PADD souhaite promouvoir les circulations douces en proposant les zones d'urbanisation futures permettant les bouclages. En rapprochant les fonctions d'animation urbaine et de logements et en favorisant l'utilisation des modes doux de transport, le projet communal aura donc un impact positif sur la qualité de l'air.

Le projet communal n'oublie pas les autres sources de pollution de l'air que sont les bâtiments. Le règlement permet la mise en place de toitures végétalisées, intéressantes pour l'équilibre thermique du bâti.

Enfin, la préservation des masses végétales contribue par ailleurs à réduire les poussières et certaines matières polluantes liées au trafic routier. Les actions mises en œuvre par le PLU visent donc une amélioration de la qualité de l'air.

#### la qualité de l'eau

Les projets permis sur les zones à vocation d'urbanisation peuvent occasionner une artificialisation des sols ce qui entraîne de manière permanente :

- leur imperméabilisation,
- des ruissellements plus importants lors des fortes précipitations,
- l'accentuation du phénomène d'érosion aux endroits de fort ruissellement.

Le projet communal s'inscrit dans une gestion optimale de la ressource en eau par des actions favorisant l'infiltration des eaux pluviales, le principe général est la retenue des eaux pluviales sur la parcelle, notamment grâce aux obligations de respecter un pourcentage de non étanchement de chaque zone et l'autorisation des toitures-terrasses végétalisées.

La gestion économe du territoire contribue aussi à absorber l'eau de pluie, permet de réduire les volumes d'eau de ruissellement et de limiter les dommages occasionnés par des inondations.

Cette réflexion poussée sur la quantité et la qualité des eaux de rejet et la gestion des eaux pluviales, en préconisant la récupération des eaux pluviales

à la parcelle, ainsi que la prise en compte et la préservation des zones à dominante humide a donc une incidence positive sur la qualité de l'eau, permettant en même temps la réduction du risque de ruissellement en cas de forte pluie.

#### les nuisances sonores

Certaines infrastructures routières font l'objet d'un classement par arrêté préfectoral au regard des nuisances qu'elles engendrent sur le tissu urbain en termes de bruit. Le plan ne prévoit pas de restriction d'urbanisme à proximité des axes bruyants dans la mesure où les rives de ces axes sont déjà bâties. Cependant, conformément à la législation anti bruit, les arrêtés préfectoraux, qui classent les axes bruyants et définissent les secteurs concernés par l'isolement acoustique des constructions, permettent de réduire l'impact des nuisances sonores, en imposant des normes d'isolation phonique aux constructions.

Le développement des déplacements doux par la construction d'une charpente de liaisons douces contribue à réduire le bruit et la pollution de l'air, tout en permettant de relier entre elles les entités urbaines et les grands espaces verts "naturels" ou plus urbains ; Le PLU met donc en place des mesures visant à réduire le trafic automobiles et à éviter aux habitants de subir les désagréments de cette principale nuisance sonore.

#### les déchets

La compétence «Élimination des déchets ménagers et assimilés» est dévolue à Amiens Métropole. Cela concerne l'ensemble des opérations de collecte, de transport, de valorisation et d'élimination des déchets ménagers.

Le PLU s'intègre dans une démarche communautaire visant à prendre ainsi en compte les contraintes liées aux déchets en favorisant la collecte sélective, le recyclage et la valorisation des déchets

## E- Incidences du PLU en matière de risques

Le PLU intègre notamment le renforcement de la limitation du ruissellement. A ce titre, le PLU agit sur la gestion de l'eau par des actions en matière d'assainissement des eaux pluviales comme décrit au paragraphe précédent. L'imperméabilisation des sols est gérée par des obligations d'espaces libres de pleine terre pour favoriser l'infiltration des eaux pluviales.

Par la maîtrise de l'imperméabilisation des sols, la limitation de l'apport en eaux pluviales et la mise en place d'une politique de gestion des eaux pluviales, le PLU a donc une incidence positive sur le risque de ruissellement.

La commune a intégré aussi les autres risques et nuisances tels que les nuisances sonores et les inondations réglementées par le PPri. Les axes de ruissellement sont aussi préservés

Le PLU informe le citoyen sur les nuisances auxquelles il s'expose en choisissant par exemple son lieu d'habitation.

## F- Incidences du PLU sur le cadre de vie et la santé

La question du cadre de vie et de la santé des habitants est un sujet transversal déjà abordé dans les différents thèmes des paragraphes précédents. Les orientations du PLU sont globalement positives pour la qualité de vie à Rivery ainsi que pour la préservation des éléments naturels et de paysages caractéristiques.

Le projet communal met notamment l'accent sur la consolidation de la trame verte et bleue communale, sur le développement des déplacements doux et présente de nombreuses incidences positives sur le bien-être de l'individu et sa santé.

La présence de végétation en milieu urbain assure un contact de l'homme avec la nature sous ses formes les plus diverses et lui garantit un espace de vie plus sain. La préservation des jardins privés, la conservation des boisements... luttent efficacement contre les réchauffements localisés des surfaces imperméabilisées, contre le vent, le bruit et la sécheresse localisée.

La végétation a aussi un impact esthétique positif sur le milieu urbain et la perception que l'on peut en avoir.

Le PLU repère les arbres, les haies, les éléments hydrauliques protégés au titre de l'article L. 151-23° du Code de l'urbanisme. L'identification et la

protection de ces différents éléments permettent d'assurer un cadre de vie préservé aux habitants.

Les mesures mises en œuvre par le PLU visent par ailleurs à améliorer la qualité de l'air en réduisant les émissions de carbone par la volonté de favoriser le recours aux énergies renouvelables dans l'habitat, ainsi que par la volonté d'inciter à l'usage de modes alternatifs. De plus, les végétaux, outre l'ombre qu'ils apportent, augmentent le taux d'humidité de l'air, rafraîchissent l'atmosphère par évapotranspiration et participent aussi à une meilleure qualité de l'air. De même, comme on a pu le voir, de nombreuses actions sont mises en place à travers le PLU afin de protéger les ressources en eau.

Le PLU, relayé par les textes réglementaires, propose ainsi des mesures visant à limiter et encadrer les risques pour la santé des citoyens notamment concernant les pollutions des eaux par les nitrates et par l'azote.

Réseau numérique : la commune prend en compte la généralisation de l'accès et de la desserte du réseau numérique à terme

## G- Incidences du PLU sur Natura 2000

La commune de Rivery est concernée par un site Natura 2000 sur le territoire communal.

Le PLU est donc soumis à évaluation environnementale joint au présent dossier

## H- Evaluation environnementale

Le décret 2012-995 entré en vigueur le 1er février 2013, impose désormais que les documents d'urbanisme fassent, en raison de leurs incidences sur l'environnement, l'objet d'une évaluation environnementale soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas.

Ce PLU entre dans le champ de l'examen systématique.  
Le dossier est joint au rapport de présentation.



## **V – Indicateurs pour l'évaluation des résultats de l'application du PLU**

Les indicateurs de suivi seront notamment les suivants :

<b>Thématiques</b>	<b>Indicateurs de suivi</b>	<b><i>Rappel des objectifs</i></b>
<b>Suivi du parc de logements existants</b>	Nombre et type de demandes d'autorisation dans le parc de logements existants Mutation des logements vacants Mutation des dents creuses et de façon générale du tissu constitué Mutation des terrains urbainsables	3 dents creuses à densifier 71 logements envisageables
<b>Suivi de la construction neuve</b>	Nombre et répartition par type de logements produits (logements aidés notamment) Répartition par taille des logements (nombre de pièce et surface en m²) . Répartition par type de logements (individuel ou collectif) Mise en place des projets cœur de ville et ZAC Jobard	300 logements à réaliser sur 10 ans dont 30% mini de logements aidés (permis accordés)
<b>Bilan de la consommation des espaces.</b>	Evolution des dents creuses Evolution des secteurs à ouvrir à l'urbanisation : quelle densité offerte Quelle offre de logements offertes - prise en compte des logements aidés	Densité brute de 50 logts/ha 30% mini de logements aidés
<b>Mobilité et déplacements</b>	Effet du projet cœur de ville et ZAC Jobard	
<b>Environnementale</b>	Effet d'un accroissement de l'étanchement des sols : ressource en eau, ruissellement, déchets Evolution des éléments recensés au titre du L151-19 Incidences du projet communal sur Natura 2000	
<b>Evolution du PLU</b>	Evolution des zones du PLU	

## **VI – Résumé non technique**

Par délibération en date du 29 septembre 2008, le conseil municipal a décidé la révision du Plan Local d'Urbanisme.

Les enjeux spécifiques de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune sont les suivants :

- Faire un bilan complet de la situation urbaine
- Préciser les orientations, comparer des scénarios d'urbanisation contribuant
  - à développer des zones futures d'habitat en harmonisation avec le bâti actuel, l'environnement et les équipements,
  - à améliorer et protéger l'environnement et le cadre de vie de la commune (espaces verts - accompagnement des itinéraires piétonniers et pistes cyclables)
- mettre en place les moyens d'intégration dans le paysage et l'environnement des zones d'extension de l'agglomération et notamment traiter les espaces de transition entre l'urbain et le naturel
- identifier, protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, bâti, culturel (art L 151-23° du code de l'urbanisme)
- analyser les déplacements et la circulation sur l'ensemble du territoire et déterminer les nouveaux besoins en prenant en compte l'accessibilité et la sécurité routière (création et confortement de liaisons douces)

Dans ce cadre, la commune a exprimé un certain nombre d'orientations politiques en termes d'aménagement du territoire qui sont repris dans le cadre du PLU:

### Développement démographique

La volonté politique de développement communal a conduit les élus à intégrer un développement communal en plusieurs temps :

- le comblement des dents creuses : le PLU entend densifier le tissu existant tout en préservant l'identité communale.
- la densification et l'accueil d'une zone d'extension vers la zone d'activités : ZAC Jobard
- Le projet de cœur de ville : confortement du centre-bourg
- la prise en compte des objectifs du SCot et du PLH : 30 logements/an en moyenne

La révision du PLU compte un secteur d'extension urbaine et une zone de recomposition :

- une zone AU ce secteur nécessite un projet global et la réalisation des infrastructures dans le cadre du projet global vers la zone d'activités
- une zone de recomposition : cœur de ville

### Développement économique

- Activité commerciales : la pérennité des activités en zone d'activité ou dans la partie urbanisée de la commune est prise en compte.
- Activité agricole : la préservation des espaces agricoles sera assurée.

### Environnement

Le PLU préserve ainsi les espaces identitaires de la commune ainsi que les espaces des zones naturelles concernées par Natura 2000. Les zones à dominante humide et à risque sont préservés.

Le PLU favorise et restaure les continuités écologiques.

### Aménagement de l'espace public

- Préservation et mise en valeur par un entretien efficace du patrimoine architectural et communal par un recensement au titre du L151-19 au PLU.
- Traitement et valorisation des franges.
- Conforter les connections douces

### Transports

- Consolider les connections douces notamment le chemin Jobard
- Intégrer le stationnement sur les parcelles

### **Compatibilité avec les normes et documents d'urbanisme de valeur supérieure**

#### Schéma de Cohérence Territoriale :

Le PLU est compatible avec le Scot .

#### Plan Local de l'Habitat :

Le PLU est compatible.

#### Natura 2000

Le PLU ne présente pas d'incidence directe.

Sdage-Sage : Le PLU est compatible

## ANNEXE

- Exploitations agricoles



